

Daniel Guérin

De l'Oncle Tom aux Panthères noires

Collection Histoire

les bons caractères lbc

Daniel Guérin

De l'Oncle Tom aux Panthères noires

Les bons caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

© Les bons caractères

ISBN 978-2-915727-18-0

Dépôt légal : premier trimestre 2010

Titre original : *De l'Oncle Tom aux Panthères* - Éditions 10/18 - 1973

Notes de l'éditeur

L'élection d'un président noir en novembre 2008 a été célébrée par des manifestations spontanées de joie et de profonde émotion. Bien des Noirs, surtout les plus âgés qui ont connu les combats passés, ont vu dans cette élection le début d'une nouvelle ère qui ne connaîtrait plus les pires atrocités de la ségrégation et de la haine raciale ; pour eux, une page était enfin tournée. Parmi les Blancs aussi, l'événement a été considéré par beaucoup comme un tournant historique et bien des commentateurs ont voulu y voir la preuve que tout un chacun, Noir ou Blanc, avait sa chance dans la société américaine.

L'ouvrage de Daniel Guérin est bien utile dans ce contexte pour rappeler ce que furent les combats contre la ségrégation, les discriminations, la violence contre les Noirs ; il a fallu les luttes de millions de personnes décidées à affronter la répression, prêtes à mourir plutôt que de continuer de subir, pour faire bouger les choses. Ce furent des luttes massives et déterminées qui permirent d'imposer que les Noirs aient un minimum de droits.

Le livre est également le récit vivant de son séjour de deux années, 1947 et 1948, aux États-Unis. Il a sillonné le pays, y compris le Sud ségrégationniste, en compagnie d'amis noirs, et son témoignage illustre la violence et l'humiliation subies par les Noirs dans les États-Unis du milieu du XX^e^ siècle.

Le mérite de Daniel Guérin, c'est d'analyser clairement l'origine du racisme, qui fut une justification de l'esclavage, tout en montrant qu'il ne s'agit pas au XX^e^ siècle d'un simple reste du passé en voie d'extinction. Il explique au contraire comment, au début du XX^e^ siècle, le développement du capitalisme s'est accompagné de la mise en place de la ségrégation raciale dans le

Sud. Il décrit l'alliance des industriels du Nord et des planteurs du Sud, pour tromper et diviser les pauvres Blancs et les Noirs.

Daniel Guérin s'attache à décrire les étapes de la lutte pour l'abolition de la ségrégation et pour les droits civiques, l'évolution des idées et des organisations qui ont surgi au cours de ces luttes. Il n'a évidemment pas été possible à l'auteur, dans le cadre de cet ouvrage, de décrire les diverses et très nombreuses batailles qui ont été livrées contre la ségrégation, d'autant que ces luttes se sont multipliées et ont pris bien des formes différentes dans les années 1950, puis 1960, au fur et à mesure que le mouvement s'approfondissait pour devenir une véritable lame de fond qui obligea les autorités à faire marche arrière et à concéder, du moins sur le plan légal, la fin de la ségrégation. Mais le livre permet de se repérer dans ces luttes foisonnantes.

Publié sous le titre *De l'Oncle Tom aux Panthères*, cet ouvrage, troisième version actualisée d'un premier livre écrit suite à son séjour aux États-Unis, a été terminé en 1972, à la fin de cette longue période de lutte, alors qu'une répression féroce venait à bout des Panthères noires.

Grâce à ces luttes des années cinquante à soixante-dix, des progrès importants eurent lieu et pas seulement sur le strict plan légal. En 1960, il n'y avait que 20 % des Noirs qui figuraient sur les listes électorales et, en 1972, 62 % d'entre eux étaient électeurs. En 1930, seuls 27 000 Noirs étaient inscrits dans les facultés, un demi-million l'étaient en 1970. Le niveau de vie des Noirs, qui ne représentait que 41 % de celui des Blancs en 1940, arrivait à 60 % de celui des Blancs trente ans plus tard. Et depuis, il est certain que la petite bourgeoisie noire a pu se faire une place économiquement et politiquement. Ses représentants ont été intégrés dans l'appareil d'État. De nombreux chefs de la police, de nombreux maires noirs ont été élus.

Mais en l'absence de nouvelles luttes, cela n'a guère bougé. Si la ségrégation légale n'existe plus, les discriminations raciales existent toujours, étroitement liées qu'elles sont à l'exploitation

de la classe ouvrière et au sort réservé aux pauvres. En près de quarante ans, de 1970 à 2007, le revenu des familles noires n'a que très peu progressé par rapport à celui des familles blanches, atteignant en 2000 la proportion maximum de 63,5 % de celui des familles blanches. Et cette proportion diminue depuis, comme à chaque fois qu'il y a une montée du chômage. Car le taux de chômage des Noirs est presque le double de celui des Blancs. Pour ceux qui travaillent, le salaire horaire moyen d'un Noir est inférieur de 28 % à celui d'un Blanc. C'est dire que les inégalités restent très fortes. En 2004, la richesse moyenne des ménages noirs ne se montait en moyenne qu'au cinquième de celle des Blancs ! 68 % des Blancs possèdent leur maison mais seulement 47 % des Noirs. 10 % des Blancs sont considérés comme pauvres, mais près de 25 % des Noirs. Pour les enfants c'est encore pire : un tiers des enfants noirs vivent dans la pauvreté, une proportion deux fois plus importante que chez les Blancs. Si on ne compte que les enfants de moins de six ans, ce sont 40 % des enfants noirs qui vivent dans la pauvreté contre 17 % des enfants blancs. La mortalité infantile atteint encore 13,2 pour mille chez les Noirs, alors qu'elle est de 5,7 pour mille chez les Blancs. Et de nos jours, avec la crise et l'absence de lutte, les écarts, loin de se résorber, se creusent un peu plus encore.

Ces aspects frappants de discrimination ne sont pas liés uniquement à la couleur de la peau, mais ils s'expliquent aussi par la situation sociale de la majorité des Noirs qui font partie de la population laborieuse et même souvent de ses catégories les plus exploitées, les moins qualifiées, les plus mal payées ou carrément sans emploi, contraintes à vivre au jour le jour. Et s'il est vrai que la misère frappe plus souvent et plus fort les Noirs que les Blancs, une partie de la classe ouvrière blanche est aussi réduite à la misère, à vivre de petits boulots ou d'expédients, sans logement, sans soins médicaux, sans espoir. Et dans cette période de crise, la plongée dans le dénuement et la misère peut être très brutale même si on a la peau blanche.

Bien au-delà du problème des discriminations raciales, c'est donc le problème du fonctionnement même de la société capitaliste qui est soulevé, le problème de la place et du sort réservé à la classe ouvrière. C'est le problème de l'émancipation sociale de la classe laborieuse qui est posé.

À son apogée, au moment où il a été le plus radical, le mouvement noir a en quelque sorte effleuré le problème. Il a même menacé la société capitaliste de « destruction ». Mais il n'a pas poussé au bout la nécessité de remettre en cause la société capitaliste, et celle-ci a survécu à l'ébranlement que le mouvement noir avait provoqué. Daniel Guérin a bien conscience que *« la guerre sociale n'a pas encore été vraiment déclarée »* lorsqu'il conclut son livre, dont le fil conducteur est justement l'incapacité du capitalisme à se débarrasser du racisme.

Les Bons Caractères

Les ruptures de Daniel Guérin

Notice biographique par Anne Guérin

Daniel Guérin est né en 1904 dans une grande famille bourgeoise parisienne, libérale et dreyfusarde. Son père collectionne des Degas, des Rodin alors que sa mère joue du piano à quatre mains avec Ravel. Les débuts de Daniel sont littéraires. Il publie, à dix-huit ans, des poèmes remarqués par Colette et François Mauriac (avec qui il correspondra toute sa vie). Mais, la même année, il s'enthousiasme pour *Le Manifeste communiste.*

Après ses études à l'École des sciences politiques, il découvre au Liban et en Indochine (alors sous domination française) le colonialisme qu'il combattra toute sa vie… et aussi sa bisexualité.

Ayant rompu avec ses parents, renié ses écrits littéraires, Daniel, devenu correcteur d'imprimerie, s'immerge dans toutes les luttes sociales des années trente, navigant à travers les multiples courants révolutionnaires, syndicalistes, antistaliniens, antifascistes, antimilitaristes – jamais il ne participera à une lutte armée, mais sera parfois fasciné par l'action violente.

Journaliste militant, il parcourt l'Allemagne à vélo, avant et juste après la prise du pouvoir par les nazis et en rapporte un témoignage : *La Peste brune.* En 1934, il épouse une Autrichienne, Marie Fortwängler, dont il aura une fille. Le Front populaire le trouvera au côté de Marceau Pivert, à la gauche de Léon Blum.

Exilé en Norvège où il tente d'animer, en pleine guerre, une internationale ouvrière révolutionnaire, il y devient serveur de restaurant. Fait prisonnier en 1940 par l'envahisseur allemand, le voilà interné civil en Allemagne. Libéré pour raisons de santé,

il rejoint la section française (clandestine) de la IVe Internationale trotskiste. Il trouve un emploi au Comité du livre (qui gère les stocks de papier pour la presse et l'édition), dont il deviendra, à la Libération, le secrétaire général, exerçant *«pour la seule et unique fois de (sa) vie, une fonction d'autorité»*. En même temps, il poursuit, avant l'ouverture des bureaux, à la Bibliothèque nationale, ses recherches sur la Révolution française. Celles-ci aboutiront à son œuvre maîtresse, *La Lutte de classes sous la première République* (rééditée en version abrégée sous le titre *Bourgeois et bras-nus*), pavé qui lui vaudra de solides inimitiés chez les historiens patentés, tant communistes que bien-pensants.

Mais Daniel sillonne déjà les États-Unis, en tous sens. À *Où va le peuple américain ?* qu'il publie à son retour en France (en 1949), l'Amérique maccarthyste répondra par une durable interdiction de séjour. Parce qu'il dénonce le sort fait aux Noirs, un Américain lui conseille de balayer devant sa propre porte : Daniel s'embarque alors pour le Maghreb.

Anticolonialiste virulent, il en suivra les émancipations souvent sanglantes (sans épargner, plus tard, les trois nouveaux États indépendants). La guerre d'Algérie le révolte : signataire, en 1960, du manifeste des « 121 » qui justifie l'insoumission de soldats français, il écope, avec 29 autres intellectuels, d'une inculpation (sans suites) pour atteinte à la sûreté de l'État.

Un confortable héritage paternel lui a procuré l'aisance. Daniel, ce touche-à-tout, en profite pour se consacrer à des écrits hétérogènes (presque) toujours militants sur Kinsey et sur Gauguin, sur les Antilles et l'anarchisme – lequel le tente de plus en plus –, sur Rosa Luxemburg et l'homosexualité… S'il se risque à adapter Balzac et Silone pour le théâtre – autre passion durable chez Daniel, qui aida Ionesco à ses débuts –, il renonce en revanche à un projet d'anthropologie marxiste sur les origines de la sexualité.

Quand Mai 68 surgit, Daniel se sent vieux. Maître à penser de Daniel Cohn-Bendit comme du trotskiste Alain Krivine, il hésite

pourtant à se rendre à la Sorbonne. Mais ses disciples libertaires lui organisent une conférence dans le plus grand amphithéâtre. L'autogestion, qu'il préconise, est acclamée. Son *Anarchisme*, en livre de poche, se vend à la criée, par milliers.

Peu après, les manifestations sont durement réprimées : Daniel expédie des télégrammes d'injures à deux ministres : Louis Joxe, son cousin, et Raymond Marcellin, à l'Intérieur. La seconde missive lui vaudra par la suite une interminable enquête du fisc, persuadé – à tort, protestait l'intéressé – qu'il finançait les insurgés gauchistes.

Le franc-parler de Daniel, son manque de diplomatie, son jusqu'au-boutisme dans la recherche de sa, et de la vérité, ont valu des haines inexpiables – et des amitiés indéfectibles – à ce lutteur incorrigible dont le carnet d'adresses était gros comme un dictionnaire. Des dizaines de personnes ont témoigné de sa générosité sans bornes, d'autres de son égocentrisme. Il n'était pas souvent heureux. Plutôt, il alternait sommets d'hyperactivité et plongées dépressives.

Pétri de contradictions, il ne renie pourtant aucune de ses idées, aucune de ses pratiques (parfois antithétiques). L'effervescence gauchiste des années soixante-dix lui permet de faire son *coming out* d'homosexuel (amorcé dès 1962 avec *Eux et lui*, qui embarrassa André Breton lui-même) ; de rejoindre les Comités d'action prison derrière Michel Foucault ; et de clore vingt années d'enquête sur l'assassinat du révolutionnaire marocain Mehdi Ben Barka.

S'il ne cohabite plus depuis des lustres avec sa femme, ils restent profondément attachés l'un à l'autre, sans toujours bien s'entendre. Marie milite avec lui dans des organisations libertaires. Daniel l'entoure de ses soins. La mort de Marie en 1979 le laisse désemparé. Son énergie, jusqu'alors inépuisable, lui fait défaut. La vieillesse, qui le terrifie, est là.

Pourfendeur d'idées reçues et rétif à toute discipline organisationnelle, le vieil anarchiste signe en 1981 un appel à la

candidature de Mitterrand (qu'il déteste) à la présidence de la République, contre Giscard d'Estaing (qu'il déteste encore plus). Mais dans le même temps et jusqu'à la fin de sa vie, à une époque où, à gauche, bon nombre de ses cadets se désengagent, il affiche une foi inébranlable dans la Révolution à venir… fût-ce à long terme.

Daniel Guérin meurt en 1988.

Anne Guérin

Une bibliographie complète des écrits de Daniel Guérin est disponible sur le site www.danielguerin.info consacré à sa vie, à ses œuvres et à ses combats.

De l'Oncle Tom aux Panthères noires

A la mémoire de *Dick*,
Mon ami Richard Wright,
Revu pour la dernière fois,
Gisant dans la force de l'âge,
Black Boy posé à son chevet,
Son cœur – saura-t-on jamais pourquoi ? –
Ayant soudain cessé de battre
Le soir du 28 novembre 1960,
Et, comme l'a dit Eldridge Cleaver,
Au rebelle et à l'homme,
Au géant déchu dans la mort,
Au maître du roman américain.

Introduction

L'étude du problème racial américain que j'ai publiée en 1951 avait été le fruit d'un séjour de deux années aux États-Unis, en 1947-1948. Il m'avait été donné alors de faire connaissance avec la communauté afro-américaine. J'avais parcouru presque toutes les agglomérations du Nord où le ghetto noir est de quelque importance ; et j'avais déambulé pendant plusieurs mois à travers le Sud, m'y livrant à une exploration méthodique et détaillée.

Dans cette moyenâgeuse *Dixie* où la ségrégation raciale revêtait la forme d'une institution, j'avais vécu la vie de mes amis noirs, descendant dans leurs hôtels ou hébergé dans leurs foyers, prenant mes repas dans leurs restaurants, assistant à leurs réunions publiques et à leurs services religieux, visitant leurs établissements d'enseignement, leurs hôpitaux, rencontrant leurs leaders politiques, syndicalistes, intellectuels, spirituels, leurs journalistes, leurs écrivains, leurs artistes, fraternisant avec leurs travailleurs sur le lieu de l'exploitation et dans leurs permanences syndicales, rendant visite dans leur cellule de prison à des victimes de la répression raciste, ne reculant pas devant des incursions dans le monde de la pègre, parmi les joueurs, les trafiquants, les toxicomanes… et autres. De retour en France, obéré d'une lourde cargaison de livres, j'avais voulu, avant de m'enhardir à prendre la plume, consulter à peu près tout ce qui avait été écrit de valable aux États-Unis sur la question noire.

Depuis la publication de ce témoignage, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts – et aussi beaucoup de livres nouveaux ont, des deux côtés de l'Atlantique, scruté le problème. Quelques progrès dans le domaine des relations interraciales sont assurément intervenus. Mais l'acquis des deux dernières décennies, il faudrait, je crois, se garder d'en surestimer, comme l'ont fait

certains aux États-Unis et en dehors des États-Unis, aussi bien le rythme que l'ampleur. Les plus sensationnelles des enjambées, la fameuse décision de la Cour suprême abolissant, en 1954, la ségrégation scolaire, la loi, enfin votée en 1964, sur les droits civiques ressortissent davantage au domaine des gestes symboliques, des *token*, comme disent aujourd'hui, outre-Atlantique, les adversaires de la barrière raciale. En dépit de ces pas en avant, plus audacieux sur le papier que dans le réel, la position politique, économique et sociale de l'Afro-Américain n'a pas subi de mutation fondamentale. Ce serait une erreur – commise, aux États-Unis, par les « gradualistes » – de sous-estimer la résistance fanatique, au caractère fasciste de plus en plus prononcé, que le racisme tente d'opposer aux revendications du peuple noir.

Le « Vieux Sud » n'est, certes, qu'une relique du passé et sa défense un combat d'arrière-garde. Cependant le Ku-Klux-Klan n'a pas dit son dernier mot. Il ne représente plus, sans doute, qu'une minorité de fanatiques, mais il est capable encore de faire tache d'huile, fût-ce sous d'autres dénominations (comme ce fut le cas au lendemain de la Première Guerre mondiale, quand à la migration des Noirs vers le Nord s'ajouta le spectre de la Révolution prolétarienne en Russie).

Avec ou sans cagoule, les racistes conservent, en effet, un atout dans leur jeu : l'américanisme, qui après avoir exalté la pureté et affirmé la suprématie de la race blanche à l'intérieur des États-Unis, proclame la supériorité des Américains, de leurs institutions politiques et de leur système économique sur le reste du monde. Le Ku-Klux-Klan et ses dérivés contemporains revendiquent hautement la paternité d'un « américanisme cent pour cent ». La population blanche du Sud où le racisme a pris naissance était de vieille souche anglo-saxonne et protestante, et n'avait presque pas été touchée par les vagues successives d'immigration. Aussi ce chauvinisme y a-t-il trouvé son berceau et, de là, il a contaminé l'ensemble de la nation, entretenu par la

« guerre froide », l'hystérie anticommuniste, plus tard la proximité de la révolution cubaine.

À ce titre, le Vieux Sud n'est pas qu'un vestige accidentel de Moyen Âge, une zone chaque jour rétrécie de terreur blanche, de plus en plus isolée et perdue dans un grand pays que l'on pourrait croire et qui se prétend frauduleusement en marche vers la démocratie et le progrès social : bien que démantelé et disloqué par l'industrialisation, la mécanisation, les migrations, et plus ou moins désarmé par l'intrusion du pouvoir fédéral, il est demeuré longtemps le foyer de la contre-révolution américaine. Il a été la terre d'élection du militarisme et du fascisme qui ont tiré de son humus leur mystique et leurs recrues et dont la marée déferle aujourd'hui de l'Atlantique au Pacifique.

Cependant le problème noir s'est déplacé géographiquement. En même temps que les jeunes Noirs étaient déracinés du Sud, qu'ils se pressaient dans les métropoles du Nord et de l'Ouest, le fascisme raciste les suivait et les pourchassait dans leurs nouveaux ghettos de Harlem, de Detroit, de Chicago, d'Oakland. Une optique trompeuse serait celle qui compterait sur les vertus intrinsèques de la « démocratie » américaine pour promouvoir une solution amiable du problème racial. L'écrivain noir James Baldwin, écrivant dans un hebdomadaire blanc, a fini par convenir qu'il n'existe aucune possibilité d'un changement réel dans la condition du Noir sans un bouleversement de la structure politique et sociale américaine, qu'au surplus les Blancs ne sont pas disposés à un tel remue-ménage, ni même capables d'en avoir la vision. La conclusion de cet « intégrationniste » de la veille rejoignait, en somme, celle des « séparatistes » de couleur, selon lesquels « les Blancs aimeraient mieux crever que de faire des Noirs leurs égaux ».

Les murailles de la ségrégation ne s'écroulent pas d'elles-mêmes. Elles ne tombent pas automatiquement. Elles ne cèdent pas au moyen d'appels au « bon vouloir », à l'« amour » et à l'« humanité » de la race prétendue supérieure. Si elles se

lézardent et si elles craquent de toutes parts, c'est parce que l'Afro-Américain s'est enfin décidé à frapper à coups de bélier pour les abattre. Le Noir réformiste d'hier n'est pas moins déconsidéré que l'« Oncle Tom » soumis d'avant-hier. Un nouveau Noir est né, à la stupeur des Blancs tirés de leur confortable léthargie, un Noir agressif. James Baldwin observe que la couleur noire, jadis maudite, est devenue une couleur magnifique, non parce qu'elle est aimée, mais parce qu'elle est crainte et que l'Afro-Américain a découvert une arme nouvelle, d'une formidable efficacité : le pouvoir d'intimidation.

Il y a été puissamment aidé, au-dehors, par un exemple qui a été un moment stimulant : celui de l'Afrique. Les évocations romantiques du patriarche noir William Burghardt Du Bois, exaltant, naguère, dans un style digne de Chateaubriand ou de Barrès, la terre ancestrale d'avant l'esclavage, n'avaient guère réussi à toucher le cœur de ses congénères, assez mal, certes, enracinés en Amérique, mais coupés de presque toutes leurs racines africaines. En revanche, l'Afrique nouvelle, qui venait d'être libérée du joug colonial, l'Afrique indépendante, défiant le colonialisme blanc, l'Afrique de la conférence d'Addis-Abeba, l'Afrique « continent de l'avenir », une Afrique dont ils ne s'apercevaient pas encore qu'elle est, de plus en plus, « néocolonisée », pour ne pas dire recolonisée, a été quelque temps pour le Noir un pôle d'attraction, un mythe. Elle a suscité chez lui un « vif intérêt émotionnel », un sentiment de fierté. Et aussi une émulation faite d'impatience et d'anxiété : si les Africains ont réussi à se libérer, pourquoi pas nous ? se sont dit les Afro-Américains. L'idée qu'ils pourraient bientôt être les seuls colonisés au monde les humiliait au plus haut point.

La lutte contre le racisme a cessé d'être une affaire intérieure américaine. Elle a participé à un phénomène mondial : la décolonisation. Le conflit racial aux États-Unis a perdu son caractère autarcique. Il s'est intégré avec les mouvements de libération des colonisés d'hier, en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes. Étudiant

le « nationalisme » des Noirs américains, un professeur néo-zélandais a compris que, pour en bien saisir la psychologie, il faut se référer aux *Damnés de la Terre* de Frantz Fanon, qui est devenu, depuis, le livre de chevet des Panthères noires.

Sans doute, comme l'objecte James Baldwin, la situation de l'Afro-Américain est-elle très particulière. Il a été jeté dans un pays qui est un creuset de races et qui, sauf la noire, est parvenu, plus ou moins aisément selon les cas, à les digérer.

Ici, deux compléments paraissent indispensables.

Tout d'abord, l'Amérique n'a pas non plus épargné à certaines de ces minorités ethniques avanies et discriminations : outre les Indiens, les « premiers Américains », dont la condition est, aujourd'hui encore, de l'aveu de feu Robert Kennedy, une « honte nationale », tour à tour Irlandais, Italiens, Juifs, Japonais et Chinois, Mexicains, Portoricains ont été traités sur un pied d'inégalité – bien qu'à un degré bien moindre que les Afro-Américains.

Ensuite, le préjugé racial particulièrement virulent qui a empêché l'absorption de la minorité afro-américaine n'est pas dû simplement, comme certains l'imaginent, à des traits inassimilables, parce que d'ordre « biologique » ou « épidermique », mais à un processus d'ordre économique et social, qui remonte à l'esclavage.

Non assimilés et fort mal intégrés dans les États-Unis d'Amérique, il manque aux Noirs, comme l'a souligné Baldwin, une existence en tant que nation localisée géographiquement, un drapeau. Dans le nouveau continent où l'histoire les a condamnés à faire souche, ils ne forment qu'une minorité – officiellement 11 % de la population, 15 % selon eux – et une minorité dispersée.

Mais il ne faudrait pas, aux fins de leur contester la qualité de « colonisés », exagérer l'exception qui serait celle du Noir américain, voué à une condition qui n'aurait de précédent ni d'équivalent nulle part au monde. Si l'on y regarde, en effet, de plus

près, toutes les victimes du colonialisme et du racisme ont été, à l'extérieur des États-Unis, l'objet d'un drame spécifique.

Les Juifs, déchirés entre l'assimilation avec leurs pays d'adoption et le rêve sioniste, ont dû attendre deux mille ans avant que leur groupe le plus persécuté, ou le plus séparatiste, ne se taille (d'ailleurs aux dépens d'autrui) un foyer.

Les Algériens ont été les victimes d'une telle « acculturation » que, longtemps, la qualité de « nation » a été déniée à leur majorité musulmane par les historiens européens les plus érudits et les plus libéraux et ils demeurent, même après avoir accédé à l'indépendance, au moins aussi français dans certains caractères acquis de leur structure mentale que les Noirs des États-Unis sont américains.

Les Antillais ont été fourvoyés par l'histoire dans une situation encore plus désespérée : non seulement dépouillés de leur culture originale, de leur religion ancestrale, mais partagés, par la force, aussi bien sur le plan linguistique qu'administratif, entre cinq impérialismes rivaux. Pourtant, la notion d'une unité caraïbe n'en est pas moins une réalité, encore lointaine certes, mais dont ils prennent peu à peu conscience.

La « décolonisation » aux États-Unis pourrait certes emprunter des voies divergentes.

Si les Blancs, par miracle, s'amendaient, elle aboutirait à l'intégration. Mais, comme ils s'obstinent, elle alimente la nostalgie d'une séparation ; ou encore la « séparation » prend la forme, non d'une scission territoriale, voire d'un exode, mais d'une rupture de classes, d'un divorce avec le capitalisme et l'impérialisme américains : le Noir, à la recherche désespérée d'une patrie, la trouve, enfin, dans l'espoir d'une Amérique socialiste. La lutte engagée par les Noirs contre la ségrégation, à l'exemple des peuples décolonisés et plus ou moins en liaison (ou en sympathie) avec eux, est aujourd'hui, outre-Atlantique, un fait éminemment progressif et, pour la société capitaliste blanche, disruptif.

James Baldwin a observé que le Noir des États-Unis est aujourd'hui la « clé de ce pays » ; le traitement auquel il a été – et est toujours – soumis le met à même de bouleverser, par sa seule présence sur le sol américain, les structures fondamentales de la société. Ce diagnostic est d'autant plus digne d'attention qu'il a été formulé par un écrivain qui ne fut pas toujours révolutionnaire, et qu'on y perçoit beaucoup plus d'angoisse que de jubilation. Il se trouve rejoindre la conclusion de mon étude de 1951 :

« *La condition même qui est faite aux Noirs dans la société américaine les place à l'avant-garde de la révolte populaire et les fait exercer, sur les autres forces sociales progressives, le rôle d'un puissant stimulant. W. J. Cash admet que le Noir est,* « de toute évidence, le plus exploité et le plus opprimé des Américains ». *Henry Lee Moon fait observer que l'effroyable système de ségrégation et de discrimination raciale a créé un terrain fertile pour les semences de la révolution :* « Paria dans son pays natal, *écrit-il,* le Noir apparaît comme ayant peu ou n'ayant rien à perdre à un changement fondamental de notre ordre social ». *Oliver C. Cox note que* « les Noirs sont, en puissance, plus délibérément communistes que les Blancs. » *Et Magdeleine Paz, après Tocqueville, pense que* « la population noire est, sur le sol de l'Amérique 'quiète et prospère', la porteuse de flammes, l'élément volcanique ».

Il n'est pas un Noir qui ne soit convaincu, par sa propre expérience de tous les jours, que le système social des États-Unis est vicieux. Les travailleurs blancs, dans leur majorité, ne sont pas encore parvenus, ou sont parvenus beaucoup moins nettement, à cette conclusion. Le Noir est, dans ce sens, l'éducateur du Blanc. Chaque fois qu'il se heurte, dans sa lutte pour l'égalité des droits, à la démocratie capitaliste américaine, il aide l'homme blanc à en découvrir le véritable visage. Tandis que le Blanc croit encore à la légende d'un « État au-dessus des classes », d'un « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », le Noir, lui, sait à quoi s'en tenir sur la véritable nature des pouvoirs publics : comment pourrait-il faire confiance à des États qui le soumettent

à une ségrégation légale, à un gouvernement fédéral qui, malgré ses promesses, ne lui garantit toujours pas les droits civiques, et qui continue à le traiter comme un citoyen inférieur ?

Avant les Blancs, le Noir est devenu sceptique à l'égard des deux partis traditionnels capitalistes, qui l'ont également trahi ; avant les Blancs, il est devenu sceptique à l'égard des guerres « pour la cause de la démocratie », puisqu'il y a versé son sang sans obtenir d'être traité selon le credo démocratique. »

Ce témoignage comportait, nonobstant, à part quelques imperfections plus vénielles, une erreur de taille. Je m'étais laissé hypnotiser par une surestimation du mouvement ouvrier américain et, partant, par la priorité que je croyais pouvoir prédire à une alliance entre les Noirs et le *Labor*. Le travailleur blanc est beaucoup plus lent que je ne l'imaginais à refuser le capitalisme américain et aussi à se défaire du préjugé racial. Tout l'esprit de mon étude, et même l'ordre dans lequel elle était présentée, se ressentait de cette optique fallacieuse. J'avais, certes, des excuses : d'abord, une confiance, excessive, dans le syndicalisme ouvrier comme mode supérieur d'émancipation sociale – un syndicalisme qui, aux États-Unis, avait passé par une brillante étape de régénération militante et dont, il y a quinze ans, la décadence n'était pas encore aussi prononcée qu'aujourd'hui[1] ; ensuite, un attachement obstiné à l'internationalisme prolétarien qui voudrait pouvoir accorder la préférence à l'union fraternelle de tous les exploités, sans distinction de race, d'antécédents religieux ou de couleur.

Pourtant, dès 1954, le repentir m'assaillait et, dans l'introduction à une traduction anglaise du livre, j'avais cru devoir mettre l'accent sur la nécessité d'un mouvement indépendant de décolonisation noire :

1 Cf. mon livre *Le Mouvement ouvrier aux États-Unis 1867-1967*, Petite collection Maspero, 1971.

« Si la pression du monde "libre", si la contagion de la révolte coloniale ont aidé les Noirs américains à obtenir quelques gains récents, c'est, en définitive, surtout à eux-mêmes, à leur action directe et persévérante qu'ils le doivent et ils ne les consolideront, ces progrès, ils ne les étendront que s'ils prennent résolument en main leur propre libération. »

Pour finir, j'évoquais le geste précurseur de ce jeune ingénieur noir, de Hillboro (Ohio), qui, en juillet 1954, n'avait pas hésité à mettre le feu à une école où sévissait la ségrégation raciale, en s'écriant : *« C'est avec notre propre armure que nous irons à la conquête de la liberté. »*

Le garçon, depuis, a fait école. La jeunesse noire rejette, aujourd'hui, les tactiques banqueroutières des vieilles générations, se délivre de leurs complexes d'infériorité, cesse de croire à leur « gradualisme », signifie, tout comme le firent les jeunes initiateurs de la Toussaint 1954 en Algérie, qu'elle n'est plus disposée à attendre. Elle n'a plus la patience de ses aînés. Pour elle, la vie ne vaut pas la peine d'être vécue dans le scandale quotidien de la ségrégation et de la répression la plus barbare. Elle passe à l'action directe. Elle n'hésite pas à braver, parfois follement, tous les risques et à prendre les armes. Le temps des « Oncle Tom » est révolu aux États-Unis. Le mouton s'est fait panthère.

NB – Cet ouvrage a fait l'objet de quatre versions successives : en 1951, il a formé la partie « La révolte noire » du volume II de *Où va le peuple américain ?* ; en 1954, une édition augmentée a été publiée en anglais sous le titre *Negroes on the March* ; en 1963, une édition refondue a paru sous le titre *Décolonisation du Noir américain* qui, à son tour rénovée et largement complétée en 1972, a fait place au présent livre.

Chapitre premier

D'où vient le racisme ?

Mon propos est d'étudier la force sociale la moins statique, la moins satisfaite des États-Unis : le peuple noir. Elle a inquiété tous les observateurs venus du dehors. Alexis de Tocqueville notait déjà, il y a plus d'un siècle : « *Le plus redoutable de tous les maux qui menacent l'avenir des États-Unis naît de la présence des Noirs sur leur sol.* » André Siegfried, après lui : « *Ce problème est un gouffre sur lequel on ne peut se pencher sans effroi.* » Et le sociologue suédois Gunnar Myrdal : « *La façon dont est traité le Noir est le scandale le plus grand et le plus frappant de l'Amérique.* »

Les manifestations du préjugé racial, les divers aspects qu'il revêt, aussi bien dans les mœurs que dans les lois, ont fait l'objet, au moins en langue anglaise, de descriptions nombreuses et poignantes. Le destin du Noir, que la société blanche traite comme un paria, quand elle ne se livre pas sur sa personne aux pires atrocités, a été dramatisé par la littérature d'imagination contemporaine : personne n'a lu d'un cœur sec les romans de Richard Wright, Chester Himes, Ralph Ellison, James Baldwin, pour ne citer que quelques noms illustres.

Cependant la cause profonde de cette oppression, son mécanisme essentiel n'ont pas toujours été mis en lumière. Toute étude qui ne comporterait pas cette recherche ne pourrait aboutir qu'à la simple constatation d'une maladie mentale à peu près incurable. En présence du Noir, l'Américain blanc, cet homme relativement sain et civilisé, se transforme soudain en aliéné. Et son comportement insensé réagit sur celui du Noir, provoquant chez celui-ci, bien que dans une moindre mesure, des désordres psychiques.

Cette névrose, baptisée « racisme », mérite, certes, d'être décrite en tant que telle, c'est-à-dire dans ses manifestations multiformes et indépendamment des facteurs matériels, éco-

nomiques, historiques qui l'ont, d'abord, engendrée, puis entretenue, exaspérée. Mais il est nécessaire de commencer par le commencement, de remonter à ses origines.

L'observateur du préjugé racial s'est heurté longtemps à une conspiration du silence à peu près générale. Les Blancs d'Amérique, dans leur immense majorité, ne consentaient même pas à aborder le sujet. Dans le Sud, bien entendu, ils étaient encore beaucoup plus réticents que dans le Nord. Si l'on tentait de déchiffrer le secret de leur attitude, ils esquivaient la question. « Il n'y a pas de problème noir », prétendaient les plus cyniques. « C'est une question dont nous ne voulons pas parler », bredouillaient ceux qui n'étaient pas en paix avec leur conscience. Que de fois j'ai recueilli ces réponses au cours de mes pérégrinations de 1947-1948, à travers les États-Unis.

Cependant, une minorité de Blancs, dont l'importance numérique s'est accrue lentement et sûrement, a fini par comprendre qu'elle avait plus à perdre qu'à gagner à se boucher les oreilles et à feindre d'ignorer le problème racial. Ces Blancs « éclairés » n'ont pas surgi seulement dans la petite bourgeoisie libérale, dans les milieux intellectuels ou religieux, voire les leaders ouvriers progressifs, il s'en est même glissé quelques échantillons dans les hautes sphères du *Big Business*. Des gestes de philanthropie ont été esquissés : telles ces fondations capitalistes, qui financèrent des universités privées pour Noirs, dans le Sud. Et, couronnant le tout, les gardiens du trésor amassé par la famille Carnegie consentirent à faire les frais d'un ouvrage « monumental » sur le problème racial. Une enquête privée était le maximum de ce qui pouvait être fait. Et l'on jugea préférable de n'en pas confier la direction à un Américain. La Carnegie Corporation fit venir de Suède un universitaire social-démocrate, Gunnar Myrdal. Une imposante et coûteuse équipe de chercheurs américains, blancs et noirs, fut adjointe à ce professeur.

Le livre, qui fut publié sous son nom en 1944 et qui ne comporte pas moins de 1 483 pages, est une « somme » de tous

les travaux antérieurs sur le problème noir, en même temps que des rapports présentés par les nombreux collaborateurs associés à cette enquête. Les manifestations du préjugé racial y sont décrites avec une profusion de détails et sous tous leurs aspects. Cependant, on fit à ce monument de papier, dans les milieux « libéraux » américains, une réputation qui me paraît usurpée. Il fut salué comme une analyse « exhaustive et objective », comme une étude « définitive ». On en publia des abrégés. Il devint une sorte de bible pour d'innombrables clubs, comités, groupes interraciaux et culturels.

L'ouvrage, s'il était impeccable en tant que description, péchait, en effet, par l'interprétation. Eût-on voulu faire toute la lumière, il eût fallu considérer la maladie mentale dont on notait les symptômes comme un aboutissement, comme un produit final de tout un enchaînement de causes matérielles et historiques.

Pour Myrdal, au contraire, elle est un point de départ. Il la décrit comme s'il s'agissait d'un phénomène magique. Il s'en afflige. Il déplore qu'elle détermine chez l'Américain blanc des attitudes en contradiction avec un autre phénomène magique : son attachement au credo démocratique. Puis, s'étant empêtré dans ce « dilemme », il ne propose pas d'autre solution que de modifier les consciences : par l'éducation la réforme morale, et en laissant faire le temps. En un mot, par ce qu'on a appelé depuis péjorativement le « gradualisme ».

Dès la première page, on nous annonce : *« À travers cette étude, nous prendrons constamment comme point de départ les idées, les doctrines, les théories et les constructions mentales de l'homme ordinaire. »* En un mot, le préjugé racial des Blancs. Et nous voici plongés dans le mystère. Myrdal décrit *« la croyance totalement irrationnelle, en fait magique »* qui constitue, selon lui, le fond du racisme. Il fait des incursions dans *« cette sphère magique de la mentalité de l'homme blanc »*. Pour ce dernier, écrit-il, le Noir est inférieur *« dans un sens profond et mystique »*.

Le fossé que les Blancs ont creusé entre eux et les Afro-Américains, Myrdal le désigne d'un mot emprunté à la théocratie de l'Inde, celui de « caste ». Alors que la caste hindoue est une stratification sociale d'origine soi-disant divine, la caste de Myrdal apparaît comme une Idée (au sens hégélien du mot), préfabriquée et préétablie. « *Quand l'esclavage disparut, il resta la caste* ». À elle aussi il attribue un pouvoir magique. Si les Noirs sont pauvres et inéduqués, c'est à cause de leur « *position de caste* ». Sont-ils démunis de droits civiques, c'est en application du « principe de caste ». La « caste » est une formule passe-partout, un écran commode, qui dispense de remonter aux origines du phénomène. Un mot tendancieux aussi, puisqu'il suggère l'immobilisme et tend à boucler les Noirs dans leur ghetto.

Occupé à décrire le fonctionnement contemporain de ce mystérieux « système de caste », Myrdal, comme la plupart des sociologues, isole artificiellement la sociologie de l'histoire. Il ne fait que de brèves allusions au long et tragique processus qui a conduit à la situation actuelle. Ce compilateur, qui a tout lu et qui cite des centaines d'ouvrages, s'abstient pourtant de puiser dans les travaux historiques qui ont fait un peu de lumière sur les conditions dans lesquelles a été usiné et entretenu le préjugé racial. Ainsi, c'est à peine s'il met à contribution l'admirable *Black Reconstruction* de William Burghardt Du Bois. Myrdal ne le cite que pour lui décocher des flèches.

Du Bois déplore que le Noir, après son émancipation, n'ait même pas obtenu la propriété d'un lopin de terre : utopie ! grogne Myrdal. Du Bois regrette que le front unique des Noirs et des pauvres Blancs, au lendemain de la guerre de Sécession, n'ait été qu'amorcé : c'était impossible ! tranche Myrdal.

Le sociologue suédois admet néanmoins que Du Bois a mis en évidence, dans ses premiers écrits, certains aspects du problème racial aujourd'hui couramment admis. Mais il attribue cette clairvoyance à un « accident historique ». Il ne lui vient pas à l'esprit que ce pourrait être le drame vécu par la race noire aux

États-Unis qui a permis à un écrivain afro-américain d'atteindre le premier la vérité.

Il semble que la sourde irritation de Myrdal contre Du Bois ait une raison précise : l'auteur de *Black Reconstruction* se réclame ouvertement de Karl Marx et de la conception matérialiste de l'histoire ; il fut un des premiers historiens à appliquer cette méthode aux États-Unis. Depuis, elle a fécondé et renouvelé la science historique américaine. Elle a même inspiré les travaux d'historiens « libéraux » comme Charles A. Beard[1].

Mais Gunnar Myrdal ne pardonne ni à l'un ni à l'autre d'introduire le facteur économique dans l'histoire. Il tranche : il n'y a « aucune raison », « aucune possibilité » d'expliquer le statut « de caste » du Noir dans la société américaine en prenant comme base le « facteur économique ».

Mais il lui échappe d'écrire que la « *discrimination contre les Noirs a ses racines dans cette tradition d'exploitation économique* » et que le préjugé racial a pour fonction de « défendre des intérêts ». De même, dans un des rares passages qu'il consacre à l'arrière-plan historique du problème, il écrit que, lorsque les Noirs furent réduits à l'état d'esclaves, le besoin se fit sentir, dans ce pays chrétien, d'une justification quelconque, autre que la simple nécessité économique et le droit du plus fort. C'est alors qu'on inventa « *l'argument que le Noir était un païen et un barbare, un descendant de Cham, fils de Noé, maudit par Dieu lui-même et condamné pour toujours à la servitude en raison de son ancien péché* ». Ce passage montre clairement que le préjugé racial est une attitude délibérément fabriquée par les exploiteurs pour justifier l'exploitation de la main-d'œuvre servile. Ici, plus d'explication « mystique » ou « magique ». Le point de départ n'est plus le préjugé racial. Le point de départ, c'est l'exploitation économique. Le préjugé suit.

1 Lorsqu'il s'agit du problème noir, Beard ne parvient, d'ailleurs, pas à se dépouiller entièrement des préjugés blancs et manie la méthode matérialiste avec beaucoup moins de sûreté que le Noir Du Bois.

Mais de tels accès de lucidité ne sont chez Myrdal qu'exceptionnels. Il préfère, le plus souvent, s'enfermer dans ce qu'il appelle un « cercle vicieux ». La théorie du cercle vicieux est l'alpha et l'oméga de sa sociologie. Il n'y a pas, selon lui, de « cause première », « toute chose est cause de toute autre chose », « aucun facteur particulier n'est une cause finale ». Le préjugé racial des Blancs maintient à un niveau extrêmement bas les conditions d'existence des Noirs ; en retour, le niveau de vie très bas des Noirs entretient le préjugé racial : et ainsi de suite. Observation digne d'intérêt, puisque la misère des Noirs, plus encore peut-être que la couleur de leur peau, provoque, en effet, la répulsion des Blancs. Mais Myrdal ne veut pas voir qu'à l'origine de son « cercle vicieux », il y a bien une cause première, d'ordre matériel, génératrice du préjugé racial.

En outre, l'expression de « cercle vicieux », tout comme celle de « caste », présente le grave inconvénient de suggérer que l'oppression raciale est sans issue. C'est, d'ailleurs, en fait à cette conclusion qu'aboutirait la thèse de Myrdal si on la poussait jusqu'au bout.

Mais l'auteur se pose, aussi, en réformateur social. Il se targue de faire, comme il dit dans son jargon, du *social engineering*, de se poser en ingénieur social. Il faut donc bien qu'il propose des remèdes. Alors, soudain, le sociologue fataliste se mue en moraliste. Le problème noir est une question essentiellement morale, proclame-t-il.

Et de nous dépeindre les Américains blancs aux prises avec un « dilemme », que l'auteur gonfle au point de le prendre pour titre de son traité. Leur personnalité est double, leur âme divisée. Deux croyances magiques se disputeraient leur conscience. D'une part, le « credo américain », à la fois démocratique et chrétien ; d'autre part, un faisceau d'effroyables « préjugés » qui sont en contradiction et en conflit avec ce « credo ». Pourquoi cette ambivalence ? Tantôt Myrdal nous suggère que les préjugés des Blancs sont une « erreur » qu'ils rectifieraient s'ils étaient bien

informés. Tantôt il les attribue « *à un siècle de retard dans la moralité publique* ». Tantôt il rend cet oracle : le préjugé racial « *n'est qu'une variante de l'énigme qui trouble les philosophes depuis plusieurs milliers d'années : le problème du Bien et du Mal sur la terre* ». Il lui arrive aussi d'écrire que le préjugé racial est un « *besoin de défense des Américains contre leur propre credo national, contre les idéaux qu'ils chérissent le plus* ». Mais il ne dit pas le pourquoi de ce singulier masochisme.

Il préfère sermonner les Américains blancs et les exhorter à se réformer. Il veut espérer que le problème noir sera résolu par des moyens « moraux », par un processus d'« éducation » lent et graduel. Il s'offre à le résoudre comme l'Église s'offre à traiter la question sociale : en changeant les cœurs, en leur inspirant la charité et la fraternité. Mais, au moment même de conclure, il ne peut s'empêcher de se contredire encore une fois. Il a constaté que toutes les personnes avec lesquelles il est entré en contact, aux États-Unis, à tous les échelons de l'échelle sociale, sont de « braves gens », qui veulent être « rationnels et justes ». Et pourtant leur conduite dément à chaque instant cette bonne volonté. Myrdal est bien obligé d'admettre que la faute en incombe aux « institutions ». Ce serait donc, si l'auteur allait au terme de son raisonnement, la société, plutôt que la « nature humaine », qu'il faudrait songer à « reconstruire ». Ce seraient les conditions sociales qui ont engendré le préjugé racial qu'il faudrait d'abord réviser. Mais l'auteur a la prudence de ne pas pousser plus loin, et le rideau tombe.

Certes tout n'était-il pas à rejeter dans les thèses de Myrdal. À commencer par certaines de ses bonnes intentions. Condamner le réformisme ne signifie pas toujours faire fi des réformes. Aucun fléau social ne peut être combattu seulement en luttant pour la suppression ultime de ses causes. Au temps où Myrdal entreprenait son enquête, et qui est aujourd'hui révolu, l'émancipation finale des Noirs pouvait encore être légèrement avancée par des retouches graduelles et par une action sur les consciences.

Le programme minimum de droits civiques que le président Truman avait endossé en 1948 (et qui demeura enfermé dans la poussière de ses tiroirs en attendant que l'un de ses successeurs l'en exhume en 1964) n'était pas davantage à dédaigner. Bien qu'il fût insuffisant, son adoption finale devait marquer, de toute évidence, un pas en avant, au moins sur le papier. L'« éducation » que préconisait Myrdal, la propagande contre le préjugé racial, n'étaient pas non plus inutiles.

Mais où le réformisme est malfaisant, c'est lorsqu'il se propose comme une fin en soi et vise à estomper l'urgence de transformations plus profondes.

L'argument selon lequel le traitement infligé aux Noirs est en contradiction avec le credo démocratique de l'Amérique ne manquait pas non plus d'à-propos. Du point de vue purement tactique il était même astucieux. Myrdal n'avait pas entièrement tort de suggérer aux Noirs qu'ils disposaient d'« un instrument puissant » dans leur lutte contre l'Amérique blanche : *« les glorieux idéaux américains de démocratie, de liberté et d'égalité que l'Amérique s'est engagée à servir, non seulement par sa Constitution politique, mais aussi par la dévotion sincère de ses citoyens »*. Beaucoup plus tard les Panthères noires suivront le conseil donné et, non sans une pointe d'ironie, intégreront la Déclaration d'Indépendance dans leur programme. Toujours, d'un point de vue tactique, il n'était pas sans astuce, non plus, de souffler aux Blancs d'Amérique que, s'ils voulaient passer pour les champions de la démocratie dans le monde, ils se devaient d'en faire bénéficier d'abord leur population de couleur : *« L'intégration des Noirs dans la démocratie moderne »,* écrivait Myrdal, conférerait à l'Amérique une *« puissance spirituelle infiniment plus forte que toutes ses ressources financières et militaires »*.

Néanmoins cette ruse d'avocat était une arme à double tranchant. Elle pouvait servir la cause de l'émancipation noire, et la desservir. Elle n'était bénéfique que dans la mesure où elle étalait les raisons secrètes pour lesquelles l'Amérique trahit ses propres

idéaux. Mais Myrdal s'abstenait de soulever le voile, entretenant ainsi l'illusion, soigneusement cultivée par la classe possédante, que la « démocratie » américaine, telle qu'elle se survit de nos jours, est pour tous les opprimés, noirs ou blancs, un instrument d'émancipation.

Myrdal mettait utilement l'accent sur ce que les marxistes appellent la « superstructure », c'est-à-dire le reflet dans la conscience humaine des conditions matérielles produites par la société. Pour comprendre le problème noir, en effet, il est nécessaire, à la fois, de saisir le mécanisme complexe qui a engendré le préjugé racial, et de présenter la maladie mentale dont sont affligés les Blancs comme ayant pris, à la longue, une existence quasi autonome.

Mais Myrdal a eu le tort de trop détacher la « superstructure » de l'« infrastructure », de ne pas assez insister sur le rapport de cause à effet existant entre les deux plans. Sa démarche trop « idéaliste » ne recueillit d'ailleurs que peu d'adhésions dans les milieux intellectuels de couleur. Elle fut non seulement réfutée avec vigueur par des Noirs se réclamant du marxisme, tel que le brillant sociologue Oliver C. Cox, mais contredite par de nombreux spécialistes qui n'en avaient pas moins été associés à la vaste enquête. Un Afro-Américain qui n'était pas un marxiste mais tout bonnement le président d'un syndicat ouvrier, Willard S. Townsend, a rétabli l'ordre des facteurs renversé par Myrdal : « *Les inégalités dans notre système économique*, écrivit-il, *ne sont pas le produit de préjugés individuels ou de préjugés collectifs stéréotypés. Les préjugés stéréotypés résultent de ces inégalités et en sont simplement les sous-produits.* »

On va tenter d'établir ici que le préjugé racial n'est pas né spontanément, mais qu'il a été fabriqué artificiellement, systématiquement, au fil des années par les méthodes les plus subtiles, par une propagande de masses, par un lavage de cerveau, par une « action psychologique », comparables aux techniques que mettra en œuvre, ultérieurement, le totalitarisme européen.

Chapitre II

Un peu d'histoire

L'esclavage ne fut le fruit ni de l'« infériorité » des Noirs, ni de la perversité des Blancs. Il fleurit tant qu'il fut profitable. Le préjugé racial fut créé et nourri pour justifier, à chaque étape, l'exploitation de la main-d'œuvre de couleur.

Avant la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, en 1492, le monde n'avait jamais connu le racisme. Celui-ci naquit avec le capitalisme et le colonialisme modernes. Il a été un des fruits de la prolétarisation du travail : l'asservissement des Noirs (dont l'esclavage proprement dit ne fut qu'une des formes historiques) eut pour contrepartie l'assujettissement des salariés blancs.

La colonisation du Nouveau Monde exigeait des bras. Elle commença par l'exploitation des autochtones, les Indiens. Mais cette première source de main-d'œuvre se révéla inadéquate ; et elle fut vite épuisée. Alors l'Angleterre institua une traite des Blancs. Des malheureux qui fuyaient l'oppression féodale se lièrent par contrat à des recruteurs ou se vendirent à des capitaines de vaisseaux. Les tribunaux, multipliant à dessein les condamnations de droit commun, approvisionnèrent les colonies d'Amérique en main-d'œuvre pénale. Le bétail blanc fut transporté à travers l'Atlantique dans les conditions les plus pénibles. Mais ce réservoir était insuffisant lui aussi et il s'épuisa à son tour : les serviteurs contractuels coûtaient trop cher et n'étaient pas dociles ; ils fuyaient les plantations pour se lancer à la conquête de l'Ouest ; la production sur une échelle de plus en plus large du riz, du tabac, du coton, du sucre exigea une main-d'œuvre abondante et bon marché. Les planteurs n'avaient pas le choix. Ils puisèrent dans le seul réservoir qui s'ouvrait encore à eux : l'Afrique.

Dès la fin du XVI^e siècle, l'Angleterre avait commencé à s'enrichir dans la traite des Noirs. Encouragées par le gouvernement royal et bénies par l'Église, les compagnies qui s'y livrèrent firent des bénéfices fabuleux. Le commerce était « triangulaire » : les vaisseaux britanniques transportaient d'Afrique aux colonies du Nouveau Monde la marchandise humaine ; des plantations ils emportaient les matières destinées aux centres industriels de Grande-Bretagne ou de la Nouvelle-Angleterre ; puis ils déversaient sur la côte d'Afrique des produits manufacturés. Ce trafic fit la fortune du port de Liverpool. Les négriers occupèrent les hauts rangs de la société britannique. Quant aux Noirs – ceux qui n'avaient pas péri en cours de route – ils arrivèrent dans le Nouveau Monde enchaînés deux à deux (aux poignets et aux chevilles), après avoir disposé, pendant l'interminable traversée, d'un espace plus exigu que celui d'un cercueil.

Soulignons ici que la traite fut une entreprise, non seulement britannique, mais aussi française. L'exploitation de larges plantations par des esclaves de couleur se développa, d'abord et surtout, dans les Antilles, colonisées par les deux puissances. Le sucre de la Jamaïque et de Saint-Domingue fut un véritable pactole pour les capitalistes britanniques et français du XVII^e siècle.

Aux États-Unis, les esclaves furent d'abord affectés à la culture du tabac : en Virginie, Maryland et Caroline du Nord. Mais l'importation massive d'Africains ne se développa réellement qu'au début du XVIII^e siècle, lorsque la culture du riz, puis celle du coton, furent introduites en Caroline du Sud et en Georgie. Ces deux États devinrent les bastions de l'esclavagisme américain.

Ici il convient de préciser que l'introduction de l'esclavage resta limitée aux colonies du Sud. Ce n'était pas que le Nord, la Nouvelle-Angleterre, eût un besoin moins pressant de main-d'œuvre. Et ce n'était pas non plus que les bons puritains fussent opposés au principe même de l'esclavage : ainsi la colonie de Rhode Island devint le grand centre de la traite des Noirs et s'enrichit de ce trafic. Mais l'extension de l'esclavage au Nord se

heurtait à des obstacles d'ordre naturel : l'Africain récemment importé n'en supportait pas le climat ; de plus, aucune culture exotique n'y était possible, même celle du tabac, ce qui excluait la monoculture et imposait la polyculture. Or le Noir était « rentable » seulement dans la monoculture où le travail est quasi automatique. La polyculture exigeait une qualification professionnelle et une initiative dont le Noir n'était capable qu'après une assez longue adaptation et qui, au surplus, était incompatible avec le système même de l'esclavage : l'institution ne pouvait survivre qu'en se gardant de développer l'intelligence de ses victimes.

Les conditions naturelles divisèrent donc les futurs États-Unis en deux régions distinctes : l'une, de polyculture, basée sur la petite propriété et la main-d'œuvre blanche, l'autre, de monoculture exotique, au moyen de grandes plantations et d'esclaves de couleur.

Cependant, à la fin du siècle, le système était en déclin. Et même dans le Sud (sauf en Caroline du Sud et en Georgie), beaucoup commencèrent à douter de ses vertus économiques. Déjà en Angleterre, le pontife de l'économie politique libérale, Adam Smith, avait affirmé la supériorité économique du travailleur libre sur l'esclave.

Mais une révolution technique imprima un nouvel élan à l'esclavage : l'invention de l'égreneur mécanique de coton par Eli Whitney, en 1794. Alors que le coton côtier avait une courte soie, celui produit dans l'intérieur était pourvu d'une soie longue qui rendait nécessaire l'égrenage, c'est-à-dire la séparation de la graine de la soie. Faite à la main, l'opération était lente et, par conséquent, coûteuse. En une journée, un esclave diligent n'égrenait qu'une livre de coton. La culture du coton ne prit vraiment son essor que du jour où ce problème technique fut résolu. Elle exigeait moins de soins et était plus adaptée à la main-d'œuvre servile que celle du riz et du tabac. La Caroline du Sud et la Georgie s'empressèrent d'abandonner le riz pour le coton, et

celui-ci envahit rapidement les territoires voisins : Alabama et Mississippi.

Le Sud des États-Unis devint le royaume du coton et le fournisseur du monde entier. La propriété foncière se concentra entre quelques mains : les planteurs, qui étaient moins de 400 000, se transformèrent en capitalistes opérant sur une large échelle et disposant d'armées d'esclaves. La demande en était telle que la traite des Noirs, bien qu'illégale aux États-Unis depuis 1808, reprit de plus belle. Il y eut autant d'esclaves introduits dans le pays de 1808 à 1860 que des origines à 1808. À la veille de la guerre de Sécession, les planteurs s'efforçaient de ressusciter légalement cet ignoble trafic.

Au milieu du XIX^e^ siècle, l'esclavage n'était donc pas, comme on pourrait le croire, un résidu déshonorant du passé, un vestige anachronique sur le point de disparaître. Il parvint, au contraire, à son apogée entre 1820 et 1860, pendant la période où le coton fut roi. Il fut une institution non pas moyenâgeuse, mais capitaliste. En 1860, le nombre des esclaves atteignit le chiffre record de quatre millions, tandis que la valeur marchande de l'esclave, qui était de trois cents dollars avant 1800, monta jusqu'à deux mille dollars.

Par ailleurs, les prix toujours plus réduits auxquels les planteurs vendaient leur coton sur les marchés de Nouvelle-Angleterre et d'Europe rétrécirent leur marge de profit et les incitèrent à intensifier l'exploitation de leurs esclaves. L'institution, loin de se « civiliser », devint plus inique, plus féroce et plus inhumaine à partir du moment où elle fut revivifiée et exploitée à fond par le capitalisme moderne.

Comment des chrétiens eussent-ils pu subjuguer leurs frères ? Pour l'assimiler à une marchandise, le vendre à l'encan sur la place publique, arracher l'enfant à la mère, l'époux à sa femme, il était indispensable d'affirmer que l'esclave n'était pas réellement un homme. Le Noir fut donc présenté comme une créature fondamentalement et irrémédiablement dégradée et inférieure,

appartenant, selon l'expression de Georges Clemenceau, le futur homme d'État, alors correspondant du *Temps* aux États-Unis, à « *un genre non classé par les naturalistes, et qui doit prendre sa place quelque part dans l'échelle animale entre l'homme et le singe* ».

Dans le célèbre roman de Mrs Beecher Stowe, une adversaire de l'esclavage, *La Case de l'Oncle Tom*, le planteur interpelle ses esclaves en ces termes : « *Comment, misérable bête noire, vous ne trouvez pas juste de faire ce que je dis ! Est-ce qu'un misérable troupeau d'animaux comme vous sait ce qui est juste ou non ?* » Dans *Autant en emporte le vent*, de la Sudiste Margaret Mitchell, les esclaves sont fréquemment comparés aux gorilles ; on leur prête une odeur animale, on les énumère pêle-mêle parmi les chevaux, les mulets, les chiens et les chats.

Le lecteur qui veut se faire une idée des souffrances endurées par les esclaves peut, aujourd'hui encore, lire utilement *La Case de l'Oncle Tom*. Dans son livre sur *La Guerre de Sécession*, Pierre Belperron, constamment soucieux de ménager les esclavagistes, prétend, certes, que les horreurs racontées dans ce livre sont exceptionnelles. Il y avait, dit-il, de « bons » et de « mauvais » maîtres. Mais il ne conteste pas l'authenticité des faits ; il admet que certaines plantations étaient de véritables enfers et il souligne que l'aspect le plus odieux de l'institution, c'était le commerce des esclaves : le marchand d'esclaves, le négrier de terre était un personnage sans pitié qui n'hésitait pas à recourir au fouet, aux menottes, aux chaînes, au cachot, pour retenir sa pacotille humaine.

Margaret Mitchell ridiculise les femmes « nordistes », adversaires de l'esclavage et qui croyaient dur comme fer aux affreux récits de *La Case de l'Oncle Tom*. Mais il échappe à la romancière moderne bien des traits qui confirment la peinture faite par sa devancière du XIX^e^ siècle.

Et pourtant, malgré toutes les iniquités, les horreurs, les inconvénients d'ordre économique de l'esclavage, celui-ci ne

fut pas la cause essentielle et directe de la guerre, longue et sanglante, qui devait aboutir à son abolition. La vérité est que le Nord et le Sud des États-Unis formaient deux systèmes de production antinomiques et qui, le jour où ils devinrent incompatibles, ne purent plus coexister pacifiquement. Déjà la fondation même de la confédération nord-américaine avait été laborieuse. Elle n'avait été rendue possible que par la négociation d'un compromis entre le capitalisme industriel et financier du Nord, employant des salariés libres, et l'aristocratie foncière des esclavagistes du Sud. Ce compromis eut la vie longue. Mais, au milieu du XIX^e^ siècle, le développement foudroyant de l'industrie rompit l'équilibre entre les deux partenaires.

Le conflit fut, à la fois, d'ordre économique et d'ordre politique :

Conflit économique. – L'industrie avait besoin, pour se développer, de tarifs protecteurs. Le Sud, qui exportait son coton en toujours plus grandes quantités (3 millions de balles en 1850, 5 millions en 1859), et qui, en tant que client du Nord industriel, voulait que les produits manufacturés demeurassent bon marché, ne pouvait prospérer que par le libre-échange. Or, le protectionnisme croissant du Nord provoquait les représailles des pays d'Europe. Ainsi, en 1828, l'Angleterre riposta à une aggravation des barrières douanières américaines en s'approvisionnant de coton ailleurs ; les cours de la fibre tombèrent de plus de 15 cents la livre en 1824 à un peu moins de 10 cents en 1830. En même temps, la camelote des usines du Nord renchérissait. Le Sud était contraint de vendre sur le marché mondial où régnait la libre concurrence et d'acheter sur un marché protégé. Jusqu'en 1844, les partisans du protectionnisme l'emportèrent à Washington. Mais ensuite les libre-échangistes reprirent l'avantage, ce qui indisposa vivement les Nordistes : un de leurs premiers gestes, au lendemain de la Sécession, sera de relever les tarifs douaniers.

Conflit politique. – Le Nord et le Sud se disputaient le contrôle du gouvernement fédéral, c'est-à-dire la possibilité de légiférer dans le sens de leurs intérêts respectifs, diamétralement oppo-

sés. Lors du compromis bâtard qui avait permis la fondation des États-Unis, le Nord avait admis que la représentation au Congrès des États esclavagistes fût calculée sur la base de la population blanche majorée de trois cinquièmes des esclaves. Grâce à cette disposition, le Sud élisait 30 sénateurs sur 62, 90 membres de la Chambre des représentants sur 233 et 105 électeurs présidentiels sur 295 ; il contrôlait toutes les commissions importantes du Sénat. Il tenait à consolider, le Nord à abolir cet inique privilège.

Enfin, le Nord et le Sud étaient en désaccord, non sur le principe même de l'esclavage, mais sur son extension. Au fur et à mesure que la colonisation s'étendait vers l'Ouest, la question se posait de savoir si les terres nouvelles seraient défrichées par des hommes libres ou par des esclaves. D'un point de vue purement économique, l'expansion était une nécessité vitale pour l'esclavagisme. L'emploi de la main-d'œuvre servile épuisait rapidement le sol. Une agriculture scientifique était incompatible avec le système. Après avoir appauvri les terres de l'Est, les planteurs se déplacèrent avec leurs armées d'esclaves, toujours plus loin vers l'Ouest. De leur côté, les capitalistes du Nord étaient impatients de coloniser l'Ouest à leur profit ; et ils étaient soutenus, on le verra, par les petits pionniers qui, dans leur ruée irrésistible, faisaient chaque jour reculer la « frontière ».

Le Sud désirait donc augmenter le nombre des États esclavagistes, afin d'accroître le contrôle qu'il exerçait sur le gouvernement de l'Union. Pour la même raison, le Nord s'efforçait d'augmenter le nombre des États libres. Chaque fois qu'un « territoire » accédait au rang d'État, la bataille reprenait : le nouveau venu serait-il un État libre ou un État esclavagiste ? À plusieurs reprises, en 1819, en 1850, la querelle fut temporairement apaisée par des compromis.

Enfin, le Sud, entravé dans son expansion vers l'Ouest, songeait à étendre le système esclavagiste en direction de la mer des Caraïbes et le Nord redoutait qu'il n'entraînât la nation dans des

guerres pour la conquête de Cuba, du Mexique ou de l'Amérique centrale.

En bref, deux empires, également dynamiques, s'étaient développés sous le même drapeau. Leur besoin d'expansion les opposait l'un à l'autre, comme s'il se fût agi de deux nations impérialistes rivales. On était en présence, suivant le mot célèbre du Nordiste William H. Steward, d'un « conflit irrépressible ». Il se dénoua par la guerre. Une guerre qui, comme toutes les guerres, fit des États-Unis une nation militariste.

Sur la question qui, rétrospectivement, apparut comme l'enjeu de cette guerre, l'abolition de l'esclavage, le capitalisme du Nord était, si surprenant que cela puisse paraître, hésitant et divisé. Il ne lui échappait pas que l'exploitation de la main-d'œuvre servile était périmée et antiéconomique. Elle retardait le développement du Sud en qui le Nord voyait, tout à la fois, une source de matières premières, un marché pour ses produits manufacturés, un placement pour ses capitaux, un réservoir de main-d'œuvre à bon marché. L'abolition de l'esclavage eût permis l'abaissement du prix du coton, l'accroissement du pouvoir d'achat du Sud, une colonisation plus rapide et plus fructueuse de cette région, et aussi l'ouverture d'une nouvelle « armée de réserve » de prolétaires pour les entreprises industrielles du Nord.

Par contre, ce qu'on oublie trop souvent, le Nord et le Sud avaient des intérêts économiques communs. Le Sud était, pour le Nord, à la fois un excellent marché et le fournisseur de ce coton qui enrichissait filateurs et tisseurs de la Nouvelle-Angleterre. En outre, les capitalistes du Nord étaient liés, dans une certaine mesure, aux planteurs du Sud par une solidarité de classe. Déjà, au moment de la fondation des États-Unis, ils avaient surmonté la répugnance que leur inspirait l'esclavage et laissé carte blanche au Sud pour prolonger une institution qui, pourtant, était en contradiction flagrante avec le credo américain. (C'est ainsi qu'on ne trouve dans la Constitution fédérale

ni légalisation ni condamnation de l'esclavage.) Ces champions de la propriété privée n'avaient pas osé déposséder le Sud de son capital : les esclaves. L'abolition de l'esclavage aux Antilles par l'Angleterre en 1833, par la France en 1848, ne changea pas leurs dispositions. La tendance au compromis entre les exploiteurs de Blancs du Nord et les exploiteurs de Noirs du Sud a été (sauf pendant la cassure de la guerre de Sécession) une des constantes de la politique américaine.

Durant toute la première moitié du XIX^e^ siècle, les deux processus se combinent : d'une part, un antagonisme d'intérêts de plus en plus violent oppose le Nord au Sud ; d'autre part, les possédants du Nord et du Sud tendent à former un front unique contre les trois forces sociales montantes qui menacent leurs privilèges : les petits fermiers, les ouvriers blancs, les esclaves.

Pendant un certain temps, ce front unique se cristallisa dans le Parti Whig. Celui-ci englobait à la fois le grand capital du Nord et la fraction dominante des planteurs du Sud, effrayés par le radicalisme du Parti Démocrate du président Andrew Jackson. Le conflit des intérêts finit cependant par prévaloir sur la solidarité de classe. Le Parti Whig se disloqua, les planteurs revinrent au Parti Démocrate pour s'en emparer, tandis que naissait le Parti Républicain, coalition des divers adversaires des planteurs sudistes, bientôt accaparé lui-même par le Big Business « yankee ».

Même après ce regroupement des forces, les capitalistes du Nord hésitèrent à entrer en conflit ouvert avec les planteurs esclavagistes ; ils épuisèrent toutes les possibilités de transaction avant de se résigner à une rupture dont les Sudistes prirent finalement l'initiative. Et, le divorce consommé, ils s'accrochèrent encore à l'espoir d'une réconciliation : quand déjà les hostilités faisaient rage, ils offrirent aux Sudistes de garantir éternellement l'institution de l'esclavage si seulement les sécessionnistes voulaient bien revenir au bercail de l'Union.

Lorsque les esclaves du Sud commencèrent à rejoindre les armées du Nord, ils furent d'abord refoulés comme indésirables. Lincoln, au moment où il se décida, enfin, le 22 septembre 1862, à proclamer l'émancipation des esclaves, n'invoqua que des raisons d'ordre militaire : il s'agissait, pour lui, de désorganiser l'armée adverse qui employait largement la main-d'œuvre servile dans ses services auxiliaires : ravitaillement et travaux.

Si, en fait, la guerre de Sécession aboutit à l'affranchissement des Noirs, ce fut parce que de puissantes forces sociales firent irruption, qui débordèrent les capitalistes du Nord et donnèrent au règlement de comptes entre les deux empires le caractère d'une véritable révolution.

Une de ces forces fut le *Free Soil Movement*. Les petits pionniers de l'Ouest, ou ceux qui aspiraient à le devenir, réclamaient des « terres libres ». Leur revendication était double : ils demandaient à la fois que l'esclavage fût banni des immenses étendues qu'ils convoitaient et que le sol leur fût distribué gratuitement ou à très bas prix. En 1848, ils présentèrent, sur cette plate-forme, un candidat à la présidence des États-Unis. En 1856, ils jouèrent un rôle décisif dans la fondation du Parti Républicain qui, une fois au pouvoir, fit adopter, en faveur des *free soilers*, le *Homestead Act* de 1862, par lequel les pionniers recevaient gratuitement 160 acres (64 hectares) de terre à défricher. Le programme des free soilers ne pouvait être imposé aux planteurs esclavagistes que par la force. La démocratie de l'Ouest contribua, pour une large part, à la rupture entre le Nord et le Sud.

Parallèlement, les « abolitionnistes » poussèrent l'épée dans les reins des capitalistes yankees. Ils ne furent jamais aussi nombreux que les free soilers, mais leur campagne eut plus de retentissement. Le mouvement se recruta surtout dans la petite bourgeoisie. Il attaqua l'esclavage d'un point de vue idéaliste et religieux, à l'exemple de la Société antiesclavagiste créée en Angleterre, en 1823, par Wilberforce. Le mouvement fut relativement isolé et ses adeptes considérés comme des fanatiques,

persécutés, parfois même assassinés : tel fut le sort réservé à Elyah Lovejoy, qui tomba à Alton (Illinois), en 1836. Cet isolement persista jusqu'au jour où le capitalisme du Nord, s'étant décidé à affronter le Sud, emprunta à l'abolitionnisme son attitude morale. L'agitation antiesclavagiste fut stimulée par la promulgation d'une loi qui, dans le cadre du compromis de 1850 entre le Nord et le Sud, visait à restituer les fugitifs à leurs maîtres. L'aide clandestine aux esclaves en fuite, par le moyen de ce qu'on a appelé le « chemin de fer souterrain », fit passer l'abolitionnisme de la parole aux actes.

Cependant, entre les seules mains des Blancs, il n'eût été qu'un élan philanthropique, mais il ne tarda pas à se doubler d'un abolitionnisme noir. Les originaires d'Afrique, lorsqu'ils attaquaient l'esclavage, ne luttaient pas seulement pour un principe abstrait, mais pour la liberté et pour la vie. Ils furent l'âme du mouvement. Ils l'alimentèrent d'abord avec les révoltes, dont la plus célèbre fut celle de Nat Turner, en 1831, puis avec les évasions d'esclaves.

Le leader de l'abolitionnisme noir, Frederic Douglass, avait une autre envergure que le leader de l'abolitionnisme blanc, William Lloyd Garrison. L'esclavage avait marqué sa chair. Maltraité par un maître cruel, il avait réussi à s'échapper et à gagner le Nord. Quand Garrison, après 1840, devint « pacifiste » et ne voulut plus combattre l'esclavage que par la « non-résistance », la « persuasion morale », Frederic Douglass se sépara de lui avec éclat et devint le champion intraitable de l'action directe. Il était l'ami intime du seul Blanc qui eût osé inciter les Noirs à se libérer par la force des armes et qui paya de sa vie cette audace : le coup de main de John Brown à Harper Ferry, en 1859, sonna le tocsin de la guerre civile.

Quand les hostilités furent déclenchées, les esclaves noirs, en masse, désertèrent les plantations du Sud et rejoignirent les armées du Nord. Après avoir d'abord été refoulés comme indésirables, ils furent finalement utilisés comme ouvriers et comme

soldats. Cette « grève générale » d'un demi-million d'hommes décida, pour une large part, de l'issue de la guerre : elle affaiblit l'économie sudiste et renforça le potentiel militaire et économique du Nord. Ce fut l'initiative des Noirs qui arracha à Lincoln, d'abord fort réticent, la proclamation d'émancipation de 1862.

Après la déroute sudiste, en 1865, le rythme de la révolution s'accéléra. Les capitalistes du Nord furent, malgré eux, entraînés toujours plus loin. Leur victoire militaire n'avait pas suffi à abattre l'aristocratie esclavagiste du Sud. À peine vaincue sur les champs de bataille, elle releva la tête et essaya de restaurer sa suprématie sociale par la promulgation de « Codes noirs ».

Le Nord ne réussit à l'emporter que par des moyens extrêmes : par une dictature révolutionnaire du Congrès analogue à celle de la Convention pendant la Révolution française, par une occupation militaire prolongée, par la constitution de gouvernements locaux dans lesquels une large place dut être faite à ceux qui, la veille encore, subissaient le joug des planteurs : les esclaves affranchis et les pauvres Blancs. Cet épisode mémorable est connu, aux États-Unis, sous le nom de Reconstruction.

Aucune période de l'histoire américaine n'a été aussi systématiquement défigurée par les historiens, les romanciers et les cinéastes. Un roman comme *Autant en emporte le vent*, qui a été tiré à des millions d'exemplaires, et dont la projection sur l'écran a touché une audience encore plus large, abandonne soudain son style frivole, ses préoccupations mondaines, ses mièvreries sentimentales dès qu'il aborde l'épisode de la Reconstruction. Il se transforme alors en un pamphlet politique. La Reconstruction y est décrite comme un affreux fléau. Les Noirs y sont présentés comme devenus si insolents qu'ils insultent les Blancs et les obligent à leur céder le trottoir. Ils ne veulent plus travailler. Ils sont ivres de whisky et de liberté. Ils se livrent à toutes sortes d'excès. Les Nordistes ne sont pas mieux traités : ils persuadent les Noirs qu'ils sont désormais les égaux des Blancs ; ils vont jusqu'à les inviter chez eux à dîner et à passer la nuit ; ils les

emmènent se promener dans leur voiture et leur font servir du poulet aux trois repas ; et, surtout, ils parlent de leur accorder le droit de vote ; ce qui fait s'écrier un des personnages du roman : « *A-t-on jamais entendu chose plus sotte ? Avec des idées comme ça, on pourrit les* niggers. *Bientôt nous aurons des juges noirs, des législateurs noirs, des gorilles noirs sortis de la jungle !* »

Le film célèbre de David Griffith, *Naissance d'une Nation*, a lui aussi alimenté le préjugé racial en Amérique et dans le monde entier en falsifiant la seconde révolution américaine. « *On s'est attaché*, écrit Howard Fast dans sa *Route de la Liberté*, *à en effacer jusqu'au souvenir. De puissantes influences n'étaient pas d'avis que ce fût une bonne chose pour le peuple américain de savoir qu'une expérience de ce genre avait été conçue et tentée, qu'elle avait été menée à bonne fin ; que le droit avait été accordé au Noir d'exister dans cette nation en tant qu'homme libre, de vivre sur un pied d'égalité avec ses voisins, de diriger sa propre destinée de concert avec les pauvres de race blanche du Sud ; ni qu'en huit ans ce Noir, maître de son destin, avait réussi à créer une civilisation conforme aux principes de la morale, de l'égalité et d'une véritable démocratie.* »

La Reconstruction est d'ailleurs un épisode difficile à bien démêler, car, de même que pendant la Terreur française, deux régimes s'y superposèrent : d'une part, la dictature d'une bourgeoisie révolutionnaire ; d'autre part, un embryon de pouvoir populaire et de révolution permanente. Le propos du capitalisme *yankee* était de se substituer à l'ancienne aristocratie esclavagiste et de coloniser le Sud : sous le couvert des baïonnettes nordistes, une ruée de trafiquants, de spéculateurs s'abattit sur le pays vaincu ; la corruption, la vénalité fleurirent.

Mais le Nord, pour atteindre ses objectifs, n'eut d'autre ressource que de priver du droit de vote les planteurs rebelles et de prendre le risque de l'accorder à leurs anciens esclaves. À l'ombre d'une dictature militaire et grâce au suffrage universel, les affranchis noirs et les pauvres Blancs instaurèrent une

démocratie fondée sur l'égalité politique et économique des opprimés, sans distinction de couleur. Un court instant, ces deux entreprises coïncidèrent. Le meilleur côtoya le pire. « Années affreuses », affirme André Siegfried, à la suite de la plupart des historiens bourgeois américains. « *Soulèvement humain comparable à la Réforme et à la Révolution française* », riposte l'historien noir Du Bois.

L'embryon de pouvoir populaire présenta certains traits de ce que les marxistes appellent « dictature du prolétariat » : démocratie intégrale pour les masses, dictature pour les ennemis du peuple. Il fut à la fois parlementaire et extraparlementaire. Les Assemblées constituantes des divers États furent ouvertes largement aux représentants des Noirs et des pauvres Blancs. Mais, à côté de ces Assemblées, des clubs populaires analogues à ceux de la Révolution française se constituèrent sous le nom de *Union Leagues,* ils furent l'âme de la révolution. De même, à côté des armées fédérales, des milices populaires noires se chargèrent d'imposer aux récalcitrants les volontés du peuple.

Mais cette révolution, comme toutes les révolutions bourgeoises, s'arrêta à mi-chemin. L'émancipation politique ne s'accompagna point d'une émancipation économique. La plupart des grandes plantations, abandonnées par leurs propriétaires, avaient été mises sous séquestre. Les Noirs continuèrent à les cultiver, sous le contrôle des autorités fédérales. Dans certains cas, ils furent autorisés à se les partager à titre temporaire. Dans d'autres, ils réussirent à les acheter. Ailleurs, ils s'en emparèrent purement et simplement et défendirent leurs nouvelles possessions les armes à la main. Parfois, ils exploitèrent ces biens vacants sur une base coopérative. Mais leur rêve, d'ailleurs antiéconomique, issu d'une promesse démagogique qui ne fut jamais tenue, de posséder chacun « quarante acres et une mule » demeura un rêve – tout comme, en France, la démagogie petite-bourgeoise d'un Robespierre. Ce fut en vain que le grand parlementaire de la Reconstruction, Thaddeus Stevens, essaya de

faire adopter par le Congrès un projet de loi instituant le partage du sol. Les bourgeois républicains ne le suivirent pas.

Le capitalisme avait lui-même trop soif de terre pour étancher la soif de terre des Noirs – une soif qui, selon le leader des Panthères noires Eldridge Cleaver, n'est toujours pas tarie aujourd'hui. Les plantations les plus chargées de dettes furent vendues à l'encan et acquises par la bourgeoisie urbaine du Sud ou par des spéculateurs du Nord. Dans d'autres cas, elles furent restituées purement et simplement à leurs anciens propriétaires. Ou bien ceux-ci réussirent, par la suite, à les racheter, au moins en partie. Il y eut, dans l'ensemble, un important transfert de propriété. Mais les plantations survécurent. Les Noirs qui les avaient toujours cultivées y restèrent au titre de main-d'œuvre. Leur servage changea seulement de forme. D'esclaves, ils devinrent des *sharecroppers*, c'est-à-dire des métayers ne possédant que la force de leurs bras.

Le nouveau système ne différait pas beaucoup de l'ancien. La main-d'œuvre ainsi utilisée dans les plantations de coton continua d'être durement exploitée, et, par divers artifices, de nouvelles chaînes furent forgées. Peu à peu, l'institution du métayage, qui avait été conçue pour les Noirs, fut étendue, par la force des choses, aux pauvres Blancs, c'est-à-dire à d'anciens petits propriétaires ruinés et dépossédés du sol.

Comme le sharecropper ne possédait rien, le propriétaire était obligé de le faire vivre, lui et sa famille, jusqu'à l'époque de la récolte du coton. Il lui consentait donc des avantages en nature, sous forme de nourriture et de vêtements qu'il lui facturait à des prix exorbitants. Puis, quand venait le partage de la récolte, profitant de ce que le métayer n'avait aucun moyen de contrôle, il ne lui réglait le plus souvent qu'une partie de son dû. Le sharecropper, ainsi escroqué à l'achat et à la vente, ne parvenait jamais à se libérer. Le planteur faisait en sorte qu'il y eût toujours dette, donc obligation de rester. Dans certains cas,

au surplus, il n'hésitait pas à employer la force pour enlever au métayer l'envie de s'enfuir.

Par ailleurs, le sharecropper ne jouissait d'aucune initiative. Il était entièrement sous la coupe du propriétaire qui lui dictait toutes les phases de son travail. L'exploitation à laquelle il était soumis s'étendait à sa femme et à ses enfants, obligés de participer à son labeur sans aucune rémunération.

La plupart des États du Sud considéraient le sharecropper comme un journalier agricole. Il n'avait aucun droit sur la terre, ni sur ses instruments de travail, ni sur la récolte, ni sur son maigre bétail. Le propriétaire pouvait tout saisir pour se rembourser des dettes qu'il lui avait fait contracter. Et il était en droit, au bout d'un an, de congédier un homme qui subissait ainsi tous les inconvénients du salariat sans bénéficier d'aucun de ses avantages.

Le sharecropper vécut dans des conditions de « misère extrême », de « semi-inanition », toutes les publications aussi bien officielles que privées en témoigneront. Les photographies qui illustreront le rapport de 1937 au président Franklin Roosevelt seront plus éloquentes encore que le texte. Gunnar Myrdal n'hésitera pas à écrire que ce mode de relations entre planteurs et métayers était *« un système qui n'a pas son équivalent dans les autres parties avancées du monde occidental »*.

La Révolution, après s'être arrêtée à mi-chemin, rebroussa. L'esclavage proprement dit ne fut pas rétabli, mais les Noirs et dans une certaine mesure les pauvres Blancs perdirent les droits politiques qu'ils avaient conquis. Le capitalisme yankee n'avait dressé sur leurs jambes les masses populaires du Sud que pour assurer définitivement sa suprématie sur les planteurs. Mais, une fois cet objectif atteint, la solidarité de classe ressouda le front unique des possédants qui avait été, un moment, rompu par la guerre de Sécession. Le développement foudroyant de l'industrie, la crise économique de 1873, les premiers symptômes de la révolte ouvrière dans le Nord, la terreur qu'inspirait aux privilé-

giés l'éventualité d'une alliance durable des Noirs et des pauvres Blancs dans le Sud, l'intérêt qu'avait le Nord à maintenir l'ordre dans sa colonie méridionale, tous ces facteurs déterminèrent les gouvernants de l'Amérique à mettre le holà à la Reconstruction.

Sur le plan électoral, le candidat républicain à la présidence ne put se faire élire, en 1876, qu'avec le consentement des Démocrates, qui étaient devenus puissants dans le Sud et dans l'ensemble du pays. Un compromis intervint entre le Nord et le Sud. Les armées fédérales évacuèrent les régions occupées. Les Noirs furent abandonnés par leurs protecteurs de la veille, livrés à la vengeance des « Bourbons ». La contre-révolution commença. La terreur – blanche aux deux sens du terme – se donna libre cours. Elle se forgea un bras séculier : le Ku-Klux-Klan. Cette société secrète procéda à des « expéditions punitives », de style fasciste. Les Noirs furent « remis à leur place » par les moyens les plus sommaires, empêchés d'exercer leurs droits politiques, courbés à nouveau sous le joug des planteurs.

Les 14e et 15e amendements à la Constitution fédérale, adoptés pendant la période révolutionnaire de la Reconstruction, avaient garanti solennellement aux Noirs l'exercice du droit de vote : ils furent traités, avec la complicité de la Cour suprême, comme chiffons de papier. Les États du Sud, les uns après les autres, promulguèrent des lois qui, par toutes sortes de stratagèmes, écartèrent les Afro-Américains des urnes. Les clauses dites du « grand-père » interdirent l'inscription sur les listes électorales de toute personne dont le père ou le grand-père n'avait pas joui du droit de vote au 1er janvier 1867, c'est-à-dire à une date où les Noirs ne s'étaient pas encore vu reconnaître ce droit. Les *poll taxes* subordonnèrent l'accès des urnes au paiement d'une taxe électorale trop onéreuse pour le misérable budget des Noirs. Les *white primaries* permirent de désigner les candidats, avant les élections elles-mêmes, dans des assemblées privées du Parti Démocrate qui n'étaient ouvertes qu'aux seuls Blancs. Comme le Parti Démocrate était, depuis le compromis de 1876, le seul

parti existant pratiquement dans le Sud, les véritables élections avaient lieu hors la présence des Noirs.

Pour justifier ces attentats à la démocratie, une formidable campagne de haine fut déclenchée contre les Noirs. Les vieux préjugés raciaux, fabriqués jadis pour légitimer l'esclavage et qui avaient eu tendance à dépérir pendant la période de la Reconstruction, furent revigorés, poussés au paroxysme. Mais ce fanatisme ne naquit pas en un jour. Le feu fut long à prendre. Il fallut délibérément le stimuler et l'entretenir. Lorsqu'on examine les programmes et statuts du Ku-Klux-Klan à ses débuts, on constate que le préjugé racial n'y occupait qu'une place accessoire. L'objet essentiel du Klan était, d'abord, y lisait-on, de restaurer les anciennes prérogatives des planteurs, de préserver leurs propriétés contre les convoitises des Noirs et de ramener ces derniers à la condition d'une main-d'œuvre servile ; ensuite, de priver les esclaves affranchis de leurs droits politiques. La théorie raciste, le dogme de la suprématie blanche, le souci de « maintenir la pureté du sang blanc », ne venaient qu'en troisième lieu.

Lorsqu'en 1890 le gouverneur de Caroline du Sud voulut faire adopter une loi instituant des wagons de chemin de fer séparés pour les Noirs, sa proposition fut repoussée par le Sénat de l'État : le préjugé racial, note l'historien Simkins, « n'avait pas encore été suffisamment développé ». Entre 1890 et 1900, on le verra plus loin, les populistes réussirent, dans une certaine mesure, à recréer un front unique entre Noirs et pauvres Blancs du Sud. Preuve que le préjugé racial n'avait pas encore eu le temps de devenir la maladie mentale qu'il est de nos jours. La crainte qu'inspira aux maîtres du Sud l'expérience populiste exaspéra leur détermination de creuser entre les Blancs et les Noirs un fossé infranchissable.

Ce fossé fut ce qu'on appelle aux États-Unis la ségrégation. Dans les anciens États esclavagistes, les deux races furent rigoureusement séparées, tout contact entre elles rendu systémati-

quement impossible. La division du Sud en deux mondes qui s'ignorent, se craignent et se haïssent, n'était nullement un vestige du passé ayant ses excuses dans des « traditions séculaires ». Elle datait seulement du début du XX^e^ siècle. Elle fut instaurée à l'apogée du capitalisme américain. Un juriste a fixé à 1914 la date à laquelle le statut légal du Noir américain était retombé à un niveau équivalant à celui d'avant la guerre de Sécession. Le compromis de 1876-1877 entre le Big Business yankee et les Bourbons du Sud a subsisté jusqu'à nos jours. Les institutions du Vieux Sud en ont été le fruit.

Ce système, les deux partenaires du compromis étaient également intéressés à le faire durer. Car il leur permettait, en jouant les deux races l'une contre l'autre, de les maintenir toutes deux dans la sujétion, et il assurait aux exploiteurs du Sud (nordistes aussi bien que sudistes) un réservoir de main-d'œuvre à bon marché. Dans la mesure où le Sud était de plus en plus colonisé et industrialisé par le capitalisme du Nord, le Big Business yankee devint le principal bénéficiaire du racisme.

Ce n'est point par hasard que de nos jours encore la tension raciale est particulièrement vive dans des centres industriels du Sud comme ceux du textile, largement contrôlés par les magnats de la Nouvelle-Angleterre, et autour des aciéries de Birmingham, propriété du puissant trust de l'acier, l'US Steel.

Telle est la véritable origine du racisme dont sont atteints, aujourd'hui encore, les Blancs d'Amérique.

Chapitre III

Autopsie de la ségrégation

Je vais décrire maintenant les formes modernes prises par l'institution édifiée par les Bourbons du Sud, avec la complicité des capitalistes du Nord, pour maintenir les Noirs sous le joug. Institution que ses adversaires ont baptisée *Jim Crow*[1]. L'inventaire de la ségrégation raciale, objet de ce chapitre, est celui que l'on pouvait établir vers 1955. Depuis, bien entendu, sous la pression du mouvement d'émancipation noir, les choses ont quelque peu changé. Mais pas tellement. D'où l'emploi, dans ma description, tantôt du présent, tantôt du passé.

Examinons, tout d'abord, le mécanisme destiné à priver les Noirs de leurs droits politiques, et à faire du prétendu « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », selon les termes des fondateurs de l'Union américaine, un *white government*, un gouvernement par les Blancs et pour les Blancs.

Les statistiques démontrent que la liberté de vote des Noirs eût conféré à ceux-ci un pouvoir électoral considérable dans certaines circonscriptions du Sud. C'est pourquoi les Bourbons recoururent aux expédients les plus variés pour les écarter des urnes. Les clauses dites « du grand-père » furent déclarées inconstitutionnelles par la Cour suprême en 1915, les white primaries invalidées en 1944 par la même instance, qui confirma sa sentence en 1948. Mais, en Arkansas, le Parti Démocrate continua à refuser les candidatures d'hommes de couleur. C'est ainsi

1 À l'origine, il semble que Jim Crow ait été le nom d'un Noir légendaire du Sud qui fit l'objet de chants populaires. Plus tard, à partir de 1861, le terme désigna les wagons de chemin de fer réservés aux Noirs. Au début du XX^e^ siècle, son acception s'élargit et il finit par couvrir toutes les formes de la ségrégation raciale.

qu'encore en juin 1950 un pasteur noir, le révérend J. H. Gatlin, ne put se présenter aux élections municipales de Little Rock.

Les poll taxes eurent la vie plus dure. Elles avaient été abolies volontairement, c'est-à-dire sans intervention de l'autorité fédérale, par plusieurs États. Mais elles subsistaient dans cinq autres : Alabama, Arkansas, Mississippi, Texas et Virginie. Dans ces deux derniers États, une proposition d'abolition de la poll tax fut, en novembre 1949, repoussée par plébiscite.

Certains observateurs ont contesté que la poll tax écartât des urnes un pourcentage important d'électeurs potentiels. La somme à payer, en effet, n'était pas très élevée (entre 1 et 2 dollars par an suivant les États). Mais c'était surtout son mode de perception qui, dans certains États, privait les électeurs potentiels de l'exercice du droit de vote. Ainsi, dans l'Alabama, la taxe était cumulative, avec, toutefois, un nombre de plus en plus réduit d'années d'arriérés à acquitter. Par ailleurs, dans certaines localités, les percepteurs, sous des prétextes divers, s'arrangeaient pour refuser les versements des postulants noirs.

C'était un fait que le pourcentage des votants par rapport aux électeurs potentiels était beaucoup plus bas dans les États exigeant le paiement d'une poll tax que dans les autres. Aux élections présidentielles de 1944, il fut de 18,31 % dans ces États (qui étaient alors au nombre de huit) contre 68,74 % dans les quarante autres États. La mise en vigueur de la poll tax dans le Texas réduisit le nombre des votants de plus de 400 000 en 1900 à environ 250 000 en 1904. En sens inverse, l'abrogation de la poll tax en Louisiane accrut le nombre des votants de 44,5 %.

Tous les projets de loi déposés en vue d'abroger la poll tax pour la seule élection de représentants ou de fonctionnaires fédéraux étaient invariablement repoussés par le Congrès. En 1937, la Cour suprême avait qualifié cet impôt tout à la fois de « raisonnable » et de constitutionnel.

Au fur et à mesure que les anciennes barrières s'effondrèrent, les législateurs sudistes leur substituèrent de nouveaux artifices.

Comme l'écrivit, en 1954, la revue *The Crisis*, organe de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP) : *« Les conditions d'inscription sur les listes électorales ont été étendues au point d'englober des tests de caractère personnel, de biens possédés, d'éducation, etc. Le contrôle que chaque État exerce sur la confection de ces listes étant quasi nul, les fonctionnaires qui en sont chargés n'en font qu'à leur tête. L'un peut exiger des qualifications plus étendues, l'autre des qualifications moins étendues que celles définies par la loi en vigueur dans l'État. L'inscription est particulièrement difficile pour un Noir dans les circonscriptions rurales, car ici entrent en jeu des questions de personnes dans une atmosphère chargée d'hostilité. »*

Un de ces artifices, l'amendement Boswell, dans l'État d'Alabama, entré en vigueur en 1946, réservait le privilège de l'inscription sur les listes électorales à *« ceux qui peuvent lire, écrire, comprendre et expliquer n'importe quel article de la Constitution des États-Unis en langue anglaise »* et à ceux qui *« ont un bon caractère et comprennent les devoirs et obligations d'un bon citoyen »*. Le résultat fut que 2 000 Noirs seulement sur 80 000 purent obtenir leur inscription sur les listes électorales. En 1949, l'amendement Boswell fut finalement déclaré inconstitutionnel par la Cour suprême. Mais l'inscription des Noirs sur les listes électorales n'en devint pas pour autant libre et égale.

En Mississippi, le droit de vote ne pouvait être accordé qu'à une personne capable de lire ou d'interpréter, de façon satisfaisante, la Constitution de l'État. Après 1947, une autre disposition exigea de l'électeur potentiel qu'il s'affirmât en accord avec une « déclaration de principes » du Parti Démocrate de l'État de Mississippi. Ce texte condamnait expressément certains articles du programme de droits civiques en faveur des Noirs. On espérait que les électeurs potentiels de couleur refuseraient d'y souscrire. Déjà, du vivant du sénateur Bilbo, l'ennemi juré des *niggers*, il avait été demandé à des Noirs, dans certaines localités : *« Si Bilbo*

est le candidat du parti, voterez-vous pour lui ? » Ceux qui répondaient par la négative étaient exclus des listes électorales.

En Georgie, une loi fut adoptée en 1949, soumettant le postulant à un examen au cours duquel il devait répondre, de façon jugée satisfaisante, à une pluie de questions ardues de droit constitutionnel. Les législateurs de l'État, interrogés par des journalistes, furent eux-mêmes incapables d'y répondre de façon correcte. « *Ce sont des questions*, écrivit le *New York Times*, *auxquelles probablement moins d'un électeur sur cent dans l'ensemble des États-Unis pourrait répondre.* »

La Caroline du Sud, à partir de 1950, exigea des électeurs qu'ils fussent capables à la fois de lire et d'écrire tout article de la Constitution de l'État et, par-dessus le marché, qu'ils n'aient jamais forniqué, battu une femme, qu'ils ne se soient jamais livrés à des actes de sodomie, etc.

Mais le moyen le plus efficace d'écarter les Noirs des urnes demeura ce que le rapport au président Truman sur les droits civiques appelait « les techniques de terreur et d'intimidation ». J'ai recueilli au cours de mon voyage aux États-Unis la photographie d'une lettre expédiée le 15 janvier 1948 de Lake Arthur (Louisiane) à un Noir de la même localité, Howard Higginbothan. Cette lettre avertissait le destinataire que, si lui, sa femme et six autres Noirs dont les noms étaient énumérés essayaient de voter aux élections du 20 janvier suivant, il « payerait pour tous ». Suivait un crâne au-dessus de deux tibias entrelacés et la signature KKK (Ku-Klux-Klan.)

En mars 1948, à Wrightsville, chef-lieu du comté de Johnson, en Georgie, le même Ku-Klux-Klan organisa une parade, à la veille d'une consultation électorale. Le « grand dragon » déclara à ces cagoulards rassemblés que « le sang coulerait » si les Noirs étaient traités sur un pied d'égalité avec les Blancs. Les 400 Noirs inscrits sur les listes électorales (sur une population de 4 500 *colored*) n'osèrent pas se présenter aux bureaux de vote. À Mount Vernon, dans le même État, tous les Noirs inscrits sur

les listes électorales reçurent, en mars, une lettre les invitant à ne pas aller aux urnes. Sur les 600 inscrits, 190 seulement passèrent outre. L'un d'eux, Isaiah Nixon, fut assassiné la nuit qui suivit les élections (8 septembre 1948). À la veille des élections générales de novembre 1948, le Klan organisa des cavalcades nocturnes dans le centre de la Floride. Les électeurs noirs jugèrent plus prudent de rester chez eux le jour du scrutin. En novembre 1952, John Lester Mitchell, un des trois Noirs qui avaient engagé une procédure légale pour obtenir leur inscription, fut tué par un député-shérif à Opelousas (Louisiane).

En conclusion, bien que certaines barrières anciennes eussent été levées, les Noirs, dans leur immense majorité, étaient empêchés, d'une façon ou d'une autre, d'exercer leur droit de vote dans le Sud. En 1952, sur 6 millions de Noirs en âge de voter dans les onze États ex-esclavagistes, 1 300 000 seulement étaient inscrits sur les listes électorales.

Quant à la barrière sociale élevée entre les races, elle était toujours aussi rigide dans les États du Sud. Aucun État n'avait abrogé ou adouci les textes qui lui conféraient un caractère légal. Dans un seul, la Virginie, la proposition avait été faite d'abolir la séparation des races dans les transports en commun : sans succès.

Il n'est guère possible ici de tracer un tableau complet de ce qu'a été la « ségrégation ». Le regretté Charles S. Johnson, un spécialiste de la question, a dû consacrer à cet inventaire un livre entier. Je me contenterai d'un aperçu sommaire, émaillé de quelques souvenirs personnels.

La confrontation même des villes du Sud révélait au voyageur la division de la société en deux mondes étrangers l'un à l'autre et inégaux. La ville noire était à la ville blanche ce qu'au temps de la colonisation le quartier « européen » des villes du Maghreb, d'Afrique noire ou d'Indochine était au quartier « indigène ». La ligne de démarcation entre les deux était, en général, nettement tracée : le plus souvent par la voie ferrée. Les maisons de la ville

étaient blanches, la plupart, confortables et bien entretenues. Les ventilateurs y ronronnaient doucement pendant les mois d'été. Leurs fenêtres étaient munies d'écrans contre les moustiques et on y jouissait de toute la fraîcheur compatible avec le climat. Les rues étaient pavées et les fils électriques couraient le long des arbres.

« De l'autre côté de la voie ferrée », comme on dit là-bas, *on the other side of the track*, le spectacle était tout différent. Ici, les maisons étaient petites et délabrées, privées de tout confort moderne : souvent de simples taudis. La nuit, des lampes à pétrole clignotaient à travers les fenêtres. Rares étaient les ampoules électriques. La plupart des rues n'étaient pas pavées. Encore moins balayées. Leurs bosses et leurs trous y rendaient périlleuse la circulation automobile. Le soir, des familles entières s'entassaient sous la véranda, à la recherche d'un peu de fraîcheur, faute de ventilateurs et de réfrigérateurs.

Dans certaines villes du Sud, il y a de très beaux parcs. Les promeneurs blancs s'y prélassaient et les enfants blancs y jouaient. Mais les Noirs n'y étaient pas admis. Cet éden n'était pas pour eux. En 1951, le Kentucky avait vingt-deux parcs ouverts aux Blancs et aucun pour les Noirs. Les parcs d'État du Tennessee réservés aux Noirs avaient respectivement une superficie de 170 et 490 hectares, alors qu'un seul des treize parcs réservés aux Blancs était large de 20 000 hectares. La Louisiane avait douze parcs d'État pour Blancs, mais les Noirs en étaient réduits à pique-niquer sur le bord de la route. Certains États sudistes préférèrent fermer tous leurs parcs plutôt que d'y laisser pénétrer les Noirs.

Dans les trains, les Noirs avaient leurs wagons à eux, choisis parmi ce que le matériel roulant peut offrir de plus vétuste, dans les gares et les stations d'autocar leur salle d'attente séparée. Dans les tramways et autobus urbains, ils n'avaient droit qu'à la partie arrière du véhicule ; encore devaient-ils céder leur place aux Blancs en surnombre. Lorsqu'ils s'avisaient d'en-

freindre cette règle, ils étaient arrêtés par la police, condamnés à des amendes, injuriés et parfois malmenés. À la fin de 1953, 48 soldats noirs furent arrêtés et se virent infliger des amendes à Columbia (Caroline du Sud) parce que l'un d'eux avait choisi une place vide près d'un Blanc. Dans les wagons-restaurants, on tirait un rideau pour dérober à la vue des Blancs les consommateurs de couleur.

Aucun mélange des races n'était toléré dans les hôtels et restaurants. Un président d'université noire rendant visite à un Blanc de passage devait emprunter non l'ascenseur, mais le monte-charge. On imagine à quelles difficultés se heurtaient, en 1948, un Blanc et un Noir qui voyageaient ensemble. Arrivés dans une ville à une heure tardive, il nous fallait trouver, mon chauffeur et moi, un hôtel « blanc » et un hôtel « noir », situés parfois à plusieurs kilomètres l'un de l'autre, prendre nos repas dans des restaurants séparés. Nous ne parvenions à demeurer ensemble que lorsqu'un hôtel, un restaurant noirs voulaient bien, à leurs risques et périls, nous accueillir tous deux. Parfois, le restaurateur noir jugeait plus prudent de nous dissimuler dans sa cuisine.

À Dade City, en Floride, les choses faillirent tourner mal. Une logeuse de couleur disposait de chambres. Elle ne voulut m'admettre chez elle que si j'obtenais la permission de l'agent de police blanc en faction dans la rue. Celui-ci, décontenancé par le caractère inusité de la situation, me conduisit à son chef, qui patrouillait en voiture. La réponse fut négative. Je partis donc, seul, à la recherche d'un hôtel et d'un restaurant blancs. Mais, tandis que je finissais mon repas solitaire, un policier me cueillit et m'entraîna – il était dix heures du soir – dans les locaux du shérif, un certain Leslie Bessenger. J'y retrouvai mon chauffeur noir, qui avait été arrêté lui aussi. Nous restâmes plusieurs heures dans ce bureau, sous la garde de nervis bardés d'étuis-revolver, du plus pur style western, qui, nous soupçonnant, au surplus, de

« communisme », nous regardaient d'un mauvais œil et tentaient de nous provoquer.

Finalement, mon chauffeur (dont le permis de conduire n'était pas tout à fait en règle) fut mis en cellule. Je fis remarquer en vain qu'un Blanc n'eût jamais été arrêté pour pareille vétille. Comme j'avais l'épiderme pâle, on me rendit la liberté ; mais, le lendemain, on fit venir de très loin, en voiture, la police secrète (FBI), et les autorités d'immigration. Celles-ci me soumirent à un interrogatoire serré. Enfin, les choses s'arrangèrent et nous pûmes reprendre notre route. Je me rendis tout de go à Tallahassee, la capitale de l'État, pour me plaindre au gouverneur. On me dirigea sur l'assistant de l'attorney général. J'invitai celui-ci à produire le texte de la loi qui m'interdisait de louer une chambre dans le domicile privé d'une personne de couleur. Cette loi n'existait pas.

– Alors, répondis-je, si j'avais finalement loué cette chambre, je n'aurais violé aucune loi. Qu'aurait-il donc pu m'arriver ?

D'une voix douce et paternelle, mon interlocuteur insinua :

– Peut-être aurait-on trouvé votre cadavre dans la rivière le lendemain…

Lorsque nous étions sur la grande route et que midi sonnait, il fallait bien que nous nous arrêtions devant quelque auberge « blanche » pour y déjeuner. Mon chauffeur était un ancien sergent de l'armée américaine ; il s'était battu en Europe « pour la cause de la liberté ». Mais il était un Noir. Il devait donc rester dans la voiture, et je lui apportais son repas sur un plateau. Je le ravitaillais moi-même, car les serveuses blanches ne se fussent pas « sali les mains » à servir un Noir.

Les difficultés d'un voyage « interracial » étaient si grandes que certaines familles blanches devaient renoncer à emmener au cours de leurs déplacements la nurse noire de leurs enfants. Pour les Noirs eux-mêmes, le voyage par la route était une entreprise compliquée et scabreuse. Parfois, il leur fallait parcourir d'énormes distances sans pouvoir se restaurer, les auberges

situées le long de la route étant toutes « blanches ». La plupart des hôtels « noirs » laissant beaucoup à désirer, vu le bas niveau de vie de la population de couleur, les Afro-Américains appartenant aux professions libérales glanaient des adresses de gîtes privés qui, dans chaque ville, leur tenaient lieu de relais.

Même dans les salles de spectacle, les races étaient séparées. Il y avait des cinémas « tout blancs », d'autres « tout noirs », d'autres mixtes où les Blancs occupaient l'orchestre et les Noirs les galeries. Mais un homme de couleur ayant la « conscience de race » se refusait, en général, à subir l'humiliation des salles mixtes et ne fréquentait que les salles « noires ».

Jim Crow n'épargnait pas le sport. Non seulement les spectateurs étaient compartimentés suivant leur race, mais surtout les champions ou les équipes aux prises ne devaient pas, en ces temps révolus, être de race différente. Ce fut une petite révolution lorsqu'en novembre 1947 deux équipes de football, l'une noire, l'autre blanche, s'affrontèrent, pour la première fois, sur le stade de Durham (Caroline du Nord).

Dans les grands magasins, les Noirs étaient admis, sauf dans les lieux de mangeaille, mais il leur était interdit de « profaner » un article en l'essayant. Ils devaient acheter une paire de gants sans les enfiler et un chapeau sans le poser sur leur tête. Les vendeurs blancs maintenaient les distances en ne disant presque jamais « madame » ou « monsieur » à leurs clients de couleur, mais en les appelant (lorsqu'ils les connaissaient) par leur prénom.

Les établissements d'enseignement étaient rigoureusement séparés. Ici, plus que dans tout autre domaine, l'ignorance réciproque des deux mondes se manifestait. Étudiants blancs et noirs étaient rarement en contact. Tout collège américain est, par essence, éloigné, topographiquement et moralement, du monde réel. Collèges noirs et collèges blancs sont chacun des îlots isolés, baignant dans l'irréel, et leurs deux univers ne se rejoignent jamais. À Baton Rouge, capitale de la Louisiane, l'université

noire et l'université blanche sont à une distance respectable du centre de la ville, l'une au nord, l'autre au sud. Ayant par hasard accueilli dans ma voiture des étudiants des deux établissements, je réussis à créer entre eux, malgré le préjugé racial, un contact fraternel, mais j'eus l'impression d'avoir fait se rencontrer des Esquimaux et des Papous. À l'université (blanche) de Caroline du Nord, le professeur Howard W. Odum avait aménagé un remarquable centre d'études du problème racial : livres, périodiques, tableaux muraux y étaient à la disposition des étudiants. Intention louable. Mais cinq minutes de vie sociale avec les Noirs en eussent appris davantage aux jeunes Blancs que cet enseignement en vase clos.

Entre collèges noirs et collèges blancs, il y avait la même différence qu'entre ville noire et ville blanche. Les établissements noirs, bien qu'il y en eût d'excellents, faisaient figure de parents pauvres. La valeur des bâtiments scolaires dans le Sud fut évaluée, en 1945-1946, à 63 dollars pour chaque élève noir, à 221 dollars pour chaque élève blanc. À la même époque, les crédits affectés à l'éducation des enfants noirs étaient 38 % de ceux consacrés à l'éducation des blancs. Sur 137 millions de dollars dépensés annuellement pour l'enseignement supérieur par les États pratiquant la ségrégation, 126 millions étaient affectés aux établissements fermés aux Noirs. Le Mississippi dépensait 37 dollars par an pour chaque élève blanc et 9,70 dollars pour chaque élève noir ; l'Alabama, 59,79 dollars par élève blanc et 26,90 par élève noir ; la ville d'Atlanta (Georgie) 108,70 dollars par élève blanc et 37,80 dollars par élève noir. Jadis, le pédagogue noir Booker T. Washington s'était résigné à la « ségrégation » à la condition qu'il y eût égalité de traitement selon l'adage trompeur : *separate but equal*. Mais, en fait, il y a eu, à la fois, séparation et inégalité.

Les déficiences étaient particulièrement criantes sur le plan de l'enseignement supérieur spécialisé (médecine et droit). Les étudiants noirs ne pouvant pas s'initier à ces disciplines dans des

établissements de couleur ont réussi, après quels efforts, à forcer la porte des universités blanches. La lutte a été sévère. D'abord refoulés, ils ont été admis à suivre les cours, mais d'un couloir ou d'une pièce attenante d'où, par la porte ouverte, ils pouvaient apercevoir le maître. Il fallut attendre juin 1950 pour que la Cour suprême imposât leur admission sans restriction ; mais cette sentence ne portait que sur deux États et ne condamnait pas le principe même de la ségrégation : les étudiants noirs ne furent acceptés aux universités blanches de Texas et d'Oklahoma que parce qu'il n'existait aucun établissement noir apte à leur donner un enseignement équivalent. Cependant ce fut seulement le 17 mai 1954 que la haute instance condamna explicitement la doctrine separate but equal et, par voie de conséquence, le principe de la ségrégation scolaire. Mais la bataille, en dépit de ce pas en avant symbolique, devait durer encore des années.

À plusieurs reprises, à Little Rock (Arkansas), puis à l'université d'Alabama, il fallut l'intervention des forces fédérales ou la réquisition des milices des États par le pouvoir fédéral pour que des écoliers ou des étudiants fussent admis dans des établissements scolaires ou des universités jusqu'alors réservés aux Blancs.

Chaque fois que les autorités fédérales ou, le cas échéant, les gouverneurs d'États firent preuve de fermeté, celle-ci fut payante ; les barrières de la ségrégation raciale s'entrouvrirent, presque sans effusion de sang. En dépit des injures, des vociférations, des bagarres, dans les quelques secteurs du front où la communauté de couleur avait décidé symboliquement de porter le combat, les écoliers noirs finirent par forcer les portes des écoles et une poignée d'étudiants noirs celles des universités.

L'épreuve de force engagée entre le président Kennedy et les gouverneurs de Mississippi, puis d'Alabama, montra qu'il était relativement aisé de faire fléchir, en employant les grands moyens, la résistance sudiste. Mais l'avantage ainsi remporté n'était souvent que temporaire. À peine levées les mesures mili-

taires, l'obstruction reprenait de plus belle. Tel cet étudiant noir, admis, enfin, à l'université d'Alabama, mais, ensuite, terrassé par une dépression nerveuse et tel autre en butte à des vexations répétées ou mis en état d'arrestation sous le moindre prétexte.

Dans le domaine de l'hygiène et de l'urbanisme, le mythe separate but equal était démenti par les faits. Pour l'ensemble des États-Unis, le taux de mortalité infantile était, en 1940, de 69 % plus élevé chez les Noirs que chez les Blancs. Les Afro-Américains qui mouraient de tuberculose étaient trois fois plus nombreux que les Blancs. En 1942, il y avait un médecin noir pour 3 377 habitants de couleur, alors que la proportion, pour l'ensemble du pays, était de un médecin pour 750 habitants. Une enquête effectuée à Jacksonville (Floride) en mai 1946 révéla qu'en 1944 le taux de mortalité était de 50 % plus élevé chez les Noirs ; en 1943, le taux de mortalité infantile des premiers était double de celui des Blancs. Il y avait un médecin de couleur pour 7 385 personnes alors que la proportion aurait dû être, d'après les hygiénistes, d'un pour 1 000 et 1 500 personnes. Dans l'État de Mississippi, où la population noire et la population blanche étaient sensiblement égales, en 1944-1945, 2 785 lits d'hôpital étaient à la disposition des Blancs, 1 275 à la disposition des Noirs. Il y avait 1 360 médecins blancs contre 57 médecins noirs. En Alabama, le taux de mortalité infantile des enfants blancs de moins d'un an était, en 1944, de 52 ‰, celui des enfants noirs de 79 ‰ La tuberculose était deux fois plus répandue, la syphilis seize fois, la blennorragie huit fois, parmi les Afro-Américains que parmi les Blancs. À Atlanta (Georgie), le taux de mortalité infantile des enfants blancs fut, en 1946, de 26,46 ‰, celui des enfants noirs de 53,36 ‰. Le taux de mortalité des Blancs était de 7,48 ‰, celui des Noirs de 13,02 ‰. Avec les années, l'écart a été quelque peu réduit, mais il demeure sensible.

En matière sexuelle, le fossé entre les races était, théoriquement, infranchissable, même en dehors du Vieux Sud. Les

mariages mixtes étaient interdits par la loi dans dix-neuf États et punis de peines allant jusqu'à cinq ans de prison (Tennessee et Texas). Un ancien combattant, qui servit dans la marine de guerre comme Blanc, du nom de David Knight, fut condamné, en 1947, dans l'État de Mississippi, à cinq ans de prison pour avoir épousé une femme blanche : son arrière-grand-mère était supposée avoir été noire. Lorsqu'un homme de couleur était pris en « flagrant délit » avec une femme blanche, il arrivait que la partenaire estimât ne pouvoir sauver son honneur, et peut-être même sa vie, qu'en criant : « Au viol ! » Sur quoi l'Afro-Américain était envoyé *ad patres*.

C'est ce qui arriva au jeune Willie McGee, de Laurel (Mississippi). Un de ses camarades m'a raconté qu'ayant servi en France pendant la guerre, il avait eu un certain succès auprès des jeunes filles blanches et, de retour dans son pays, ne s'était pas défait de ce naturel penchant. Pendant six ans, le malheureux attendit dans l'angoisse une exécution, remise mais jamais rapportée. Finalement, l'assassinat légal de McGee fut perpétré le 8 mai 1951.

Un cas tout aussi atroce fut celui de Jeremiah Reeves, un jeune batteur dans une formation de jazz, à Montgomery (Alabama). Il fut arrêté à l'âge de seize ans sous l'inculpation d'avoir « violé une Blanche ». Des aveux lui furent arrachés sous menace de mort, qu'il rétracta ensuite. Pendant sept années, ne cessant de proclamer son innocence, il fut traîné de tribunal en tribunal et, par deux fois, son cas fut examiné par la Cour suprême qui, finalement, refusa de casser la sentence le condamnant à la peine capitale. Il fut électrocuté le 28 mars 1958.

Par contre, lorsque des Blancs s'attaquaient à la vertu d'une femme noire, comme il advint, en 1945, à Mrs Recy Taylor, d'Abbeville (Alabama), les jeunes coqs n'étaient pas le moins du monde inquiétés.

Derrière le paravent du tabou sexuel, les deux races se croisent d'ailleurs avec ardeur. Impunément et couramment, lorsqu'il

s'agit d'un mâle blanc et d'une femme noire. Clandestinement et beaucoup plus rarement, lorsqu'il s'agit d'un mâle noir et d'une femme blanche. Les auteurs des lois de ségrégation se sont abrités derrière le spécieux prétexte qu'il fallait empêcher le mélange des races. Mais le métissage, en dépit de leurs murailles artificielles, marche bon train. Presque tous les Noirs américains (80 %, estime-t-on) sont, en fait, des mulâtres.

Sur le préjugé racial vient se greffer une névrose à soubassement sexuel. La femme blanche se fait une idée extrêmement flatteuse de la virilité des Noirs ; elle la redoute en même temps qu'elle la désire et qu'elle s'en prive. Son trouble ambivalent est d'autant plus profond qu'elle est prisonnière de son éducation puritaine, frigide ou hystérique. Le mâle blanc, sous l'empire de la même estimation, hanté lui aussi par cette virilité réputée sans frein, conscient du trouble qui assaille ses compagnes blanches, épouvanté par la menace d'avoir à endosser la paternité d'un *baby* de couleur, éprouve un mélange détonant de jalousie furieuse et de sous-estimation de ses propres capacités.

La ségrégation, comme tout ce qui est contre nature, engendrait une série d'absurdités. En voici, brièvement, d'après mes carnets de notes, quelques exemples :

La Croix-Rouge s'est longtemps refusée à transfuser le sang d'un Noir dans les veines d'un Blanc.

Une femme de couleur, sur le point d'accoucher, s'est heurtée en vain à la porte fermée d'une maternité blanche.

À Miami (Floride), j'ai vu des Peaux-Rouges assister à une séance de lutte parmi un public où les Noirs, eux, n'étaient pas admis.

En Louisiane, les créoles d'origine française, tous catholiques et portant des noms français, ont été séparés arbitrairement par la ségrégation en deux clans : les prétendus « Blancs » et les prétendus « Noirs ». Mais un généalogiste de la Nouvelle-Orléans a rassemblé pour chaque famille de créoles « blancs » des pièces prouvant qu'elles étaient de sang mêlé. À sa mort, tout le quar-

tier des riches créoles « blancs » a tremblé ; la ville a finalement racheté les compromettantes archives à sa veuve et les a mises sous clé.

Un pasteur noir du Nord a voulu visiter le Sud sans être victime de la ségrégation : il s'est simplement coiffé d'un turban hindou et a été reçu partout, avec déférence, dans les lieux réservés aux Blancs.

À la fin de 1947, un « Train de la liberté » parcourut les États-Unis. Ce musée ambulant transportait les précieuses reliques de l'Histoire américaine. Mais il dut brûler un certain nombre de stations, notamment celles de Birmingham (Alabama) et de Hattiesburg (Mississippi), car les maires des localités en question, contrairement aux volontés formellement exprimées par les initiateurs de cette tournée, ne voulurent y admettre les visiteurs noirs qu'en groupes séparés. À la Nouvelle-Orléans, des instituteurs noirs conduisant des enfants noirs furent molestés et arrêtés, le 8 janvier 1948, pour avoir voulu s'approcher du Train de la liberté.

Le préjugé racial était tellement entré dans les mœurs, il exerçait une pression si forte que les Blancs les plus progressifs n'en étaient pas indemnes. En Georgie, un professeur d'université blanc, congédié pour ses idées avancées, laissa mon chauffeur noir m'attendre plusieurs heures dans la voiture, en pleine nuit, sans même avoir l'idée de lui apporter un rafraîchissement ou une collation.

À Natchez (Mississippi) un ouvrier, secrétaire d'un syndicat du CIO, me pressa de faire entrer chez lui mon compagnon ; mais l'obscurité ne lui avait pas permis d'apercevoir sa couleur ; quand il se fut rendu compte de sa méprise, il eut un mouvement de répulsion et le Noir, qui avait d'abord hésité à me suivre, dut regagner la voiture.

À la Nouvelle-Orléans, un leader communiste, après un long atermoiement, accepta de recevoir l'Afro-Américain, mais par

la porte de la cuisine. La simple peur de « ce qu'en diraient les voisins » paralysait ces hommes de bonne volonté.

La « ségrégation », si insupportable qu'elle fût, l'était moins que la terreur. L'Afro-Américain, dans le Sud, était condamné à vivre en permanence dans une atmosphère de danger. « *Chaque Noir*, observa le professeur John Dollard, *sait qu'une sorte de sentence de mort est suspendue sur lui ; il ne sait pas quand viendra son tour. Cela peut ne se produire jamais, mais cela peut aussi se produire à tout instant.* » Les auteurs du rapport au président Truman sur les droits civiques relatèrent que « *la menace du lynchage est toujours suspendue au-dessus de la tête du Noir du Sud. Le fait de savoir qu'un mot ou un acte mal interprété peut entraîner sa mort pèse sur lui d'un poids terrible.* » Le chef de la police secrète fédérale (FBI), feu J. Edgar Hoover, vint témoigner devant le comité que, dans le Sud, les Blancs pouvaient brutaliser et assassiner des hommes de couleur avec la quasi-certitude de l'impunité.

La majorité des participants aux 43 lynchages qui eurent lieu entre 1936 et 1946 ne furent pas même poursuivis. En février 1947, à Greenville (Caroline du Sud), un jeune Noir, Willie Earle, fut enlevé de prison et tué par une bande de chauffeurs de taxi blancs. Les meurtriers, traduits en justice, furent acquittés triomphalement. Le *New York Times* considéra néanmoins comme un « progrès » qu'ils aient été poursuivis. En 1955, même déni de justice en Mississippi : les Blancs qui lynchèrent à mort le jeune Emmett Till furent acquittés.

Le journaliste Ray Sprigle, qui pour le compte du *New York Herald Tribune* parcourut le Sud, déguisé en Noir, note que « *la peur suit l'homme noir dans le Sud depuis sa plus tendre enfance jusqu'à son lit de mort. Pendant deux cent cinquante ans d'esclavage et quatre-vingt-cinq ans de liberté partielle et limitée, le Sud blanc a dominé sa minorité noire par la corde, le bûcher et le pistolet. Il continue, à cette exception près que, ces dernières années, la corde et le bûcher ont laissé la place au pistolet, moins specta-*

culaire, mais tout aussi efficace. Chaque Noir dans le Sud, quels que soient sa position sociale, son activité, sa situation de fortune, ses titres universitaires, les services qu'il a rendus à l'humanité, vit dangereusement à tout moment de sa vie. »

Les policiers étaient – sont toujours – les plus acharnés à attenter à la vie des Afro-Américains. « *Dans nombre de cas*, lit-on dans le rapport au président, *les Noirs ont été abattus* (par la police) *dans des circonstances indiquant une froide volonté de tuer.* » C'est ainsi que huit prisonniers de couleur furent assassinés, le 11 juillet 1947, dans le comté de Glynn (Georgie), par leurs gardiens, « *sans la moindre justification* ».

Le chef de la police de Birmingham (Alabama), fief de l'US Steel, Floyd C. Eddins, s'était fait une réputation toute particulière de violence : au cours du seul mois d'avril 1948, quatre Afro-Américains furent assassinés par ses agents. Depuis, dans ce fief sudiste de la métallurgie, les assassinats et les brutalités n'ont jamais cessé de terroriser la population de couleur.

Il faut s'être plongé soi-même dans cette atmosphère d'épouvante pour en réaliser toute l'horreur. Je n'oublierai jamais les yeux inquiets, la voix étranglée de mon chauffeur noir lorsqu'à Natchez (Mississippi), la ville natale du romancier Richard Wright, il me pressa d'abréger notre séjour. Le pompiste de couleur de la station-service lui avait tracé un tableau si éloquent des sévices dont les Noirs étaient l'objet dans cette localité qu'il n'avait plus qu'une idée en tête : partir. Et pourtant ce garçon, il m'en fournit la preuve tout au long de notre voyage, ne manquait pas de cran.

Dans les *Cahiers Fernand Pelloutier* de décembre 1950, le syndicaliste Roger Hagnauer m'accusa d'avoir « *groupé les faits* » pour « *provoquer une impression fausse* » et trancha : « *Dire que les Noirs vivent sous une terreur constante dans les États du Sud est une de ces « enflures » journalistiques qui ne servent guère la cause des Noirs.* » Richard Wright lui écrivit, le 12 mars 1951, qu'il était « surpris » et « affligé » de ce ton et de cette attitude et il ajouta

entre autres : « *Pour appuyer les déclarations de Daniel Guérin, laissez-moi vous dire les quelques faits suivants : une oppression aussi illimitée que celle qui dure depuis trois cents ans n'aurait pu être imposée à des millions de Noirs sans des instruments de terreur. L'objet de cette terreur fut de maintenir le Noir dans une position inférieure, de l'empêcher de posséder la moindre propriété, de recevoir une éducation qui aurait pu l'éveiller, de voter et de participer pleinement à la vie publique. N'oublions pas que cette proscription fut dirigée, non contre des peuples colonisés au-delà des mers, mais contre des voisins habitant porte à porte. D'où la nécessité de la terreur directe et, lorsqu'on n'allait pas jusque-là, de la menace de terreur. Sous ce régime, le sentiment le plus profond du Noir est la peur. Cette peur atteint son apogée dans la région des plantations du Sud ; elle prend la forme de l'anxiété et de la tension dans le Nord industriel. Ce sont des faits élémentaires ; ils constituent l'essence des relations entre Blancs et Noirs aux USA. Et cette essence n'a pas été modifiée.* »

On verra plus loin que l'un des mérites des courageux activistes qu'ont été, récemment, les Panthères noires a été, en prenant les armes, d'avoir délivré l'Afro-Américain de la peur.

En dépit des statistiques prouvant que le lynchage était en décroissance, en dépit des déclarations optimistes des thuriféraires de la démocratie américaine, assorties, parfois, de violences physiques contre ceux qui osaient mettre en doute les droits civiques garantis théoriquement aux Noirs, les ténèbres du Moyen Âge ont été longues à se dissiper dans le Sud ; la force brutale et le fanatisme n'ont cessé d'y régner. Le grand écrivain noir, Langston Hughes, aujourd'hui disparu, observa que les efforts tentés par une poignée de libéraux pour améliorer la condition des Noirs dans le Sud n'avaient pas eu plus d'effet « qu'une goutte d'eau dans un océan ». Si les lynchages « officiels » se faisaient plus rares, ils étaient remplacés par d'autres formes de terreur : attentats à la bombe, coups de feu, et par la

forme plus subtile des actes de violence quasi légaux commis par des agents de l'ordre public.

Le problème noir n'est pas, aux Etats-Unis, un problème régional. Le préjugé racial n'est pas enfermé dans les limites géographiques du Vieux Sud. Il y a atteint sans doute son point culminant ; mais il a fait tache d'huile, et il empoisonne l'ensemble du pays. Le Sud, du fait même de sa pauvreté et de son économie arriérée, avait une population excédentaire. La mécanisation et la diversification des cultures ont achevé d'y chasser l'Afro-Américain de la terre. Les Noirs ont déserté Dixie pour tenter leur chance ailleurs, attirés par les régions industrielles du Nord et de la côte Ouest. Ils n'y forment plus aujourd'hui que 40 % de la population, et plus de la moitié des Afro-Américains résident en dehors du Vieux Sud. Mais, parallèlement, les immigrants blancs ont emporté avec eux leur fanatisme et en ont infecté les agglomérations du Nord où ils sont allés s'établir. Les hommes de couleur ont donc retrouvé à Chicago, à Detroit, à New York, à San Francisco, l'atmosphère de pogrome qu'ils avaient cru laisser derrière eux en quittant le Sud.

Un des principaux véhicules du préjugé racial, dans le Nord, a été la caste militaire. Les cadres professionnels de l'armée et de la marine américaines sont largement recrutés parmi les « Sudistes ». En outre, un grand nombre d'unités sont stationnées dans le Sud. L'autorité militaire inoculait ainsi le préjugé racial, en temps de paix, à des centaines de milliers de jeunes gens, en temps de guerre, à des millions. En outre le gouvernement fédéral, transposant les mœurs du Sud à l'échelle nationale, avait institué une « ségrégation » dans les forces armées. Malgré les sollicitations dont il fut l'objet, le président Roosevelt (fort timide sur le plan interracial) n'osa y remédier au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Il signa bien, le 14 septembre 1940, un décret dont une clause interdisait la discrimination raciale pour les hommes du contingent appelés dans les forces armées ;

mais ce texte demeura lettre morte. Peu après, le président entérinait un mémorandum, rédigé par le secrétaire d'État adjoint à la Guerre, Robert Patterson, aux termes duquel la politique de ségrégation du département de la Guerre était à maintenir.

Les soldats noirs, à qui l'on demandait de verser leur sang pour une cause sacrée, furent, trop souvent, l'objet d'humiliations et de sévices de la part des combattants blancs.

Le président Truman, au cours de sa campagne électorale de 1948, promulgua, le 26 juillet, un ordre exécutif prescrivant l'égalité de traitement et d'avancement pour toutes personnes dans les forces armées sans considération de race, de couleur, de religion ou d'origine nationale. Mais ces belles paroles ne furent pas traduites en actes. L'armée, notamment, leur opposa la plus vive résistance. Le général Omar Bradley répliqua publiquement, en août 1948, que « *l'armée n'allait pas se lancer dans des réformes sociales, qu'elle continuerait à placer les hommes de races différentes dans des unités différentes, et qu'elle ne changerait d'attitude que lorsque l'ensemble de la nation le ferait* ».

Les Noirs qui avaient été engagés dans la guerre de Corée, en 1950-1951, le furent en unités séparées. L'une d'elles, le 24e régiment d'infanterie, ayant été particulièrement éprouvée, nombre de ses hommes passèrent en conseil de guerre et furent condamnés à de lourdes peines pour « défaillances » devant l'ennemi. La NAACP dut envoyer sur place un homme de loi afin de tirer les inculpés des griffes du général Mac Arthur. Le rapport de ce juriste attribua le mauvais moral des hommes de couleur à la politique de ségrégation maintenue par le général et vit, dans l'acharnement avec lequel ils furent punis, une manifestation du préjugé racial. Pourtant, malgré ces résistances, la ségrégation dans les forces armées a fini par être abolie, en 1953, pour des raisons essentiellement techniques. Mais, au cours de la décennie suivante, les GI's de couleur auront à verser leur sang sur le sol du Vietnam dans une proportion très supérieure à celle des Blancs.

Une autre raison de la contamination raciste de l'ensemble des États-Unis était l'influence exercée par les Sudistes sur le gouvernement fédéral. Cette influence était hors de proportion avec leur importance numérique. Elle provenait du fait que la représentation est calculée d'après le chiffre total de la population (blanche et noire), alors qu'en fait les urnes sont monopolisées, dans le Sud, par les planteurs blancs. Pendant vingt ans, de 1932 à 1952, le Parti Démocrate fut au pouvoir et le Sud était l'un de ses bastions. Le président Franklin Roosevelt ne put se faire élire, pour la première fois, en 1932, que grâce à l'appui des Bourbons. Son agent électoral, James A. Farley, rendit tout exprès visite à Dixie et réussit à obtenir le concours du Ku-Klux-Klan. Le président, par la suite, ne cessa de faire risette à ses soutiens sudistes.

La règle de l'ancienneté assurait aux *congressmen* du Sud le contrôle de la plupart des commissions importantes du Sénat et de la Chambre des représentants. En 1942, ils détenaient la présidence de plus de 50 % de ces commissions, bien que la population du Sud excédât à peine le quart de la population totale des États-Unis. Enfin, la collusion des Républicains et des Démocrates du Sud, prolongement du compromis de 1876-1877, assurait la perpétuation du racisme sur le plan législatif et bloquait l'adoption de tout programme fédéral de droits civiques en faveur des Noirs.

La capitale nationale, Washington, a été longtemps un symbole de l'influence exercée sur le gouvernement fédéral par les Bourbons. Les fondateurs des États-Unis avaient voulu qu'elle ne fît partie d'aucun État et le district de Columbia, auquel elle fut rattachée, est soumis à un régime exceptionnel : il est placé sous l'autorité directe du Congrès. Les Noirs y forment aujourd'hui la majorité de la population.

Or Washington a été une ville raciste. Le plus effréné des parlementaires « antinègres », le sénateur Bilbo, a été président de

la commission du Sénat qui veille à l'administration du district. Quand je séjournai dans la capitale en 1947-1948, la ségrégation sévissait dans les restaurants, les hôtels, les salles de spectacle, les taxis, les quartiers résidentiels, les hôpitaux, les écoles, les services gouvernementaux, les lieux consacrés au culte et jusque dans la très chrétienne YMCA où je ne pus faire pénétrer un camarade de couleur. À deux pas des splendeurs du Capitole s'étalaient les plus affreux ghettos, et les diplomates étrangers de couleur étaient exposés, chaque jour, à l'insulte. Ce régime n'était pas, comme on eût pu le croire, un vestige du passé : la « ségrégation » n'avait atteint son apogée dans la capitale fédérale qu'en 1912. Le temps n'est pas si éloigné où feu le Dr Ralph J. Bunche, l'homme de couleur à qui sa médiation en Palestine a valu le prix Nobel et une renommée mondiale et qui, devenu haut fonctionnaire des Nations unies, a joué un rôle non moindre au Congo, déclarait que la ville de Washington était *« la plus grande honte de la nation, une cité dans laquelle aucun Noir ne pouvait vivre et travailler avec dignité »*.

Cependant, depuis lors, la ségrégation scolaire a pris entièrement fin dans le district de Columbia à partir de la rentrée de septembre 1954 et elle a été suivie de la condamnation légale de la ségrégation dans les restaurants.

J'ai pu vérifier personnellement à quel point le préjugé « antinègre » franchissait la *Mason-Dixon Line*, la ligne de démarcation qui sépare des anciens États « esclavagistes » les États du Nord et du Nord-Ouest. En dehors du Sud, la ségrégation était moins ostensible, elle prenait des formes plus hypocrites. Mais elle était omniprésente.

Lorsque nous revînmes, mon chauffeur noir et moi, de notre expédition dans le Sud, en 1948, ce fut pour nous un vrai soulagement que de franchir la frontière invisible. Enfin, pensions-nous, nous entrions en pays « libre ». Enfin, nous allions pouvoir prendre nos repas ensemble, descendre dans les mêmes hôtels, passer la soirée dans les mêmes cinémas. Mais, de l'autre côté

de la ligne, les restaurants de l'Ohio nous firent la tête. En pleine nuit, en Pennsylvanie, un de ces motels qui hébergent les automobilistes refusa brutalement de nous accueillir. À Harrisburg, capitale de l'État, la police fut incapable de nous indiquer un seul hôtel blanc où nous eussions des chances d'être admis ; et nous descendîmes finalement dans un hôtel noir.

Même dans l'État de New York, où les actes de discrimination raciale sont théoriquement punis par la loi, je fus le témoin, à plusieurs reprises, du même ostracisme. À Amenia, un restaurateur refusa de verser une tasse de café à mon compagnon ; et, parmi les consommateurs blancs qui se trouvaient dans l'établissement, aucun n'accepta de nous servir de témoin.

Le patron d'un petit hôtel, dans l'île de Staten Island, aux portes de New York, un garçon sympathique, d'origine norvégienne, nous reçut à bras ouverts et nous déclara qu'il ignorait, se conformant d'ailleurs à la loi, la ségrégation raciale. Mais, le lendemain, il vint me trouver, penaud : un de ses fidèles clients lui avait notifié que, s'il rencontrait encore un nigger dans les couloirs de l'établissement, il ne remettrait plus les pieds dans son hôtel ; et l'hôtelier me demanda, « comme un service personnel », de ne plus amener chez lui des gens de couleur.

Séparé de la grande ville par la rivière Hudson et situé, par conséquent, sur le territoire de l'État de New Jersey, un parc d'attractions, le Palisades Amusement Park, attire le dimanche les foules new-yorkaises. Mais chaque fois qu'un Noir se présentait à l'entrée de la piscine de cet établissement, il était refoulé. Il fallut attendre 1954 pour, au terme d'une lutte de six ans, arracher la déségrégation de ce lieu public.

La première compagnie d'assurances américaine, la Metropolitan Life Insurance Company, a construit dans l'East Side de New York une immense cité d'habitations à bon marché comprenant plus de huit mille appartements : la Stuyvesant Town. Mais, pendant longtemps, les familles noires n'y furent pas admises. La puissante compagnie résista opiniâtrement à toutes

les campagnes entreprises contre cette discrimination raciale. Un professeur de Pennsylvania State College, Dr Lee Lorch, fut congédié pour avoir accepté la vice-présidence d'un comité de lutte contre la discrimination à Stuyvesant Town. La Metropolitan ne céda en fin de compte que sous la pression de la ville de New York. L'organisation des Nations unies avait traité avec cette même compagnie pour le logement de ses employés dans deux autres cités en cours de construction. Mais elle dut dénoncer l'accord, le propriétaire se refusant à loger ceux des employés de l'organisation internationale dont la peau n'était pas blanche.

À défaut de lois, les Blancs empêchaient les Noirs de s'installer dans leurs quartiers résidentiels en signant des contrats mutuels baptisés *restrictive covenants*. Les signataires s'y engageaient à interdire à « *toute personne dont le sang n'est pas entièrement de race caucasienne*[1] *ou blanche* » l'usage ou l'occupation des terrains compris dans un périmètre défini. L'engagement était valable pour plusieurs dizaines d'années et liait, non seulement les signataires, mais leurs successeurs. On parvenait ainsi, sans intervention de la loi, à parquer et, plus grave encore, à entasser les Noirs dans des ghettos et à reproduire la division en deux mondes séparés qui caractérise le Sud. La Cour suprême porta, certes, un coup aux restrictive covenants, en mai 1948, lorsqu'elle décida que les accords de ce genre ne seraient plus exécutoires devant les tribunaux, puis, en juillet 1953, en stipulant que les cours ne pourraient plus condamner à des dommages-intérêts pour violation de ces contrats scandaleux. Mais elle ne put les empêcher de subsister au titre d'accords privés.

En 1962, l'administration fédérale promulgua un texte qui abolissait la discrimination en matière de logement, là où la construction était financée par des fonds fédéraux. Des milliers

1 La race blanche est baptisée « caucasienne » par les racistes qui puisent leurs théories dans l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* du comte de Gobineau, et voient dans les populations caucasiennes « les plus beaux types de la race indo-européenne ».

de familles noires purent ainsi reculer les frontières du ghetto ou même s'en évader pour s'installer dans des quartiers résidentiels accaparés jusqu'alors par les Blancs. Mais ce n'alla pas sans luttes. Les racistes blancs opposèrent une résistance acharnée à l'arrivée des familles noires dans les quartiers qu'ils considéraient comme leurs chasses gardées. Des appartements furent saccagés, les meubles et objets personnels livrés aux flammes. Il y eut des flux et des reflux, des positions conquises puis consolidées, et aussi des familles qui, reculant devant la populace blanche déchaînée, durent abandonner leur nouvelle demeure. À partir de 1964 la loi sur les droits civiques ouvrit les quartiers résidentiels blancs aux Afro-Américains, mais seulement à la bourgeoisie noire qui disposait des ressources suffisantes pour s'y installer.

L'inventaire des manifestations du préjugé racial, pour être complet, exigerait des pages et des pages.

J'ai seulement voulu apporter ici un témoignage personnel et ressusciter, pour le lecteur, l'atmosphère vécue. Certes, depuis l'époque déjà lointaine de mon enquête, un certain nombre de progrès ont été accomplis, sous la pression du militantisme noir, sur le plan des droits politiques, de la désagrégation sociale et scolaire, du logement, de l'intégration des Noirs dans les forces armées, etc. Mais, dans certains domaines, il y a eu stagnation ou même recul :

Cinq fois plus de Noirs que de Blancs logent encore dans des maisons délabrées.

En moyenne, la longévité des Noirs continue à être inférieure de sept ans à celle des Blancs.

Tandis que les revenus des deux groupes augmentaient du fait de la conjoncture économique ascendante, celui des non-Blancs ne s'éleva entre 1952 et 1966 que de trois points (60 % au lieu de 57 % de celui des Blancs). Mais cette très légère augmentation concernait le revenu des Noirs déjà relativement privilégiés, tandis que celui des habitants des taudis avait relativement reculé.

L'accélération du progrès technique, l'automation, notamment, ont éliminé massivement les emplois manuels de l'industrie et de l'agriculture, c'est-à-dire frappé surtout les Noirs qui sont, à 80 %, des travailleurs non spécialisés. Une statistique a montré qu'en 1962-1963 80 % des jeunes Noirs dont l'instruction avait été sanctionnée par un examen n'arrivaient à trouver du travail que comme manœuvres ou porteurs. 76 % de la jeunesse de couleur à Detroit, capitale de l'automobile, était en chômage. À Pittsburgh, capitale de l'acier, presque un quart de la population de couleur était en chômage plus ou moins permanent, alors que chez les Blancs la proportion de sans-travail n'était que de 7 %. Une enquête statistique effectuée dans six grandes villes entre juillet 1968 et juillet 1969 a relevé que chez les jeunes ouvriers noirs les taux de chômage s'élevaient jusqu'à 30, 40, 45 %.

Tandis que la partie « blanche » de Manhattan s'est modernisée et embellie avec éclat, Harlem est demeuré un ghetto déshérité à tous points de vue.

PS (tiré du journal *Le Monde* du 4 novembre 1972) : L'écart demeure écrasant entre foyers blancs et foyers noirs : 49 % des premiers possédaient en 1970 une machine à laver, 3 % des seconds ; 39 % de foyers blancs avaient au moins un élément de climatisation contre 18 % de foyers noirs. 43 % des Noirs n'avaient pas de voiture contre 15 % des Blancs. Un quart de Noirs tirent, en 1972, leur ressource principale de l'assistance publique contre seulement 18 % en 1969.

Chapitre IV

Discrimination dans l'emploi

Après la ségrégation politique, la ségrégation sociale, voici maintenant, couronnant le tout, la ségrégation économique. La troisième est sans doute la pire des trois, et la plus douloureusement ressentie, puisqu'elle refuse à des êtres humains, du seul fait de la couleur de leur peau, des qualifications techniques et des emplois auxquels ils ne sont pas inaptes et, par conséquent, les condamne à un niveau de vie inférieur.

La discrimination dans l'emploi (qu'on appelle souvent, aux États-Unis, discrimination tout court) est, non seulement le complément, mais aussi la résultante et l'ultime objectif des deux premières formes de ségrégation. Les Noirs furent, pour une large part, écartés des urnes et parqués dans des ghettos afin qu'il fût plus facile de les exploiter sur le lieu de travail. Dans les deux formes précédentes, l'utilisation par les puissances d'argent du préjugé racial s'opérait, si l'on peut dire, souterrainement. On la devinait, mais on ne la voyait pas. Dans la troisième, elle se manifeste à ciel ouvert. La discrimination dans l'emploi est une version moderne de l'esclavage, un moyen de s'assurer une main-d'œuvre non qualifiée, semi-servile et peu coûteuse. Aussi les mesures tentées contre cette forme de discrimination ont-elles indisposé les possédants plus que n'importe quel autre article du programme de droits civiques.

Ce sont les employeurs qui sont les instigateurs et, comme l'a écrit George S. Schuyler, les « principaux coupables » de la discrimination dans l'emploi. Mais, pour se disculper, ils ne manquent pas de rejeter toute la responsabilité de ces pratiques discriminatoires sur les ouvriers blancs et sur le Labor.

Il n'est que trop vrai, hélas, que certains syndicats ouvriers, notamment ceux organisés sur la base du métier, ont fermé, ou ferment encore, leur profession aux Noirs.

Un certain nombre d'entre eux se sont refusés tout bonnement à les admettre en vertu de clauses de leurs statuts ou par consentement tacite. Citons, parmi les plus importants, les principales Fraternités du rail, les mécaniciens, les électriciens et les plombiers. D'autres ne les accueillent que dans des organisations auxiliaires, tels les forgerons et les chaudronniers. Nombre de syndicats de métiers ont revêtu à l'origine – et les Fraternités du rail ont conservé – la forme de sociétés fraternelles ou de secours mutuels : accepter les niggers eût été pour eux admettre que le Noir sur le plan social est l'égal du Blanc.

Une des organisations qui ont poursuivi avec le plus de persévérance une politique de discrimination raciale est la Fraternité des chauffeurs et mécaniciens, sans doute parce que les Noirs étaient plus nombreux parmi les chauffeurs que dans les autres métiers du rail. En 1909, elle déclencha une grève acharnée sur le Georgia Railroad, en vue d'obtenir le remplacement des chauffeurs noirs par des Blancs.

L'ordonnance du 1er juin 1918, qui stipula que les Noirs devaient être rétribués aux mêmes taux que les Blancs, réduisit l'intérêt que les magnats du rail avaient à embaucher des salariés de couleur. Pendant la crise mondiale, nombre de cheminots blancs furent licenciés et les clauses d'ancienneté favorisèrent les Noirs engagés avant la Première Guerre mondiale, tandis que les Blancs, plus récemment embauchés, étaient déclassés ou congédiés. Il en résulta une vive tension raciale dans les chemins de fer. Dix cheminots noirs furent assassinés et vingt et un blessés de 1931 à 1934 par leurs compagnons de travail blancs. Le nombre de chauffeurs noirs, qui était de 6 505 en 1920, tomba à 2 263 en 1940 (alors que la Fraternité des chauffeurs comprenait quelque cent mille membres). Sous la pression des Fraternités, aucun cheminot noir ne fut embauché sur les principaux

réseaux américains après 1928. En 1940, 99,4 % des mécaniciens et 94,8 % des chauffeurs étaient blancs.

Cette politique, si elle avait été poursuivie, aurait finalement abouti à l'élimination totale des chauffeurs noirs. Le 18 février 1941, un accord passé entre les Fraternités intéressées et les réseaux stipula que les chauffeurs noirs ne pourraient, en aucun cas, être promus mécaniciens. En 1944, la Cour suprême déclara illégale cette discrimination. Mais les employeurs aussi bien que les Fraternités firent la sourde oreille. Le 15 décembre 1948, la Cour suprême confirma sa décision. Mais, sauf dans l'État de New York où quelques progrès furent accomplis grâce à l'intervention des pouvoirs publics, les Noirs n'étaient toujours pas admis dans les principales Fraternités. Et pourtant, en vertu du Railway Labor Act de 1928, ces organisations ont obtenu le privilège de représenter dans les négociations avec les employeurs tous les membres de la profession, blancs et noirs.

Le Syndicat des mécaniciens d'industrie (International Association of Machinists) a inclus dans son « rituel » une clause selon laquelle les membres ne pouvaient parrainer que des postulants blancs. Pendant la guerre, alors que le besoin de main-d'œuvre était impérieux, l'organisation s'obstina dans son attitude discriminatoire. En juillet 1941, la section syndicale Boeing (usine d'aviation) à Seattle (État de Washington) décida à l'unanimité d'admettre les Noirs. Le bureau exécutif national du syndicat annula cette décision. Pourtant, la section syndicale finit par obtenir gain de cause. Quand j'étais aux États-Unis, de 1947 à 1949, une bataille se déroulait à chaque congrès de l'IAM pour l'abrogation du rituel raciste. Une forte minorité réclamait cette mesure, inlassablement, mais vainement.

Dans les syndicats du bâtiment, la discrimination continuait de fleurir. Au cours de mon voyage dans le Sud, j'ai pu constater que partout les charpentiers noirs étaient organisés dans des sections syndicales distinctes de celles des Blancs. Ces derniers s'arrogeaient le monopole des négociations avec les employeurs,

et ensuite « notifiaient » aux sections syndicales noires les conditions obtenues. La même situation existait chez les peintres. Les employeurs ne s'intéressant à la main-d'œuvre noire que lorsque celle-ci s'offrait au rabais, il était beaucoup plus facile pour un charpentier ou un peintre de couleur de se procurer du travail s'il n'appartenait pas au syndicat ou s'il acceptait des salaires inférieurs au tarif syndical. À Mobile (Alabama), les Noirs qui s'obstinaient héroïquement à faire partie de la section syndicale noire des charpentiers étaient presque tous en chômage. Situation absurde et qui se retournait finalement contre les Blancs.

Le Syndicat des marins de la côte Est (AFL) ouvrait ses portes aux Noirs, mais il les excluait des postes essentiels : pont et machines, et il ne les admettait – et encore seulement sur certains navires – que dans les services domestiques (stewards). En outre par toutes sortes d'artifices, il s'efforçait de réduire le nombre des navires comportant des équipages noirs. La Fédération américaine du travail (AFL) refléta longtemps les préjugés de ses parties constituantes et, sous le prétexte d'« autonomie », elle ferma les yeux sur leurs pratiques discriminatoires. Elle ne rechigna pas à affilier des syndicats dont les statuts excluaient ouvertement les Noirs.

En conséquence de la discrimination, les Noirs sont relégués dans les emplois inférieurs les plus grossiers, les plus insalubres, les moins qualifiés, les moins rétribués. La séparation est si prononcée qu'on distingue couramment aux États-Unis deux sortes de travaux : les *negro jobs* et les *white jobs*. Dans les manuels scolaires consacrés aux problèmes ouvriers, la main-d'œuvre noire est souvent traitée dans un chapitre à part, où on la fait voisiner avec la main-d'œuvre pénale.

Le recensement de 1940 révéla que les ouvriers qualifiés noirs ne représentaient que 4,4 % de l'ensemble des salariés noirs, tandis que les ouvriers qualifiés blancs représentaient 15,6 % de l'ensemble des salariés blancs ; 61 % des salariés noirs étaient

dépourvus de toute qualification ; trois fois plus de salariés noirs que de salariés blancs étaient dans ce cas. La situation, loin de s'améliorer, s'était plutôt aggravée entre 1920 et 1940. Dans le Sud, les ouvriers qualifiés noirs dans sept métiers du bâtiment y constituaient en 1920, 22 % de la main-d'œuvre totale ; en 1940, ce pourcentage était tombé à 15,2 %. Pour l'ensemble de la nation, le pourcentage des Noirs employés dans l'industrie, qui était de 6,2 % en 1910 et de 7,3 % en 1930, fléchit à 5,1 % en 1940.

Le salaire moyen du Noir était le tiers de celui du Blanc. Une enquête a établi que le revenu hebdomadaire moyen d'un ancien combattant blanc à Houston (Texas) était de 63 % supérieur à celui d'un ancien combattant noir. Près d'un quart des demandes de main-d'œuvre reçues par des offices fédéraux du travail du 1er au 15 février 1946 étaient « discriminatoires », c'est-à-dire qu'elles contenaient des exclusives portant sur la race, la nationalité ou la religion.

On a calculé, en 1949, que, si les six millions et demi de Noirs qui étaient employés l'avaient été « à leur plus haute qualification possible » (et encore ne nous disait-on pas le « plafond » de qualification, sans doute assez peu élevé, pris pour base de ce calcul), leur revenu annuel eût été majoré de 10 à 16 milliards de dollars.

La formation professionnelle des Noirs était négligée. En 1934-1935, dans dix-huit États pratiquant la ségrégation scolaire, 4,75 dollars de crédits fédéraux aux écoles professionnelles furent dépensés par élève noir, contre 8 dollars par élève blanc. Robert Weaver écrivit que la plupart des dirigeants de l'enseignement professionnel étaient liés étroitement aux employeurs et aux chefs syndicaux, les uns et les autres hostiles à la qualification des hommes de couleur. Il fallut la Deuxième Guerre mondiale et ses énormes besoins de main-d'œuvre pour que les pouvoirs publics se décident à améliorer (bien que dans une mesure très insuffisante) la formation professionnelle des Noirs.

La discrimination dans l'emploi est non seulement injuste, elle est injustifiable du point de vue technique. Les Noirs, chaque fois qu'ils reçoivent une formation professionnelle et ont accès à des emplois où ils peuvent faire leurs preuves, révèlent des aptitudes égales à celles des Blancs.

Pendant la dernière guerre, le président Roosevelt, stimulé à la fois par le besoin de main-d'œuvre et par la pression des Noirs, se décida à intervenir. Le 25 juin 1941, il créa un Committee on Fair Employment Practice (en abrégé FEPC), chargé d'instruire toute plainte relative à des discriminations dans l'emploi. Mais cet organisme ne se vit attribuer qu'un personnel et des crédits très réduits : il ne procéda à des enquêtes que dans quelques grandes villes. Son activité était limitée aux industries de guerre. Il ne pouvait intervenir que si quelqu'un portait plainte. Il ne disposait d'aucun moyen légal de faire exécuter ses décisions et se trouvait désarmé devant les employeurs récalcitrants. Enfin, il avait été créé à titre temporaire, pour la durée des hostilités, et il fut aboli en juin 1946.

Les employeurs, dans la plupart des cas, se contentèrent d'embaucher quelques Noirs, afin de se donner l'air de suivre les directives présidentielles, mais la discrimination continua à régner dans leurs entreprises. Une enquête effectuée à Los Angeles quatre mois après la création du FEPC établit que, sur 33 000 ouvriers employés par une grande société, dix seulement étaient Colored. Une autre en avait embauché 55, sur un total de 48 000, pour éviter l'intervention du comité. À la fin de 1941, 51 % des nouveaux emplois créés étaient fermés aux Noirs *« pour la seule raison qu'ils étaient Noirs »*. A. Philip Randolph estima, en 1944, que plus de 75 % des Noirs continuaient à être victimes de la discrimination lorsqu'ils tentaient de s'élever dans la hiérarchie des qualifications.

Cependant, la guerre fit faire aux Noirs quelques progrès dans l'industrie. En septembre 1944, ils étaient environ un million et demi dans les industries de guerre. Près de la moitié

d'entre eux étaient concentrés dans des régions où la pénurie de main-d'œuvre était la plus aiguë. Mais ces gains furent annulés par la « reconversion » de l'industrie de guerre, au lendemain des hostilités. Embauchés les derniers, les Noirs furent licenciés les premiers. De juillet 1945 à avril 1948, tandis que le chômage parmi les Blancs s'accroissait de 100 à 150 %, parmi les Noirs il faisait plus que tripler. Le rapport final du FEPC convint *« qu'une résurrection des pratiques discriminatoires »* était en train de faire perdre aux Noirs les gains réalisés pendant la guerre. Ceux-ci ne réussirent à conserver que les emplois inférieurs : journaliers et domestiques.

Cette évolution a été aggravée par le progrès technique. Les travailleurs noirs sont touchés dans une proportion beaucoup plus large que les Blancs par chaque innovation dans la production, par chaque nouveau bond en avant de la mécanisation. On observa le fait aussi bien dans l'acier, l'industrie charbonnière, le bâtiment et les constructions navales. Les machines nouvellement introduites dans les mines ont été confiées à des Blancs : ce sont, traditionnellement, de white jobs. La substitution de la soudure au rivetage pour les constructions de navires a été fatale aux hommes de couleur : le nombre des soudeurs noirs est aujourd'hui minime, tandis que la plupart des riveurs avaient été des Afro-Américains. Les nouvelles techniques de construction ont réduit considérablement le nombre des Noirs employés dans le bâtiment. L'ouvrier noir est aujourd'hui la victime principale de l'automation.

Lorsque les ralentissements intermittents de l'activité économique (qu'on appelle aux États-Unis récessions) provoquent le chômage, les Noirs, et notamment les jeunes Noirs, sont les premiers touchés. Les juvéniles activistes qui, aujourd'hui, se battent contre la police sont, la plupart, des chômeurs.

Après l'abolition du FEPC, en 1946, les pouvoirs fédéraux n'ont plus disposé d'aucun moyen de sévir contre la discrimination dans l'emploi. La Cour suprême ne leur apporta aucun

secours. C'est ainsi qu'en mai 1950 la haute instance approuva une décision de l'État de Californie prohibant l'installation de piquets autour d'un magasin pour obliger celui-ci à embaucher des vendeurs noirs dans la même proportion que la clientèle noire de ce magasin.

Quelques États, cependant, une quinzaine, et quelques grandes villes ont adopté des lois contre la discrimination dans l'emploi. Mais le professeur Charles S. Johnson observa que l'extension de lois d'État contre la discrimination dans l'emploi *« a été retardée, au point d'être paralysée, par de puissantes influences politiques, soutenues dans la coulisse par des pressions industrielles »*. Même dans l'État de New York, où la loi a été relativement appliquée, son succès est resté très limité et les employeurs ont réussi à la tourner par divers subterfuges.

L'abolition du FEPC du temps de guerre, en 1946, avait provoqué une vive déception parmi les Noirs et, dès 1943, ceux-ci réclamèrent des pouvoirs publics un FEPC « permanent ». Un « Conseil national pour un FEPC permanent » fut constitué, sous la présidence de A. Philip Randolph, qui fut un des syndicalistes de couleur les plus militants. La revendication figurait en bonne place parmi les recommandations du « Comité présidentiel des droits civiques », présentées au président Truman, à la fin de 1947. On la trouvait également dans le programme de droits civiques en dix points, que le président énonça dans son message spécial au Congrès du 2 février 1948.

Cette nouvelle formule de FEPC, si elle avait été adoptée, aurait eu, sur la précédente, l'avantage non seulement de fonctionner en permanence et dans toutes les industries, mais aussi d'être dotée de moyens d'exécution. Les tribunaux eussent été chargés de veiller à l'application de ses décisions et les infractions punies d'amendes ou de peines d'emprisonnement. Mais la discrimination dans l'emploi n'eût été déclarée illégale que dans les entreprises de plus de cinquante personnes, ce qui en eût exempté 98 % des entreprises américaines. Dans le Sud notamment, les

entreprises occupant plus de cinquante personnes étaient alors rares, et la loi se fût appliquée, en fait, presque uniquement aux grandes industries du Nord-Est.

Malgré ces restrictions qui en limitaient singulièrement la portée, la proposition d'un FEPC permanent fit, plus que n'importe quel autre article du programme de droits civiques, se lever les boucliers sudistes. L'*Atlanta Journal* écrivit que c'était *« la mesure la plus malfaisante et la plus dangereuse »* du programme présidentiel et qu'elle attentait, non seulement aux sentiments du Sud, mais aux principes de base de l'*american way of life*. *« Dire qu'un employeur est à mettre en prison et à frapper d'amendes parce qu'il préfère attribuer un emploi à une personne plutôt qu'à une autre, c'est lui enlever la liberté de choix qui est garantie par la Constitution. »*

Le sénateur Olin D. Johnson, de Caroline du Sud, assura que *« l'adoption de cette monstruosité signifierait un Pearl Harbor pour le Sud »*. Le sénateur Richard B. Russel, de Georgie, déclara que la création d'un FEPC reviendrait à « nationaliser » l'industrie et que l'idée était d'inspiration russe. Pour le gouverneur de Caroline du Sud, J. Strom Thurmond, jamais l'Amérique *« n'avait été plus près du communisme »*. Vouloir empêcher la discrimination dans l'emploi, c'était lancer une « Gestapo » aux trousses de l'« honnête homme d'affaires » et soumettre les jeunes travailleuses blanches à des chefs de service noirs.

Même les soi-disant « libéraux » du Sud, tels que les sénateurs Pepper et Graham, les journalistes Dabney, Ethridge et Hodding Carter, se prononcèrent contre le projet. Un des collaborateurs les plus intimes du président Truman, l'écrivain et journaliste Jonathan W. Daniels, de Raleigh (Caroline du Nord), lança un tonitruant veto.

Dans l'enceinte du Congrès, la coalition entre Républicains et Démocrates du Sud bloqua net le projet de loi. Le représentant Franklin D. Roosevelt Jr, le fils du défunt président, accusa en séance les membres du parti d'Abraham Lincoln de s'être alliés

aux Dixiecrats du Sud et feu le député noir de Harlem, Adam Clayton Powell, dénonça les *« efforts malfaisants des Dixiecrats et des Républicains pour tuer le FEPC »*.

Finalement, l'administration démocrate dut abandonner le pouvoir en 1952 sans avoir rien pu faire dans ce domaine. L'administration républicaine qui lui succéda ne fit guère preuve de plus d'empressement. Même la loi sur les droits civiques enfin adoptée en 1964 par le retour au pouvoir d'une administration démocrate n'a guère amélioré les conditions de l'emploi des travailleurs noirs, non seulement parce qu'elle a été, de façon générale, un coup d'épée dans l'eau, mais encore davantage parce que les progrès foudroyants de la technologie ont barré encore davantage l'accès des Noirs au travail et au travail qualifié.

Si, à l'origine, la ségrégation a été, pour les maîtres capitalistes des Etats-Unis, le moyen et la discrimination la fin, en fait la discrimination dans l'emploi a survécu, ou survivra, à la ségrégation sociale, comme le suggère le sort actuel de millions d'Afro-Américains. Objectif véritable du racisme capitaliste, et dernier carré de sa résistance, la discrimination sur le lieu du travail compte aujourd'hui, de même que le chômage de la jeunesse de couleur, parmi les dynamites de la révolte noire.

Chapitre V

Où vont les pauvres Blancs ?

Le propos de mon étude était, tout d'abord, l'origine et la cristallisation du préjugé racial. Ce que je vais examiner maintenant, c'est la manière dont s'enchevêtrent, dans la conscience du peuple blanc, les deux grandes lignes de démarcation de la société américaine : la ligne de la couleur et la ligne des classes. Épineuse et controversée, la question nécessite à nouveau des incursions dans l'histoire. Une fois de plus, il est impossible de déchiffrer l'avenir sans avoir une notion exacte du passé.

Le problème se complique du fait que les Noirs ont eu longtemps affaire à deux groupes bien distincts de masses populaires blanches : les ruraux du Sud, qu'on appelle aux États-Unis pauvres Blancs, et les travailleurs salariés résidant surtout dans le Nord. L'industrialisation assez récente du Sud et l'émigration de nombreux travailleurs vers le Nord tendent d'ailleurs, aujourd'hui, à fusionner les deux catégories de masses laborieuses blanches.

Les mêmes planteurs qui, comme on l'a vu, eurent intérêt à faire passer leurs esclaves de couleur pour des sortes d'animaux, éprouvèrent le besoin d'attribuer à ceux qu'ils avaient réduits à la triste condition de pauvres Blancs une origine inférieure. Une légende fut fabriquée de toutes pièces, selon laquelle les pauvres Blancs seraient des descendants « dégénérés » et « immoraux » de condamnés de droit commun et de serviteurs contractuels, de la « lie » des faubourgs d'Europe. La respectable race blanche qui domine le Sud se prétendait fondée à répudier toute parenté raciale avec ce « rebut ».

La vérité est tout autre. Si les premiers colons utilisèrent bien une main-d'œuvre « pénale » ou contractuelle, sa postérité s'est

fondue dans le reste de la population. Les pauvres Blancs actuels ne proviennent pas d'une souche différente de celle des planteurs. Ils portent les mêmes noms anglo-saxons. Ils ont souvent avec eux des liens de parenté éloignée. La seule différence est qu'ils ont moins bien réussi dans la lutte pour la vie. Ils sont, très exactement, des parents pauvres. Au fur et à mesure que le système des plantations esclavagistes se développa dans les riches plaines côtières, ils furent refoulés inexorablement vers les terres les moins fertiles de l'intérieur, vers les montagnes. Puis quand les planteurs, ayant épuisé le sol, se déplacèrent vers l'Ouest avec leurs esclaves, les pauvres Blancs héritèrent de ces terres infertiles et délaissées. Ne pouvant lutter à armes égales contre la concurrence des grandes plantations esclavagistes, ils furent voués à une existence précaire et souvent misérable.

Cette origine explique l'attitude sociale ambivalente des pauvres Blancs, partagés entre deux sentiments : l'hostilité à l'égard des planteurs, l'hostilité à l'égard des Noirs. Victimes du système de l'esclavage, ils détestaient à la fois les esclavagistes et les esclaves. Mais, de bonne heure, les planteurs s'efforcèrent de neutraliser la première de ces deux haines en attisant la seconde. Ils avaient plus d'un atout dans leur jeu.

Tout d'abord, ils n'exploitaient pas directement les pauvres Blancs. Ils leur avaient laissé des moyens de subsistance, si maigres fussent-ils, et l'illusion de l'indépendance ; ensuite, tout en maintenant les distances qu'ils avaient insérées entre eux et les plus déchus de leurs frères de race, ils offrirent aux pauvres Blancs une fiche de consolation : la fierté d'appartenir, comme eux, à la race blanche, à la race « supérieure » ; enfin, la classe des planteurs n'était pas une aristocratie fermée du type européen ; bien qu'elle eût tendance, dans les années où le coton fut roi, à se consolider, elle n'en conserva pas moins certains traits démocratiques ; elle laissa ses portes entrouvertes aux parents pauvres, admettant les moins déshérités à participer, dans une certaine mesure, à sa vie sociale et les abusant de l'espérance que, s'ils

gagnaient suffisamment d'argent, ils auraient accès dans ses rangs. Du Bois observe que l'antagonisme entre les planteurs et la masse des pauvres Blancs fut partiellement amorti par cette classe moyenne en voie de formation.

Mais les artifices mis en œuvre par les planteurs pour se concilier les pauvres Blancs ne réussirent qu'imparfaitement à cimenter la solidarité blanche. L'antagonisme de classe ne fut pas complètement transmué en antagonisme racial. Herbert Aptheker produit un certain nombre de documents prouvant qu'à la veille de la guerre de Sécession les maîtres du Sud voyaient poindre avec inquiétude un front commun entre « bas peuple blanc » et esclaves noirs.

Sur la question même de l'abolition de l'esclavage, les pauvres Blancs étaient partagés entre des sentiments contradictoires : d'un côté, ils haïssaient une institution qui leur portait préjudice ; de l'autre, ils demeuraient liés par des liens de solidarité raciale avec les planteurs et ils redoutaient la concurrence qu'une fois affranchis leur feraient les Noirs. Mais, au cours de la guerre, le premier de ces deux sentiments finit par l'emporter, surtout parmi les couches inférieures des pauvres Blancs. La conviction, affirme l'historien Charles A. Beard, grandit parmi les petits fermiers du haut-pays que le gouvernement sudiste était un instrument au service des propriétaires d'esclaves et que la guerre était « une guerre pour les riches faite par les pauvres ». La loi qui exonérait du service militaire obligatoire les propriétaires d'au moins vingt esclaves (chiffre réduit plus tard à quinze) acheva d'indisposer les pauvres Blancs contre la Confédération sudiste. Dans les régions montagneuses de Virginie, du Tennessee, du Mississippi, la résistance à la guerre fit tache d'huile et prit parfois la forme d'une rébellion ouverte. Si la solidarité blanche explique que la Confédération ait pu prolonger si longtemps une lutte inégale contre le Nord, par contre la désaffection des pauvres Blancs fut, à coup sûr, un des facteurs déterminants de l'effondrement final du camp sudiste.

Pendant la période révolutionnaire dite de la Reconstruction, les Noirs et les pauvres Blancs composèrent ensemble, dans des proportions qui varièrent selon les États, les diverses Assemblées constituantes et les sociétés populaires qui établirent dans le Sud les fondements d'une nouvelle démocratie. James S. Allen, un des historiens de cette période, estime qu'un tiers de la population blanche du haut-pays participait, en 1886, aux Union Leagues. Mais le front unique entre Blancs et Noirs, s'il fut réellement scellé, ne le fut que d'une façon imparfaite.

Les pauvres Blancs continuèrent à être tiraillés entre des attitudes contradictoires. D'un côté, la Reconstruction leur apporta des avantages incontestables. Du Bois observe qu'ils furent redevables à l'électeur noir et à ses protecteurs d'un droit de vote plus général, de la possibilité d'exercer des fonctions publiques et de s'instruire, privilèges que le planteur leur avait toujours déniés. Beard souligne que l'abolition de l'esclavage changea le statut du fermier blanc d'une façon qui présente une analogie avec le changement de position de la paysannerie française au cours de la Révolution de 1789. Là où les plantations furent divisées et vendues en petites parcelles, le petit fermier blanc acheta de la terre. En outre, l'abolition de l'esclavage permit un développement plus libre de l'agriculture, ainsi que l'extension des marchés urbains.

Les pauvres Blancs se montrèrent résolus à consolider leurs conquêtes et opposés au rétablissement d'un pouvoir politique basé sur un système de grandes plantations. Mais, d'un autre côté, ces avantages mêmes tendirent à creuser entre les pauvres Blancs, promus au rang d'une petite bourgeoisie rurale, et les affranchis noirs une différenciation d'intérêts.

Les anciens esclaves, on l'a vu, demeuraient des espèces de prolétaires. Une véritable alliance entre eux et les pauvres Blancs, reposant sur une communauté d'intérêts économiques, n'aurait pu être cimentée qu'au prix d'une réforme agraire radicale, confiant la gestion des grandes plantations à leurs travailleurs

des deux couleurs et partageant les autres entre petits agriculteurs, blancs ou noirs. Mais la révolution n'alla pas jusque-là : au contraire, l'opposition d'intérêts entre les Noirs et les moins défavorisés des pauvres Blancs tendit à réveiller les préjugés raciaux nés au temps de l'esclavage.

D'autre part, les plus déshérités des pauvres Blancs s'insurgèrent à l'idée d'avoir à affronter le Noir comme concurrent sur le marché du travail rural et de le voir éventuellement accéder à un statut supérieur au leur. En outre, les pauvres Blancs dans leur ensemble appréhendaient que l'accès des populations de couleur aux urnes ne permît aux planteurs de restaurer leur domination politique en contrôlant le vote de leurs anciens esclaves. Enfin, si la législation de la Reconstruction favorisa, comme on l'a dit, les petits fermiers, la politique douanière, fiscale et financière du gouvernement fédéral, dominé par le grand capital, la protection dont il favorisa les compagnies de chemin de fer, tendirent à indisposer les pauvres Blancs du Sud contre le nouveau régime et contre le Parti Républicain.

Bien que l'alliance des Noirs et des pauvres Blancs n'eût revêtu que des formes embryonnaires et incomplètes, elle n'en effraya pas moins les possédants du Sud. « *L'important*, écrit Buklin Moon, analyste du préjugé racial, *est que Noirs et Blancs collaborèrent, sinon avec un amour fraternel, du moins sans trop de frictions. L'effet que cette collaboration dut produire sur l'aristocratie n'est pas difficile à imaginer, car ceux qui avaient détenu le pouvoir ne craignaient rien tant que de voir le pauvre Blanc et le Noir faire cause commune.* » Un observateur politique de Georgie exprimait la crainte que, si les pauvres Blancs de cet État s'unissent aux Noirs, « *on ne se trouve en présence d'une masse si large d'ignorance qu'associée pour une action politique quelconque, elle balayerait toute opposition que la classe instruite pourrait former* ». Et il ajoutait : « *Beaucoup d'hommes avisés appréhendent que les électeurs ignorants ne constituent dans l'avenir un parti à*

eux, aussi dangereux pour les intérêts de la société que les communistes en France.[1] »

Il n'y avait qu'un moyen de prévenir une telle coalition, c'était de rassembler les Blancs, pauvres et riches, en dépit de leurs intérêts économiques divergents, autour du mot d'ordre de la « race ». On ne pouvait empêcher le front unique des pauvres (blancs et noirs) contre leurs communs exploiteurs qu'en scellant la prétendue communauté du sang blanc. Le compromis de 1876 avait rompu l'association éphémère et plus ou moins boiteuse qui avait, sur le plan législatif, fait collaborer les fermiers blancs des régions montagneuses du Sud avec les masses de couleur. Les pauvres Blancs, aigris contre le gouvernement fédéral et le Parti Républicain, et chez lesquels il ne fut pas trop difficile de raviver le préjugé antinègre, se laissèrent entraîner dans le sillage des planteurs.

À ces parias de la société américaine, le dogme de la suprématie blanche fut offert comme une consolation et une compensation. La fierté d'appartenir à une race « supérieure » avait pour but de faire oublier aux moins favorisés d'entre eux leurs conditions de vie misérables, leurs sordides cabanes, leur nourriture grossière, les maladies qui les rongeaient. La peau blanche, observa la romancière Lillian Smith, une libérale du Sud, « *devint la propriété la plus précieuse du pauvre Blanc, un symbole d'auto-estime et de sécurité psychique* », le préjugé racial une « drogue » dont on grisa ces malheureux afin qu'ils ne prissent pas conscience de leur exploitation. La ségrégation n'eut pas seulement pour but d'empêcher, comme nous l'avons vu, les contacts entre les deux races, elle fut aussi une « arme irrationnelle » destinée à rappeler à chaque instant au pauvre Blanc sa supériorité raciale et à lui prouver, dans toutes les circonstances de la vie, que, s'il n'était pas favorisé par le sort, le Noir l'était encore moins.

1 Il ne s'agit pas ici du Parti communiste d'après 1920, mais du courant marxiste vers 1880.

Les actes de violence et de terreur furent suggérés aux pauvres Blancs pour offrir un exutoire à leur sentiment de frustration. Tuer un « nègre » leur faisait passer l'idée de tuer un riche. Les hautes œuvres que les Bourbons répugnaient à exécuter eux-mêmes furent confiées aux déshérités de leur race. Comme le déclara le politicien libéral Henry A. Wallace, en 1945, « *ils ne pratiquent pas personnellement le lynchage, de même qu'ils ne participent pas personnellement aux guerres dont ils tirent profit. Mais ils excitent les passions d'autrui. Ils ont trouvé d'autres gens pour faire leur sale besogne* ». Le Ku-Klux-Klan, financé par les riches, recruta surtout parmi les pauvres Blancs des hautes régions, auxquels il procura des occasions de tirer vengeance de leurs voisins noirs. Le sociologue afro-américain Oliver Cromwell Cox admet dans son livre *Caste, Class and Race* que les pauvres Blancs ont joué un rôle de premier plan dans les grandes chasses à l'homme et les lynchages ; cependant, observe-t-il, « *ce serait une erreur énorme que de leur attribuer l'initiative de l'antagonisme racial dans le Sud* ».

Le pauvre Blanc d'après la Reconstruction demeurait un personnage ambivalent. Sa haine du riche sommeillait sous sa haine du Noir. Et quand la première l'emportait, il s'étonnait lui-même d'éprouver un sentiment de solidarité à l'égard du pauvre bougre de couleur qu'il rêvait, la veille encore, de lyncher. C'est ce qui se produisit dans les années 1890, quand la terreur blanche, qui avait suivi le compromis de 1876-1877, fut brusquement interrompue par l'explosion du populisme.

Le populisme fut une révolte de petits et moyens fermiers contre le grand capital du Nord et ses alliés dans le Sud, planteurs et capitalistes urbains, un sursaut de colère paysanne contre les nouveaux messieurs des villes. Il recruta surtout parmi les pauvres Blancs du haut-pays. Ceux-ci oublièrent avec une aisance surprenante la haine de race pour la haine de classe. Sur le plan économique une collaboration étroite s'établit entre l'Alliance des fermiers blancs du Sud et une organisation paral-

lèle de fermiers noirs qui groupa, à son apogée, plus d'un million de membres. Sur le plan politique, le People's Party comprit qu'il ne pourrait se tailler une place aux dépens du Parti Démocrate que s'il obtenait les suffrages des hommes de couleur. Il défendit donc avec énergie leur droit de vote.

Les pauvres Blancs approuvèrent en général cette attitude, car ils avaient découvert que les artifices imaginés par les Bourbons pour écarter les Noirs des urnes avaient aussi pour résultat de priver du droit de vote nombre de Blancs pauvres et illettrés. Dans les comités électoraux du parti, les Noirs furent admis aux côtés des Blancs. Des meetings furent tenus au cours desquels des orateurs noirs haranguèrent des audiences mixtes. Des Noirs furent agréés comme candidats du parti et élus à des fonctions publiques. C'est ainsi que, dans plus de cinquante comtés de Caroline du Nord, des magistrats noirs furent désignés par le corps électoral et eurent, dans l'exercice de leurs fonctions, à juger des hommes blancs et même des femmes blanches. Des inspecteurs noirs visitèrent les écoles blanches et donnèrent leurs instructions à des institutrices blanches.

Dans le programme du parti en Alabama, pour les élections de 1892, on put lire ce passage : « *Nous sommes pour la protection de la race noire dans ses droits légaux, pour que lui soit accordés encouragement et aide afin qu'elle atteigne un degré plus élevé de civilisation et de citoyenneté, pour qu'elle soit traitée avec bonté, équité et justice et qu'une meilleure entente et des relations plus satisfaisantes puissent exister entre les deux races.* »

Le fougueux leader du Parti Populiste dans le Sud, une des figures les plus pittoresques de la politique américaine, Tom Watson, ne cessa de répéter aux Blancs et aux Noirs qu'ils avaient des intérêts communs et un ennemi commun : « *L'accident de la couleur*, déclara-t-il, *ne peut créer aucune différence d'intérêts entre fermiers, métayers et journaliers.* » Et, s'adressant aux opprimés des deux races, il leur désigna du doigt les véritables auteurs du préjugé racial : « *On vous fait vous haïr les uns et les autres, parce*

que cette haine est la clé de voûte du despotisme financier qui vous asservit les uns et les autres. »

Ce langage inusité fut entendu de nombreux pauvres Blancs. Et l'on vit en Georgie une sorte de miracle : quelque deux mille fermiers blancs armés accourir, de très loin, à cheval, pour sauver du lynchage un jeune pasteur noir qui avait fait campagne en faveur de Watson. La nuit du Moyen Âge avait brusquement fait place au jour.

Mais le cyclone populiste fut de courte durée. Certains historiens prétendent à tort que le People's Party s'effondra dans le Sud parce que ses propres partisans tournèrent casaque, de peur de ressusciter le « péril noir » et parce que, chez les pauvres Blancs, la haine du Noir l'emporta, en fin de compte, sur la haine de classe. Ce fut au sommet, en réalité, que la désagrégation du People's Party commença, lorsque ses dirigeants laissèrent capter le mouvement par le Parti Démocrate, lui enlevant ainsi sa raison d'être et semant la démoralisation parmi ses troupes. Dans le Sud, la débandade du parti fut hâtée par les coups que lui porta la coalition des possédants. Terrifiés par la répétition d'une alliance entre Noirs et pauvres Blancs, les Bourbons employèrent tous les moyens (fraude électorale, pression économique, intimidation, terreur) pour venir à bout du populisme. Et lorsqu'ils l'eurent mis hors de combat, la contre-révolution antinègre, un instant interrompue, reprit de plus belle. Tout fut mis en œuvre pour empêcher les Noirs de voter et pour les séparer, par un fossé plus infranchissable encore qu'auparavant, de leurs frères de misère blancs. Les initiateurs de cette nouvelle vague de *disfranchisement* (privation des droits politiques) furent les Bourbons, et non les pauvres Blancs.

Le populisme laissa néanmoins des traces profondes dans le Sud. La haine de classe des pauvres Blancs à l'égard de la coalition des planteurs et des capitalistes urbains, qui s'était exprimée avec tant de vigueur dans l'éphémère People's Party, y demeura virulente. Il suffit de gratter la surface pour retrou-

ver, aujourd'hui encore, sous l'apparente homogénéité du parti unique démocrate, une forte tradition de libéralisme agrarien. Les Bourbons durent recourir à de nouveaux moyens pour neutraliser et dériver ce courant. D'une part, ils poussèrent l'excitation raciste jusqu'au paroxysme ; d'autre part, ils retirèrent de l'avant-scène les représentants des familles riches et présentèrent au corps électoral un personnel politique d'un type nouveau, plébéien et outrancier : les démagogues du Sud se mirent à parler un langage emprunté au populisme et flattèrent les rancunes de classe des pauvres Blancs. Mais, en même temps, ils hurlèrent à la mort contre les niggers.

Tom Watson, reconverti, devint le prototype de ces sinistres histrions. Revenu au bercail du Parti Démocrate et, plus tard, élu sénateur, il s'assura les suffrages des petits fermiers blancs de Georgie par un mélange de pseudo-radicalisme, hérité de son passé populiste, et de frénésie raciste. À sa mort, il reçut les hommages à la fois du Ku-Klux-Klan et du socialiste Eugene Debs.

À l'école de Tom Watson furent formés des fous furieux tels que « Cotton Tom » Heflin en Alabama, Cole Blease et « Cotton » Ed Smith en Caroline du Sud James K. Vardaman et Théodore Bilbo en Mississippi, Eugene Talmadge en Georgie, Huey P. Long en Louisiane, Jeff Davis en Arkansas. « *Ils représentaient*, écrit l'historien du Sud, William B. Hesseltine, *les classes les plus pauvres de la population du Sud et faisaient campagne pour être désignés comme les candidats du Parti Démocrate contre les politiciens qui représentaient les planteurs-marchands, les banquiers et les industriels.* » Mais, comme le souligne Lillian Smith, le conflit entre ces deux groupes n'était qu'une « fausse bataille » : « *Les démagogues étaient soutenus par la même puissante cohorte de riches qui, depuis les années 1870, avait fait avaler au Blanc rural la drogue de la suprématie blanche en guise de nourriture.* »

À ces rapports de classes s'ajouta un facteur d'ordre géographique. Les éléments les plus hautement et directement intéressés à « maintenir les niggers à leur place » étaient les planteurs

et capitalistes des régions dans lesquelles la population noire était la plus dense : la fameuse *Black Belt*. Cette ceinture noire dessine dans le Sud une sorte d'arc de cercle partant du delta du Mississippi et se déroulant à travers les plaines côtières en direction du nord-est. Elle couvre les terres les plus fertiles du Sud, celles sur lesquelles les planteurs esclavagistes avaient jeté, dès l'origine, leur dévolu, refoulant les pauvres Blancs vers le haut-pays. Avant l'exode des Afro-Américains vers le Nord ou l'Ouest et la désintégration du système des plantations, quatre millions et demi de Noirs, soit le tiers de la population noire totale des États-Unis, vivaient dans cette ceinture. Dans 172 comtés de la Black Belt, au recensement de 1940, les Noirs formaient la majorité de la population (63 % en moyenne). La Black Belt était l'épine dorsale du Sud ; l'alliance de ses planteurs et des capitalistes des villes dominait la vie politique de toute la région, bastion de la suprématie blanche.

Cependant, ce fait fondamental était dissimulé sous des apparences trompeuses. Les Bourbons de la Black Belt, se sachant l'objet de la suspicion et de la haine des pauvres Blancs des régions montagneuses, préférèrent souffler sur le feu des passions racistes par personnes interposées. Ils confièrent ce soin à des politiciens se posant en porte-parole des pauvres Blancs du haut-pays. On assista donc à ce paradoxe, qui a dérouté plus d'un observateur politique du Sud : les plus furieux des démagogues antinègres étaient, en général, issus des régions où les pauvres Blancs dominaient, alors qu'au fond la haine du riche était plus ancrée chez le pauvre Blanc que la haine raciale. Au contraire, les classes supérieures de la ceinture noire, qui étaient les véritables instigatrices et les bénéficiaires du racisme, se donnaient l'apparence d'une attitude plus modérée à l'égard des Noirs.

Dans aucun État cette étrange situation n'apparut avec autant d'évidence que dans le Mississippi. La région connue sous le nom de Delta (bien qu'éloignée de plusieurs centaines de kilomètres de l'embouchure du grand fleuve), et qui s'étend

de Memphis à Vicksburg, bénéficie d'un sol extrêmement fertile, où le coton prospérait. À elle seule, avant la récente diversification des cultures, elle produisait un dixième du coton américain. Elle était entièrement accaparée par une féodalité de planteurs possédant des plantations de 2 000 à 15 000 hectares et courbant sous son joug une population de couleur qu'on évaluait à près de 80 % de la population totale.

Le haut-pays de l'État de Mississippi forme, avec ce bas-pays, un étonnant contraste. On dirait un autre monde. Les collines sont peuplées de pauvres Blancs, petits propriétaires ou métayers. Le sol y est pauvre et peu rentable, les conditions d'existence misérables.

Peu ou pas de Noirs. Et, cependant, ce sont les suffrages de ce haut-pays qui portèrent au pouvoir les démagogues racistes qui ont rendu le Mississippi tristement célèbre. Au contraire, les planteurs du Delta faisaient preuve de sentiments relativement humanitaires à l'égard de leurs exploités noirs, insistant sur la nécessité de donner à ces « Oncle Tom » un minimum d'éducation et de qualification technique, d'améliorer leur hygiène.

Cette apparente contradiction comporte une explication : les Bourbons du Delta se livraient à une sorte de division du travail ; du point de vue technique, ils avaient intérêt à relever la qualité de leur main-d'œuvre noire ; du point de vue politique et social, ils préféraient, dans une région où les Noirs formaient la majorité de la population, « maintenir les niggers à leur place ». Ils se réservèrent donc le beau rôle : la sollicitude paternaliste à l'égard des travailleurs de couleur. Quant au racisme, ils laissèrent les démagogues du haut-pays s'en salir les mains, et ils firent ainsi d'une pierre deux coups : d'une part, le fanatisme racial contribua à maintenir le Noir du Mississippi dans la soumission ; d'autre part, il offrit au pauvre Blanc un utile dérivatif.

Le jeu subtil fut inauguré, au début du siècle, par James K. Vardaman. Il emprunta au populisme ses thèmes à succès : les diatribes contre les monopoles capitalistes, l'exaltation de la

cause des petites gens : « *Les millionnaires*, lança-t-il, *produisent les pauvres. La concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre entretient la pauvreté et la déchéance du plus grand nombre.* » En même temps, il aboya furieusement contre les niggers qu'il traita de « sauvages » ne méritant pas que l'on gaspillât de l'argent à les éduquer. Les politiciens du Delta, prenant des mines choquées, lui reprochèrent d'« *agiter la question noire pour des motifs sinistres* ». Mais, en fait, Vardaman fut élu gouverneur, en 1902, avec l'appui des seigneurs du Delta, et il ne se maintint au pouvoir qu'avec leur consentement tacite.

Theodore Bilbo emprunta à Vardaman ses procédés et les perfectionna. Lui aussi se posa en champion des pauvres diables du haut-pays. Il se réclama du président Franklin Roosevelt. Il soutint les mesures progressistes du New Deal. Il appuya la politique du gouvernement fédéral en faveur des petits métayers (que combattaient les planteurs). En même temps, il poussa l'hystérie raciste jusqu'à un degré que n'atteignit aucun de ses émules. Il écrivit des livres dans lesquels il tenta de persuader les Américains qu'ils étaient en danger d'être transformés en un peuple de bâtards. Il proposa de réexpédier les niggers en Afrique.

Mais, en dépit des apparences, et malgré qu'il fît mordre la poussière aux honorables candidats présentés par les riches familles de planteurs, l'histrion n'entra jamais sérieusement en conflit avec le Delta. Sans doute l'extrême vulgarité de son agitation fut-elle désavouée par les gros planteurs. Mais il y avait entre le Delta et Bilbo accord fondamental sur la question raciale.

En Georgie, le même scénario se déroula, à peu de chose près. Eugène Talmadge y fit sa carrière politique en courtisant les petits fermiers blancs et en se présentant comme le champion des régions rurales déshéritées contre les capitalistes des villes. Il s'inscrivit lui aussi dans la tradition du populisme. Il s'appropria l'héritage de Tom Watson, toujours vivant parmi les pauvres Blancs de cet État. Il tonna contre les monopoles. Et il usa de la

démagogie antinègre la plus outrancière. Les puissants groupes capitalistes de Georgie, les banquiers et producteurs de courant électrique d'Atlanta n'en soutinrent pas moins avec empressement cet énergumène qui les désignait à la vindicte publique. Grâce à ce stratagème, les pauvres Blancs furent rivés au char des Bourbons. Par la suite Hermann Talmadge, le fils d'Eugène, gouverna, en usant des mêmes artifices, l'État de Georgie.

En Louisiane, les choses se passèrent de façon un peu différente ; mais le mécanisme essentiel de l'opération fut le même. L'originalité de Huey P. Long résida seulement dans le fait que, pour obtenir l'appui des pauvres Blancs de son État, il dut pousser la démagogie sociale un peu plus loin que Vardaman, Bilbo et Talmadge, l'hystérie raciste un peu moins loin. En effet, l'oligarchie capitaliste de Louisiane (sociétés pétrolières, armateurs, planteurs de canne à sucre et de coton) avait régné avec une telle dureté et une telle absence de scrupules, elle avait accaparé si totalement les richesses de l'État, elle avait laissé la majorité de la population croupir dans une condition si arriérée que les déshérités ne pouvaient être gagnés que par un programme quelque peu radical.

Long ne se borna donc pas à crier haro sur les trusts, il s'imposa aussi par un certain nombre de réformes concrètes. Il construisit des routes et des ponts dans les régions arriérées. Il distribua gratuitement les livres scolaires. Il obligea les grandes sociétés à payer leur part d'impôts. Il écarta du pouvoir tous les représentants de l'oligarchie, s'assurant, par la corruption, la vénalité et la terreur, une machine politique totalitaire. En même temps, s'il n'afficha pas un racisme tapageur, il maintint avec rigidité le principe de la suprématie blanche, tout comme les autres démagogues du Sud. Et il toucha en sous-main de larges subventions des grosses sociétés qu'il était censé avoir jugulées.

Huey P. Long, en définitive, sauva l'oligarchie capitaliste de la Louisiane en l'obligeant à jeter du lest et en la caporalisant. Empruntant au fascisme, non seulement ses techniques, mais

aussi le mythe de l'homme providentiel, il réussit à susciter l'enthousiasme de pauvres Blancs encore plus férocement exploités que dans les autres États du Sud, pour une cause dont l'objectif final était de prolonger l'existence de leurs pires ennemis. La mémoire de Huey P. Long, assassiné en 1945, a été en quelque sorte divinisée par les créoles blancs. La famille Long, grâce à son nom prestigieux, reprit le pouvoir. Le frère du défunt dictateur fut élu gouverneur, le fils sénateur de Louisiane, jusqu'au jour où les désordres mentaux du malheureux rejeton mirent un point final à cette obstination dynastique.

Le pauvre Blanc du Sud devait-il être toujours la victime de l'escroquerie que commettent à son égard les Bourbons ? N'arriverait-il jamais à exprimer ses griefs de classe d'une façon indépendante ? Était-il vraiment, comme l'ont prétendu André Siegfried, Gunnar Myrdal et tant d'autres observateurs, le « pire ennemi » du Noir ? Sa haine du nigger prévaudrait-elle toujours sur sa haine du riche ?

Peut-être les passions reposant sur des éléments irrationnels, sur des émotions, si elles sont malaisément curables par le raisonnement, sont-elles aussi moins irréversibles que celles prenant leur appui sur des intérêts économiques stables. Les premières sont susceptibles de brusques retournements, comme on l'a vu pendant l'expérience mémorable du populisme. Or les facteurs qui, au temps de l'esclavage, avaient dressé les pauvres Blancs contre les Noirs, qui, au temps de la Reconstruction, avaient empêché l'alliance des deux races d'être vraiment nouée, ont perdu de leur virulence. À l'époque de mon voyage, fermiers et métayers, qu'ils fussent blancs ou noirs, étaient également paupérisés, également exploités, également enclins à déserter le Sud. Ils faisaient bon ménage, lorsque des groupements comme la National Farmers Union ou la National Farm-Labor Union les organisaient dans certaines régions du Sud. J'ai vu, personnellement, à Andalusia (Alabama) de petits agriculteurs blancs et

noirs décharger ensemble des wagons d'engrais achetés par leur coopérative, afin de n'avoir pas à payer un tribut aux monopoles.

Un universitaire, Leonard W. Dobb, rapporta des observations analogues : « *Le fait*, écrivit-il, *que l'on ait pu rassembler des métayers et des fermiers locataires, aussi bien blancs que de couleur, dans des syndicats agricoles un peu partout dans le Sud démontre que, convenablement orientée, la conscience de classe peut prévaloir sur celle de caste.* » Au cours de sa patiente enquête dans une ville du Sud, Dobb recueillit de multiples témoignages tendant à prouver que chez les pauvres Blancs le préjugé racial à l'égard des niggers n'était pas aussi ancré qu'on le supposait communément : « *Du fait que les pauvres Blancs, par suite de leur position inférieure dans la société, ne peuvent pas exploiter la caste noire sur le plan économique, ils ont peu d'avantages matériels à tirer de leur propre supériorité de caste. L'avantage de prestige qu'ils peuvent tirer des Noirs, bien qu'il existe, est assez mince, du fait que la vie d'un pauvre Blanc est circonscrite à un tel point par son effort en vue de se maintenir en vie. Dans l'ensemble, par conséquent, ils sont devenus plus tolérants à l'égard des Noirs.* »

Si le préjugé de couleur des pauvres Blancs n'est pas aussi indéracinable que les apparences pourraient le faire croire, par contre une haine de classe refoulée habite leur subconscient et elle est susceptible de réserver des surprises. Au fur et à mesure que leur hostilité à l'égard des Noirs tendrait à dépérir, leur hostilité à l'égard de la classe dominante, n'étant plus contenue par le dérivatif du fanatisme racial, pourrait bien éclater au grand jour. Dobb a insisté, à maintes reprises, sur l'animosité que le pauvre Blanc nourrit à l'égard de la classe des planteurs : il serait prêt à suivre tout chef sachant faire appel à son émotivité. « *Il est possible que son agressivité latente trouve une issue et se manifeste par de violentes attaques contre la classe des planteurs. Cette hypothèse n'est pas exclue.* »

À preuve les violentes grèves qui se déroulèrent, en 1929 et en 1934, dans l'industrie textile du Sud, au cours desquelles les pauvres Blancs se battirent avec un acharnement extraordinaire.

Mais le pauvre Blanc rural appartient aujourd'hui à un groupe social en voie d'extinction. Au fur et à mesure que le Sud s'industrialise et se mécanise, il passe sur place de la condition de petit fermier ou de métayer à celle de salarié. Il lui arrive aussi d'abandonner la région ingrate dans laquelle il est né pour tenter sa chance, comme travailleur d'usine, dans le Nord. Le Noir suit une évolution parallèle.

Dans les usines du Nord et de l'Ouest, il est fréquent que le pauvre Blanc prolétarisé retrouve le Noir expatrié du Sud et devenu ouvrier comme lui, mais, le plus souvent, c'est aussi un fait, il a emporté le préjugé racial, comme disait Danton, à la semelle de ses souliers.

Chapitre VI

Des libéraux dans le Sud ?

Dans le Sud, il existait quelques Blancs courageux, d'ailleurs en nombre croissant, qui osaient faire face à la meute raciste, au sein de laquelle, pendant longtemps, ils n'avaient eu aucun poids. Mais ce qui manquait encore, c'était un véritable mouvement progressiste blanc, cohérent et organisé, capable de résister aux Bourbons et de faire reculer, au sein du parti pratiquement unique qu'est, dans cette région, le Parti Démocrate, les partisans de la « suprématie blanche ».

Pendant mon voyage de 1948 à travers le Sud, je rencontrai sans doute des gens qui s'intitulaient eux-mêmes « libéraux », mais ces timides se contentaient de réclamer une « ségrégation plus équitable » et de prêcher la « tolérance », ce qui, en fait, équivalait, comme le leur reprocha Henry Wallace dans un violent discours électoral, à « *prêcher la tolérance de l'intolérance, la tolérance de la ségrégation* ».

Ce sévère jugement était confirmé par d'autres observateurs qualifiés. La romancière Lillian E. Smith, dont le roman sur les relations raciales, *Strange Fruit*, fut un best-seller et qui descendait d'une vieille famille sudiste, écrivit : « *Le libéralisme du Sud persiste dans son ancien et farouche silence. Pas un seul Sudiste n'a pris une position vigoureuse dans un seul journal du Sud contre la ségrégation. Une telle timidité est difficile à comprendre. La prudence est devenue une habitude chérie. Le silence est un piètre moyen de changer les hommes.* »

Développant ce réquisitoire dans un ouvrage ultérieur, Lillian Smith accusa les libéraux du Sud de « forfaiture » : « *Même les journaux les plus libéraux s'imaginent que dénoncer la ségrégation inciterait à la violence. Pour eux, l'affirmation des droits de*

l'homme ne peut être que nuisible. Ils semblent avoir oublié que les mots sont capables de soulever aussi bien la conscience de l'homme que ses plus basses passions.»

Du côté des Noirs, le vieux Du Bois n'était ni plus indulgent ni plus optimiste : «*Aucun mouvement libéral n'a réussi à s'implanter dans le Sud. C'est une caractéristique et une singularité du Sud que des Blancs y aient eu si rarement le courage de se dresser et de souffrir pour la cause de la justice en affrontant la terreur massive exercée par l'opinion publique. Dans le Sud, l'absence d'iconoclastes et de martyrs est frappante. Là où il en a surgi, ils ont rapidement été réduits au silence ou ils ont battu en retraite pour se réfugier dans l'atmosphère plus tolérante du Nord.*» Dans un article ultérieur, Du Bois n'atténua guère son verdict : «*Les progressistes blancs dans le Sud ne sont pas encore prêts à y attaquer la ségrégation. Le Sud libéral continue à refuser de faire front pour en combattre ne serait-ce que les aspects les plus révoltants.*»

La plupart des «libéraux» du Sud (membres du corps enseignant, leaders ouvriers, hommes d'affaires, ecclésiastiques, journalistes) étaient groupés dans un organisme intitulé Southern Regional Council, créé en février 1944 en vue d'«*établir les faits relatifs aux nombreux problèmes du Sud et de mobiliser la population régionale en vue de résoudre ces problèmes*». Mais le Council, tout en se préoccupant de la question noire, essayait d'en arrondir les angles, de lui appliquer des remèdes graduels et pacifiques, de la diluer dans d'autres problèmes. Comment s'en étonner ? Ses ressources financières provenaient d'une fondation capitaliste du Nord, le *Rosenwald Fund*, et des Églises protestantes.

Selon ces bonnes gens, c'eût été une erreur que de considérer les problèmes du Sud simplement d'un point de vue racial. Exploitant à sa manière l'idée juste que les frictions raciales ont une cause essentiellement économique, le Council se targuait de les éliminer en modernisant et en industrialisant le Sud, c'est-à-dire en y ouvrant de nouveaux champs d'exploitation au Big

Business du Nord. Il publia en 1945 une brochure publicitaire fort alléchante dans laquelle il essayait d'attirer dans le Sud les capitaines d'industrie. Mais ce n'était certes pas en créant au-dessous de la *Mason-Dixon Line* une douzaine de nouveaux Birmingham que pouvait être résolue la question noire.

En fait, ce péan entonné en faveur de l'« industrialisation » était une manière d'escamoter la lutte ouverte contre la ségrégation. Dans un article véhément, Lillian Smith répondit au Council qu'il ne contribuerait guère à instaurer la démocratie sur le plan racial tant que ses dirigeants n'admettraient pas publiquement la malfaisance de la ségrégation dans tous les domaines. De son côté, un autre Blanc, Bucklin Moon, stigmatisa *« le refus du Council d'affronter carrément la question de la ségrégation »* et l'accusa d'être *« coupable de tactiques dilatoires qui contribuent à maintenir le statu quo »*.

Comme Diogène, sa lanterne à la main, je cherchai patiemment à travers le Sud des libéraux conséquents.

À l'université de Caroline du Nord, le digne professeur Howard W. Odum, sociologue régionaliste, me sourit gentiment derrière ses lunettes. Avais-je trouvé mon homme ? Cet universitaire doctoral estimait que *« le Sud a été envahi si souvent par des milliers de réformateurs et d'accusateurs qu'il est sur la défensive »*. Mon interlocuteur n'était pas opposé, certes, à certaines réformes constitutionnelles mais criait haro sur les *« démagogues irresponsables et frustrés »*, sur les *« forces subversives »*.

Allais-je être plus heureux avec les journalistes ? À Richmond (Virginie), pontifiait Virginius Dabney, rédacteur en chef du *Times Dispatch* et auteur d'un livre sur le Sud. Naguère, il avait eu l'audace de réclamer l'abolition de la ségrégation dans les tramways et autobus de son État. Mais il ne fut pas long à retirer sa proposition, au soulagement de ses congénères. En 1943, il prédit une terrible « explosion interraciale »… pour le cas où le nigger aurait l'impudence de continuer à revendiquer.

À Louisville (Kentucky), Mark Ethridge s'était fait dans le *Courier-Journal* une réputation de « libéral ». Mais, en juin 1942, il écrivit *« qu'il n'est aucune puissance au monde qui puisse obliger les Blancs du Sud à abandonner le principe de la ségrégation sociale »*.

À Greenville (Mississippi), Hodding Carter prétendait défendre la cause du progrès dans le *Delta Democrat Times* et dans divers romans à succès. À l'école, ses enfants se voyaient traités injurieusement de fils de *negro-lovers* (négrophiles). Mais ce « libéral », alors jeune et sympathique, prit, en 1948, position contre le programme de droits civiques du président Truman et, de concert avec les Bourbons, il protesta contre l'intrusion des pouvoirs fédéraux dans la vie sociale du Sud, intervention inopérante, puisqu'il eût fallu, à son avis, pour abolir vraiment la ségrégation, y faire camper en permanence une armée fédérale. Rien, dans un proche avenir, estimait-il, *« ne peut changer la conviction du Sud blanc que la séparation des races est le seul moyen acceptable de faire vivre côte à côte en paix deux peuples dissemblables »*. Une intervention fédérale « abrupte » ne pouvait, selon lui, que *« compromettre dangereusement les ajustements progressifs entre les deux races actuellement en cours »*.

À Atlanta (Georgie), Ralph Mc Gill s'était taillé une réputation en rompant des lances, dans l'*Atlanta Constitution*, avec le Ku-Klux-Klan. Mais lui aussi s'opposa au programme de droits civiques, au nom des sacro-saints droits constitutionnels des États. Et il fit campagne en faveur du Parti Républicain, le partenaire des Bourbons dans la coalition parlementaire « antinègre ».

Est-ce à dire que je ne rencontrai pas un seul libéral conséquent dans le Sud ? Par « conséquent » j'entends : un libéral prenant publiquement parti contre la ségrégation. J'ai tout de même fini par découvrir quelques spécimens de cette espèce alors si rare. Mais on pouvait les compter sur les doigts, et ils étaient singulièrement dispersés.

Tout d'abord, la courageuse et ardente Lillian Smith, déjà citée, qui, retirée dans sa petite ville de Georgie, faisait un peu figure de phare solitaire. Puis Aubrey Williams, un ancien partisan du New Deal réformiste de Franklin Roosevelt et un des principaux promoteurs du programme de droits civiques. Cet homme sans peur se fit huer en déclarant publiquement à Montgomery (Alabama) que *« c'était un plaisir pour lui de recevoir des Noirs à son foyer »*. À la convention du Parti Démocrate, en juillet 1948, il tint tête à la meute déchaînée des Bourbons, soutenant que l'opposition au programme de droits civiques venait davantage des chefs du parti dans le Sud que du peuple lui-même. Comme l'ex-gouverneur de l'Alabama, Chauncey Sparks, prétendait que les relations entre Blancs et Noirs étaient « amicales », dans le Sud, Williams lui répliqua vertement : *« Non, il y a une grande tension »* et professa qu'il était opposé à toute sorte de ségrégation raciale.

En Mississippi, c'était le pasteur H. Brent Schaeffer, un ministre luthérien, qui ne craignit pas de donner pour titre à une brochure : *Des citoyens blancs du Mississippi ont le courage de reconnaître aux citoyens noirs des droits civiques légitimes et sans restriction*.

À Atlanta encore, un autre ecclésiastique, le révérend I.J. Domas, ministre protestant, dut abandonner ses fonctions pour avoir laissé un professeur noir assister à son service dominical. Toujours à Atlanta, l'avocat Dan Duke, ex-attorney général de l'État sous le gouverneur Ellis Arnall, combattit le Ku-Klux-Klan dans l'exercice de ses fonctions. Ce Blanc n'hésita pas à haranguer les Noirs dans leurs propres églises. Enfin, à Charleston (Caroline du Sud), rayonnait la grande figure du juge fédéral J. Waties Waring qui, en 1947, porta le coup de grâce aux white primaries dans son État. Pour le juge, les Blancs de sa région étaient des « malades mentaux », des « obsédés ». Le mal ne pouvait être guéri, à son avis, par le gradualisme qu'il qualifiait de *« doctrine la plus dangereuse de notre époque »*. Et, devançant les

intégrationnistes d'action directe, il osa clamer : « *Le cancer de la ségrégation ne pourra jamais être guéri par le sédatif du gradualisme. Une opération est nécessaire.* » À Charleston, le juge était en butte à l'ostracisme total de la population blanche. Un magazine de New York lui consacra un article intitulé : « L'homme le plus solitaire de la ville ».

Le juge Waring avait les reins solides, car ses fonctions fédérales inamovibles lui conféraient une relative indépendance. Mais tous les libéraux ne résistèrent pas comme lui au cruel isolement dont les pénalisaient les Blancs : en 1934, le journaliste Clarence Cason se suicida en Alabama, se sentant incapable d'affronter l'hostilité qu'allait lui valoir la publication d'un livre assez critique à l'égard du Sud.

Cependant, ce n'était pas tant dans l'*uppercrust*, parmi le « gratin », mais dans les tréfonds du peuple que se dessinaient, dès 1948, les signes d'une évolution progressive de la communauté blanche. Et, notamment, parmi la jeunesse. Je n'oublierai jamais la cordialité inattendue et chaleureuse qu'un étudiant blanc, de l'université de Baton Rouge (Louisiane), témoigna à un étudiant noir, « auto-stoppeur » comme lui, avec lequel le hasard le confronta dans ma voiture. Quand, plus tard, je félicitai la mère de ce garçon pour l'attitude fraternelle de son rejeton, elle eut d'abord un réflexe d'inquiétude qui en disait long sur l'ambivalence de la mentalité sudiste : « *De grâce, pour l'amour de Dieu, ne racontez pas cela à son père !* » Puis, avec un tendre sourire, elle me souffla dans l'oreille : « *Vous savez, je suis fière de mon fils.* »

Le père, d'ailleurs, n'était pas, dans le tréfonds de son âme, aussi raciste qu'il voulait le laisser paraître. Après m'avoir semoncé à propos de mes professions de foi « négrophiles », quelques heures plus tard, au cours d'une réception mondaine, le bonhomme, qui n'avait pas boudé le whisky, me tira par le revers de mon veston, m'entraîna vers le barman noir, l'étreignit, me confia qu'il était son frère de lait, nourri au sein de la même

« Mamie », et me présenta chaleureusement : *« Sam, voici un ami des Noirs. »*

Quelques années plus tard, dans un journal new-yorkais, un militant originaire du Sud, qui avait visité Dixie après une longue absence, confirma l'impression que j'avais ressentie : *« Parmi les jeunes Blancs du Sud*, écrivit-il, *une véritable révolution est en cours dans leur attitude à l'égard du problème racial. La génération qui sort maintenant de l'école et du service militaire a des vues fort différentes de celles de ma propre génération il y a seulement dix ou douze ans. C'est la constatation la plus surprenante et la plus encourageante qu'il m'ait été donné de faire. »*

Quand des étudiants de couleur réussirent, de haute lutte, à forcer les portes d'universités blanches dans le Sud, ce fut un événement hautement significatif que les étudiants blancs ne se montrèrent pas tous hostiles à leur admission. Mais si, à Washington, des Blancs se mêlent, en nombre, à la grande marche des Noirs du 28 août 1963, si dans les villes du Sud des jeunes Blancs se joindront aux commandos « non violents » des étudiants noirs, se feront matraquer et emprisonner avec eux, ces justes accourront, en premier lieu, du Nord ou de l'Ouest. Dans la lutte contre Jim Crow, les jeunes Blancs du Sud seront les derniers au rendez-vous. Ils ne viendront pas tous, certes, mais il en viendra. Le « Comité de coordination des étudiants non-violents du Sud », le fameux SNCC, dont nous verrons l'étudiant noir Stokely Carmichael prendre courageusement la tête pour le radicaliser, en recrutera quelques-uns.

Chapitre VII

Les Noirs et le mouvement ouvrier

Le moment est venu d'analyser plus à fond, et sur le plan des États-Unis dans leur ensemble, l'antagonisme qui a opposé, depuis que des hommes y vendent leur force de travail à d'autres hommes, salariés blancs et salariés noirs. Cette recherche s'est heurtée à un sérieux obstacle : les porte-parole du syndicalisme ouvrier et ceux de la race noire, soucieux de défendre leur groupe respectif, présentent de cette histoire des versions nettement divergentes.

Dès le début du XIX^e^ siècle, des Noirs affranchis affluèrent dans de grandes villes telles que New York et Philadelphie, se contentant des plus bas salaires et disputant les emplois aux travailleurs blancs non qualifiés. Il en résulta une guerre de races. Les rixes se multiplièrent. À Cincinnatti, en 1829, une meute de Blancs blessa et tua des affranchis et des esclaves fugitifs. À Philadelphie, de 1828 à 1840, on enregistra une série de conflits raciaux. Celui de 1834 prit les proportions d'une bataille rangée et dura trois jours. Le fait se répéta en 1835, en 1838, en 1842.

Les ouvriers blancs essayaient par tous les moyens de restreindre ou de prévenir l'embauche des hommes de couleur. En même temps, les travailleurs blancs se montraient peu disposés à prendre parti pour l'abolition de l'esclavage, par crainte de voir se multiplier le nombre des salariés noirs.

Le comportement des abolitionnistes n'était pas fait pour dissiper cette méfiance. Ils avaient peu de sympathie pour les travailleurs et ils condamnaient la lutte des classes naissante entre capital et travail. Dès les premiers numéros de son journal, *The Liberator*, parus en janvier 1831, William Lloyd Garrison, à l'occasion d'un meeting ouvrier à Boston, dénonça le mouvement

ouvrier comme une conspiration organisée en vue d'*« enflammer les esprits de notre classe laborieuse contre les plus opulents »*. Les syndicats étaient, selon lui, *« criminels au plus haut degré »*.

Les travailleurs s'irritèrent de voir les abolitionnistes *« s'apitoyer en faveur de l'esclave du Sud, mais disposés à écraser d'une main de fer le travailleur blanc du Nord »*. La défense du salariat leur parut plus importante que l'affranchissement des esclaves et ils craignirent qu'une campagne centrée uniquement autour de l'abolition ne détournât l'attention de leur propre sort. *« La première cause de l'esclavage*, assuraient-ils, *réside dans la condition même de l'industrie ; c'était cela qu'avant toute chose il s'agissait de changer. »*

Ainsi, dès les débuts, le mouvement pour l'émancipation raciale et le mouvement pour l'émancipation sociale prirent des voies divergentes. *« Les abolitionnistes*, écrit Du Bois, *n'aperçurent pas la nouvelle subordination à laquelle le travailleur était assujetti par le capital organisé, tandis que les travailleurs ne comprirent pas que l'exclusion du programme ouvrier de quatre millions de travailleurs était une omission fatale. »* Et, pourtant, observe l'auteur de *Black Reconstruction*, l'union des deux mouvements les eût rendus « irrésistibles ». *« Ils exhibèrent des divergences fondamentales au lieu de devenir le grand parti unique du travail libre et de la terre libre. »* Options irréparables qui, pour des générations, devaient opposer les exploités blancs et noirs.

Les plus déshérités des travailleurs blancs du Nord étaient des immigrants irlandais. Leur condition n'était pas beaucoup moins déplorable que celle des esclaves. Ils avaient débarqué sur les rivages des États-Unis pour échapper à une oppression séculaire presque aussi dure que celle subie par les Africains. Ils étaient, comme eux, au dernier échelon de l'échelle sociale et devaient se contenter des emplois les plus bas et les plus mal rétribués. Mais, au lieu de s'unir, ces deux groupes de déshérités se firent une concurrence acharnée.

En 1863, en pleine guerre de Sécession, une insurrection ouvrière éclata à New York. Les travailleurs blancs, en majorité irlandais, furent pendant quelques jours maîtres de la cité. La violence de ce soulèvement et la sauvagerie avec laquelle il fut réprimé présentent quelques analogies avec la Commune de Paris. Certains de ses aspects permettent d'y discerner un épisode de la lutte des classes. Les ouvriers étaient las d'une guerre dont ils supportaient financièrement presque tout le poids et hostiles au service militaire obligatoire qui faisait couler leur sang pour les riches. Malheureusement ce conflit social se doubla d'un pogrome racial. Le gros commerce de New York (à qui, au surplus, la guerre contre le Sud faisait perdre de l'argent) s'empressa de dériver l'indignation des travailleurs contre leurs frères de couleur. Ainsi excités, les prolétaires irlandais attribuèrent aux Noirs la responsabilité de la guerre et assouvirent, en même temps, un vieux ressentiment contre leurs concurrents sur le marché du travail ; ils tuèrent tous ceux qui leur tombèrent sous la main.

Quand Lincoln fut assassiné, en 1865, les organisations irlandaises de New York refusèrent de défiler avec les Noirs et le Conseil municipal n'admit pas les hommes de couleur dans le cortège funèbre.

La guerre de Sécession, comme le souligna une adresse de l'Association internationale des travailleurs, portant la signature de Karl Marx, avait eu « *pour résultat immédiat une détérioration de la condition du travailleur américain* ». Tandis que le Big Business en avait retiré de fabuleux profits, l'inflation avait accru les souffrances des salariés. Cependant, la guerre avait « *offert une compensation dans l'émancipation des esclaves et l'impulsion ainsi donnée* » à la lutte de classe ouvrière[1]. Le mouvement

1 Dans cette remarquable *Adresse*, les intérêts à la fois respectifs et communs du mouvement ouvrier et du mouvement de libération des Noirs étaient appréciés avec exactitude. Cependant, Karl Marx n'eut pas toujours une position aussi heureuse. En novembre 1864, il avait fait adopter par l'Internationale une lettre dithyrambique à Lincoln, félicitant celui-ci de sa réélection et le traitant (inexactement) de « *fils*

ouvrier n'entendit guère cet appel à l'internationalisme prolétarien. À part quelques rares exceptions, le contenu et la portée révolutionnaires de la Reconstruction lui échappèrent. Il était trop occupé à combattre la nouvelle oligarchie industrielle qui, pour mater les planteurs du Sud, favorisait précisément cette expérience. De leur côté, les républicains radicaux blancs, tels que Charles Sumner et Thaddeus Stevens, témoignèrent peu d'intérêt et de sympathie pour le Labor.

Quant aux leaders noirs inféodés au Parti Républicain, ils ne saisirent pas combien le nouveau régime politique instauré dans le Sud était sous la dépendance de l'oligarchie capitaliste du Nord et, obnubilés par l'affranchissement politique de leur race, ils n'aperçurent pas la menace mortelle que faisait planer sur l'ensemble de la nation, et sur eux-mêmes, l'ascension foudroyante du capitalisme.

Le Labor, croyant ainsi combattre l'oligarchie capitaliste, se lia les mains au Parti Démocrate, parti de la contre-révolution sudiste. Les Noirs, croyant ainsi combattre la contre-révolution sudiste, se lièrent les mains au Parti Républicain, parti du grand capital triomphant. Ni les uns ni les autres ne saisirent l'occasion qui leur avait été donnée, au lendemain de la guerre de Sécession, d'opérer un vaste rassemblement des forces démocratiques et progressives, groupant à la fois les partisans de l'affranchissement politique des Noirs, les syndicats ouvriers, les petits fermiers de l'Ouest et les pauvres Blancs du Sud. Ce fut une des plus grandes occasions manquées de l'histoire sociale américaine.

La centrale syndicale des années 1860 s'appelait National Labor Union. Elle avait des tendances radicales et internationalistes. Elle avait noué des relations avec l'Association internatio-

---

de la classe ouvrière ». « *Les travailleurs européens*, y lisait-on, *sentent distinctement que la bannière étoilée porte le destin de leur classe* ». En présentant Lincoln comme le champion du prolétariat parce qu'il avait émancipé les esclaves, Karl Marx perdait de vue le contenu de classe (bourgeois et capitaliste) du régime nordiste. Le club communiste de New York protesta contre la lettre.

nale des travailleurs. Elle menait la lutte pour la journée de huit heures. Son animateur, William H. Sylvis, avait, sur la question raciale, une position relativement progressive. Il était partisan de l'unité entre travailleurs blancs et noirs. Il était conscient de la nécessité de gagner les Noirs à la cause du Labor. « *Si nous pouvons réussir*, déclara-t-il au cours d'un voyage dans le Sud, *à les convaincre que c'est leur intérêt de faire cause commune avec nous, nous aurons un pouvoir, dans cette partie du pays, qui ébranlera Wall Street.* » Mais il ne sut pas présenter aux Noirs un programme conforme à leurs aspirations démocratiques. Sa position sur la Reconstruction fut des plus timorées. Il se montra nettement hostile à la politique des républicains radicaux, aveugle au contenu révolutionnaire de l'expérience. Et il couvrit d'injures le Congrès qui imposait, d'une main de fer, au Sud récalcitrant, cette gigantesque mutation sociale.

À la suite de Sylvis, la National Labor Union, à son congrès de 1867, comprit que seule l'organisation des Noirs dans les syndicats ouvriers pouvait empêcher le patronat de les employer comme briseurs de grèves : « *Ou nous ferons d'eux nos amis, ou le capital se servira d'eux comme d'une arme contre nous.* » Pourtant, l'attitude des travailleurs blancs à l'égard de leurs frères de couleur restait hostile et la question brûlante de l'admission des Noirs était ajournée de congrès en congrès. C'est seulement à celui de 1869 que des délégués de couleur furent admis et que l'organisation des travailleurs noirs reçut un commencement d'exécution. Mais, las d'attendre, les affranchis constituèrent, à la fin de la même année, une centrale syndicale de couleur, en signe de protestation contre la discrimination que les syndicats blancs continuaient à exercer contre eux. Cette nouvelle organisation se considéra d'ailleurs comme faisant partie de la National Labor Union et envoya des délégués à son congrès.

À ses assises de 1870, le rapprochement entre les travailleurs des deux couleurs, à peine esquissé, s'arrêta net. La centrale syndicale blanche fit, certes, un pas en avant lorsque, s'affranchis-

sant de la tutelle du Parti Démocrate, elle décida la création d'un Parti Travailliste ; mais elle le fit sur un programme de réformes ouvrières qui ignorait les revendications spécifiques des Noirs, telles que la défense de leurs droits civiques, l'abolition de toute discrimination dans l'emploi et dans les salaires.

De leur côté, les ouvriers noirs eurent le tort de ne pas saisir cette occasion de s'unir avec les ouvriers blancs pour une action politique indépendante. Ils se cramponnèrent au Parti Républicain, qui conservait à leurs yeux le prestige de les avoir affranchis. Le congrès de la National Labor Union refusa d'admettre un des leaders noirs de la Reconstruction, non pas à cause de son épiderme, mais parce qu'il était un fonctionnaire du Parti Républicain. Un orateur noir, également républicain, s'opposa véhémentement à la fondation d'un troisième parti et invita le congrès à s'affilier au Parti Républicain – ce qui revenait à demander aux ouvriers de rejoindre le parti du patronat. La centrale syndicale noire, n'ayant pas obtenu gain de cause, rompit avec la National Labor Union et se transforma en une succursale noire du Parti Républicain, ce qui devait provoquer sa désagrégation. Par la faute de l'un et de l'autre, le divorce entre le Labor et le mouvement d'émancipation raciale était consommé.

Nous entrons maintenant dans les années sombres où le Big Business triomphant instaura sa domination illimitée. Dans le Sud, les Noirs furent trahis par le Parti Républicain et la contre-révolution balaya leurs conquêtes. Dans le Nord, la grande industrie édifia ses bastions dans lesquels elle jeta des cargaisons successives d'immigrants, non qualifiés et non organisés ; elle exploita et entretint leurs particularismes nationaux, les isolant les uns des autres, les dressant les uns contre les autres. Et, pour achever de briser leurs velléités de révolte, elle fit venir du Sud des wagons de prolétaires noirs, prêts à se contenter de salaires moindres que ceux des Blancs et à briser leurs grèves.

Le fossé qui avait été creusé entre les deux races par les esclavagistes servait on ne peut mieux les intérêts du patronat

moderne ; d'une part, le préjugé racial prévenait l'épanouissement d'une solidarité de classe entre les ouvriers des deux couleurs ; d'autre part, la discrimination dans l'emploi incitait le travailleur noir à accepter avec empressement n'importe quel travail lui permettant de prendre pied dans l'industrie, fût-ce aux dépens des travailleurs blancs. Briser une grève était sa seule chance de renverser les barrières de la discrimination.

Là où un employeur se montrait disposé à l'embaucher de façon permanente, comme ce fut le cas du magnat ferroviaire Pullman, le Noir eut plus de sympathie pour le patron à qui il devait son emploi que pour les syndicats ouvriers qui s'efforçaient d'empêcher qu'il ne l'obtînt. Quand l'American Railway Union d'Eugene Debs fut entraînée en 1894 dans un grave conflit social avec la compagnie Pullman, les travailleurs noirs, au lieu de se solidariser avec les grévistes, se firent briseurs de grève. Ils ne pardonnaient pas à l'organisation, qui était pourtant très progressive, d'exclure statutairement les Noirs. Debs reconnut, plus tard, que la discrimination pratiquée par son syndicat avait été l'un des facteurs de sa défaite.

Ce pionnier du socialisme américain s'était lourdement trompé lorsqu'il prétendait qu'« *il n'y a pas de question noire indépendamment de la question ouvrière, de la lutte de classes prolétarienne* ». « *Nous n'avons rien de spécial à offrir aux Noirs*, affirmait le grand « Gene », *et nous ne pouvons faire des appels séparés à toutes les races. Quand la classe ouvrière aura triomphé, le problème racial aura disparu pour toujours.* »

L'erreur était à la fois théorique et pratique, elle témoignait d'une compréhension inexacte des rapports existant entre l'« infrastructure » et la « superstructure », c'est-à-dire les manifestations du préjugé racial.

En pratique, la conception de Debs risquait d'inciter les Noirs à la passivité. Ils pouvaient en tirer la conclusion qu'il leur suffisait de se croiser les bras jusqu'à ce que le Labor eût accompli pour eux sa tâche historique, conclusion qui n'était qu'une

transposition prolétarienne de la conception bourgeoise selon laquelle les Noirs seraient trop arriérés pour être capables d'une action propre. En outre, une position abstraite du genre de celle de Debs détournait du socialisme ouvrier beaucoup de Noirs, parce qu'ils n'y trouvaient aucune réponse immédiate à leurs préoccupations raciales.

Cependant, tous les syndicats ouvriers n'étaient pas hostiles aux travailleurs noirs. Les Chevaliers du Travail, ces précurseurs du syndicalisme d'industrie[1], croyaient à l'unité de la grande famille humaine. Ils accueillaient dans leur organisation toutes les nationalités, toutes les races, toutes les croyances, toutes les qualifications professionnelles. À leur congrès de Richmond, ce fut une délégation de couleur qui introduisit le grand maître de l'ordre, Terence V. Powderly. Les travailleurs noirs affluèrent et, à leur apogée, en 1886, les *Knights* comprenaient quelque 60 000 adhérents de couleur.

Mais cette tentative d'organisation des non-qualifiés de la grande industrie fit long feu. La Chevalerie du Travail ne tarda pas à se désagréger, supplantée par le syndicalisme de métier et d'affaires de Samuel Gompers, aussi égoïste que particulariste. L'American Federation of Labor (AFL) s'abstint systématiquement d'organiser les secteurs de la production où avaient réussi à pénétrer les Noirs et ferma jalousement ses unions d'ouvriers qualifiés aussi bien aux non-qualifiés blancs qu'aux Noirs. Pendant plusieurs décennies, les rapports entre ouvriers des deux couleurs se trouvèrent enfermés dans un cercle vicieux : la discrimination exercée par les uns acculait les autres à jouer le rôle de briseurs de grève ; et ce comportement de briseurs de grève était invoqué par les syndicats de métier pour justifier l'interdit dont ils frappaient les hommes de couleur.

Néanmoins, lorsque des syndicalistes se donnaient la peine de gagner la confiance des Noirs, leurs efforts n'étaient pas tou-

1 Cf. mon livre *Le Mouvement ouvrier aux États-Unis, 1867-1967*, Petite collection Maspero, 1970.

jours infructueux. Ce fut ainsi qu'au cours de la grève de l'acier, en 1901, trois cents Noirs furent amenés d'Alabama par une aciérie des environs de Chicago. Des militants de la Fédération du Travail entrèrent en contact avec eux et leur expliquèrent l'enjeu réel de la grève. Le résultat fut que les arrivants se refusèrent à trahir la cause de leurs frères de classe et que l'employeur dut les renvoyer à leur lieu d'origine. De même, en 1919 à Bogalusa (Louisiane), le patronat de l'industrie du bois contribua à rapprocher travailleurs blancs et noirs en faisant froidement assassiner à coups de revolver trois Blancs, parce qu'ils avaient courageusement accompagné dans les rues de la ville et protégé un Noir, coupable de recruter parmi ses congénères des adhérents au syndicat mixte. L'un de ces trois Blancs était le président de la section locale de l'AFL.

Cependant, ce ne furent là que cas exceptionnels. Quand, au lendemain de la Première Guerre mondiale, sous l'impulsion de l'Union des syndicats de Chicago, l'AFL se décida (ou se résigna) à entreprendre l'organisation des masses non qualifiées de la grande industrie, elle buta contre l'obstacle de la main-d'œuvre noire. La campagne de recrutement lancée à partir de 1917 dans les abattoirs de Chicago n'eut que peu de succès auprès des travailleurs noirs, qui représentaient pourtant un peu plus de 20 % des effectifs totaux de l'industrie. Un Afro-Américain au service du patronat organisa un syndicat « jaune » composé uniquement de Noirs. Il bénéficia de l'appui de la petite bourgeoisie de couleur et de ses différents organes (presse, Églises, professions libérales). Les organisateurs de l'AFL commirent l'erreur de parquer les syndiqués noirs dans des sections syndicales séparées. Ils réussirent néanmoins à recruter un certain nombre d'hommes de couleur, mais l'émeute raciale qui éclata à Chicago en juin 1919 mit brutalement fin à cette ébauche de rapprochement.

L'organisation de l'industrie de l'acier se heurta aux mêmes difficultés. Au cours de la grande grève de 1919, les employeurs

firent venir du Sud trente à quarante mille briseurs de grève noirs. Tandis qu'une guerre de classes se déroulait entre les travailleurs et le patronat, une guerre de races mit aux prises, sur les piquets de grève, travailleurs noirs et travailleurs blancs. Le comité d'organisation témoigna peu de compréhension pour les problèmes spécifiques de recrutement des ouvriers noirs. Leur adhésion aux syndicats ouvriers semblait aller de soi. Nourrir cette illusion, c'était ignorer l'abc du problème noir. La tension raciale atteignit un tel degré qu'il fallut tenir une conférence entre leaders ouvriers et leaders de la communauté noire. Mais les préventions que l'attitude discriminatoire de l'AFL avait enracinées dans l'esprit des ouvriers de couleur se révélèrent plus fortes que ces tentatives de fraternisation. L'hostilité des Noirs contribua, pour une part non négligeable, à l'échec de la grève.

Ce fut en vain que les organisations de défense des Noirs multiplièrent les interventions auprès de la vieille Fédération pour l'amener à une attitude plus libérale. En 1918 et en 1920, l'Urban League insista auprès de Samuel Gompers pour que les travailleurs noirs fussent admis dans les syndicats sur un pied d'égalité. En 1924, l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP) adressa une lettre ouverte au congrès de l'AFL : *« Depuis des années et des années*, y disait-elle, *le Noir américain sollicite son admission dans les rangs du mouvement syndical. Le mouvement noir dans son ensemble se trouve hors des rangs du mouvement ouvrier organisé. Le mouvement ouvrier blanc ne veut pas du mouvement noir dans son sein. Si l'on vient à laisser se former en Amérique un puissant bloc d'ouvriers noirs non syndiqués, d'ouvriers qui seraient en droit de haïr l'idée syndicale, tous les travailleurs, Noirs et Blancs, en subiront le contrecoup. N'est-il pas temps que s'unissent enfin les deux prolétariats ? »* Et l'Association proposait à l'AFL la formation d'une commission ouvrière interraciale afin de promouvoir une propagande systématique contre la discrimination raciale dans les syndicats.

Pareille démarche fut renouvelée en 1929. Mais la Fédération ne daigna pas répondre.

Cependant, à partir de 1934, la lutte contre la discrimination syndicale fut menée, à l'intérieur même de la centrale, par A. Philip Randolph, le fougueux président de la Fraternité des employés de wagons-lits, une organisation purement de couleur. Randolph, passant outre aux critiques de l'intelligentsia noire, comprit que son syndicat se devait de rejoindre le mouvement ouvrier organisé, malgré les préjugés raciaux du Labor. De son côté, William Green, président de l'AFL, s'empressa d'accepter la demande d'affiliation de la Fraternité, car cette concession de façade aux travailleurs noirs lui permettait de camoufler les pratiques discriminatoires des syndicats de métier ; au demeurant, la profession organisée par Randolph ne disputait aux Blancs aucun emploi.

À chaque congrès de la vieille centrale, pendant des années, Randolph prêcha dans le désert, au milieu de l'indifférence générale, accueilli par des sourires narquois et, parfois même, suscitant l'hostilité ouverte des délégués blancs. Ses propositions furent, régulièrement, renvoyées aux calendes grecques.

Au congrès de 1940, Randolph prit, une fois de plus, l'offensive. S'appuyant sur un ensemble de faits accablants, il insista en vain pour qu'une commission interraciale fût constituée en vue d'éliminer les diverses formes de discrimination pratiquées par les syndicats. Nouvel éclat au congrès de 1942, où le syndicaliste de couleur mit dans le même sac – ce qui était une audacieuse innovation – colonialisme européen et racisme américain. Le président des *Teamsters* (camionneurs), l'ultra-réactionnaire Daniel J. Tobin, qui joignait à cette fonction celle de vice-président de l'AFL, hurla, hors de lui : « *Tôt ou tard, il faudra mettre fin à ce genre de discours.* »

Cependant, Randolph continua, sans se décourager, à exhorter ses congénères à rejoindre le mouvement ouvrier, même là où s'y perpétuait le préjugé racial, et à combattre le racisme au

sein de l'AFL. À la longue, les résultats de son obstination ne furent pas entièrement négatifs.

Le syndicat des mineurs (United Mine Workers) fut une des rares organisations de l'AFL qui adopta, dès l'origine, une attitude libérale à l'égard des travailleurs noirs. Les Chevaliers du Travail, dont il était issu et qui l'avaient marqué de leur empreinte, lui avaient enseigné la fraternité de la famille humaine. En outre, il avait été constitué sur la base de l'industrie, et l'exclusivisme des syndicats de métier ne l'entacha jamais. Ses statuts spécifient qu'il se propose *« de réunir en une organisation, sans considération de croyance, de couleur ou de nationalité, tous les travailleurs employés dans les mines de charbon »*. D'autres clauses assurent aux mineurs noirs et blancs une égalité de traitement. Blancs et Noirs sont organisés dans les mêmes sections syndicales. Le syndicat emploie des organisateurs noirs pour faciliter le recrutement des mineurs de couleur. Dans nombre de sections, des hommes de couleur remplissent les fonctions de président et de secrétaire. La communauté noire a apprécié cette attitude et s'est toujours montrée favorable au syndicat. Quand « Mother » Jones, l'héroïque et légendaire « grand-mère » des mineurs, dont la merveilleuse autobiographie a été traduite en français, ne trouvait aucune salle de réunion pour ses grévistes, elle tenait ses meetings dans des églises pour Noirs.

En Alabama, le syndicat eut quelque peine à prendre pied. Au cours de la grève de 1908, un prétendu « comité de citoyens » inspiré par les employeurs informa le syndicat que *« le peuple d'Alabama ne tolérerait jamais l'organisation des Noirs et leur participation à la grève aux côtés des Blancs »*. 76 % des grévistes de 1920-1921 furent des Noirs, ce qui porta à son paroxysme la colère des créatures de l'US Steel. Mais le syndicat, sous l'impulsion à la fois énergique et généreuse de William Mitch, finit tout de même par s'implanter dans cette région. Il prit le taureau par les cornes. Ainsi, le Ku-Klux-Klan ayant été utilisé pour combattre l'organisation, les mineurs blancs y adhérèrent, s'en

assurèrent le contrôle, et le rendirent, de cette façon, inoffensif. Quand je visitai Birmingham en 1948, 45 % des membres du syndicat dans le district étaient noirs.

Toutefois, la mécanisation des mines a tendu, depuis, à déclasser la main-d'œuvre noire, et le syndicat n'a pas suffisamment réagi contre cette situation.

L'exemple du syndicat des mineurs inspira le Congress of Industrial Organization, son rejeton. Dès sa création, sur la base de l'industrie et non plus du métier, le CIO adopta une politique raciale absolument différente de celle des syndicats corporatistes de la vieille AFL. Il ouvrit ses portes aux Noirs, sans se préoccuper de l'« accident de la couleur ». Il leur obtint des salaires égaux à ceux des Blancs. Il les associa à la direction de ses organisations à tous les échelons. Il réussit même, notamment dans le Nord, à abolir entre ses membres des deux couleurs toute ségrégation sociale et à les faire participer ensemble à des réunions récréatives ou dansantes. En outre, il fit une active propagande, orale et écrite, pour combattre le préjugé racial, non seulement parmi ses membres, mais aussi à l'extérieur. C'est ainsi qu'il mena campagne en faveur du programme de droits civiques.

Dans une brochure consacrée aux travailleurs noirs, le CIO expliquait qu'il avait eu, à sa fondation, *« à bannir la discrimination raciale, tout comme il eut à bannir la discrimination de métier »*. *« Le mouvement ouvrier moderne*, ajoutait-il, *a été convaincu par sa propre expérience qu'on ne peut pas davantage exclure des travailleurs du fait de la couleur de leur peau qu'on ne peut les exclure du fait de leurs différences de profession. » « La nature même du syndicalisme d'industrie*, observèrent Irving Howe et B. J. Widick, dans leur livre sur le syndicat de l'automobile, *rendait impossible les divisions raciales qui avaient prévalu dans l'AFL. Les nouvelles unions industrielles n'auraient pas pu consolider leur pouvoir sans gagner le soutien des travailleurs noirs. »*

Quand le Comité d'organisation de l'acier entreprit, en 1936-1937, sa campagne de recrutement, il bénéficia du concours actif du National Negro Congress, ce qui aida à dissiper l'hostilité traditionnelle des dirigeants de la communauté noire à l'égard du Labor. Les travailleurs noirs, d'abord quelque peu méfiants, épaulèrent les travailleurs blancs. Au cours de la grève de Little Steel, en 1937, les Noirs se battirent aux côtés des Blancs sur les piquets de grève. Et, parmi les dix grévistes de Republic Steel qu'abattirent les forces de l'ordre, il y avait un homme de couleur.

La direction du puissant Syndicat de l'automobile (UAW), qui groupe un million et demi d'ouvriers, a été longtemps, au moins tant qu'il fut animé par Walter P. Reuther, à l'avant-garde de la lutte contre la discrimination et le préjugé racial. « *Les Noirs*, selon Howe et Widick, *ont appris dans les UAW que le monde blanc dans sa totalité n'est pas une conspiration dirigée contre eux, mais qu'il y a des syndicats prêts à prendre des risques pour leur venir en aide.* » En mars 1946, le syndicat créa, sur le plan national, un département spécial de lutte contre la discrimination, dont l'objet était de veiller à l'exécution de la politique de l'organisation en matière raciale, par des interventions, soit auprès des employeurs, soit auprès des syndiqués eux-mêmes. Chaque section était tenue de constituer un comité local ayant les mêmes attributions. Le département en question était placé sous l'autorité directe du président Reuther, assisté d'un codirecteur noir.

Les UAW n'hésitaient pas, alors, à pénaliser ceux de leurs adhérents qui se livraient à des actes de discrimination. Mais le syndicat estimait, à juste titre, que des sanctions ne sauraient suffire : « *On ne peut venir à bout de la discrimination que si le préjugé racial qui l'engendre est dissipé par l'éducation.* » L'Anti-Discrimination Department éditait dans ce but toute une série de bulletins, de brochures, vivants et bien présentés, qui frappaient l'imagination des travailleurs. On y dénonçait sans relâche les « *racines économiques de la discrimination* ».

L'action des UAW s'exerça aussi sur des plans autres que celui de la production. C'est ainsi que les délégués noirs au congrès du syndicat, en 1940, à Saint-Louis (Missouri), ayant fait l'objet de discrimination dans les hôtels et les restaurants de la ville, le syndicat décida de ne tenir à l'avenir ses congrès que dans des villes où les syndicalistes de couleur seraient traités sur un pied d'égalité avec les Blancs. Le Syndicat de l'automobile contribua, pour une large part, en agissant sur ses membres blancs, à circonscrire la terrible rixe raciale qui éclata à Detroit en 1943.

Mais ces résultats ne furent pas obtenus du premier coup et sans difficultés. Pendant de longues années, les UAW eurent à lutter à la fois contre le préjugé racial de leurs propres membres et contre la méfiance, profondément enracinée, des Noirs à l'égard des syndiqués blancs. Pendant les *sit-down* (grèves avec occupation d'usines) de 1936-1937, beaucoup de travailleurs noirs demeurèrent dans l'expectative ; pas tous cependant, puisqu'au cours de la grève Chrysler, en mars 1937, un homme de couleur fut élu membre du comité de grève. Mais la plupart des ouvriers noirs restèrent tout simplement chez eux jusqu'à la fin du conflit. S'ils ne coopérèrent pas avec les grévistes, ils ne firent pas non plus les « jaunes ». Pour eux, le syndicat n'était qu'un regroupement de travailleurs blancs, qu'ils avaient des raisons de suspecter.

La grève à l'usine Dodge, dans un faubourg de Detroit, en 1939, faillit provoquer une bagarre raciale. Un certain nombre de travailleurs, en majorité de couleur, franchirent les piquets de grève sous la protection de la police, afin de reprendre le travail. Le syndicat eut la sagesse de ne pas faire intervenir ses piquets et de reporter sur les patrons la responsabilité de cette reprise. Le conflit racial fut ainsi évité, et la voie ouverte à l'organisation ultérieure des Noirs.

La conquête de Ford, en 1941, présenta, du point de vue racial, des obstacles particulièrement sérieux. Le seigneur de Rivière-Rouge avait toujours ouvert ses portes aux hommes de couleur.

À la veille de la grève, ils étaient au nombre de 11 000, soit 12 % des effectifs totaux. Cette politique d'embauche n'était certes pas inspirée par des considérations humanitaires. L'admission des Noirs visait à empêcher les syndicats ouvriers de s'implanter dans l'usine ; au surplus, les hommes de couleur étaient affectés aux travaux les plus rebutants. Enfin, les emplois étaient obtenus par l'intermédiaire des pasteurs et autres dirigeants de la communauté afro-américaine, dont les entreprises ou bonnes œuvres étaient sous l'étroite dépendance économique de Ford. Les Noirs affluaient dans les églises et les écoles du dimanche avec l'espoir d'être embauchés chez Ford. Par contre, les syndicalistes ou les universitaires de couleur favorables au mouvement ouvrier se voyaient refuser le droit de prendre la parole dans les églises réservées aux Noirs.

Lorsque Ford comprit qu'il ne pourrait immuniser longtemps ses usines contre la marée montante du syndicalisme ouvrier, les pasteurs noirs à sa solde vantèrent publiquement les mérites de l'AFL et prétendirent que cette organisation avait toujours agi au mieux des intérêts de leurs congénères. Mais une minorité de leaders noirs, indépendants et progressifs, animés par la NAACP, dont le secrétaire se rendit tout exprès à Detroit, fit campagne en faveur du syndicat CIO de l'automobile. La grève fut, par la suite, finalement gagnée sans heurts raciaux trop graves. La section syndicale Ford, la fameuse section 600, se plaça au premier rang des syndicats américains pratiquant la bonne entente raciale et associant les Noirs à sa direction.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'afflux des Noirs dans les usines d'armement et leur promotion occasionnèrent, de 1941 à 1943, toute une série de conflits raciaux. Ces incidents furent, en grande partie, stimulés, sinon provoqués par le Ku-Klux-Klan, très actif à Detroit du fait de la présence de nombreux travailleurs immigrés du Sud, et par le patronat lui-même. Chez Packard, à deux reprises, en 1941 et en 1943, les ouvriers blancs firent la grève sur le tas pour protester contre l'introduction ou

le reclassement de Noirs. La section syndicale locale de l'automobile adopta une attitude molle et équivoque. Mais la direction nationale intervint avec plus de vigueur.

Quand un incident analogue se produisit chez Chrysler en février 1942, le syndicat insista auprès des employeurs pour que tous les ouvriers qui refuseraient de reprendre le travail pour un motif raciste fussent licenciés. Au cours d'un meeting public interracial organisé en commun, en avril 1943, par les UAW et la NAACP, Walter Reuther déclara sans ambages que son syndicat *« dirait à tout ouvrier qui refuserait de travailler avec un travailleur de couleur qu'il pouvait quitter l'usine où il n'avait plus sa place »*.

Cependant, ni le CIO dans son ensemble, ni le Syndicat de l'automobile en particulier n'avaient vraiment résolu le problème des relations interraciales sur le lieu du travail. Dans le cas d'incidents du genre de ceux qui viennent d'être relatés, les dirigeants nationaux n'étaient pas toujours intervenus avec promptitude et énergie. Ils s'étaient parfois crus obligés de faire des concessions aux préjugés raciaux de leurs adhérents.

Parfois même les chefs syndicalistes exploitèrent la tension raciale pour organiser une entreprise. C'est ce qui se produisit en 1941 à l'usine aéronautique Curtiss-Wright, à Colombus (Ohio). Une grève éclata en partie parce qu'un Noir avait obtenu un emploi plus qualifié. Mais, en réalité, les organisateurs du CIO avaient saisi ce prétexte pour déclencher une bataille en vue d'obtenir la reconnaissance du syndicat par l'employeur.

Sans doute le CIO fit-il accomplir au rapprochement des deux races un pas en avant. Il obtint des résultats appréciables à la fois en procurant aux Noirs pour un travail égal des salaires égaux à ceux des Blancs et en leur ouvrant l'accès d'emplois qui jusqu'alors leur étaient fermés. Mais sur l'un et l'autre de ces plans – et surtout sur le second – la situation était encore loin d'être brillante, en dépit des progrès accomplis.

La plupart des Noirs, dans les industries organisées par le CIO, étaient encore affectés à des travaux non qualifiés. Au cours d'une audition de Walter Reuther devant une commission du Sénat, en 1947, un sénateur le pressa d'indiquer le pourcentage des Noirs tenant des emplois qualifiés dans certaines grandes entreprises telles que Ford. Le président du syndicat de l'automobile, après avoir tenté d'esquiver plusieurs fois la question, dut finalement avouer que la grande majorité des travailleurs noirs de Ford étaient encore employés à la fonderie et convenir que les travaux de ce genre sont durs et comptent parmi les moins qualifiés.

Dans l'acier, les résultats obtenus n'étaient pas plus encourageants. En dépit des quelques progrès accomplis, le Noir continuait à se heurter à des limites rigides au-dessus desquelles il lui était impossible de s'élever dans la hiérarchie des qualifications.

En résumé, la fondation du CIO, dans les années 1930, avait contribué à faire reculer le racisme sur le lieu du travail. Pour la première fois alors, depuis de nombreuses décennies, depuis les temps héroïques des Chevaliers du Travail, le travailleur noir avait vu se tendre vers lui une main puissante qui l'invitait à s'intégrer dans le syndicalisme d'industrie. Répondant à cet appel, un million et demi d'hommes de couleur avaient rejoint les syndicats ouvriers où ils s'étaient montrés parmi les militants les plus dévoués et les plus combatifs.

Fait plus important encore, le CIO, du fait même de son existence, avait, indirectement, servi de point d'appui et de rempart à la communauté noire dans son ensemble, lui avait permis de consolider ses forces, de s'enhardir à formuler des revendications nouvelles, de prendre une attitude plus indépendante, de préparer le terrain pour les luttes de masses qu'elle a engagées depuis.

Mais à peine avait-il rendu ce service au mouvement de libération noire que le syndicalisme industriel s'étiolait. Depuis des années, il se tient sur une prudente défensive. Il pratique la colla-

boration et non plus la lutte des classes. Il ne se montre quelque peu actif que lorsqu'il s'agit de préserver les conditions des travailleurs les plus âgés, les plus privilégiés, les plus attachés aux avantages que leur confère l'ancienneté. Or, les privilèges de cette aristocratie ouvrière ne peuvent être sauvegardés qu'au détriment des travailleurs les plus déshérités, les plus exploités, dont les Noirs forment la plus large part.

Quand, en 1955, l'unité syndicale fut rétablie par la fusion de l'AFL et du CIO, deux hypothèses étaient permises : ou bien les anciens dirigeants du CIO réussiraient à convertir les vieux leaders des syndicats de métier à leur libéralisme en matière raciale, ou, au contraire, le racisme traditionnel des bonzes réformistes déteindrait sur le relatif radicalisme des syndicats d'industrie. C'est le second terme de l'alternative qui a prévalu. Les bureaucrates de la centrale réunifiée se sont engagés, certes, à éliminer le racisme, mais seulement du bout des lèvres. Pendant de longues années, ils ont mis sous le boisseau le programme de droits civiques. Ils n'ont pas davantage éliminé le préjugé racial de leurs propres rangs. À tel point que le président de l'AFL-CIO, l'ultra-réactionnaire George Meany, a eu, à ce sujet, de vives altercations, aussi bien avec A. Philip Randolph qu'avec un comité de la NAACP spécialisé dans les questions ouvrières.

Il a fallu l'explosion antiraciste de l'été 1963 et le ralliement du président Kennedy à un projet de législation de droits civiques pour que la puissante centrale syndicale qui groupe plus de quinze millions d'adhérents se décidât, un peu tard, à donner son appui à ce programme. Appui purement platonique, cependant, puisque, presque aussitôt, elle refusa son soutien officiel à la Marche des Noirs sur Washington du 28 août 1963, laissant à *« ses membres toute liberté pour y participer à titre individuel »*. Seul le syndicat de l'automobile (UAW) entra dans le comité d'organisation de la Marche.

Selon une habitude ancienne, les bureaucrates syndicaux trouvent commode de rejeter sur la « base » leur propre carence.

Les plus réactionnaires dissimulent à peine leurs préjugés racistes, tandis que les moins conservateurs font preuve, vis-à-vis des hommes de couleur, d'un paternalisme temporisateur, leur prodiguant des appels à la « patience ». Les Noirs ne les intéressent au fond que lorsqu'il s'agit d'encaisser leurs cotisations, de les maintenir rivés au Parti Démocrate, ou, comme ce fut le cas lors de l'élection de John Kennedy, d'obtenir d'eux l'indispensable appoint permettant de faire passer, de justesse, leur candidat présidentiel.

Ces dernières années l'hostilité des travailleurs blancs à l'égard de leurs frères de couleur, loin de se tempérer, a été en s'exacerbant. Le principal motif en est, bien entendu, d'ordre économique. L'introduction de l'automation, la menace du chômage ont fait croire aux ouvriers d'origine européenne que leurs conditions d'existence seraient menacées par les quelques progrès accomplis par la communauté afro-américaine sur la voie de l'égalité des droits. À quoi s'ajouta l'entrée massive dans la grande industrie du Nord et de l'Ouest de travailleurs blancs en provenance du Vieux Sud. D'autre part, le conservatisme social de plus en plus virulent de la centrale syndicale unifiée a relégué au magasin des accessoires la lutte contre la discrimination qui avait été pratiquée dans la période ascensionnelle du syndicalisme d'industrie. Tandis que le raciste Meany continuait à tenir en main l'AFL-CI0, l'antiraciste Walter Reuther était éliminé, d'abord par une scission qui fit sortir son syndicat de la centrale, puis par sa mort accidentelle.

Cette maléfique évolution a achevé de convaincre les militants de l'émancipation noire qu'ils n'avaient rien à attendre d'un mouvement syndical de plus en plus intégré dans l'ordre établi, et elle a favorisé l'éclosion d'un nationalisme noir qui, on le verra, a pris souvent les formes d'un contre-racisme. En même temps elle incitait les travailleurs noirs, notamment à Detroit, à s'organiser à l'écart des syndicats ouvriers en même temps qu'ils en dénonçaient le rôle contre-révolutionnaire. Les révolu-

tionnaires noirs les plus disposés à la lutte commune avec les révolutionnaires blancs, telles les Panthères noires, consentent, certes, à faire alliance avec une jeunesse blanche estudiantine et intellectuelle en révolte contre l'impérialisme et le fascisme américains, mais ils sont plus sceptiques quant à une possible action commune avec les travailleurs blancs organisés. Le fossé entre les deux catégories d'exploités du grand capital est, au moins pour le moment, plus profond que jamais.

Chapitre VIII

La lutte des Noirs : le gradualisme

La lutte contre la ségrégation raciale a inspiré deux tactiques que j'appellerai, l'une libérale, l'autre, radicale. Chacune comprend, bien entendu, des variantes. La première recourt aux moyens légaux ; elle fait appel à la bonne volonté des autorités fédérales : pouvoir exécutif, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire ; elle évite le plus possible de faire intervenir les masses. La seconde estime insuffisants les moyens purement légaux ; elle croit à la nécessité de l'action directe ; elle n'hésite pas à engager les masses dans la lutte ; ses partisans les plus extrémistes pensent qu'il n'est possible de déraciner le préjugé racial qu'en transformant l'ordre social, ou en se séparant de l'ordre racial institué par les Américains blancs.

La manière libérale a été pratiquée par l'« élite » de la communauté noire. Celle-ci n'est comparable en rien à la classe supérieure de la communauté blanche. C'est peut-être avec exagération que Franklin Frazier l'a baptisée « bourgeoisie noire ». Elle n'est, en fait, qu'une petite bourgeoisie. Elle comprend des hommes d'affaires de modeste envergure (quelques directeurs de banque et de compagnie d'assurances, des petits commerçants, des entrepreneurs de pompes funèbres) et des membres de professions libérales (médecins, dentistes, avocats, professeurs, journalistes), auxquels s'ajoutent un certain nombre de fermiers propriétaires et d'artisans qualifiés.

Cette classe supérieure est de formation relativement récente. Le nombre des Noirs exerçant des professions libérales est passé de 33 944 en 1890 à 47 219 en 1900, 68 350 en 1910, 81 771 en 1920, 135 926 en 1930, 370 000 en 1946, environ 850 000 en 1963.

Avant que la petite bourgeoisie de couleur ne prît forme, la communauté noire n'avait d'autres dirigeants naturels que les ministres du culte. Les pasteurs n'avaient pas fait grand-chose pour améliorer la condition des Noirs. Ils prêchaient à leurs ouailles une soumission passive aux conditions terrestres. Mais, au fur et à mesure que la petite bourgeoisie grandit, elle enleva aux clergymen la direction de la communauté. Les Églises noires continuèrent à faire figure d'institutions puissantes et prospères, mais elles avaient perdu leur influence politique. Elles n'ont redoré leur blason que lorsque, de nos jours, elles ont produit une nouvelle élite de jeunes pasteurs activistes, s'enhardissant à prendre la tête des masses.

Un des traits de la petite bourgeoisie noire fut longtemps son isolement hautain des masses. Myrdal fustigea son attitude « dictatoriale et paternaliste » Les distances étaient parfois plus grandes entre l'« élite » et la foule noires qu'entre l'« élite » et la foule blanches. La petite bourgeoisie noire parlait de son congénère plébéien avec autant de mépris et de sévérité que le font les racistes blancs. Il lui arrivait de le traiter de nigger.

Cette attitude était due à plusieurs raisons. Tout d'abord, le niveau de vie et d'éducation extrêmement bas des masses populaires noires ; ensuite, le besoin ressenti par l'« intelligentsia » de couleur de compenser les humiliations et les frustrations que lui font endurer les Blancs en humiliant à son tour le « bas peuple » de sa propre race ; enfin, l'exemple des classes supérieures blanches dont la petite bourgeoisie noire imitait inconsciemment les manières arrogantes, le luxe, les signes extérieurs de richesse et jusqu'aux ridicules.

Du fait de sa position économique, l'« élite » noire est, dans une certaine mesure, conservatrice. Si le monde blanc lui infligeait de cuisantes blessures d'amour-propre, elle était liée à lui par une communauté d'intérêts. Cette attitude de relatif conservatisme social eut plusieurs conséquences : d'une part, la petite bourgeoisie noire se montra souvent hostile au mouvement

ouvrier (au temps où celui-ci était encore combatif) ; ensuite, elle manifesta des dispositions plutôt accommodantes vis-à-vis de la classe supérieure blanche et, pour peu qu'on lui donnât un os à ronger, elle aida les maîtres de l'Amérique à contenir les masses noires ; enfin, elle était intéressée, dans une assez large mesure, à la ségrégation : Jim Crow lui assurait, dans un certain nombre d'activités économiques, le monopole de la clientèle noire et la protégeait contre la concurrence des Blancs tandis que l'ignorance et la misère dans lesquelles la séparation des races maintenait les masses noires permettaient à l'« élite » de gruger et d'exploiter la « race » tout à son aise. Comme l'écrivit un observateur, elle « s'engraissait de leur crédulité » Ainsi, dans beaucoup de localités du Sud que j'ai visitées, les leaders de la communauté noire étaient entrepreneurs de pompes funèbres : c'est, en effet, dans ce milieu une des professions les plus lucratives, le peuple noir ayant un faible pour les beaux enterrements.

Mais, à côté de ces traits négatifs, la petite bourgeoisie noire a présenté, de plus en plus, des traits relativement positifs. Tout d'abord, malgré son désir de devenir une classe capitaliste, elle est loin encore d'atteindre à cet objectif, et elle ne se fait guère d'illusions : elle ne se hissera jamais qu'à la cheville des *businessmen* blancs. Elle n'est engagée que dans des entreprises commerciales, financières ou agricoles d'assez modeste envergure. Elle n'a pour ainsi dire pas pénétré dans le domaine de la production et elle n'exploite pas de travailleurs industriels. La plupart de ses membres, au surplus, appartiennent aux professions libérales et non au monde des affaires.

Le conservatisme de la prétendue « bourgeoisie noire » est donc beaucoup moins figé que celui de la classe dirigeante blanche. Le préjugé racial entretient dans l'intelligentsia noire un état permanent d'irritation, d'impatience, de combativité. Malgré les intérêts qu'elle a en commun avec la société bourgeoise blanche, le contact social lui est difficile avec les privilégiés de la pâleur et de l'argent. Elle ne peut pas non plus accéder aux

situations et aux emplois par lesquels le Big Business s'attache la petite bourgeoisie blanche. Malgré la répugnance que lui inspirent les masses populaires noires, elle est obligée de s'assurer leur soutien, de subir leur pression et, quand l'homme de la rue prend l'initiative de l'action comme c'est le cas aujourd'hui, elle ne peut faire autrement que de le suivre.

En bref, la petite bourgeoisie noire ressemble à l'âne de Buridan : d'un côté, elle est intéressée au maintien de la ségrégation ; de l'autre, elle n'en peut supporter les humiliations et, de plus, elle est obligée, pour conserver la clientèle et l'appui des masses noires, de lutter contre toutes les formes du préjugé racial. Elle craint les masses, mais elle doit leur faire des concessions. Cette contradiction s'est manifestée, d'une façon particulièrement sensible, dans la presse noire d'inspiration petite-bourgeoise, à la fois militante et timide, conservatrice et progressive, honnête et corrompue (plus tard, plus tard seulement, entrera en scène une presse noire nationaliste ou révolutionnaire).

La résultante de ces tendances opposées était une attitude vacillante, où les gestes résolus alternaient avec les compromis et les capitulations. L'intelligentsia entretenait bien sûr quelque agitation pour l'égalité des droits ; mais ces protestations, au moins dans le passé, allaient rarement jusqu'à troubler le confort de sa position de classe.

Malgré les divergences d'intérêts qui opposaient la masse noire à cette « élite », la première accepta d'être dirigée par la seconde. Elle se dégagea, pour un temps, de l'influence de ses pasteurs pour suivre ses notables. Mais cette alliance avait quelque chose de boiteux. Elle dura juste le temps où personne d'autre ne s'offrit à guider les foules noires. Aujourd'hui, une nouvelle direction, expérimentant des moyens d'action inusités jusqu'alors, mobilisant et soulevant de larges masses, a fait, enfin, son apparition. L'heure de l'« élite » libérale est révolue.

La petite bourgeoisie noire s'était forgé un instrument de lutte : l'Association nationale pour le progrès des gens de cou-

leur (NAACP). L'association avait été créée en réaction contre la papauté exercée sur la communauté noire par Booker T. Washington. Ce pédagogue avait prêché aux Noirs de demeurer d'éternels « Oncles Tom », de ne pas quitter le Sud, de se résigner à la ségrégation, de se soumettre aux volontés de la majorité blanche et de s'attirer peu à peu, par cette attitude servile, sa sympathie. « *Travaillez dur*, leur disait-il, *apprenez un métier qualifié, préférez l'enseignement technique à l'enseignement supérieur, gagnez de l'argent, devenez propriétaires, abstenez-vous de faire de la politique, et vous vous ferez ainsi accepter par la société américaine.* » Ce langage ne pouvait que plaire aux Blancs qui prodiguèrent leurs égards, aussi bien que leurs largesses, à Booker T. Washington : Carnegie déliait pour lui les cordons de sa bourse et il avait ses entrées chez le président des États-Unis.

Mais les Blancs manifestèrent, au même moment, leur « sympathie » pour la race noire en mettant la dernière main à la législation raciste du début du siècle qui acheva de priver les Afro-Américains de leurs droits civiques et de les parquer dans le ghetto. La faillite de la stratégie préconisée par Booker T. Washington était si flagrante que les jeunes intellectuels noirs de l'époque, Du Bois en tête, aspirèrent à secouer le joug malfaisant de leur « pape » Ils le conspuèrent au cours d'une réunion où il avait pris la parole et se réunirent aux chutes du Niagara, le 9 juillet 1905, pour lancer un nouveau mouvement. Dans un remarquable manifeste, dû à la plume de Du Bois, ils dénoncèrent une ségrégation qui allait en empirant : « *Pas à pas les défenseurs des droits des citoyens américains ont battu en retraite. Contre quoi le* Niagara Movement *protestera éternellement. Nous réclamons pour nous-mêmes chacun de tous les droits qui appartiennent à un Américain né libre, droits politiques, droits civiques, droits sociaux ; et, jusqu'à ce que nous les ayons obtenus, nous ne cesserons de protester et de clamer aux oreilles de l'Amérique.* »

En 1909, le Niagara Movement devint la NAACP. La jeune association engagea une lutte ouverte contre les diverses mani-

festations du préjugé racial. Elle entreprit une croisade contre le lynchage. Elle défendit les droits politiques des Noirs devant la Cour suprême : de 1915 à 1948, elle obtint gain de cause dans 24 des 27 cas présentés. Elle combattit toutes les formes de discrimination : dans l'emploi, le logement, la rémunération des enseignants, etc. ; elle prit en toute occasion la défense des Noirs victimes d'actes de violence ou d'arbitraire. Cette activité lui valut, dans une certaine mesure, le soutien actif de la communauté noire, pas seulement de l'élite, mais aussi de la masse. Pendant la dernière guerre, notamment, l'éveil de la conscience noire, en même temps que l'exode des Noirs du Sud vers les centres industriels, gonflèrent ses effectifs, qui passèrent de 85 000 en 1940 à 530 000 en 1946.

Mais la NAACP n'en resta pas moins affligée des tares qui caractérisaient la petite bourgeoisie noire. Elle n'était pas une véritable organisation de masses. Elle avait pour guide une intelligentsia isolée du peuple. Du Bois essaya tout d'abord de justifier cet isolement en vantant ce qu'il appelait le *Talented Tenth*. Il attribua à cette élite d'un « dixième » une mission historique : « *La race noire*, écrivit-il, *sera sauvée par ses hommes exceptionnels. Le problème est de développer le meilleur de cette race afin qu'il puisse guider la masse et la détourner de la contamination mortelle du pire. Il n'y a pas de plus sûr moyen d'élever rapidement les masses populaires noires que l'effort et l'exemple de cette aristocratie du talent et du caractère.* »

Cette conception romantique aboutissait, en fait, à subordonner les masses noires à une couche dirigeante dont les intérêts économiques étaient différenciés de ceux des masses. Le grand écrivain fit plus tard amende honorable et c'est lui-même qui blâma la NAACP « *de s'être trop occupée dans le passé des individualités exceptionnelles, du Talented Tenth, des gens à l'aise* ». Désormais l'accent devait être mis « *sur le bien-être et l'ascension sociale des masses* ».

Malheureusement, la composition sociale de la NAACP ne cessa de refléter cette primauté de l'élite. Ses sections ne furent capables nulle part, comme l'observa Myrdal, de procéder à un véritable recrutement de masses et leurs membres appartenaient à peu près exclusivement aux couches supérieures. Cet isolement était, dans une large mesure, volontaire. Les petits bourgeois qui dirigeaient l'organisation avaient peur d'aller vers les masses, d'être débordés par elles, d'être entraînés dans une action directe. À Mobile (Alabama), qui est un important centre industriel, la section de la NAACP comprenait 2 000 membres, mais on y cherchait en vain des travailleurs. Un des rares endroits où je trouvai, en 1948, une section à composition relativement prolétarienne, ce fut Montgomery (Alabama) : cette exception était due à l'impulsion de son secrétaire E. D. Nixon, qui était en même temps un responsable syndicaliste.

À Detroit, capitale de l'automobile, où la section avait pourtant recruté un nombre considérable d'adhérents dans les usines (près de 50 000 en 1948), il n'y avait presque jamais d'assemblée générale. La direction n'avait aucune envie de se frotter à la « base »

Parmi les nouveaux membres qui affluèrent dans la NAACP pendant la dernière guerre, il y avait certainement beaucoup de salariés. Mais l'orientation petite-bourgeoise de l'organisation, son manque de vitalité et de dynamisme, ne lui permirent pas de les conserver.

La présente NAACP est une organisation qui a essayé, certes, de se rajeunir, mais dont la structure, les méthodes, l'esprit n'en demeurent pas moins vétustes. Elle manque à peu près totalement de démocratie intérieure et est dirigée autocratiquement par un tout-puissant secrétaire exécutif assisté d'un comité directeur à sa dévotion, lequel se perpétue lui-même et échappe au contrôle de la base. La lutte pour la conquête des droits civiques, qui est sa raison d'être, piétina longtemps sous sa direction, parce qu'elle se refusait, ou parce qu'elle n'était pas

apte à employer les moyens adéquats. Elle continuait, comme il y a un demi-siècle, à s'en remettre aux tribunaux fédéraux du soin de grignoter la ségrégation ; mais la Cour suprême, malgré un certain nombre de sentences favorables, n'avançait qu'avec une lenteur de tortue. La NAACP s'obstinait à faire antichambre dans les services du pouvoir exécutif et dans les couloirs du Congrès. En mars 1949, le secrétaire exécutif de l'association, qui était alors feu Walter White, se précipita de New York à Washington, comme un général quitte, à l'instant décisif, son quartier général pour se porter sur la ligne de feu. Il téléphona à un certain nombre de « personnalités-clés », attrapa par la boutonnière quelques sénateurs influents. En juillet, l'association réclama par télégramme une session spéciale du Congrès et menaça de contribuer à la défaite des parlementaires hostiles au programme de droits civiques. L'échec fut pitoyable. Malgré les gesticulations de Walter White, le programme du président Truman fut renvoyé aux calendes grecques.

Il ne suffisait pas, en effet, de revendiquer l'égalité des droits. Tout le monde, sauf les Bourbons du Sud, était, en principe, pour les droits civiques ; on les trouvait, en plus ou moins bonne place, dans la plate-forme électorale du Parti Démocrate comme dans celle du Parti Républicain. Ce qu'il fallait, aux yeux des Noirs plus radicaux, c'était découvrir des formes d'action susceptibles de transformer ces promesses démagogiques en réalités. Qu'attendait la vieille dame pour se métamorphoser en une organisation de lutte, aux méthodes rajeunies, aux techniques rénovées ? Allait-elle jeter dans la bataille pour les droits civiques les masses populaires noires ? Elle s'en garda bien. Elle avait beaucoup trop peur d'ébranler l'ordre existant. Pour le distingué président du Tuskegee Institute, Frederik D. Patterson, *« le Noir pouvait être affranchi sans détruire la structure économique de la nation dont les aspects splendides ont assuré la grandeur »*. La NAACP, tout comme les leaders du Labor, ne tenait pas à compromettre sa « respectabilité » dans des aventures. Elle persuada les Noirs

qu'ils pouvaient obtenir l'égalité des droits dans le cadre et par les moyens strictement légaux de la « démocratie ». Telle fut la raison fondamentale de ses faiblesses et de son incapacité à faire triompher même son propre programme.

Aujourd'hui l'influence de la NAACP est en net déclin et elle est contestée de tous côtés. Cependant la pression des masses noires, dressées sur leurs jambes et qui ne veulent plus attendre, l'obligea à ravaler sa façade, à se radicaliser quelque peu, sous peine d'être débordée par des organisations plus militantes. La petite bourgeoisie noire la plus huppée a, dans une certaine mesure, révisé son comportement. Le pasteur Martin Luther King a témoigné qu'en 1958, au cours de la bataille contre la ségrégation dans les autobus à Montgomery (Alabama), les « gros Noirs » qui roulaient en voiture et n'avaient jamais emprunté les transports en commun changèrent d'attitude : « *Des hommes et des femmes qu'avaient séparés les uns des autres de factices standards de classe s'unirent dans la lutte commune.* »

Reflétant cette évolution, le secrétaire exécutif de la NAACP, Roy Wilkins, se mit à parler plus haut et plus fort, n'hésitant pas à affronter la meute raciste du Mississippi, et à se faire arrêter. Mais, en dépit de ces tardifs éclats, ce n'était plus la vieille dame qui avait l'initiative des opérations. Tout comme le gradualisme, dont elle était la protagoniste et le symbole, elle appartenait au passé.

Pour Louis E. Lomax, auteur de *The Negro Revolt*, « *La révolte noire n'est pas seulement une révolte contre le monde blanc ; elle est aussi une révolte des masses noires contre leurs propres dirigeants* » et, selon C. Eric Lincoln, qui publia un livre sur les Musulmans noirs, « *le Noir passif, qui fait confiance à Dieu et à la NAACP pour sauvegarder sa dignité, tandis que lui-même s'efforce de rester bien sage, est en voie d'extinction* ».

Chapitre IX

La lutte des Noirs : le radicalisme

L'insuffisance de la stratégie libérale était depuis longtemps apparue aux yeux des Noirs les plus clairvoyants. Le fondateur même de la NAACP, Du Bois, avait été le premier à faire amende honorable : « *Je me rendis compte*, écrivit-il, *que l'association avait trop misé sur le groupe d'hommes de couleur ayant les revenus les plus élevés, qui la considéraient comme une arme pour attaquer la sorte de discrimination sociale qui le lésait spécialement, plutôt que pour améliorer la condition et la position sociales de la communauté noire dans son ensemble.* »

En même temps, Du Bois comprit que la perpétuation (et même l'aggravation) de la ségrégation avait d'autres causes que les dispositions mentales des Blancs : « *Ma théorie de base avait été que le préjugé racial était dû à l'ignorance humaine ; que, lorsque la vérité serait présentée de façon appropriée, elle dissiperait le fléau monstrueux de la haine raciale.* » Cependant, malgré le succès relatif de l'agitation entreprise par la NAACP, « *les barrières du préjugé racial étaient certainement aussi compactes en 1930 qu'en 1910 et, par certains côtés, même davantage* ». Alors Du Bois ouvrit enfin les yeux : « *Au-delà de ma conception de l'ignorance et d'une malignité délibérée, il devait y avoir d'autres forces, plus puissantes, qui constituaient les fondements de l'antagonisme racial.* » Il vit clairement qu'un programme « *invitant les Blancs à renoncer à certaines pratiques et à abandonner certaines croyances* » était purement « *négatif* » et « *qu'une agitation continue, qui considérait les droits politiques comme un but en soi plutôt que comme une méthode pour transformer l'État, et qui escomptait rétablir la liberté sur des bases plus larges et plus*

fermes par le seul moyen de droits civiques et de sentences judiciaires, était une tactique à courte vue ».

Du Bois, ayant enfin découvert – à la faveur de la crise mondiale – le lien existant entre le préjugé racial et les puissances d'argent, préconisa, à partir de 1930, que l'attention se portât sur le système économique. Mais ses collègues de la NAACP refusèrent. Il leur suffisait « *de continuer à attaquer le lynchage, à porter davantage de cas devant les tribunaux et à revendiquer nos droits de pleine citoyenneté* ». Ces petits bourgeois « *étaient profondément américains* » ; ils professaient « *la vieille théorie de l'individualisme* » et avaient « *le désir de devenir riches ou, pour le moins, aisés* ». Ils craignirent que leur père spirituel ne devînt « *radical et même communiste* ».

L'auteur de *Dusk of Dawn* ne parlait plus le même langage que ces libéraux. « *À partir de 1930, je m'étais convaincu que les tactiques et les idéaux fondamentaux de l'association devaient être changés, qu'une simple invocation au vieux libéralisme, un simple appel à la justice omettaient les besoins essentiels.* »

En 1934, tirant les conséquences de ce désaccord, le grand pionnier rompit avec la NAACP. Mais, après avoir fait ce pas en avant, il s'arrêta à mi-chemin. Il convint lui-même qu'il se trouvait seul au carrefour de deux routes, dont l'une conduisait au communisme et l'autre à la réaction ploutocratique. Il n'empruntait à Marx que la conception matérialiste de l'histoire, mais il se refusait à croire « *au dogme de la révolution, inévitable en vue de corriger les injustices économiques* ». Comme les réformateurs sociaux du XIX^e^ siècle, il n'alla pas plus loin qu'un socialisme utopique. À l'exemple de Proudhon et des syndicalistes américains d'avant la grande industrie, il rêva de libérer les Noirs par des institutions coopératives et mutualistes, par l'instauration d'une « démocratie industrielle ».

Mais Du Bois ne fut suivi par personne. La petite bourgeoisie noire fit la sourde oreille. Elle se cramponna aux vieilles idées de propriété et de profits. Quant aux intellectuels de couleur

plus jeunes ou plus conséquents, ils dépassèrent Du Bois pour embrasser les idées socialistes ou communistes. Le vieux chef de file de l'intelligentsia marqua la transition entre deux époques ; il rompit avec le passé, mais s'arrêta, pour une assez longue période, au seuil de l'avenir. En 1944, il se réconcilia, pourtant, avec les libéraux de la NAACP pour rompre, de nouveau, avec eux en 1948. Mais cette rupture porta surtout sur la « guerre froide », qui le fit passer dans le camp du communisme stalinien. Le 27 août 1963, à l'âge de 95 ans, William Burghardt Du Bois achèvera, sur le sol d'Afrique, une existence fort remplie. Il mourra citoyen du Ghana et, disait-il, « marxiste-léniniste ».

La leçon de la carence de la NAACP fut méditée par d'autres. Et, notamment, par A. Philip Randolph, porte-parole de la génération suivante. Sa formation avait été très différente de celle de Du Bois. Randolph compléta ses études en travaillant durement de ses mains. Il joignit de bonne heure le Parti Socialiste et commença une carrière de brillant publiciste. En 1925, il fonda, le lecteur le sait, la Fraternité des employés de wagons-lits qui, après une longue et dramatique lutte contre le magnat Pullman, obtint finalement droit de cité. Elle a été longtemps, malgré sa décadence bureaucratique, un des fleurons du syndicalisme noir. Tandis que Du Bois avait incarné (en dépit de son évolution ultérieure) l'aristocratie intellectuelle, Randolph fut un tribun du mouvement des masses, Du Bois un romantique et, dans une certaine mesure, un « nationaliste », Randolph un technicien de l'action collective, un partisan convaincu de l'alliance de la communauté noire et du Labor.

Pour le fougueux plébéien, ce n'était point par l'action minoritaire des intellectuels mais par la pression des masses que le coup de grâce pouvait être porté à la ségrégation. Dans la lutte pour les droits des Noirs, toutes les formes d'agitation et d'organisation étaient valables ; mais aucun de ces moyens ne remuerait l'opinion publique autant que l'action directe. Transposant les techniques du syndicalisme ouvrier sur le plan de la lutte

raciale, il annonça : « *Des démonstrations de masses contre Jim Crow valent un million d'éditoriaux et de discours.* » Randolph adjura les Noirs de pratiquer une résistance passive inspirée de Gandhi et que, plus tard, le pasteur Martin Luther King devait expérimenter avec succès. Il encouragea, par exemple, ses congénères, dans le Sud, à organiser des journées de lutte contre la ségrégation, allant de la grève scolaire au boycott des transports publics.

Pour mettre en œuvre ces nouvelles tactiques, Randolph créa, en 1936, le National Negro Congress. « *L'idée était née*, observa Myrdal, *qu'une ligue nationale noire, embrassant les syndicats ouvriers, les groupements religieux, fraternels et civiques noirs existants, donnerait plus de force et d'unité à toutes ces organisations et, en particulier, contribuerait à éveiller un écho parmi les masses noires.* » L'accent était mis aussi bien sur les améliorations économiques et sociales que sur les droits civiques. Un moment, on put croire que le National Negro Congress allait devenir un puissant mouvement de masses. Mais il échoua finalement. D'un côté, les chefs de la communauté noire, inquiets de ses tendances radicales, le boudèrent ou le combattirent ; de l'autre, les communistes manœuvrèrent pour s'en assurer le contrôle et en 1940, après avoir fait un assez long bout de chemin en leur compagnie, Randolph rompit finalement avec eux, leur abandonnant une organisation moribonde.

L'année suivante, voguant de ses propres ailes, il prit une initiative mémorable. Le réarmement des États-Unis battait alors son plein. Mais les Noirs, malgré les besoins aigus de main-d'œuvre, continuaient à se voir refuser l'entrée des usines. Randolph comprit que le président Roosevelt ne se déciderait à intervenir que si on l'y obligeait. Il invita, en conséquence, ses congénères à organiser une marche sur Washington, le 1er juillet 1941, afin de forcer la main du pouvoir exécutif. « *Que dix mille Américains noirs marchent sur Washington ! Qu'ils accourent de chaque hameau, de chaque village et de chaque ville. Qu'ils vien-*

nent en voiture, en autobus, en train, en camion et à pied. Qu'ils viennent même sous le vent et la pluie. Si les Noirs ne saisissent pas cette occasion d'obtenir du travail et de conquérir la liberté, peut-être ne se reproduira-t-elle jamais. Les masses noires ont la parole. »

Des comités furent fondés dans de nombreuses villes pour préparer la marche, des sommes importantes recueillies. Quand Philip Randolph lança son premier appel, en janvier 1941, il ne comptait que sur 10 000 manifestants. Mais, au bout de trois mois, il était déjà assuré du concours de 50 000 marcheurs et, à la fin de juin, il en avait derrière lui 100 000. Pour la première fois depuis l'éphémère aventure nationaliste de Marcus Garvey, au début des années 1920[1], un mouvement de masses était lancé parmi les Noirs. Le langage militant de Randolph avait accompli ce miracle. En répondant à son appel, les foules afro-américaines montrèrent – comme elles le confirment aujourd'hui – qu'elles avaient perdu confiance dans les vieilles organisations et dans les vieilles techniques libérales.

La petite bourgeoisie noire, se sentant débordée, prit peur et, dans son organe, le *Pittsburgh Courier*, condamna le mouvement. Mais l'alarme fut bien plus vive encore au sein des gouvernants. Le président Roosevelt dépêcha sa propre épouse auprès de Randolph, afin de le persuader de renoncer à la marche projetée. Finalement, il signait, le 25 juin, l'ordre exécutif qui créait le FEPC et, au moins sur le papier, condamnait la discrimination dans les industries de défense nationale. Mais on a vu que cette mesure était insuffisante et que son application se révéla, par la suite, décevante.

Randolph remit dans le fourreau, sans en faire usage, l'épée qu'il avait dégainée. Par une déclaration radiodiffusée il décommanda la marche sur Washington. Sa décision fut sévèrement jugée par les Noirs, dont beaucoup désertèrent l'organisation. Cependant le March on Washington Movement subsista, malgré

1 Voir plus loin, pages 172 - 175

ces défections, sous une forme permanente, et Randolph continua à faire planer sur la capitale fédérale la menace d'une nouvelle marche. Si sa popularité fut quelque peu ébranlée, la révolte noire, à qui il avait donné une expression consciente, poursuivit son chemin.

En 1948, Randolph prit une nouvelle initiative dont la hardiesse ne le cédait guère à la première. S'attaquant cette fois à la ségrégation dans les forces armées, il se rendit auprès du président Truman, à la tête d'une délégation, et lui déclara, tout de go, que *« les Noirs ne sont pas d'humeur à mettre encore une fois un fusil sur l'épaule pour la cause de la démocratie à l'extérieur tant que la démocratie leur est refusée chez eux. En particulier, ils sont hostiles à l'idée de se battre ou d'être enrôlés dans une armée où règne la ségrégation. »* Le président prit la chose très mal, et l'entretien se termina de façon fort peu protocolaire.

Quelques jours plus tard, Randolph se rendit devant la commission de l'armée du Sénat pour y déclarer qu'il conseillerait aux jeunes, blancs et noirs, de boycotter tout service militaire comportant la ségrégation raciale. Il annonça son intention d'assister les réfractaires et d'organiser à travers tout le pays un vaste mouvement de « désobéissance civile », sur le modèle de Gandhi. Il demanda, enfin, aux parents de soutenir moralement leurs fils lorsque ceux-ci entreraient la tête haute dans les prisons fédérales *« pour faire connaître au monde que les Noirs avaient atteint les limites de la patience humaine »*. Un sénateur l'ayant menacé d'être poursuivi pour trahison, Randolph répliqua que lui et les siens *« étaient prêts à affronter la violence et la terreur »* et que *« c'était le prix qu'ils avaient à payer pour conquérir leurs droits démocratiques »*.

L'effet fut considérable. L'Amérique officielle n'était pas habituée à un tel langage. Max Lerner écrivit dans le journal *PM* : *« C'est, autant que je m'en souvienne, la première fois que des leaders noirs responsables qui ne jouent pas la carte communiste se sont exprimés si clairement et sans équivoque sur une question*

aussi cruciale. » Et, après avoir précisé que tous les leaders de couleur n'approuvaient pas la déclaration de Randolph, il ajouta que le syndicaliste « *avait exprimé, sans nul doute, plus exactement que ses collègues plus prudents et circonspects, les véritables sentiments des masses noires* ».

Les petits bourgeois de la NAACP s'empressèrent de faire savoir qu'ils déconseillaient la désobéissance civile comme moyen de combattre la ségrégation dans l'armée. Pourtant la faveur avec laquelle les masses noires accueillirent le geste de Randolph impressionna l'intelligentsia et l'amena à réviser quelque peu sa position. Quand le secrétaire à la Défense nationale, James Forrestal, convoqua le 26 avril un certain nombre de notables noirs pour solliciter leur avis sur la façon d'améliorer la situation des Noirs dans les forces armées, les invités refusèrent carrément leur collaboration. Un journaliste leur ayant demandé, au cours d'une conférence de presse, si quelqu'un parmi eux s'opposait à Randolph, pas une seule voix ne s'éleva ; et Lester Granger, le très modéré président de l'Urban League, fut obligé de convenir : « *La déclaration de M. Randolph a été chaudement approuvée par ce qu'on peut probablement considérer comme la majorité des Noirs dans ce pays* ».

Quant au pouvoir exécutif, il estima urgent de jeter du lest. Tout comme Roosevelt avait signé l'ordre exécutif de juin 1941 pour prévenir la marche sur Washington, le président Truman signa, le 26 juillet 1948, un ordre exécutif par lequel il annonçait son intention de mettre fin, « aussitôt que possible », à la ségrégation dans les forces armées. Ce fut Randolph qui, après avoir marqué ce point, capitula sans conditions. Son premier mouvement fut de traiter l'ordre présidentiel de « *geste trompeur, effectué pour des motifs politiques et délibérément calculé pour obscurcir le problème de la ségrégation* ». Mais de fortes pressions s'exercèrent sur lui et, quelques semaines plus tard, le 18 août, il prétendit avoir reçu l'assurance que la ségrégation dans les forces armées allait être « bannie sans équivoque » et annonça

qu'il annulait, en conséquence, sa campagne de désobéissance civile.

Ainsi, Randolph avait-il décommandé deux fois, avant même de passer à l'exécution, des mouvements qu'il avait lancés, et qui semblaient assurés de la faveur des masses populaires. Deux fois, il le fit sans avoir obtenu autre chose que de vagues promesses. Pourquoi ? Pour des raisons de politique extérieure. Ayant abjuré le pacifisme de sa jeunesse – en 1914, il avait refusé le service militaire – Randolph craignit, à deux reprises, de compromettre, par son obstination militante, le potentiel guerrier de la « démocratie » américaine. Mais les ferments qu'il a déposés dans le subconscient collectif de ses congénères, la leçon d'action directe qu'il leur a naguère donnée, font lever, aujourd'hui, la révolte noire.

Parmi les mouvements radicaux d'émancipation noire, le souci d'objectivité exige que l'on n'omette point le Parti communiste. Sans doute le PC américain est-il, pour une large part, un mouvement « blanc », mais il s'identifia au moins pour un temps avec la cause noire. Il recruta alors un nombre important d'Afro-Américains et il exerça une réelle influence dans la communauté de couleur. Myrdal admit, en 1944, que les communistes « *sont le seul groupe américain qui ait, en pratique, offert aux Noirs une complète égalité sociale et cette attitude est hautement appréciée, non seulement parmi les intellectuels noirs, mais, plus profondément à la base, dans la communauté noire, surtout dans le Nord* ». Et le socialiste suédois notait que l'attraction du Parti communiste sur les Noirs s'exerça bien au-delà de ses adhérents proprement dits.

Les auteurs de *Black Metropolis*, Saint Clair Drake et Horace Cayton, constatèrent de leur côté : « *Les rouges gagnèrent l'admiration des masses noires par défaut : car ils étaient les seuls Blancs qui semblaient se soucier réellement du sort des Noirs. Les Noirs sont réalistes. Ils prennent leurs amis et alliés là où ils les peuvent trouver.* » Pour Henry Lee Moon, auteur d'un livre sur le « vote

noir », les Noirs connaissent de première main leur véritable ennemi ; les communistes, quoi qu'on ait pu raconter sur leur caractère diabolique, étaient, à leurs yeux, les ennemis de leur ennemi.

J'ai reçu, à ce sujet, le témoignage de mon regretté ami Richard Wright. Le grand écrivain noir, après avoir appartenu au Parti communiste, avait rompu avec celui-ci et donné à cette rupture un certain retentissement. Je lui demandai d'évoquer ses souvenirs des années 1930. Contrairement à mon attente, il rendit un vibrant hommage aux services rendus alors par le PC américain à la cause des Noirs et il insista sur la popularité dont le parti avait joui parmi eux, notamment à Chicago, où Wright avait été le témoin militant de son activité.

Le Parti communiste avait pénétré dans la communauté noire à la faveur de la crise mondiale. Une action d'éclat lui conquit d'emblée la faveur des Noirs. En 1931, six jeunes Noirs de Scottsboro (Alabama) furent condamnés à mort pour un prétendu « viol » de femmes blanches. Le PC sous l'impulsion d'un de ses leaders noirs, William L. Patterson, prit en main leur défense, alerta l'opinion publique, collecta des sommes énormes, réussit à soulever l'indignation du monde entier. Sans doute lui reprocha-t-on d'avoir, à cette occasion, servi davantage son propre intérêt de parti que celui des jeunes inculpés. Il n'en cloua pas moins au pilori le racisme.

Quand le PC américain, à l'instigation du Kremlin, prit, en 1935, le grand tournant dit des Fronts populaires et sacrifia aussi bien le mouvement ouvrier que le mouvement noir aux nécessités de l'alliance entre Washington et Moscou, ses représentants à un nouveau comité de défense des Noirs de Scottsboro eurent, certes, une attitude plus décevante et laissèrent certains des inculpés plaider coupable pour obtenir, en échange, la relaxe des autres.

Malgré cette défaillance, le Parti communiste lutta pour l'égalité sociale complète des Noirs et, dans ses rangs, la mit en

pratique. C'est ainsi qu'il présenta un Noir comme son candidat à la vice-présidence des États-Unis. Ses hommes dans le CIO contribuèrent, pour une large part, à faire prendre à l'organisation nouvelle une attitude de combat contre le préjugé racial. Il préconisa constamment l'union des exploités blancs et noirs contre leur ennemi commun. Il enseigna le premier aux Noirs, surtout dans le Nord, les techniques d'action directe et d'action de masses. À Chicago, notamment, un de leurs bastions, les communistes noirs engagèrent excellemment la lutte contre les expulsions de locataires et contre la discrimination dans l'emploi. Parfois même, la « base » de couleur du parti, emportée par sa combativité, rua dans les brancards, voulut former des groupes de combat et mettre en œuvre des tactiques militaires, préfiguration de celles des futures Panthères noires, que la direction (au fond plus réformiste que révolutionnaire) condamna.

Le préjugé favorable dont bénéficièrent les communistes auprès des masses noires et d'une fraction de l'intelligentsia explique la facilité avec laquelle ils réussirent à s'assurer le contrôle d'une organisation de masses comme le National Negro Congress de Randolph. Ce résultat ne fut pas seulement obtenu par la technique du noyautage. De même, les jeunes intellectuels influencés par le PC américain entretinrent à l'intérieur de la NAACP une opposition qui, à certains moments, causa de sérieux embarras à la direction. Ils critiquèrent l'inefficacité de ses tactiques, son manque de démocratie intérieure, son refus de s'attaquer au problème économique.

Les sympathies dont, en 1948, bénéficia l'éphémère parti d'Henry A. Wallace, compagnon de route des staliniens, dans certaines sections de la communauté noire démontrèrent que l'influence des communistes parmi les Afro-Américains, bien que déclinante, était encore à cette date non négligeable. Au cours de mes voyages dans le Sud, je rencontrai d'assez nombreux partisans de Wallace parmi les ouvriers syndiqués, étudiants, professeurs, journalistes et même ministres du culte noir.

Malgré le succès qu'ils remportèrent auprès des Noirs, les communistes américains furent obérés d'un certain nombre de handicaps dont on ne saurait les blâmer :

Tout d'abord, en admettant dans leur parti des Noirs sur un pied d'égalité absolue, ils se coupaient, presque inévitablement, de la masse des travailleurs blancs. Comme l'observa Du Bois dans *Dusk of Dawn*, *« en effaçant la ligne de démarcation de la couleur dans leurs propres rangs, ils ont compromis leurs chances de recruter un nombre considérable d'ouvriers blancs »*.

En sens inverse, le fait même que le parti fût dirigé par des Blancs éveilla la méfiance légitime de nombreux Noirs. Instruits par une longue expérience, ils se demandèrent quelles arrière-pensées faisaient soudain se tendre vers eux des mains blanches. D'autres doutèrent que les travailleurs blancs fussent capables de renverser une attitude traditionnelle au point de devenir leurs amis et ils se dirent que si, d'aventure, les communistes prenaient le pouvoir, ils ne se comporteraient guère mieux à leur égard que le reste des Blancs. Beaucoup d'entre eux considéraient comme de simples appâts les pique-niques interraciaux organisés par le parti. L'athéisme du PC américain lui fit également du tort dans la communauté noire, qui était encore très religieuse. À telle enseigne que les marxistes durent quelquefois (à titre de correctif) discourir dans les églises noires, tandis que les fidèles ponctuaient leurs harangues de plaintifs *Amen*.

Enfin, plus d'un Noir hésita à ajouter, selon l'expression de A. Philip Randolph, à la malédiction d'être noir celle d'être rouge. Mais quelques-uns saisirent que, de toute façon, l'identité entre leur programme d'affranchissement et celui des staliniens permettait à leurs adversaires de diffamer comme « communiste » toute forme de lutte antiraciste.

À ces handicaps non blâmables se superposèrent de flagrantes erreurs :

La dépendance du Parti communiste à l'égard de l'État russe indisposa les Noirs. Méfiance entretenue par la succession des

« tournants », calqués mécaniquement sur les fluctuations de la politique extérieure soviétique. À la suite du plus « casse-cou » de ces virages – la conclusion du pacte Hitler-Staline du 23 août 1939 – le Parti communiste américain devint, soudain, « défaitiste » et renonça à encenser Roosevelt. Ce fut alors que Philip Randolph se sépara des communistes dans le National Negro Congress et dénonça véhémentement leur soumission à Moscou : « *Du fait*, écrivit-il, *que le Parti communiste américain tire de la Russie communiste sa politique et son programme, ses tactiques et sa stratégie sont aussi capricieuses, changeantes et imprévisibles que la politique extérieure de Moscou. Les Noirs ne rejettent pas le Parti communiste parce qu'il est révolutionnaire ou radical, ou du fait de son prétendu extrémisme. Ils le rejettent parce qu'il est contrôlé et dominé par un État étranger dont la politique peut être ou n'être pas dans l'intérêt des États-Unis ou du peuple noir.* »

Jusqu'à la fin de juin 1941, le PC américain avait fustigé les initiateurs de la marche sur Washington : leur programme était trop modéré, il ne s'opposait pas assez nettement à la guerre. Mais, quand les armées hitlériennes eurent envahi l'URSS, ils firent volte-face et reprochèrent à Randolph le contraire, c'est-à-dire son militantisme, pourtant vacillant : tout devait être subordonné à la croisade contre l'hitlérisme ; il fallait remettre à des temps meilleurs la lutte pour l'affranchissement des Noirs.

En 1944, un écrivain communiste, Doxey A. Wilkerson, se chargea de définir, dans toute sa nudité, la position orthodoxe : « *Les Noirs doivent accorder à cette guerre un soutien inconditionnel. Il y a des leaders de couleur qui dénoncent le gouvernement et les Blancs pour des injustices raciales toujours existantes, et qui organisent des luttes de masse de la population noire. Ils suivent une voie qui affaiblit le programme de victoire de la nation. Tracer, de façon idéaliste, des plans d'après-guerre pour les Noirs tend à les priver de l'énergie requise pour la tâche vraiment urgente d'aujourd'hui : gagner la guerre.* »

L'administration Roosevelt fut présentée par le parti comme acquise aux hommes de couleur. L'ordre exécutif abolissant – sur le papier – la discrimination dans les industries de guerre fut salué avec enthousiasme, la NAACP elle-même critiquée comme « trop militante ». Au cours de l'émeute raciale de Harlem, en 1943, le PC américain alla jusqu'à prendre fait et cause pour les autorités de la ville et de l'État de New York contre les masses populaires noires.

Cette attitude déçut profondément les hommes de couleur et fit perdre aux communistes des appuis qu'ils n'ont pas retrouvés depuis. Les Noirs, même les plus ignorants des causes théoriques des guerres modernes, étaient sceptiques à l'égard des buts de guerre « démocratiques » des États-Unis. Une croisade contre le fascisme devait, de leur point de vue, commencer *at home*, en Amérique même. Alors que les communistes exigeaient d'eux un soutien inconditionnel de la guerre, il leur paraissait avisé, pour le moins, de conditionner leur participation et d'exiger, en contrepartie de leurs sacrifices, la pleine égalité des droits. Or le PC, sous prétexte de gagner la « guerre de la liberté », leur liait pieds et poings. Le *Chicago Defender*, un grand journal noir qui avait dans le passé sympathisé avec les communistes, écrivit qu'ils avaient « manqué de parole » à ceux qui les considéraient comme des leaders et qu'*« ils avaient détruit eux-mêmes leur prestige »*.

Après la guerre, les communistes essayèrent de reconquérir la confiance des Noirs. Mais leurs efforts, parfois fructueux, furent annihilés par la « chasse aux sorcières », l'hystérique *redbaiting*, comme on dit là-bas, fruit empoisonné de la « guerre froide » et aussi par la mollesse, combien décevante pour ceux qui leur avaient fait confiance, de leurs réactions face à ce déchaînement réactionnaire.

Chapitre X

Intégration ou séparation ?

Il faut maintenant analyser les deux objectifs, fort divergents, vers lesquels a tendu la lutte contre la ségrégation. Les Noirs américains ont souhaité sortir de leur enfer, soit en s'intégrant pleinement dans l'Amérique blanche, soit en se séparant d'elle.

L'alternative : intégration ou séparation soulève, en premier lieu, un problème d'anthropologie. Les savants américains n'ont pas fini de s'interroger sur les caractéristiques culturelles des Noirs aux États-Unis. Ces Afro-Américains sont-ils plus africains qu'américains, ou plus américains qu'africains ? Les intéressés eux-mêmes ne savent pas très bien comment se définir, et ils oscillent entre deux attitudes opposées. Tantôt, ils s'offensent lorsqu'on évoque leur origine africaine et qu'on insiste sur les traits émotionnels qu'ils ont hérités du continent noir. Ils veulent être considérés comme des Américains évolués, impatients d'être bénéficiaires comme les Blancs de la technologie la plus avancée du monde entier, et non comme des joueurs de tam-tam, voire de jazz. Ils craignent qu'en mettant l'accent sur l'Afrique, en insistant sur leur passé primitif, on ne contribue à les maintenir aux États-Unis dans une position subordonnée aussi bien que matériellement défavorisée. Attitude surtout répandue parmi les jeunes intellectuels. Dans les universités noires du Sud dont j'étais l'hôte, j'ai eu, sur ce sujet controversé, d'assez chaudes discussions. Ma sympathie pour la « négritude » (que j'idéalisais de façon, sans doute, un peu sommaire et superficielle) ne plaisait guère à mes interlocuteurs.

Tantôt, au contraire, les Noirs américains éprouvent, comme le nota Myrdal, un *« attachement émotionnel pour l'Afrique »*, qu'a revigoré depuis, au moins pour un temps, la promotion du

continent noir à l'indépendance. Loin de renier leurs ancêtres, ils s'en montrent fiers. Ce fut Du Bois qui, aux États-Unis, réhabilita le passé africain. Le premier, il n'hésita pas à proclamer qu'il se sentait « Africain par race ». « *L'Afrique est ma patrie. Le lien qui me lie à l'Afrique est fort. Sur ce vaste continent sont nés et ont vécu une grande partie de mes ancêtres directs, et ceci depuis plus d'un millier d'années. Je porte la marque de leur héritage dans ma couleur et dans ma chevelure.* » Mais quand l'auteur de *Dusk of Dawn* essayait de définir, en fouillant dans sa mémoire, les liens culturels directs qui le reliaient à l'Afrique, le fruit de ce retour en arrière était mince : une mélodie que son arrière-grand-mère avait coutume de chanter, une certaine « richesse émotionnelle », des vestiges de « communalisme » en provenance du clan ancestral et qu'il souhaitait, sous des formes nouvelles, revivifier.

Sur les traces de Du Bois, une école d'anthropologues, armée d'instruments d'investigation, a poussé l'enquête plus loin. Pour Melville J. Herskovits, qui a scruté le « mythe du passé noir », les Noirs d'Amérique ont, tout d'abord, une origine ethnique beaucoup plus homogène qu'on ne le croyait. La majorité des esclaves furent tirés de régions relativement restreintes, localisées le long des côtes de l'Afrique occidentale et du Congo. Il insiste sur l'unité fondamentale de culture dans les territoires où les esclaves furent recrutés. Cette culture, d'ailleurs, était, semble-t-il, relativement raffinée. Elle atteignit un niveau social assez élevé, comparable sous bien des rapports à celle de l'Europe du Moyen Âge, et fut marquée par un important développement des arts.

D'autre part, la filiation avec l'Afrique, loin d'avoir été brutalement coupée par la traite, fut constamment entretenue par l'afflux incessant de nouveaux esclaves qui se poursuivit, on le sait, à travers le XIX^e^ siècle, jusqu'à la veille de la guerre de Sécession. Enfin Herskovits analyse minutieusement les survivances de l'héritage africain, qu'il croit découvrir dans la musique, la danse, les pratiques religieuses, l'organisation familiale des

Noirs américains, où seraient discernables, notamment, certains vestiges du droit maternel primitif.

Cette thèse a été vivement combattue. Ses adversaires soutiennent que la civilisation rudimentaire de leur milieu d'origine et les conditions dans lesquelles ils en furent arrachés n'ont pas permis aux esclaves d'emporter avec eux un véritable bagage culturel. Tocqueville prétendait, en 1833, que le Noir des États-Unis « *a perdu jusqu'au souvenir de son pays ; il n'entend plus la langue qu'ont parlée ses pères ; il a adjuré leur religion et oublié leurs mœurs* ». Il a cessé « d'appartenir à l'Afrique ». De nos jours, le sociologue de couleur, Franklin Frazier, faisant écho à cet Européen d'antan, a rejeté catégoriquement les vues de l'école d'Herskovits et contesté la présence d'un élément quelconque de culture africaine aux États-Unis : « *Jamais sans doute dans l'histoire un peuple n'a été aussi complètement dépouillé de son héritage social que ceux des Noirs qui furent amenés en Amérique. Rien ne subsiste des usages et coutumes, ni des espérances et des craintes qui caractérisaient la vie de leurs ancêtres en Afrique.* »

Pourtant, beaucoup de Noirs américains, et même au sein d'une élite relativement assimilée, ont aujourd'hui conscience de former un peuple, une sorte de « fraternité ». Cependant, ils s'assemblent pour des raisons moins positives que négatives. Ce qui les lie, c'est le racisme de l'homme blanc, lui-même produit du capitalisme américain, bien plutôt que des traditions historiques analogues à celles qui ont façonné en groupes culturels les peuples du monde.

Déjà, Du Bois convenait que c'était moins la communauté physiologique de la race, la souche africaine, que l'aventure humaine vécue ensemble qui avait façonné son peuple : « *Une chose est certaine,* écrivait-il, *c'est le fait que depuis le XV^e^ siècle ces ancêtres de moi et leurs autres descendants ont eu la même histoire, ont souffert le même désastre. La véritable essence de cette parenté, c'est l'héritage racial de l'esclavage, la discrimination et l'insulte.* » La ségrégation moderne a fait de la minorité noire « *une nation*

dans la nation, avec ses écoles, ses églises, ses hôpitaux, ses journaux, ses entreprises commerciales propres ». Les auteurs de *Black Metropolis*, Saint Clair Drake et Horace R. Cayton, à l'appui de cette perspective, ont proposé l'exemple du ghetto de Chicago, dont la culture fait partie intégrante d'une culture noire plus large, d'une culture noire nationale, ses habitants se trouvant appartenir à une communauté qui compte (aujourd'hui) près de vingt millions d'êtres humains, soudés par d'innombrables liens de parenté, d'appartenance à des associations, à des Églises et par un commun statut de minorité.

Cependant, Herskovits met en garde contre une interprétation trop exclusivement matérialiste de la conscience de race américaine. À son avis, la ségrégation a, certes, contribué à l'entretenir, mais elle ne l'a pas créée. Il propose un exemple. Pendant longtemps, il fut admis que les chants des Noirs avaient leur source poignante dans les souffrances endurées sous le fouet du maître. Mais, comme l'a soutenu le musicologue et critique musical A. E. Krehbiel, on s'est aperçu qu'il fallait remonter à l'Afrique pour expliquer les traits essentiels d'une musique si différente des autres formes occidentales d'expression musicale. De même, le rôle si important qu'occupe la religion dans la vie du Noir aux États-Unis, les versions si particulières du dogme et du rituel chrétiens pratiqués par les Afro-Américains ont été longtemps interprétés comme des compensations à la frustration sociale et économique d'un peuple d'abord esclave, puis discriminé. Mais on découvre aujourd'hui que cette vue n'est que partiellement valable : à la base même de la vie religieuse des Noirs, le passé africain est toujours présent.

Au cours de mon périple de 1948 parmi les populations les moins évoluées du Vieux Sud, j'ai assisté, dans une sorte de baraque foraine, à une cérémonie religieuse d'une secte mystique protestante, où la prière entrecoupée de confessions publiques d'un admirable lyrisme (surtout lorsqu'elles émanaient de femmes), ponctuées de coups de tambourin et de

plaintifs *Amen*, prenait, insensiblement, un caractère de plus en plus rythmique, qui la faisait tendre vers la danse. Le sacré se combinait étrangement au profane. On croyait revivre le film de King Vidor, *Halleluyah*, tourné, en 1929, dans la même région du Mississippi : le Delta.

Mais le problème de la personnalité des Noirs au sein de la société américaine doit être considéré, je crois, sous un angle plus vaste : de la « nation dans la nation » que formeraient les Noirs, il faut passer à la « nation de nations » que constituent les États-Unis. Le problème qui nous occupe se pose, en effet, non seulement pour les Noirs, mais pour les autres minorités ethniques en provenance des quatre coins du monde – avec cette réserve, bien entendu, que l'origine africaine et le passé esclavagiste des Afro-Américains les différencient profondément, à leur détriment, des autres minorités ethniques. Comment ces diverses minorités ont-elles respectivement été absorbées par un « américanisme » d'origine blanche, anglo-saxonne et protestante ? Chacune d'elles, en gros, a conservé des traits culturels originaux, en même temps qu'elle a dû endosser, bon gré mal gré, ce que Louis Adamic appelait l'« uniforme » anglo-saxon, c'est-à-dire la langue, la culture – relativement fermée et particulière, parce qu'insulaire – les mœurs, les institutions juridiques, politiques et religieuses d'une île lointaine : la Grande-Bretagne (on pourrait ajouter, d'ailleurs, que, circonstance aggravante, cet « uniforme », avant de franchir l'océan, avait d'abord été imposé par les Anglais à leurs premiers colonisés : Gallois, Écossais, Irlandais).

Exprimé en termes sommaires, le phénomène auquel on assiste est, à peu près, le suivant : chaque minorité ethnique, aux États-Unis, porte l'« uniforme » à sa manière. Chez celles (les nordiques) qui ont le plus d'affinités avec les Anglo-Saxons, l'aisance l'emporte sur la gaucherie ; chez celles (les latines, les extrême-orientales) qui en ont le moins, la gaucherie l'emporte sur l'aisance.

Pour être complet, il faudrait ici traiter à part une situation qui n'est réductible à aucune autre : la résistance farouche à l'assimilation, l'inexpiable ressentiment, l'isolement à la fois forcé et volontaire des véritables autochtones des États-Unis : les tribus indiennes d'Amérique. Nul ne les a mieux comprises et exaltées que John Collier, dans ce chef-d'œuvre qu'est *The Indians of the Americas*.

Mais d'autres facteurs fort complexes entrent en ligne de compte. Tout d'abord, un problème de stratification sociale se superpose à ces particularités biologiques : au sein de chaque minorité ethnique, les privilégiés de l'instruction sont plus « américanisés » que l'homme de la rue. Enfin, l'âge joue aussi son rôle. Les jeunes de chaque minorité sont plus « américanisés » que les anciens. Alors que j'ai connu une vieille Sicilienne qui, depuis trente ans aux États-Unis, s'obstinait à ne point s'exprimer en anglais, les jeunes répugnent, en général, à parler la langue de leurs ascendants. La section la plus déshéritée de la jeunesse noire, au contraire, est plus « nationaliste » – voire « séparatiste » – que les générations précédentes, parce qu'elle est la victime principale du chômage et de la discrimination et que, plus évoluée que ses aînés, elle s'insurge davantage contre le traitement subi.

Si l'on met à part le maigre résidu des réserves indiennes – ces laissés-pour-compte de l'Histoire – il saute aux yeux que les masses populaires noires sont, culturellement, les moins assimilées, les moins « américanisées » des minorités ethniques composant les États-Unis. Cette inadaptation est particulièrement sensible lorsque l'homme noir de la rue s'exprime à travers la langue anglaise. Bien entendu, le *common man*, aux États-Unis, fût-il ou non de souche anglo-saxonne, s'exprime dans un jargon qui n'a que de très lointains rapports avec le parler d'Oxford ou de Harvard. En outre, chacune des minorités ethniques baragouine un anglais particulier. Elle adapte et déforme à sa façon, et selon ses besoins, le langage aristocratique ciselé naguère par

une gentry insulaire, transporté ensuite dans le Nouveau Monde par les pauvres hères ou les gueux que furent les pionniers, imposé enfin aux vagues successives d'immigrants comme un moyen d'expression unifié, comme une sorte d'espéranto. Le parler du Noir du ghetto est peut-être, de tous les jargons américains, l'anglais le plus déformé, le plus exotique. D'où, entre parenthèses, son charme.

Pour les partisans de l'explication purement matérialiste, les altérations que le Noir fait subir à la langue officielle proviendraient exclusivement d'un manque d'instruction. Ceux d'entre eux, c'est un fait, qui ont eu la chance de bénéficier d'une promotion intellectuelle usent de la langue anglaise avec autant d'aisance, voire de maîtrise et de brio, que n'importe quel autre lettré américain. Néanmoins, l'argument est controversé. Herskovits estime que le parler si original de l'homme de couleur non éduqué a des origines africaines assez précises. L'anthropologue croit avoir découvert une liaison étroite entre ce véhicule de la pensée et les traits fondamentaux des langages de l'Afrique occidentale et il émet, entre autres, l'hypothèse que la musicalité de l'anglais parlé par des Noirs américains serait une survivance du continent ancestral. Ne la retrouve-t-on pas dans l'anglais ou le français parlé par les Noirs en dehors des États-Unis ?

Un jeune leader noir nationaliste, Stokely Carmichael, a, il est vrai, proposé depuis une explication fort différente. La déformation que le Noir fait subir à la langue anglaise serait, selon lui, délibérée : « *Il y a des gens qui sont venus ici d'Italie, d'Allemagne, de Pologne, de France – en deux générations ils parlent l'anglais parfaitement. Nous n'avons* jamais *parlé l'anglais parfaitement. Et ceci parce que notre peuple a résisté consciemment à une langue qui ne nous a jamais appartenu.* » (discours à Oakland du 17 février 1968).

Quand parut la première version de mon livre, un camarade de couleur m'écrivit, des États-Unis, pour me signifier son désaccord : « *Le Noir est partie intégrante de la société américaine. Il n'a*

pas d'autre culture que la culture anglo-saxonne. Aucune barrière ethnique ne se trouve en travers de sa route. Il n'est empêché d'apporter sa pleine contribution à cette culture que par la barrière de la ségrégation raciale et ses corollaires inévitables : misère, ignorance forcée et soumission. » Pour ce correspondant, mon point de vue serait nuisible à la cause de l'émancipation noire : « *Cette théorie risque d'être utilisée par les partisans de la suprématie blanche, aux fins d'étayer leur affirmation que le Noir est réellement affligé d'une infériorité congénitale et ne peut pas assimiler une culture aussi avancée que la culture anglo-saxonne. Cette théorie risque d'être utilisée aux fins de prouver que le Noir n'a réellement pas sa place aux États-Unis, qu'il appartient à l'Afrique. C'est comme si on lui fermait au nez la porte de l'égalité, comme si l'on faisait de lui un étranger permanent aux États-Unis, n'ayant pas de pays qui soit le sien.* »

Il y a, certes, quelque chose de fondé dans cette objection. Dans une émission télévisée, les téléspectateurs français ont vu et entendu un grand sorcier du Ku-Klux-Klan tenter de justifier la suprématie blanche en ridiculisant le *slang*, l'argot dans lequel s'exprimeraient les Noirs américains.

Néanmoins, il ne semble pas que les hypothèses des anthropologues qui viennent d'être résumées puissent faire vraiment le jeu du racisme, toujours porté, par nature, au persiflage le plus grossier. Au contraire, une tendance trop prononcée à l'assimilation intégrale de la culture anglo-saxonne par les Noirs américains risquerait de les dépersonnaliser et, partant, de les affaiblir dans la lutte pour l'émancipation raciale. Elle aurait également l'inconvénient d'élargir le fossé entre une intelligentsia plus ou moins intégrée et les masses populaires, beaucoup plus nationalistes.

Il est permis de penser avec les nationalistes noirs de notre temps que ce serait bien plutôt l'acceptation du mythe selon lequel les Afro-Américains n'auraient pas de passé ni de culture propre, qui ferait le jeu des partisans de la suprématie blanche,

en prêtant main-forte à l'imposture de l'infériorité noire. Il n'est pas sans utilité de rendre au Noir confiance en lui-même par la réhabilitation de son passé africain.

Ce point de vue a, d'ailleurs, gagné du terrain parmi les intellectuels de couleur. En 1954, George S. Schuyler ouvrait un numéro spécial du *Pittsburgh Courier*, consacré aux réalisations des Noirs, par une évocation brillante du glorieux « passé africain », évocation à son avis indispensable, puisqu'il existait en Amérique « *une conspiration pour dissimuler ce passé* ». Richard Wright, qui s'était d'abord montré sceptique à l'égard de l'héritage africain, renversa son attitude au contact de la terre ancestrale, s'émerveillant, au cours de son voyage au Ghana, de ce que son peuple ait pu garder, « *en dépit de la distance des siècles et d'une culture étrangère imposée, les mêmes formes d'expression spontanée, le même comportement, les mêmes réactions* ».

Aujourd'hui, les porte-parole les plus intégrationnistes ou, si l'on veut, les moins séparatistes de la communauté noire tiennent eux-mêmes à distinguer entre intégration et assimilation. L'intégration, pour C. Eric Lincoln, c'est la liberté de participer à la vie totale de la communauté, sans nécessairement se fondre dans le groupe majoritaire. L'assimilation, par contre, ce serait la fusion de la minorité dans la communauté, la disparition de son identité et de ses valeurs culturelles spécifiques. L'assimilation totale, telle que l'entrevirent ou la prônèrent des observateurs libéraux de l'Amérique du genre de Tocqueville ou de Myrdal, n'a plus guère aujourd'hui de partisans.

En revanche, les intégrationnistes se sont vu déborder par un courant d'inspiration nationaliste ou séparatiste, qui puise ses thèmes dans l'exaltation de la personnalité noire, de l'Afrique et de la négritude. Cette conscience de race est d'origine essentiellement populaire et elle a pour source, non la docte étude de l'Histoire, mais une préoccupation plus immédiate : la hantise de s'évader du ghetto, de trouver quelque part un refuge. Elle assaille le Noir au moment où il en vient à douter qu'il puisse

jamais renverser la muraille du préjugé racial. Ce n'est pas aujourd'hui, c'était en 1934 qu'un écrivain noir, James Weldon Johnson, observait qu'il y a des instants où même le partisan le plus opiniâtre de l'intégration dans la société américaine maudit le monde blanc et devient isolationniste. Cette tendance est vivace, car elle est engendrée par un désir naturel profondément enraciné, celui de connaître un répit dans une lutte incessante et épuisante, de trouver enfin un refuge. Il y a près d'un quart de siècle, Du Bois voyait ressurgir sans cesse les aspirations sécessionnistes « *dans la conscience de l'homme noir fatigué de mendier la justice et un traitement équitable de gens qui lui semblent n'avoir aucune intention d'être justes et ne se proposent pas de reconnaître les Noirs comme des hommes* ».

Ce besoin d'évasion et d'abri prend parfois des formes individuelles : ainsi les Noirs assez peu nombreux qui réussirent, à la faveur de leur teint clair, à « passer », c'est-à-dire à s'introduire subrepticement dans le monde blanc, ou ceux qui « choisissent la liberté » en trouvant asile dans nos vieux pays d'Europe. Mais l'aspiration à la sécession, aussi et surtout, a pris à travers les temps des formes collectives.

Le « retour » en Afrique a été l'un de ces rêves. Il a obsédé les Noirs américains depuis le XVIII^e^ siècle. Il les a attirés tout en les heurtant. Car si, d'un côté, l'idée les séduisait d'échapper à l'asservissement en regagnant la terre ancestrale, de l'autre ils s'aperçurent qu'il ne déplaisait pas non plus aux Blancs de se débarrasser d'eux en les renvoyant à leur continent d'origine.

Dès 1788, une organisation noire de Newport (Rhode Island) proposa à la Free African Society de Philadelphie un exode général des Noirs affranchis vers l'Afrique. L'idée fut reprise en 1817, par l'American Colonization Society. Mais la société fut vite accaparée par les esclavagistes, pour qui c'était un moyen d'expulser d'Amérique les affranchis, qu'ils considéraient comme un danger pour l'institution de l'esclavage. Aussi le plan de colonisation fut-il vivement combattu par la plupart des abolitionnistes des

deux couleurs. Très peu de Noirs consentirent à émigrer et ceux qui le firent ne s'y résignèrent que pour obtenir, à ce prix, leur affranchissement.

Une vingtaine de milliers d'hommes de couleur furent transportés, à partir de 1822, en Afrique et ils furent installés sur une terre inhospitalière, qui prit le nom de Liberia. L'entreprise se solda par un échec. Les capitaux investis étaient insuffisants. Le climat équatorial et les maigres ressources de la contrée ne permirent pas l'établissement de communautés prospères. En outre, les Noirs américains se heurtèrent à l'hostilité des puissances coloniales européennes, Angleterre et France, qui virent d'un très mauvais œil l'installation de ces intrus et leur reprirent une partie de leur territoire. Enfin, ils entrèrent en conflit avec les tribus africaines, qu'ils finirent par subjuguer. Aujourd'hui encore, la population autochtone du Liberia (plus d'un million et demi d'habitants) est asservie par une aristocratie riche et corrompue de 15 000 descendants de Noirs américains. Les rescapés de l'esclavagisme américain, sous la haute protection de l'empire américain, sont devenus des sortes de colonialistes.

Par la suite, l'idée de déporter les Noirs d'Amérique fut souvent reprise par les dirigeants des États-Unis. Elle avait déjà traversé les méditations d'un Jefferson. Lincoln l'envisagea sérieusement au lendemain de l'abolition de l'esclavage, entre 1862 et 1864, et obtint du Congrès des crédits pour installer les Noirs *« dans quelque pays tropical hors des États-Unis »*. Le projet reçut même un commencement d'exécution dans une île cédée par Haïti. Mais il fut finalement abandonné.

Beaucoup plus tard, le sénateur Bilbo, de Mississippi, un des adversaires les plus forcenés de la race noire, déposa un projet de loi tendant à « rapatrier » les Afro-Américains en Afrique et se vanta d'avoir trouvé des appuis pour son projet parmi les intéressés eux-mêmes. Le « retour en Afrique » a été un des leitmotive du Ku-Klux-Klan.

Cependant, malgré son exploitation trop empressée par les Blancs, l'idée continua de frapper l'imagination des Noirs. Elle connut même un bref regain de popularité lorsqu'elle fut lancée à nouveau, au lendemain de la Première Guerre mondiale, par un agitateur mi-prophète mi-charlatan, Marcus Garvey. D'origine jamaïcaine, pur noir non mâtiné de sang blanc, Garvey exalta la couleur noire, source de force et de beauté, et non d'infériorité. Il prêcha la pureté de la « race » et condamna l'amalgamation. Il alla jusqu'à affirmer que Dieu et le Christ étaient noirs, délivrant ses congénères de l'humiliation d'avoir à emprunter aux Blancs leur imagerie religieuse.

Garvey inspira aux Afro-Américains la fierté de leur ascendance africaine. Évoquant les fastes de l'ancienne Égypte, de l'Éthiopie et de Tombouctou, il leur révéla que, tandis que l'Europe était encore habitée par une race de sauvages et de païens, d'admirables civilisations noires fleurissaient en Afrique. Il les invita à fuir le continent où ils étaient opprimés pour retourner dans leur pays d'origine et contribuer à y fonder une nation africaine.

Les Noirs n'avaient, selon lui, rien à attendre des Blancs d'Amérique. Ceux-ci prétendaient faire la guerre pour la cause de la démocratie, mais ils continuaient, chez eux, à la refuser aux Noirs. C'était perdre son temps que de faire appel à leur sens de la justice. Les hommes de couleur ne pouvaient prouver leur volonté de survie qu'en fondant leur propre empire. Garvey, ayant créé une Universal Negro Improvement Association, se nomma, en 1921, président provisoire de l'Empire d'Afrique, dota cet empire d'un drapeau noir-rouge-vert (« noir pour la race, rouge pour son sang, vert pour ses espérances »), créa – comme, naguère, le roi Christophe de Haïti célébré par le poète Aimé Césaire – une noblesse de chevaliers du Nil et de ducs du Niger, et leva une armée (avec officiers et uniformes) pour la reconquête de l'Afrique. Il tint d'énormes meetings à New York, fit parader ses troupes et ses infirmières de la « Croix-Noire » dans les rues de Harlem et, pour les transporter à travers l'Atlan-

tique, il acquit des navires, fonda une compagnie de navigation, baptisée Black Star Line. Afin de préparer les Noirs à prendre en main leurs destinées, il institua aux États-Unis même des coopératives noires : épiceries, blanchisseries, restaurants, hôtels, imprimeries.

Le succès de Garvey fut prodigieux. Son association aura été le seul mouvement nationaliste noir de masses ayant surgi en Amérique jusqu'à la révolte actuelle. Tandis que l'intelligentsia noire le combattait de toutes ses forces (et qu'il lui rendait la pareille, l'accusant de se vendre aux Blancs), le ghetto accourait vers lui. À son apogée, en 1920-1921, le mouvement compta un à deux millions d'adhérents et recueillit des capitaux très importants. Du Bois lui-même, qui fut l'adversaire de Garvey, ne put contester sa sincérité, sa popularité, ses dons de propagandiste et leur écho retentissant. « *En quelques années,* observa-t-il, *les nouvelles de son mouvement, de ses promesses et de ses plans atteignirent l'Europe et l'Asie, et pénétrèrent jusque dans les coins les plus reculés d'Afrique.* »

Mais le triomphe de Garvey ne dura pas. Ses entreprises commerciales, qu'il administra par des moyens frisant l'illégalité, ne tardèrent pas à péricliter. Ce fut la débâcle. Condamné à cinq ans de prison par les tribunaux fédéraux pour agissements « délictueux », il fut finalement déporté, après avoir purgé deux années de sa peine, et mourut à Londres, en 1940, pauvre et oublié. Pourtant, aux Antilles, son pays d'origine, il fut le pionnier de la renaissance culturelle qui, plus tard, devait prendre pour thème la réhabilitation de la négritude[1].

Comment expliquer le passage fulgurant de ce météore ? Tout d'abord le choc de la Première Guerre mondiale avait stimulé le ressentiment et la protestation des masses noires contre l'oppression raciale. Dès le lendemain des hostilités, l'exode des Noirs vers les centres industriels qu'avait fait grossir ou naître

1 Cf. mon livre *Les Antilles décolonisées*, éditions Présence africaine, 1956 (réédité en 1986 - note de l'éditeur).

la guerre eut pour contrecoup une brusque recrudescence de la terreur raciale à travers tout le pays. Le Ku-Klux-Klan prit un nouvel essor. Les Noirs durent serrer les rangs pour se défendre. À l'époque, il n'y avait aux États-Unis, pour les organiser, aucun mouvement blanc travailliste ou simplement progressif, aucune organisation de couleur réellement dynamique. Garvey combla un vide. Il dressa sur leurs jambes les masses noires, parce qu'il sut leur donner confiance en elles-mêmes et en leur « race ». Il les aida à se défaire de leurs complexes d'infériorité et à prendre conscience de leur force. Si le culte des héros noirs, les calendriers noirs et les poupées noires sont devenus depuis des objets courants dans les foyers de couleur aux États-Unis, c'est Garvey qui en fut le promoteur.

Il semble bien que la plupart de ses adeptes ne crurent pas réellement qu'ils étaient à la veille de s'embarquer pour l'Afrique. Le plan de Garvey était, de toute évidence, d'une exécution impossible. Comme l'observe Du Bois, « *les Noirs n'ont pas de Sion* », ou, plus exactement, ils ne pouvaient en avoir à une époque où l'expansion de l'impérialisme européen en Afrique atteignait son apogée. Garvey n'offrait donc aux masses noires qu'un mythe. Mais ce mythe les séduisit parce qu'il leur ouvrait la perspective d'un foyer imaginaire dans lequel ils seraient libérés de la domination blanche et maîtres de leur destin. Myrdal admet que le succès de Garvey « *témoigne de l'agitation fondamentale de la communauté noire* » et « *exprime un mécontentement si profond qu'il va jusqu'à désespérer de pouvoir jamais obtenir une pleine participation à la vie américaine* ».

Le boom du Jamaïcain appelle une autre observation. Il mit en évidence la profondeur du fossé creusé entre les masses populaires et une intelligentsia noire à peu près unanime à condamner l'agitateur. Pourquoi cette dichotomie ? Ici nous retrouvons le facteur social.

Les foules noires sont beaucoup moins intégrées dans la société américaine et plus nationalistes que leurs leaders. Déjà

Du Bois observait que « *la classe supérieure noire n'a presque jamais été nationaliste* » : le nationalisme « *a toujours été une aspiration surgie des profondeurs de la masse* ». Myrdal notait, de même, que les intellectuels noirs étaient pratiquement unis contre le slogan du retour en Afrique. « *Ils sont entièrement américains dans leur culture et ils veulent rester américains.* » Mais les masses ? Myrdal se montrait beaucoup plus réticent à leur sujet, et il hésitait à se prononcer. Tantôt, il s'avançait jusqu'à diagnostiquer qu'un « racialisme » du type Garvey couvait dans leurs profondeurs ; tantôt, il esquivait la question : « *Les pensées et les sentiments des masses noires sur ce point demeurent un mystère.* »

Le divorce entre les deux groupes provient, de toute évidence, de l'énorme différence de leur standard de vie. Les masses végètent dans l'ignorance, la misère et subissent beaucoup plus durement que l'élite le poids de la barrière raciale. Elles ne réussissent guère à s'adapter à une société qui leur rend la vie impossible. Elles en restent les adversaires irréconciliables. Elles doutent qu'une simple négociation avec les Blancs puisse renverser leur attitude. En un mot, leurs conditions d'existence développent en elles un instinct de révolte. Certes elles voudraient bien, elles aussi, s'intégrer dans la société américaine, bénéficier de tous les droits et avantages que devrait leur conférer la citoyenneté, recevoir leur part de la démocratie tant vantée, d'une technique supérieure, d'une monnaie qui fut longtemps reine. Mais, bien avant les intellectuels gradualistes, dont elles n'ont guère partagé la naïveté, elles ont deviné que cette intégration nécessiterait, selon l'expression du juge Waring, une « opération chirurgicale ». Faute d'un chirurgien, leur impatience et leur désespoir les ont tournées vers un séparatisme, vers un sionisme noir.

Du Bois s'était dressé contre Garvey mais, ayant un sens des masses assez rare chez les intellectuels de couleur, il dut faire de sérieuses concessions au séparatisme. « *Mon plan*, écrit-il, *ne refuserait pas catégoriquement d'envisager la possibilité d'une éventuelle émigration d'Amérique d'une partie considérable de la*

population noire, si elle pouvait trouver la chance d'un développement libre et favorable, sans être molestée ni menacée, et si le préjugé racial persistant en Amérique entravait le plein développement des capacités et des aspirations de la race noire.»

L'auteur de *Dusk of Dawn* se rapprocha également de Garvey quand il proclama que l'oppression des Noirs aux États-Unis est un cas particulier de l'oppression des peuples de couleur dans le monde entier et affirma la solidarité des Noirs américains avec leurs frères asservis par les impérialismes européens. Attitude qui, rétrospectivement, lui donne aujourd'hui figure de prophète. Dès 1911, il participait à Londres à un congrès de races. Après la Première Guerre mondiale, il lança un mouvement panafricain qui tint quatre congrès, en Europe, en 1919, 1921, 1923 et 1927, réunissant des Noirs de toutes origines et de toutes nationalités, confrontant leurs aspirations et concertant leur action.

Au congrès de 1921 fut adopté un manifeste, rédigé par Du Bois, qui dénonçait les «crimes» de l'impérialisme. Ces prises de contact, ce réquisitoire indisposèrent vivement les puissances colonialistes (France, Belgique, Grande-Bretagne) et un cinquième congrès, qui devait se tenir à Tunis, en 1929, fut interdit par le gouvernement français. Au congrès de 1921, Du Bois se trouva face à face avec Marcus Garvey. En 1923, il fit un voyage d'études en Afrique.

Après la Deuxième Guerre mondiale, en 1945, ce précurseur du panafricanisme de George Padmore et de Kwame Nkrumah participa à un nouveau congrès panafricain. Plusieurs de ses ouvrages, tels que *Color and Democracy* (1945), *The World and Africa* (1946), sont consacrés à l'asservissement mondial des peuples de couleur. Malgré son grand âge, William E. B. Du Bois animait encore, à New York, il y a une quinzaine d'années, le Council on African Affairs et il prédisait l'éveil des masses africaines : «*Le monde noir est en marche vers son destin beaucoup plus vite que nous ne l'avions prévu.*» Mais l'intelligentsia noire

des États-Unis ne le suivit pas dans sa campagne de solidarité panafricaine. Elle se voulait américaine, non africaine.

Au lieu d'aller chercher une Sion imaginaire au-delà des mers, au lieu de retourner au bercail de la race, pourquoi ne pas créer, sur le sol même des États-Unis, un État ou une République noire, où les Afro-Américains fussent enfin délivrés de la présence des Blancs et de leurs avanies ?

L'idée, préconisée par plusieurs auteurs, a donné naissance au « Mouvement national pour l'établissement du quarante-neuvième État ». Ses promoteurs voulaient fonder un État noir dans une région des États-Unis à faible population. Leur idée, cependant, n'était pas de fonder une nation séparée, isolée du reste du pays par une sorte de muraille de Chine, mais un État fédéré avec les quarante-huit autres. Le mouvement avorta.

Aux alentours de 1930, les communistes américains lancèrent le mot d'ordre d'une « République noire indépendante » dans la région des plantations du Sud. Plus tard, après 1934, quand fut inaugurée la tactique des Fronts populaires, et que le PC américain se mit à flirter avec Roosevelt, le mot d'ordre de la république indépendante fut édulcoré. Mais on continua à proclamer le « droit des Noirs à disposer d'eux-mêmes » et à affirmer que les Noirs américains constituaient une « nation ». Dans un texte officiel édité par le parti en 1947 il était dit qu'à la différence de toutes les autres minorités ethniques des États-Unis la minorité noire « *possède un territoire propre de dimensions suffisantes pour qu'on puisse le qualifier de nation* ». La *Black Belt* est « *le cœur et le centre de la nation noire* » et le peuple noir y « *possède tous les attributs qui contribuent à la formation d'une nation* ». Une nation « très jeune » sans doute et « encore en voie de développement », mais déjà une nation. La revendication d'un *self-government*, ajoutait-on, ne prendrait pas « inévitablement » la forme d'une république noire séparée, mais elle pourrait, à plus ou moins long terme, arriver à maturité et s'identifier avec le statut

dont jouissent (ou, plutôt, se plaignent) les Canadiens français dans la province de Québec.

Cette perspective se heurte à de sérieuses objections d'ordre économique et démographique. L'exode incessant des Noirs vers les grandes villes du Sud et vers le Nord a vidé, de façon continue, la Black Belt de sa population noire. L'industrialisation du Sud et la mécanisation de la grande propriété foncière, actuellement en plein essor, ont accéléré l'exode. Comment fonder une nation noire dans des comtés où la population blanche, bien que parfois minoritaire, n'en est pas moins très importante ? Déjà, en 1933, au cours d'une discussion avec Trotsky, un camarade américain précisait que, du fait de l'immigration vers le Nord, les Noirs n'étaient plus majoritaires dans aucun État du Sud. Sur les 180 comtés ayant, en 1940, une population noire dépassant les 50 % de la population totale, 85 avaient une population noire inférieure à 60 %, 54 une population noire inférieure à 70 %, 36 une population noire inférieure à 80 % et cinq seulement une population noire comprise entre 80 et 85 %. Dans le Mississippi, qui a le pourcentage le plus élevé de population noire, il n'y avait, en 1940, que 35 comtés sur 82 dans lesquels la population noire dépassait 50 % de la population totale, en Caroline du Sud 22 comtés sur 46, en Alabama 18 comtés sur 67, en Georgie 46 comtés sur 159.

Depuis, les statistiques ont accusé un pourcentage encore plus faible de Noirs. En janvier 1962, la population de couleur n'a été majoritaire que dans un seul district électoral du Mississippi (65,5 %) et un de Caroline du Nord (50,5 %). La population noire n'a dépassé 40 % que dans quatre districts du Mississippi (sur six), deux de Caroline du Nord (sur douze), un de Virginie (sur dix), deux de Caroline du Sud (sur six), un de Georgie (sur dix), un de Louisiane (sur huit). Les statistiques les plus récentes indiquent une accélération de l'exode des Noirs du Sud.

Les adversaires de la thèse séparatiste objectent aussi qu'elle reviendrait à convertir les Noirs à une nouvelle forme de ségréga-

tion, à les reléguer dans un nouveau ghetto. Nul ne pourrait, selon les avocats de l'intégrationnisme, se réjouir davantage de tels plans séparatistes que les champions de la suprématie blanche, toujours anxieux de se débarrasser de leurs niggers. Jadis, on l'a vu, ils avaient rêvé de les réexpédier en Afrique. Plus récemment, la mécanisation de la culture cotonnière du vieux Sud les combla d'aise. « *Si elle réduit notre pourcentage de population noire dans le Sud*, écrivit un journaliste d'Alabama, *et élève ce pourcentage dans d'autres lieux, le problème racial sera pour nous plus facile à traiter et, pour les autres, plus facile à comprendre.* »

Il était même tentant de forcer la main à cet exode. Au début de 1949, le sénateur Richard B. Russel, de Georgie, et l'ex-gouverneur Sam Jones, de Louisiane, émirent cette proposition : que les Noirs fussent répartis dans chacun des quarante-huit États, à raison de 10 % de la population de chacun d'eux. En 1963, le gouverneur du Mississippi, Ross Barnett, reprenant cette thèse, souligna qu'ainsi le Mississippi serait débarrassé, pour sa part, d'environ 700 000 Noirs.

La récente évolution du problème racial aux États-Unis, on le verra, renforce, plus encore au sein des masses noires que chez les intellectuels, l'aspiration à un séparatisme d'un nouveau genre, s'articulant autour d'une ligne de classe et prenant un contenu révolutionnaire. Aspiration que le brillant porte-parole des Panthères noires, Eldridge Cleaver, définira en ces termes : « *Le Noir moyen d'Amérique manifeste une attitude ambiguë au sujet de la relation qu'il entretient avec l'idée de nation et il ne se sent que partiellement apparenté à l'Amérique, et encore de la manière la plus vague, la plus hésitante, la plus provisoire, voire même la plus éphémère qui soit. Ce sentiment d'aliénation et de dissociation est réel et les Noirs se seraient, depuis longtemps, facilement assimilés à une autre patrie, s'il en avait existé une qui fût viable.* » Autant dire qu'il n'en existe aucune et que les Noirs ne peuvent se battre ailleurs que sur le front de classe des États-Unis.

L'Afro-Américain perçoit de plus en plus que, traité en citoyen de seconde zone, il est à la fois un citoyen et un sujet. Il entrevoit qu'il est victime, lui aussi, d'un colonialisme qui, à la différence de l'autre, s'exerce à l'intérieur. Il est frappé par de nombreuses ressemblances entre le sort réservé aux populations de couleur aux USA et le traitement infligé par les impérialistes aux peuples colonisés. À l'exemple de l'héroïque Vietnam, il est amené à prendre les armes contre le colonisateur.

Chapitre XI

La liberté n'attend plus

L'explosion des années 1960 n'eut rien d'un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Au fur et à mesure que les années passaient, l'impatience des Noirs et leur combativité exerçaient une pression de plus en plus forte. La température montait, elle se rapprochait du point d'ébullition.

Tel était, depuis longtemps, l'avis de tous les observateurs. Myrdal remarquait en 1944 : *« L'Amérique ne pourra plus jamais considérer ses Noirs comme une minorité patiente et soumise. Les Noirs accepteront de moins en moins leur sort. Ils s'organiseront pour la défense et l'attaque. Ils seront de plus en plus bruyants. Ils guetteront les occasions avec plus d'acuité. »* Les auteurs de *Black Metropolis* écrivaient en 1945 : *« La guerre a changé entièrement le cours des relations raciales et obligé l'Amérique à faire face aux contradictions dans notre civilisation d'une façon et à un degré tels qu'il n'est plus possible pour les Noirs, comme pour les Blancs, de les éluder plus longtemps. La guerre a fait passer le problème noir, presque d'un seul coup, d'une difficulté sociale chronique que les optimistes espéraient résoudre par le temps et l'éducation à une crise dans notre vie nationale. »* Et ils prédisaient qu'un « radicalisme racial », « de gigantesques proportions », pourrait bien surgir dans la communauté noire si les hommes de couleur s'apercevaient que la Deuxième Guerre mondiale a libéré le monde, mais n'a pas fait « avancer la race ».

Au cours des dernières décennies, les Noirs avaient déjà donné de multiples preuves de leur humeur belliqueuse. L'émeute de 1943, à Harlem, n'avait pas été, comme les précédentes, une rixe interraciale, mais une véritable rébellion de la communauté noire. En 1950, à Winston-Salem (Caroline du Nord), des Noirs

attaquèrent et menacèrent de lyncher un Blanc qui avait blessé une jeune Noire. Des étudiants noirs du collège de Talladega (Alabama) me racontèrent, en 1948, que, depuis que le Ku-Klux-Klan avait planté par surprise une croix de feu au beau milieu de l'établissement, ils dormaient avec des pistolets chargés sous leurs oreillers, prêts à s'en servir à la première occasion.

L'explosion ne devançait donc pas, avec une brutalité imprévue, l'évolution prévisible du problème racial. On devrait plutôt dire le contraire. Ce qui étonne, c'est que la révolte noire, enfin déchaînée, ait pu si longtemps être canalisée, colmatée, différée. Et c'est aussi que les administrations successives des États-Unis, aussi bien démocrates que républicaines, aient attendu tant d'années pour présenter au Congrès un programme de droits civiques. La patience proverbiale des Noirs et aussi, il faut bien le dire, le complexe d'infériorité et de culpabilité qu'on avait plus ou moins réussi à lier à la teinte de leur épiderme avaient aveuglé les politiciens de Washington et la nation blanche dans son ensemble. Ils croyaient pouvoir assez longtemps encore berner les Noirs, leur prodiguer des promesses rarement tenues, les faire encadrer par des gradualistes souvent plus « blancs » de mentalité que les Blancs eux-mêmes, capter leurs suffrages électoraux, pour, aussitôt après, laisser la ségrégation, à peine revue et corrigée, poursuivre son odieuse routine.

Freedom Now, « liberté immédiate », tel a été le cri de ralliement de ceux qui ont attendu trop longtemps et qui, soudain, ne pouvaient plus attendre. Pourquoi, après tant d'atermoiements, avec un tel retard historique, les Noirs américains sont-ils montés enfin à l'assaut de la ségrégation ?

Rappelons brièvement les raisons de cette brusque accélération du cours de l'histoire :

1) Tout d'abord, au cours de la dernière décennie, l'urbanisation, l'industrialisation, la migration ont fait un énorme bond en avant : les trois quarts des Afro-Américains vivent maintenant

dans les villes, et non plus à la campagne, et plus de la moitié résident en dehors du Sud.

2) La minceur et la lenteur des concessions faites à la revendication égalitaire ont provoqué une déception de plus en plus vive à l'égard des leaders noirs d'ancien style. Notamment, les pitoyables résultats obtenus dans le domaine de la déségrégation scolaire, en dépit de la décision « historique » de la Cour suprême, ont porté à son comble l'exaspération. Car, pour tous les Noirs américains, cette fameuse sentence avait été comme un choc électrique, générateur d'espoirs démesurés. Le lundi 17 mai 1954 avait été salué par eux comme l'aube d'une ère nouvelle et, en sens inverse, les racistes l'avaient lugubrement surnommé le « lundi noir ». Les leaders gradualistes ne furent pas les moins désappointés, car ils avaient été, dans leurs illusions, les plus naïfs.

En conséquence de quoi, le gradualisme, ce qu'on appelle aux États-Unis *tokenism*, a été unanimement rejeté. Comme en a finalement convenu l'écrivain James Baldwin, *« les jeunes refusent toute confiance à leurs aînés. L'impatience de la nouvelle génération défie l'autorité des soi-disant leaders noirs »*. Freedom Now a été une exigence essentiellement radicale et potentiellement révolutionnaire. Elle a fait entrer ses partisans en conflit de plus en plus aigu avec, non seulement les ultras du Sud, mais, en dépit de ses hâtives concessions, avec la Maison-Blanche, avec les libéraux noirs et blancs de même acabit, avec, malgré leurs tardives et hésitantes professions de foi antiracistes, les bureaucrates du Labor.

3) Dans les masses noires, un sentiment nouveau est né : les Noirs américains se sont pris d'une vive sympathie pour tout ce qui est antiaméricain. Tout ce qui déplaisait au Département d'État opérait indirectement en leur faveur ; chaque pression du Tiers Monde sur la politique de Washington était pour eux un pas en avant.

L'aile extrémiste du mouvement noir a osé tourner en dérision le plus tabou des symboles, la bannière étoilée, et clamer que l'adversaire de l'Afro-Américain, ce n'avaient pas été les Allemands, Japonais ou Coréens contre lesquels on l'avait envoyé se battre (lui reconnaissant la qualité de citoyen à part entière juste le temps nécessaire pour lui faire acquitter l'impôt du sang), mais que son véritable ennemi est at home, dans son propre pays.

Les moins extrémistes se sont contentés d'exploiter la situation embarrassante dans laquelle se débattaient les gouvernants des États-Unis, obligés de chercher, coûte que coûte, une solution à leur problème racial sous peine de s'aliéner cette force internationale nouvelle, le Tiers Monde. En maintes occasions, le titulaire du Département d'État n'a pas celé que la ségrégation raciale plaçait son pays dans une position difficile sur le plan mondial.

4) Enfin et surtout, l'exemple stimulant des révolutions coloniales contre la domination impérialiste blanche en Afrique, en Asie, en Amérique latine, ont appris au Noir américain que, pour se libérer, il doit compter avant tout sur lui-même. Chaque pas en avant accompli par les musulmans du Maghreb, par les Noirs du Ghana ou du Nigeria, a éperonné les Afro-Américains. C'est parce que la domination des Blancs est aujourd'hui partout en recul dans le monde qu'elle l'est aussi en Amérique du Nord.

Les Noirs américains ont suivi avec une vive sympathie la lutte des peuples chinois, indochinois, algérien et, bien plus proche d'eux, celle de Cuba. Moins pour l'orientation procommuniste de certains de ces mouvements, mais parce que leur caractère essentiellement décolonisateur et antiimpérialiste ne leur a pas échappé. On a pu le vérifier à l'enthousiasme dont Fidel Castro fut l'objet, lors de son séjour à Harlem en 1960.

La conférence de Bandoeng, en 1955, mobilisation générale mondiale des forces de couleur, que Richard Wright a qualifiée d'*« événement le plus important du siècle »*, la conférence

d'Addis-Abeba, en 1963, conseil de guerre de l'Afrique libre, résolue à extirper de son continent les dernières séquelles de l'oppression coloniale, ont été suivies de très près par l'opinion publique afro-américaine et l'ont profondément impressionnée. En sens contraire, les avant-gardes juvéniles des États africains récemment promus à l'indépendance ont suivi avec passion la décolonisation des Noirs américains et pris conscience qu'ils avaient exercé sur elle une certaine influence.

S'il y avait eu, trop longtemps, un certain décalage entre l'extraordinaire combativité des masses sous-développées d'Asie et d'Afrique et le militantisme mesuré des Noirs américains, ceux-ci ont maintenant pleinement saisi qu'on ne mendie pas la liberté, mais qu'on la prend. Elle est la récompense de ceux-là seuls qui n'hésitent pas à tout sacrifier pour la conquérir.

On a assisté à un accroissement sensible du nombre des combattants actifs, des cadres de la révolte, issus, pour la plus grande part, d'une jeunesse estudiantine qui n'était point paralysée par le scepticisme, la mentalité routinière et défaitiste de ses aînés. On a pu noter un besoin irrésistible d'indépendance, une confiance en soi renforcée, une volonté délibérée de la part des masses de couleur de fixer elles-mêmes leurs propres objectifs, d'élaborer leurs propres tactiques, de prendre en main leurs propres luttes, en un mot à la prévalence de l'action directe. Enfin, cette accélération brusque de la révolte s'est accompagnée d'une plus grande virulence des sentiments nationalistes, voire séparatistes, en même temps que d'une floraison de nouvelles tactiques de lutte et, à travers ces expériences militantes, à l'origine le plus souvent locales, de nouvelles organisations de combat à l'échelle nationale.

On va examiner successivement deux courants divergents qui se sont partagé les Noirs américains : l'intégrationnisme, le séparatisme.

Le 1er décembre 1955, une femme noire, membre actif de la NAACP à Montgomery (Alabama), donna, sans le savoir, le signal

du départ à un immense mouvement. Elle venait de monter dans un autobus et de s'asseoir à une place de la moitié arrière du véhicule, réservée aux gens de couleur. Mais un Blanc monta, qui ne trouva pas de siège vide sur la moitié avant réservée à ses congénères ; selon le rituel de la ségrégation sudiste, le conducteur invita Mrs Parks à céder sa place au privilégié de teint clair. Calmement et fermement, elle répondit par la négative. La police procéda à son arrestation.

Cinq jours après le geste de Mrs Parks, le 5 décembre 1955, le dirigeant local du syndicat de Randolph, E. D. Nixon, prit l'initiative d'un boycott général des autobus de Montgomery, qui fut couronné de succès. Les Noirs organisèrent un système de transports privés et le chiffre d'affaires de la compagnie fléchit de 60 %.

Les autorités, qui ne pouvaient accuser les auteurs de cette résistance passive d'aucun manquement à la loi, exhumèrent finalement un texte législatif ancien interdisant les associations ou coalitions qui entraveraient le libre exercice du commerce et engagèrent des poursuites contre une centaine de personnes de couleur. À travers tous les États-Unis, la communauté noire se solidarisa avec les combattants de l'Alabama.

Après une longue lutte où les partisans de la suprématie blanche et le Ku-Klux-Klan essayèrent de terroriser les Noirs par des attentats à la bombe et autres menaces, le tribunal fédéral de district finit par donner gain de cause aux résistants ; le 4 juin 1956, furent déclarées illégales les lois de ségrégation dans les transports publics de l'État d'Alabama.

Dans cette lutte avait surgi, aux côtés de Nixon, une puissante personnalité, le pasteur Martin Luther King, ministre protestant à Montgomery. Ce jeune homme, d'une vaste culture et d'un exceptionnel caractère, réunissait en lui les qualités d'un brillant intellectuel et d'un conducteur de masses. De solides lectures, au cours de ses études universitaires, l'avaient amené à puiser ses idées aussi bien dans l'essai sur *La Désobéissance civile* du phi-

losophe libertaire américain Henry Thoreau que dans l'œuvre et la vie de Gandhi ; mais il avait lu aussi Hegel et Marx, chez lesquels il avait acquis une conscience de l'injustice sociale en même temps qu'une tournure d'esprit dialectique.

Dans la bataille de Montgomery, il fit l'expérience d'une forme de lutte encore inédite aux États-Unis : la résistance active non violente. Martin Luther King se défendit d'être un pacifiste et insista davantage sur les aspects concrets et positifs de ses méthodes de lutte que sur leur idéalisme. Sa non-violence n'était pas une méthode de lâcheté, mais de militantisme. Elle était, au plus haut degré, active et non passive. Il la présentait comme une synthèse hégélienne de deux pôles opposés et, selon lui, également indésirables : la soumission, d'une part, la violence, de l'autre.

King n'était pas un naïf optimiste. Il avait appris, en particulier, que la ségrégation contre laquelle il entrait en lutte n'était pas simplement une séparation dans les relations humaines imposée par la loi, mais qu'elle avait comme arrière-plan et comme cause essentielle l'exploitation économique. Or, il acquit la conviction que les nantis ne renoncent pas à leurs privilèges sans opposer la plus farouche résistance.

Ce qui le détermina à être non violent c'était, avant tout, un mobile d'ordre tactique. La résistance non violente lui apparaissait comme une des armes les plus puissantes à la disposition du Noir américain dans sa lutte pour la liberté et, sur un plan plus universel, comme le plus sûr moyen de transformation sociale et collective. Elle était pour lui une technique supérieure. De fait, pour une minorité comme celle que forment les Afro-Américains, minorité désarmée ou dont l'armement ne peut être que disproportionné par rapport à celui de l'adversaire, officiel aussi bien que privé, la violence était aux yeux du pasteur une tactique téméraire. En outre, toujours selon King, elle risquait d'être non rentable, dans la mesure où elle indisposait la portion de l'opi-

nion publique prête à s'indigner contre l'adversaire raciste qui, lui, lynche, terrorise et tue, massacrant jusqu'à des enfants.

D'ailleurs, Luther King ne se faisait guère d'illusions. La plupart des Noirs que sa personnalité fascinante avait entraînés dans la lutte ne croyaient pas, il le savait, à la non-violence en tant que philosophie et certains, s'ils rejetaient la violence agressive, opinaient pour la violence de légitime défense. Il n'ignorait pas davantage que son illustre modèle, Gandhi, n'avait jamais compté, autour de lui, aux Indes, plus de cent personnes pleinement d'accord avec sa doctrine pacifiste.

D'ailleurs, au cours de la bataille de Montgomery, il s'en fallut de bien peu que la non-violence n'aboutît à son contraire. Jetés en prison, victimes d'attentats, les Noirs en eurent vite assez de ne pouvoir répondre à la violence par la violence et se montrèrent impatients de prouver aux partisans de la suprématie raciale qu'ils avaient cessé de les craindre. Cet état d'esprit contribua certainement pour une large part à décider les juges fédéraux à leur accorder finalement gain de cause.

Le boycottage des autobus fut opéré, à l'exemple de Montgomery, dans d'autres villes, telle que Tallahassee (Floride) à la fin de 1956 et, après une lutte qui dura plus d'un an, il fut, là aussi, couronné de succès. Les conceptions de King et l'organisation de combat qui naquit de ces expériences (la Southern Christian Leadership Conference) inspirèrent également la grande bataille de Little Rock (Arkansas) en septembre 1957 : le monde entier regarda les écoliers noirs monter, avec une ardeur de croisés non violents, à l'assaut de la ségrégation scolaire.

Les méthodes pratiquées par Martin Luther King ont été, dans un certain sens, révolutionnaires, pour deux raisons :

– Tout d'abord, elles mirent l'accent sur la mobilisation de larges masses. Le mouvement dont Montgomery fut le berceau souleva toute la communauté noire. Depuis les jours lointains de Marcus Garvey, aucune organisation de défense raciale, et en

particulier la NAACP, ne s'était montrée capable de susciter un tel écho.

– Ensuite, la résistance active donna le coup de grâce au gradualisme. La non-violence de Luther King incitait l'homme de couleur à agir comme s'il était possible, selon l'expression même du pasteur, d'obtenir la victoire « dès le lendemain matin ». Le succès finalement remporté sur la ségrégation dans les transports publics de l'Alabama retentit comme un signal à travers tous les ghettos des États-Unis, à commencer par ceux du Sud.

Bien entendu, la tactique non violente de Luther King ne présentait pas que des avantages. En prêchant l'amour au lieu de la haine, en cherchant à gagner l'amitié et la compréhension du Blanc au lieu de l'humilier et de le vaincre, elle risquait d'émousser et même de paralyser la combativité des masses. Il est arrivé, par la suite, au pasteur King de suspendre volontairement une bataille alors que les foules noires se montraient résolues à se défendre elles-mêmes contre la violence raciste.

C'est ce qui se produisit, par exemple, à l'automne 1961, à Albany (Georgie). Les étudiants y avaient délibérément bravé la ségrégation dans les transports publics. De nombreuses arrestations furent opérées, dont celle du pasteur Martin Luther King qui était venu apporter son appui au mouvement. Le pasteur s'était engagé solennellement à demeurer en prison tant que la bataille pour la déségrégation ne serait pas gagnée. Mais, peu après, il se laissait remettre en liberté sous caution. La déception des combattants fut telle que le mouvement s'effondra. La tactique qui avait été victorieuse dans d'autres villes échoua à Albany.

Le geste de Martin Luther King, si obscurs que puissent en apparaître les mobiles, ne saurait être pris pour une capitulation. Le pasteur devait avoir des raisons de croire que la violence allait se déchaîner dans cette ville, soit du fait des racistes blancs, soit du fait de jeunes et bouillants étudiants de couleur. Il préféra annuler la bataille plutôt que de faire couler le sang. Après l'échec

du mouvement, six voitures pleines d'hommes armés, parmi lesquels un policier auxiliaire blanc, envahirent la demeure d'un des étudiants, blessant sérieusement des membres de sa famille, infligeant un démenti au pasteur et soulignant la nécessité d'une autodéfense.

Dans une autre occasion, le pasteur qui avait pris la tête d'une marche sur Montgomery fit faire demi-tour à ses cohortes, en grande partie composées de libéraux blancs, au pont de Selma, pour se dérober à un affrontement, déjà engagé, avec les forces de l'ordre. Plus tard, Eldridge Cleaver évoquera la colère des Noirs à la suite de cette dérobade. King avait laissé passer *« un grand moment historique, une occasion qui ne se représenterait jamais »*. Si le pasteur avait persisté, *« la violence et la brutalité du système se seraient trouvées impitoyablement révélées »*. Si, au contraire, l'obstination de King avait obligé les policiers à dégager le passage, *« la marche sur Montgomery aurait signalé la capitulation du Sud blanc »*. King avait *« rendu un mauvais service à son peuple en persévérant jusqu'à l'absurde dans cette politique de non-violence »*.

Bien entendu, les libéraux américains ne manquèrent pas d'apercevoir le parti qu'ils pouvaient tirer de l'apôtre de la non-violence, dans lequel, après l'avoir vitupéré, ils saluèrent un type « acceptable » de leader noir, tandis que l'administration Kennedy essaya de l'utiliser pour ne pas perdre le contrôle des masses. En plusieurs occasions, le pasteur King fit appel à l'intervention des troupes fédérales pour faire imposer la loi dans le Sud, se mettant ainsi en contradiction avec sa doctrine non violente. Mais ici encore la tactique ne manquait pas d'habileté, puisqu'elle visait à préserver les Noirs, aux yeux de l'opinion publique, du stigmate de la violence, même défensive.

Après les grandes émeutes raciales de l'été 1967, Martin Luther King s'associa à un communiqué émanant de dirigeants noirs modérés. Ce texte traitait d'actes « criminels » les violences des émeutiers et approuvait la répression déchaînée contre eux.

Incorrigible utopiste, le pasteur publia dans *Look* un article où il croyait pouvoir affirmer : « *L'action de masse non violente nous donne un moyen d'éviter une catastrophe nationale et de créer une nouvelle harmonie entre les classes et entre les races.* » En fait d'harmonie, les racistes lui infligèrent un sanglant démenti : le 4 avril 1968 il était assassiné, et avec lui le mythe de la non-violence.

L'année précédente, King avait déchaîné l'ire de la réaction blanche : avec quelque retard, en effet, il avait, à partir de 1967, pris nettement parti contre la guerre du Vietnam. Eldridge Cleaver rappellera, non sans émotion « la réaction furibonde » qu'il avait provoquée lorsqu'il avait « *demandé l'arrêt des bombardements américains au Vietnam du Nord, des négociations avec le Front de libération nationale et l'admission de la Chine aux Nations unies* ». Et il rendra au pasteur cet hommage : « *Il se peut qu'en définitive Martin Luther King ait tout de même marqué l'Amérique, qu'il l'ait touchée en profondeur, et que c'est parce qu'il alla si loin que nous pourrons réussir dans notre lutte révolutionnaire.* »

Une avant-garde d'Afro-Américains, instruite par l'expérience, se persuada que la résistance active non violente ne pouvait éviter de déboucher, face à la bestialité des énergumènes racistes, sur l'usage d'une violence strictement défensive. Comme le déclara l'un d'eux, Robert F. Williams : « *Je crois aux tactiques non violentes aussi longtemps qu'elles sont praticables. Une désobéissance civile massive est une arme puissante. Mais quand la loi est violée par l'adversaire, le citoyen individuel a le droit de protéger sa personne, sa famille, son foyer et ses biens.* » Williams ajoutait que ce n'était pas l'Afro-Américain qui introduisait la violence. Dans le Sud des États-Unis, la violence à sens unique a toujours été omniprésente. Le Noir, après en avoir été si longtemps la victime passive, ne faisait maintenant que rendre les coups.

Mais la « flexibilité », comme dit Williams, qui doit marquer la lutte libératrice n'est aisée à définir que sur le papier. Dans l'action, le dosage correct, du seul point de vue de la rentabilité, de la non-violence et de l'autodéfense est difficile à déterminer. Les actions « non violentes » que l'on va maintenant décrire en ont fourni la preuve.

Le premier de ses mouvements a été désigné aux États-Unis sous le nom de *sit-ins*. Il fut une initiative d'étudiants. Il commença le 1er février 1960, lorsque quatre collégiens noirs s'assirent au comptoir du snack du grand magasin Woolworth, à Greensboro (Caroline du Nord) et, défiant le rituel de la ségrégation, demandèrent à être servis. Ils se heurtèrent, bien entendu, à un refus et, toujours assis, continuèrent à attendre patiemment.

Les racistes blancs recoururent alors à la provocation. Ils déambulèrent le long du comptoir, soufflant de la fumée sur la face des étudiants, les traitant de niggers, de bâtards noirs et autres aménités. Ne réussissant pas à les faire se départir de leur calme, ils commencèrent à les bousculer et finalement, en désespoir de cause, les frappèrent. Alors les étudiants firent usage de leurs poings, ce qui compromit l'efficacité du genre de tactique qui avait été adopté. Car, de toute évidence, pour imposer leur présence dans les lieux publics, les Noirs devaient éviter de donner l'impression qu'elle était susceptible de « troubler l'ordre ».

Quelques semaines plus tard, à Nashville (Tennessee) d'autres étudiants entamèrent un sit-in dans les snacks de six grands magasins. Ici, providentiellement, les adultes prêtèrent la main aux jeunes. La communauté noire, dans sa quasi-totalité (98 %), décida le boycott total des établissements. Le mouvement se termina par un éclatant succès.

Les sit-ins, tactique désormais consacrée, se propagèrent à travers tout le Sud et gagnèrent certains États limitrophes du Nord, tels que l'Ohio, l'Illinois, le Nevada. Au cours de ces opérations, plus de 4 000 militants noirs furent arrêtés. En novembre 1961, la Cour suprême, cédant à cette formidable

pression, se décida à rendre une décision de déségrégation dans les restaurants.

Parallèlement, le boycott (baptisé pudiquement « achats sélectifs ») contre les commerçants qui s'entêtent à pratiquer la ségrégation raciale se propagea à travers le Sud. Arme formidable, puisque le pouvoir d'achat des Noirs, pour l'ensemble des États-Unis, était évalué entre 15 et 20 milliards de dollars, soit presque l'équivalent de celui du Canada tout entier.

Le mouvement des sit-ins donna naissance à une organisation estudiantine de combat, le Comité de coordination des étudiants non violents (SNCC). Son directeur était un ancien instituteur de Chicago, James Forman. Cette organisation ne prêchait pas une stricte obédience spiritualiste. Pour ses animateurs, comme pour Robert Williams cité plus haut, la « non-violence » était davantage un expédient, rentable politiquement, qu'une panacée et elle ne devait pas exclure l'autodéfense. Les « jeunes Noirs en colère » du SNCC auxquels s'étaient joints de jeunes Blancs affrontèrent les épreuves de force et fournirent les troupes de choc du mouvement antiségrégationniste.

Un autre mouvement d'action directe non violente fut celui des *Freedom Riders* (« voyageurs de la liberté »). L'initiative en avait été prise, au début de 1961, par un ancien clergyman méthodiste, James Farmer. Ayant cessé de faire confiance à la trop légaliste NAACP, dont il était l'un des dirigeants nationaux, il fonda, le 1er février 1961, un Congrès pour l'égalité raciale (CORE) avec un objectif précis : organiser une caravane de voyageurs volontaires, blancs et noirs, à travers le Sud, afin d'y défier la ségrégation raciale dans les transports publics.

Treize participants furent réunis, six Blancs et sept Noirs, sous la direction et avec la participation de James Farmer. Ils subirent au préalable un entraînement théorique et pratique. Il leur fut appris comment le résistant doit endurer les affronts, les sévices, la répression policière. Le 4 mai 1961, ils partirent de Washington. Leur premier voyage dans le Sud, qui se termina le

29 mai, fut mouvementé : une longue suite d'incidents et d'arrestations. À la suite de cette expérience, d'autres Freedom Riders affrontèrent le racisme sudiste.

Ce fut ainsi qu'à Monroe (Caroline du Nord) la violence déborda la non-violence. Depuis quelque temps, les Noirs de cette ville, où ils sont le tiers de la population, s'étaient résolus à pratiquer l'autodéfense armée. Depuis des années, ils demandaient en vain que la piscine municipale interdite aux hommes de couleur leur fût ouverte au moins un jour par semaine. Les édiles avaient fait la sourde oreille et le Ku-Klux-Klan multiplié les menaces ou même les agressions contre les Noirs.

En juin 1961, les Afro-Américains décidèrent d'entourer le bassin d'un cordon de piquets. Les racistes répondirent en tirant des coups de feu sur les résistants. Le chef de la police, malgré la violence des détonations, se contenta d'affirmer que ses oreilles ne les percevaient point. À la stupeur des Blancs, les Noirs exhibèrent alors des fusils : sur quoi la municipalité décida la fermeture pure et simple de la piscine.

Quelques semaines plus tard, les Freedom Riders firent leur apparition à Monroe, à la vive satisfaction de la population de couleur, et disposèrent des piquets autour du palais de justice, où des Noirs subissaient les rigueurs de la justice blanche. Au nombre de 5 000 environ, les racistes blancs attaquèrent les piquets. Les Noirs de Monroe, dûment armés et motorisés, franchirent la voie ferrée qui sépare le quartier blanc du ghetto noir, se portèrent au secours de leurs frères en danger et réussirent à les dégager. Sur ces entrefaites, un couple blanc, dont les liens avec le Klan étaient connus des Afro-Américains et qui, la veille, avait arboré sur sa voiture une pancarte provocatrice, fut entouré dans la rue par une foule menaçante de Noirs armés.

Robert F. Williams était l'animateur local de l'autodéfense noire, initiative pour laquelle il avait encouru les sanctions disciplinaires de la NAACP. Fidèle à sa conception d'un pacifisme strictement défensif, il s'opposa à ceux de ses congénères qui

s'étaient mis en tête de tuer le ménage raciste. Pour leur sauver la vie, il abrita l'homme et la femme dans sa demeure mais ne put leur rendre la liberté, les Noirs qui entouraient la villa – parmi lesquels, peut-être, s'étaient glissés des provocateurs – continuant à crier : « A mort ! » Le chef local de la police fit savoir, par téléphone, qu'il rendait Williams responsable du kidnapping de Blancs et lui promit la pendaison au terme d'une intervention des milices de l'État. Pour éviter un bain de sang, également pour sauver sa vie, Williams s'échappa de la ville, réussit à gagner le Canada, puis se réfugia à Cuba. Il y dirigea, sous le patronage de Fidel Castro, des émissions radiophoniques en faveur d'un « Sud libre » (*Free Dixie*), puis se rendit en Chine, d'où il publia un petit journal clandestin, *The Crusader*. Il est aujourd'hui de retour aux États-Unis.

CHAPITRE XII

Les « Muslims »

Parallèlement à l'activisme intégrationniste se développa un mouvement séparatiste d'inspiration religieuse. Ses zélateurs ont pris le nom de *Muslims*, improprement appelés *Black Muslims* ou Musulmans noirs, et leur « prophète » celui d'Elijah Muhammad. À l'origine une secte minuscule et sans influence, elle a réussi à recruter dans les grandes villes du Nord un nombre considérable d'adeptes, un nombre de sympathisants encore plus substantiel et, mieux, à gagner le respect de millions de Noirs qu'ont impressionnés sa catégorique dénonciation de l'oppression raciale et sa détermination, au moins théorique, d'en finir avec la domination blanche.

Les Musulmans noirs ont rassemblé plus de 150 000 adhérents et possédé des ramifications dans 82 grandes villes américaines. Chaque fois que leurs orateurs parlaient en public, ils rassemblaient de 8 000 à 10 000 auditeurs. La presse blanche, après les avoir longtemps ignorés, leur consacra, à partir de 1959, de nombreux articles et leur ouvrit ses colonnes, tandis qu'une cinquantaine de stations régionales de radio diffusaient la parole de leurs « ministres » du culte.

Les Muslims ont exercé leur prosélytisme surtout parmi les jeunes. Quatre-vingts pour cent de leurs membres avaient entre dix-sept et trente-cinq ans. Ils tiraient la plupart de leurs recrues du sous-prolétariat noir en provenance du Sud et échoué dans les grandes villes industrielles du Nord, où il trouve malaisément du travail. Déracinés, parqués dans des ghettos aux dimensions bien plus vastes que celui déserté, privés du milieu humain qui, dans une certaine mesure, avait adouci leur sort dans le Sud, ces « lumpens », comme les appelleront par la suite, empruntant au vocabulaire marxiste, les Panthères noires, n'en ressentent que plus fortement leur situation de déshérités et leur exclusion de

la société américaine. N'ayant plus rien à perdre, ils sont prêts à tout risquer.

Les Muslims ont, à un moment, représenté les aspirations émotionnelles des trois quarts des Américains noirs. James Baldwin, après avoir hésité à les prendre au sérieux, a convenu par la suite que *« tous les Noirs des États-Unis sympathisent plus ou moins avec eux, même ceux qui sont partisans de l'intégration »*, car *« le désespoir qui a conduit les Musulmans noirs à réclamer un État autonome est un peu celui de tous les Noirs »*.

Du point de vue de leurs méthodes d'action, les Muslims ne sont, en principe, ni pacifistes ni agressifs. Ils veillent à respecter strictement la loi et à ne point troubler l'ordre public. Ils ne prendront jamais, disent-ils, l'initiative de l'attaque, mais à quiconque s'aviserait de les provoquer, ils répondraient en appliquant la vieille loi du talion : « Œil pour œil, dent pour dent. » Par ailleurs, ils entourent leurs leaders de gardes du corps particulièrement vigilants et entretiennent une formation militarisée, au nom plus séduisant que rébarbatif : les « Fruits de l'islam ».

Les Muslims sont les héritiers directs du mouvement de Marcus Garvey des années 1920. Comme lui, ils prêchent que Dieu est noir, que les Noirs sont ses élus et qu'ils dirigeront le monde. Le Blanc, au contraire, est une créature du diable, une incarnation du mal. Sa domination prendra fin pour toujours d'ici quelques années. Comme Garvey encore, les Muslims se font les apôtres de la séparation des races. Ils proclament la capacité et le droit du peuple noir à se gouverner lui-même.

Tandis que Garvey avait lancé le mythe du retour à l'Afrique, les Muslims, eux, se réclament de l'islam. Le fondateur de la secte, aux alentours de 1930, fut un certain Wallace D. Fard, Noir de Detroit. Il recruta un disciple : Elijah Poole, fils d'un prêcheur baptiste de Georgie, dont les parents avaient été esclaves. Puis Fard disparut mystérieusement et Poole, qui avait troqué, entretemps, son patronyme contre celui de Muhammad, s'intronisa lui-même le nouveau prophète d'Allah et affirma que son mes-

sage lui avait été révélé par Allah en personne, sous les espèces de Wallace D. Fard. Quelques années plus tard, le prophète s'adjoignit un personnage exceptionnellement brillant, son cadet de près de trente ans, Malcolm Little, fils lui aussi d'un pasteur baptiste. Ancien délinquant et autodidacte, Malcolm était intellectuellement de beaucoup supérieur à son aîné. Il fut un organisateur et un orateur infatigable ; à Harlem, son puissant fief, il s'acquit une énorme popularité.

Les Muslims refusent le vocable de « nègres », à leurs yeux un rappel de l'esclavage, et s'intitulent les « prétendus nègres ». Ils rejettent les noms chrétiens dont les esclavagistes avaient affublé leurs ancêtres. Ils adoptent en guise de patronyme la lettre X (qui, se prononçant en anglais « ex », a le double sens d'un passé révolu et de l'inconnue algébrique). C'est ainsi que Malcolm Little a pris le nom de « Malcolm X », qu'au temple de Boston officie un « Louis X », à celui de Detroit un « Wilfred X », à Washington un « Lucius X », etc. Quand, dans un même temple, adhèrent plusieurs fidèles du même prénom, on les distingue les uns des autres en les baptisant « 2 X », « 3 X », « 4 X », etc. Les noms imités de l'arabe ne sont attribués qu'aux « musulmans » les plus initiés. Le « prophète » a pris celui de Muhammad, l'un de ses fils d'Akbar, et Malcolm X s'est rebaptisé, au cours de ses périples orientaux, Malik Shabbaz, patronyme que sa veuve, Betty, tiendra à conserver après sa mort.

Les cérémonies religieuses des Muslims commencent par un salut en arabe et des phrases en arabe sont inscrites sur un tableau noir. La langue arabe est enseignée dans deux « universités de l'islam », à Chicago et à Detroit ; en attendant qu'elle soit plus familière aux fidèles, le Coran est lu et récité en traduction anglaise. Cependant Akbar, fils de Muhammad, parle couramment l'arabe et a servi d'interprète à son père lors de son voyage dans les pays musulmans.

L'orthodoxie musulmane des Muslims reste une question controversée. Eux-mêmes, à l'origine, ne prétendaient pas être

de vrais musulmans, puisqu'ils s'étaient, volontairement, orthographiés Muslims, et non *Moslems*, qui est le nom en usage dans la langue anglaise pour désigner les disciples de Mahomet. Au surplus, le contre-racisme des Musulmans noirs américains va à l'encontre de la doctrine séculaire de l'islam, qui doit son extraordinaire propagation dans le monde, comme le souligne C. Eric Lincoln dans le livre qu'il leur a consacré, à son esprit de tolérance et de fraternité, à une « *admirable indifférence à l'égard des frontières raciales* ». D'autre part, les bannières que brandissent les Muslims et qui proclament : « *Il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah et Muhammad est son prophète* » risquaient d'avoir, pour les authentiques fidèles de Mahomet (il en existe un certain nombre aux États-Unis), une résonance blasphématoire.

Pourtant, à la fin de 1959, Elijah Muhammad fut admis à se rendre en pèlerinage à La Mecque, faveur réservée aux authentiques croyants. Malcolm X (alias Malik Shabbaz) fut reçu comme un « frère » en Égypte et dans d'autres pays islamiques. Sans doute l'attitude de ces pays à l'égard des Musulmans noirs était-elle ambiguë et, en tout cas, embarrassée. Mais l'intérêt politique l'emporta sur la stricte orthodoxie. Elijah Muhammad et le président Nasser échangèrent des télégrammes chaleureux.

Sur le plan moral, la secte a réussi à transformer d'étonnante façon le comportement de ses zélateurs. Une fois convertis, ils portent chemise propre, veston et cravate. Ils ne boivent plus, ne fument plus, ne dansent plus, ne se droguent plus, affichent le plus grand respect pour les femmes et ne s'exhibent qu'en compagnie de leur épouse légitime. Dans les temples, hommes et femmes occupent des emplacements séparés. Les Muslims ne mangent pas de porc, accusant ce repoussant animal d'incarner tous les défauts de l'homme blanc. Les Panthères noires, à leur suite, appelleront « porcs » les policiers et autres racistes.

Si l'on y regarde de plus près, les gestes de déchristianisation des Muslims, leurs travestis islamiques expriment une réaction contre le christianisme esclavagiste, qui a acculturé le Noir, lui

a fait perdre sa pureté originelle et n'a rien tenté pour le tirer de son état d'infériorité. Le secret de leur réussite est d'avoir su capter la profonde religiosité des Noirs américains, legs luxuriant et toujours vivant de l'Afrique ancestrale, pour la greffer sur l'islam, religion si remarquablement adaptée à l'âme noire qu'elle ne cesse de gagner du terrain en Afrique.

Un atout dans leur jeu est d'abriter un mouvement essentiellement politique sous une enveloppe religieuse, qui le rend moins vulnérable : si la police secrète (FBI) surveille attentivement les Muslims, leur étiquette confessionnelle les protège néanmoins dans une certaine mesure contre la répression.

Une autre arme des Muslims, c'est d'avoir repris à leur précurseur, Marcus Garvey, le mythe de la négritude. Ils enseignent, dans les écoles fondées par eux, qu'à l'origine de l'humanité l'homme était Noir et que le Blanc est un produit tardif de l'espèce humaine, ne comptant guère que six mille ans d'existence. Ils exaltent les prestigieuses civilisations d'un lointain passé. Ils rendent au Noir la fierté d'être noir. Ils le délivrent de ses anciens complexes d'infériorité. Par eux, chaque Afro-Américain est investi de la puissance de la Nation noire et de sa glorieuse destinée.

Dans les chansons populaires qu'ils composent et les spectacles qu'ils montent, tels ceux de Louis X, ministre du temple de Boston en même temps que musicien et chanteur, ils prennent pour thème l'horreur de l'abîme dans lequel tombe le Noir quand il s'essaie à imiter le Blanc, un Blanc qu'ils présentent comme condamné à expier ses crimes contre l'humanité.

En même temps qu'ils réhabilitent la négritude, les Muslims interviennent vigoureusement dans le présent. Ils soutiennent sans réserve les mouvements anticolonialistes, en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes. Leurs journaux tiennent le lecteur au courant, dans le détail, des révolutions libératrices, telles celles d'Algérie et de Cuba. Quand Fidel Castro résida à Harlem, à l'automne de 1960, à l'occasion de l'assemblée des Nations unies, il

reçut longuement Malcolm X. C'est encore un mérite des Musulmans noirs que d'avoir réussi, à l'inverse des intégrationnistes, à souder la libération noire américaine à la décolonisation mondiale.

Les Muslims professent une sorte de racisme à rebours et refusent la société américaine en bloc. Ils en nient la réalité, c'est-à-dire la supériorité numérique et économique des Blancs. D'un problème de minorité en lutte pour l'égalité des droits, ils prétendent faire un problème d'indépendance nationale. Ils combattent sans relâche l'intégration et les intégrationnistes. Par leurs soins, le pasteur Martin Luther King, en visite à Harlem, fut, en juin 1963, bombardé de tomates trop mûres et d'œufs pourris. Si les Musulmans noirs s'attaquent à Jim Crow, c'est par des moyens bien à eux : ainsi, à Chicago, ils ont acquis un immeuble de rapport, spacieux et moderne ; ils en ont expulsé les locataires blancs pour y installer des Noirs mal logés, en même temps qu'ils réduisaient le montant des loyers.

Mais, à part ces incursions, plutôt rares, dans la bienfaisance et dans l'immédiat, c'est le séparatisme à plus longue échéance qui occupe surtout leurs esprits. Reprenant le mot d'ordre du Parti communiste des années 1930, ils demandent au gouvernement américain de leur concéder plusieurs États, de préférence dans le Sud, pour les « *indemniser des souffrances de l'esclavage* ». Ils entendent y établir leur propre nation noire à l'intérieur des États-Unis. « *Nous sommes indésirables dans leur société et chassés comme des lièvres à travers tout le pays*, prêche Muhammad. *Nous voulons, nous réclamons avec insistance une région dans ce pays, que nous puissions appeler la nôtre, un endroit où nous puissions marcher la tête haute, avec fierté et dignité, sans être perpétuellement persécutés et maltraités par nos oppresseurs.* »

Mais quelle devrait être l'étendue de cette nouvelle Sion ? Les chiffres varient : tantôt deux ou trois États, tantôt quatre ou six, voire neuf ou dix. Quelle superficie ? Un cinquième environ du

territoire national ; du point de vue localisation, le Sud ou le Sud-Ouest auraient la préférence.

Si la séparation territoriale se révélait impossible, les Muslims suggèrent aux Noirs deux solutions de rechange : ou bien (comme le prêchait Garvey) quitter le pays, ou bien (solution qui ne manque pas d'humour) renvoyer les Blancs chez eux, c'est-à-dire en Europe, « *foyer d'origine de leur race* ».

De toute évidence, la séparation territoriale est un mythe impraticable. Le lecteur sait déjà que, même dans les États comme le Mississippi où la proportion de la population noire par rapport à la blanche est la plus importante, les Afro-Américains ne sont plus aujourd'hui majoritaires que dans quelques districts. La séparation y entraînerait une énorme et tragique migration de pauvres Blancs. Enfin, il est douteux qu'un gouvernement capitaliste des États-Unis accepte jamais l'amputation d'une partie de son territoire et l'installation, mettons, à la frontière du Maryland, d'un nouveau Cuba afro-américain.

James Baldwin n'a pas manqué de brandir cet argument contre les Muslims. L'écrivain noir a averti ses congénères que les États-Unis ne céderaient jamais une partie de leur territoire national, à moins d'être mis dans l'impossibilité de le conserver, c'est-à-dire, en un mot, d'avoir perdu leur position de *world leadership*, tout comme l'Angleterre fut contrainte de liquider son empire. Il a insinué que quiconque contribue à détruire une maison détestée s'expose au risque de « périr avec elle ». Et il a assorti son discours d'un chantage au dollar : qu'arriverait-il au Noir s'il ne faisait plus partie de l'économie américaine ? Malheur, alors, à son porte-monnaie ! Et de s'apitoyer sur ce que deviendrait, du point de vue économique, cette malheureuse « nation » promue à l'indépendance.

Il n'est d'ailleurs pas certain que les Muslims aient élaboré des plans de séparation quelque peu précis, ni qu'ils les prennent très au sérieux, ni qu'ils les considèrent comme une solution viable au problème racial américain. Mais au-delà de ce qui n'est

peut-être qu'un mythe se profilent des menaces plus concrètes pour l'américanisme.

Tout d'abord, ce que Jacques Amalric, dans *Le Monde*, a appelé avec raison « *l'éclatement de l'unité nationale* ». En osant tourner en dérision l'emblème national de l'Union américaine, en se considérant comme en état de scission ou de guerre larvée avec le pays où ils résident, en tendant la main aux forces vives de la décolonisation mondiale, fidélisme compris, les Muslims, bien que se défendant de toute sympathie pour le communisme, prennent une position peut-être plus dangereusement antiaméricaine que les communistes pourchassés naguère par le sénateur Joseph McCarthy.

Par ailleurs, le racisme qu'ils professent se transforme en un séparatisme, non plus racial, mais de classe. En refusant l'intégration avec un « monde agonisant », les Muslims semblent pressentir un bouleversement radical qui, comme l'observe, en les citant, C. Eric Lincoln, « *créerait un nouveau monde, un nouvel ordre, un nouveau gouvernement* ». Et le sociologue ajoute ce suggestif commentaire : « *La force agissante de leur mouvement est moins le séparatisme qu'une protestation sociale.* » N'est-il pas frappant, en effet, qu'on n'y puisse relever, à la différence des autres religions (y compris le véritable islam) « *aucune trace d'absorption dans le mysticisme et d'indifférence vis-à-vis de l'injustice sociale* » ?

Si toute religion ne recelait pas un penchant à la non-violence, l'islam noir, poussé jusqu'à ses dernières conséquences, conduirait jusqu'au seuil de la révolution. Le mythe séparatiste s'attaque, en effet, aux fondements du colosse blanc américain et, à ce titre, il tendrait, finalement, moins à « séparer » qu'à rapprocher les révoltés des deux couleurs, à la recherche commune d'une patrie qui pourrait être une Amérique socialiste.

Certes, à l'échelon dirigeant et religieux le mouvement appelle les plus sérieuses réserves. Ses « ministres » sont souvent des illuminés, leur idéologie par certains côtés absurde et leur

contre-racisme critiquable. Mais ce qui compte, c'est la volonté bien nette des Muslims d'en finir avec l'oppression.

Les attaques formulées contre eux par les gradualistes étaient bien spécieuses. Soutenir par exemple que les séparatistes seraient les alliés des racistes blancs et du Ku-Klux-Klan relevait de la calomnie. Il n'était pas honnête de mettre dans le même sac une « séparation » librement choisie par les Noirs, et la ségrégation imposée par les partisans de la suprématie blanche. Et que dire des absurdes racontars selon lesquels les Muslims auraient été financés par certains magnats pétroliers du Texas, par la fasciste John Birch Society du général Walker ou par le parti nazi de George Lincoln Rockwell ?

Un point faible des Musulmans noirs était leur incapacité à présenter un programme d'action concret leur permettant de s'insérer dans les luttes immédiates des masses noires. Leur refus de faire un bout de chemin avec les combattants intégrationnistes les isola et les paralysa. Par ailleurs, les « Fruits de l'islam » étaient bien davantage une sorte de garde d'honneur qu'une formation d'autodéfense et de lutte. Enfermés dans leurs mosquées ou temples et leurs écoles, ils n'affrontaient guère la rue. Leurs croyances fumeuses et leurs rites bizarres les vouaient à une certaine passivité. Malcolm X, leur leader le plus populaire et le plus brillant, lorsqu'il rompra avec eux, dépassera le dogmatisme nationaliste et religieux, trop souvent charlatanesque, qu'il avait longtemps professé dans leur secte. Avec lui la révolution noire prendra consistance.

CHAPITRE XIII

Malcolm X

Nous avons mieux connu a posteriori Malcolm X, ses origines, sa formation, son long et dur apprentissage à travers les années de prison par l'admirable autobiographie qui a été publiée après sa mort tragiquement prématurée[1].

Cette formation ne s'était pas effectuée de façon lente, imperceptible, selon le schéma évolutionniste, mais à travers des mutations brusques, inattendues, profondes. Sa vie avait été une succession de coups de théâtre. Après une enfance relativement stable, la mort violente de son père, puis la déchéance mentale de sa mère le firent prendre en charge par l'Assistance publique. Et ce fut une nouvelle existence, relativement préservée, d'écolier et de pupille, qui commença. Puis, rupture encore une fois, il s'affranchit de ses tuteurs, entra, seul, dans la jungle de Harlem, s'y embourba, se laissa absorber par la pègre, s'adonna à la drogue, sombra dans la délinquance.

Une vie entièrement différente, pour sept longues années, le façonna, une vie de détenu. Elle le transforma du tout au tout. Il en sortit à la fois instruit – il dévora tous les livres qui lui tombaient sous la main – et converti – il adhéra aux Musulmans noirs.

Nouvelle mutation quand Malcolm, après une ascension foudroyante, s'affirma bientôt le guide politique et le tribun d'une organisation qui, elle-même, était devenue un mouvement de masse, bénéficiant d'une retentissante publicité à l'échelle nationale, puis mondiale.

Mais la série de coups de théâtre continua : Malcolm X fut exclu des Musulmans noirs et dut voler de ses propres ailes. Cette

1 Traduite en français chez Grasset.

dernière mutation était en cours, il n'avait pas encore atteint toute sa stature lorsque, à trente-neuf ans, il mourut assassiné.

Ainsi s'acheva prématurément, en plein essor, en pleine fermentation, une vie commencée sous le signe de la violence et qui n'avait cessé d'être hantée par le pressentiment de la mort : Malcolm X ne crut jamais qu'il vivrait assez longtemps pour vieillir. L'idée ne le quitta pas qu'il mourrait de mort violente. Les derniers jours de sa vie, la prémonition était devenue obsession. Chaque matin, au réveil, il lui semblait que la journée qu'il allait vivre n'était qu'un sursis, qu'il était déjà mort. Il doutait qu'il lui fût donné de lire son autobiographie dans sa forme achevée.

Dans une belle image, Eldridge Cleaver dira de Malcolm X, au soir de sa vie, se démenant furieusement pour trouver une nouvelle orientation et établir un nouveau programme : *« Nous avions l'impression de regarder un maître funambule jouer avec la mort sur un fil vibrant*[1]*. »*

Si l'auteur n'avait pas rompu, entre-temps, avec son « messager », l'autobiographie devait s'ouvrir par cette dédicace : *« Ce livre est dédié à l'honorable Elijah Muhammad qui me trouva ici en Amérique dans la fange et l'ordure de la civilisation et de la société les plus répugnantes de cette planète, et qui fit de moi l'homme que je suis devenu aujourd'hui. »*

Ainsi, dès le départ, cuirassé dans sa foi, Malcolm n'avait pas peur de la vérité. Du stupre de ses années de jeunesse, il a dit tout, absolument tout, sans omission et sans fard. Pour un homme qui s'était hissé à la tête d'un grand mouvement politique et religieux, une aussi terrible franchise avait quelque chose de rare. Malcolm X ne se frappait pas la poitrine, ne s'humiliait pas, ne battait pas sa coulpe à la manière d'un chrétien. Chez lui, nulle trace de masochisme. Il évoquait son passé de hors-la-loi avec la précision et la verve pittoresque d'un auteur de roman policier, sans remords ni forfanterie. Son prosélytisme demeurait froid et réaliste : s'il entendait aller au fond de la honte, c'était afin de

1 *Un Noir à l'ombre*, Le Seuil, 1969, p. 63.

mieux aider le Noir, son frère, à trouver, comme lui, la voie du salut.

Malcolm X n'entendait pas généraliser son propre cas ; il ne prétendait certes pas que la ségrégation raciale engendre uniformément la déchéance et le crime ; il ne voulait pas dire que tous les jeunes Noirs tournent mal comme ce fut son cas. Pourtant, même si le nombre des Afro-Américains qui deviennent des délinquants est relativement restreint, leur activisme, leur engagement total font d'eux les Noirs les plus redoutables pour la société américaine. Parallèlement, leur expérience racontée éclaire le drame racial aux États-Unis et la société américaine dans son ensemble mieux que ne le ferait l'évocation des « bons » Noirs, des Noirs « décents », des « Oncle Tom », pour lesquels l'auteur n'a que répulsion et mépris. En se mettant à nu, Malcolm X déshabillait et démasquait l'Oncle Sam.

Cet ignorant, déchet d'une école primaire vite quittée et oubliée, qui se hissait à la littérature et à la pensée était grevé, au départ, d'une double hypothèque, la première économique, la seconde épidermique.

Il était un pauvre et il était, en plus, un nègre. À ce titre, l'instruction étendue qu'à force de volonté il parvint à se donner était une victoire sur lui-même et sur la société. Comme l'observe à propos de lui le trotskyste américain George Breitman, qui a écrit de fortes pages sur Malcolm X, d'énormes réservoirs de talent et même de génie existent à l'état latent dans les ghettos noirs comme dans les taudis blancs.

Si la sanction qui entraîna le départ de Malcolm X des Musulmans noirs eut pour cause immédiate un incident relativement mineur[1], la véritable raison de cette rupture inattendue, c'était sans doute, non pas, à ce stade, un important désaccord idéo-

1 En décembre 1963, Malcolm X avait été suspendu des Musulmans noirs pour s'être livré à un commentaire, jugé déplacé, sur l'assassinat du président Kennedy, commentaire imagé, intraduisible littéralement en français et dont le sens était : la haine fait boomerang.

logique ou tactique, mais le fait que la dimension croissante de Malcolm X avait fini par porter ombrage à son supérieur et rival. Car ce ne fut qu'après avoir retrouvé sa liberté que la pensée de Malcolm entra dans une période de profonde réévaluation et se modifia rapidement, de mois en mois, sous l'influence, notamment, des deux voyages qu'il fit en Afrique, le premier du 12 avril au 21 mai 1964, le second, le plus long, de juillet à novembre.

Au cours des semaines qui suivirent sa rupture définitive avec les Musulmans, en mars 1964, il était parvenu à une position de nationalisme noir pur et simple, sans contexte religieux. En même temps, il persistait à se tenir à l'écart des derniers sursauts de la lutte pour l'intégration raciale au moment même où la communauté noire se battait, voire mourait, pour elle. Malgré son isolationnisme, cette attitude n'en était pas moins payante, puisqu'elle avait l'avantage de mettre en garde les Noirs contre le mirage d'un accommodement avec les Blancs.

À son retour aux États-Unis, lorsqu'il lança, à la fin de juin, une organisation de l'unité afro-américaine, Malcolm X dépassa cette position transitoire et se libéra de ce que son idéologie, héritée des Musulmans, pouvait encore avoir de simpliste, de sectaire et de raciste.

Peu de jours avant de disparaître, Malcolm avouait à la femme du pasteur Martin Luther King : *« Je suis en train de dériver et je ne sais pas où je vais. »* En fait, il était sur la voie d'une synthèse, plus ou moins élaborée, entre le nationalisme noir et une attitude où apparaissent déjà, au-delà d'une certaine confusion persistante dans son esprit, des tendances révolutionnaires, internationalistes, anticapitalistes, antiimpérialistes.

Le Malcolm X de la dernière période jeta par-dessus bord toute la mythologie des Musulmans noirs quant à la prétendue supériorité ou infériorité de l'une ou de l'autre des deux races. Il n'accepta plus l'idée que la peau blanche est l'incarnation du mal. Il abandonna la revendication utopique d'un territoire séparé pour les Noirs des États-Unis, de même que l'impossible

rêve d'un retour en Afrique. Il se montra disposé, sans cesser d'être incrédule quant aux chances de l'« intégration », à faire un bout de chemin avec les intégrationnistes.

À la suite d'une conversation avec l'ambassadeur d'Algérie au Ghana, en mai 1964, il révisa sa définition trop limitative du nationalisme noir. Le contact des pèlerins de La Mecque et du véritable islam lui fit découvrir la solidarité des hommes de toutes couleurs et de toutes races. Au cours de la conférence qu'il tint à Paris, le 23 novembre 1964, il proclama que le système américain « *ne peut reproduire que ce qu'il a déjà produit* » et qu'il faut donc, non pas l'amender, mais le « *révolutionner* ». Il dénonça, ailleurs, la rapacité du système capitaliste dont le racisme est le fruit. Il commença à entrevoir que la patrie sans racisme, la patrie qui soit à eux, dont les Noirs ont si fort la nostalgie, pourrait bien être l'Amérique elle-même, mais une Amérique affranchie du joug de l'argent. Il passa du simple rejet de la société américaine blanche corrompue, qui était la position négative, passive des Musulmans noirs, à l'organisation des moyens de la changer, qui devenait une position positive, active. Dans cette optique, il admit la collaboration avec les Blancs, non pas certes avec les Blancs libéraux et non violents, mais avec les Blancs radicaux, qui contestent l'ordre établi, avec les Blancs activistes du type du héros abolitionniste du XIX^e^ siècle, tombé, les armes à la main, aux côtés de ses compagnons de lutte noirs : John Brown.

Enfin, et surtout, Malcolm X se fit, dans les derniers mois de sa vie, le champion militant de la décolonisation. Il identifia la lutte des Noirs américains à celle des peuples qui viennent de secouer le joug impérialiste. Il se voulut le trait d'union entre Afro-Américains et Africains. Il soutint que les Noirs des États-Unis, ayant désormais pour alliés tous les décolonisés du monde, doivent se sentir, non plus minoritaires, mais majoritaires. Il tendit la main au peuple algérien. Il stigmatisa, le 7 janvier 1965, la guerre que les Américains font au Vietnam et prophétisa : « *Ils ne peuvent s'en sortir. S'ils y jettent encore plus d'hommes, ils s'en-*

fonceront davantage. S'ils les retirent, c'est la défaite. » Il exprima sa sympathie à la Chine communiste. Il manifesta sa solidarité à Cuba, aux révolutionnaires de l'Amérique latine. Quand je le rencontrai à Paris, le 24 novembre 1964, je le trouvai fort en colère contre l'intervention des parachutistes belges au Congo, qui venait juste de se produire.

Peu avant, Malcolm X avait lancé une idée qui, longtemps après lui, devait passionner l'avant-garde noire. Il fallait internationaliser la lutte des Afro-Américains, traîner l'Oncle Sam devant une instance internationale, le citer à comparaître devant les Nations unies pour violation flagrante de sa Charte, tout comme il avait été fait pour la ségrégation en Afrique du Sud. À une conférence de l'Organisation de l'unité africaine tenue au Caire, en juillet 1964, il avait lancé un appel pathétique dans ce sens aux divers États africains. Au Département d'État, à Washington, l'on en éprouva une certaine alarme. Le *New York Times* y fit allusion en ces termes : *« Si Malcolm réussissait simplement à convaincre un seul gouvernement africain d'accuser les États-Unis, nous nous trouverions dans une situation délicate*[1]*. »*

L'autre message légué par Malcolm, c'était qu'au-delà du racisme, il fallait engager la lutte contre l'ennemi n° l, le capitalisme, dont l'épiderme n'a pas de couleur. Et, voulant ignorer ou sous-estimant l'ampleur de la dégénérescence néocolonialiste de l'indépendance, déjà commencée à cette époque mais moins perceptible qu'aujourd'hui, il croyait pouvoir invoquer l'exemple des pays récemment délivrés du joug colonial. C'est ainsi qu'à son retour d'Afrique, il déclarait à Harlem, le 20 décembre 1964 : *« Les pays qui ont acquis leur indépendance se sont presque tous donné des régimes plus ou moins socialistes, et cela n'a rien d'accidentel. C'est aussi pourquoi je dis que vous et moi, qui vivons en Amérique, qui voulons du travail, de meilleurs logements, une meilleure éducation, nous devrions, avant d'essayer de nous faire*

1 Cité par Robert L. Allen, *Histoire du mouvement noir aux États-Unis*, 1971, Petite collection Maspero.

incorporer, ou intégrer, ou désintégrer, dans le cadre de ce système capitaliste, regarder ce qui se passe là-bas et voir quel système les peuples libérés adoptent pour obtenir de meilleurs logements, une meilleure éducation, une meilleure nourriture et de meilleurs vêtements. Il n'en est pas un qui adopte le système capitaliste ; ils comprennent que ça leur est impossible. Pour diriger un système capitaliste, il faut une âme de vautour ; le capitaliste se nourrit du sang d'autrui. Montrez-moi le capitaliste, je vous montrerai le vampire.»

Mais le principal message de Malcolm X, celui que retiendront surtout ses disciples et continuateurs politiques, c'était l'inéluctabilité de la violence. Le 8 avril 1964, à New York, il avait déclaré dans un discours : «*Lorsque les Noirs se mettent aujourd'hui en quête de ce que l'Amérique reconnaît être leurs droits et qu'ils sont victimes de la brutalité de ceux qui les leur refusent, il est légitime qu'ils fassent tout le nécessaire pour assurer leur protection. Il y a dix ans, ils ne le faisaient pas. Aujourd'hui ils s'éveillent. Ils y allaient à coup de pierres hier, à coup de cocktails Molotov aujourd'hui ; demain, ils lanceront des grenades et, après-demain, tout ce qui leur tombera sous la main. Vingt-deux millions d'Afro-Américains sont prêts à se battre dès à présent pour leur indépendance. Je ne pense pas à une lutte non violente ni à une lutte où l'on tend l'autre joue. Ces temps sont révolus. Ils appartiennent à l'histoire ancienne.*» «*La révolution n'est jamais fondée sur l'amour des ennemis et le pardon des offenses. La révolution, c'est l'effusion de sang.*»

En dépit d'un élargissement aussi rapide, à la fois de ses conceptions et de ses théâtres d'activités, Malcolm X, aux derniers jours de sa vie, se trouvait relativement isolé. Ses assises étaient encore fragiles. Aux États-Unis même, la rupture avec les Musulmans noirs l'avait pris de court. Il n'y était pas préparé. Ensuite, encore incertain de la direction à prendre, il avait hésité, piétiné, perdu du temps. Ses voyages répétés à l'étranger l'avaient écarté trop longtemps de la scène américaine. Il était

surtout populaire parmi les non-Muslims et il n'avait réussi à entraîner dans sa nouvelle organisation qu'un nombre infime de ses anciens coreligionnaires. (Je me souviens de son visible embarras lorsque, à Paris, je le pressai de questions sur ce point névralgique.) Il n'avait pas encore trouvé une conciliation dialectique entre la dénonciation nécessaire de l'intégration et la nécessité du front unique avec les intégrationnistes. Ni l'aile avancée de ces derniers, ni lui-même n'avaient encore pu formuler clairement un nationalisme noir révolutionnaire, à la fois dégagé des utopies de ce qu'on appelle aux États-Unis « gradualisme », et des chimères racistes des Musulmans noirs.

De ce grand mouvement à naître, il était probablement destiné, un jour, s'il n'avait pas été abattu, à devenir l'âme. Mais, en attendant, l'action directe, menée contre la ségrégation dans la rue, au Mississippi, en Alabama, en Floride, à travers le Sud esclavagiste au nom d'une liberté qui ne pouvait plus attendre, se déroulait sans lui, en dehors de lui. Il le sentait, d'ailleurs, le déplorait, en faisait grief au sectarisme des Muslims. Pour nombre de Freedom Riders, ses très récentes velléités de rapprochement avec les intégrationnistes étaient restées inaperçues et il passait encore pour un zélateur fanatique du « tout ou rien ». Malgré sa grande popularité parmi ses frères de race, qui tenait à sa brillante personnalité, à ses talents oratoires, à son courage, il était, sur le double plan de l'organisation et de la stratégie, un homme seul.

La mue qui s'opérait en Malcolm X fut mal comprise aussi bien de certains nationalistes noirs que de certains Blancs radicaux. L'on s'imagina que le tribun, du fait de ses contacts plus étroits avec des étudiants et journalistes blancs, avait cessé de refuser en bloc la société américaine (alors qu'il la refusait plus que jamais, mais d'une autre manière). On l'accusa, à tort, de devenir « faible » et « mou », voire de trahir la « race ».

D'une certaine manière, il avait à payer le prix du déracinement. Dans le passé, déjà, tout porte-parole des Noirs qui avait

tenté de s'évader d'une étroite et primitive démagogie de défense raciale, pour s'élever à des options soit humanistes, soit panafricanistes, soit internationalistes, s'était immanquablement coupé des masses afro-américaines. Cette fatalité traditionnelle était en voie de régression, mais elle n'avait pas encore été tout à fait résorbée. Le Noir américain avait commencé, enfin, à s'universaliser, mais pas assez vite pour être déjà prêt à suivre Malcolm X.

Par ailleurs, sur le plan mondial et, en particulier africain, il n'avait pas encore recueilli tous les fruits de ses fébriles efforts, auxquels il avait un peu trop sacrifié le travail organisationnel dans son propre pays. Les contacts qu'il avait noués avec les dirigeants de la Ligue arabe, les chefs d'État africains, l'Organisation de l'unité africaine elle-même, n'avaient été que partiellement rentables. Au cours de sa conférence du 24 novembre, à Paris, il avait déclaré, avec un peu trop d'optimisme, qu'il n'avait trouvé en Afrique aucune porte close, pas un seul esprit fermé, mais partout un sentiment de fraternité, de compréhension et d'intérêt. Cet accueil favorable était, pourtant, plus sentimental qu'effectif. Aux yeux de ses alliés en puissance, Malcolm X n'était pas encore suffisamment représentatif des vingt-deux millions de Noirs américains. Et, surtout, la crise qui commençait à miner l'OUA, le glissement d'une majorité de chefs d'État africains vers le compromis ou la collusion avec l'impérialisme européen et américain privaient Malcolm X du large soutien qu'il sollicitait, dont il avait besoin pour consolider sa position.

En dépit de sa faiblesse relative, il avait le don d'épouvanter. Son évolution récente, anticapitaliste et antiimpérialiste, le faisait regarder par l'empire américain comme un redoutable ennemi en puissance. C'est sans doute de cette ambivalence de force et de fragilité qu'il est mort. Il était encore suffisamment solitaire et vulnérable pour que l'on pût se risquer à le supprimer. Il fallait, à tout prix, l'abattre avant de lui laisser le temps de devenir vraiment dangereux.

L'agence de contre-espionnage avait l'œil sur lui. Ses démarches étaient épiées de très près. Au cours de ses voyages africains, il se sentait filé partout, surveillé constamment. Un jour, n'y tenant plus, Malcolm X apostropha l'ange gardien qu'il avait à ses trousses, lui dit son fait, mit carrément en cause le FBI et la CIA. Démasqué, l'individu répondit par une bordée d'injures, le traitant d'anti-américain, de séditieux, de subversif, de présumé communiste. Au Caire, il avait été victime d'une troublante tentative d'empoisonnement. Lorsqu'il tenta de revenir à Paris, le 9 février 1965, le gouvernement français crut devoir le refouler, soit sous la pression de Washington, soit dans la crainte, qui semble avoir été fondée, qu'un attentat fût commis contre lui en territoire français. De retour aux États-Unis, il sentit le filet se resserrer dangereusement autour de sa personne.

Dans la nuit du 13 au 14 février, alors que sa famille et lui-même sommeillaient, un cocktail Molotov lancé par une fenêtre provoqua un grave incendie et détruisit la moitié de sa maison. Il avait cru longtemps que c'étaient ses anciens coreligionnaires qui s'efforçaient d'attenter à ses jours. Mais, après cet avertissement, il semble qu'il ait quelque peu changé d'avis. Déjà, pour l'autobiographie, il avait dicté une phrase où il confiait qu'il s'attendait à être assassiné, entre autres, par un Noir sicaire de l'homme blanc. À l'un de ses partisans, George Whitney, il confia, dans ses derniers jours, que les gens *« qui ont intérêt à maintenir le statu quo »* pourraient bien l'abattre. Il dit à Haley, son scribe, et il répétera à d'autres, en arrivant au meeting du 21 février où il trouvera la mort, que plus il y pensait, après ce qui lui était arrivé en France, moins il croyait que ce fussent les Musulmans noirs.

Il avait prédit que ses ennemis l'exploiteraient mort comme s'ils s'étaient servis de lui vivant, qu'ils le travestiraient en un commode symbole de « haine ». Il ne s'était pas trompé. Son cadavre à peine refroidi, un Noir gouvernemental, Carl Rowan, directeur de l'Agence d'information des États-Unis, se plaignit devant l'Association américaine de politique étrangère des

éloges que la presse africaine avait décernés à la mémoire de Malcolm X. Pour ajouter : *« N'oubliez pas que c'était un Noir qui prêchait la ségrégation et la haine raciale et qu'il a été tué par un autre Noir, appartenant probablement à une autre organisation qui prêche elle aussi la ségrégation et la haine des races. »*

La tentative de « diviser pour régner » sautait ici aux yeux. Cependant, malgré des provocations multipliées, ni l'une ni l'autre des deux organisations rivales ne tombèrent dans le piège. Elles mirent très vite fin à leurs représailles réciproques. Les Musulmans noirs rejetèrent bien entendu toute responsabilité dans le crime. Et, au cours du procès des auteurs présumés de l'attentat, la culpabilité de deux de leurs membres n'a pas été établie. Par contre, le principal accusé, Talmadge Hayer, avoua, le 28 février 1966, devant la cour, qu'il était un tueur professionnel et qu'avec des complices il avait été soudoyé par « quelqu'un » pour perpétrer l'assassinat. Il refusa de révéler l'identité de ce mystérieux personnage et celle de ses propres complices, se bornant à affirmer que ni l'un ni les autres n'étaient des Musulmans noirs.

L'avocat général et le tribunal, qui tenaient visiblement à impliquer ces derniers dans l'affaire, n'en refusèrent pas moins d'ajouter créance au démenti de Hayer. Ils n'y voulurent voir qu'un mensonge visant à disculper les deux autres accusés qu'ils condamnèrent, finalement, avec lui, le 14 avril, à la prison à vie.

Dans une interview, le secrétaire personnel de Malcolm X, James Shabbaz, avait déclaré peu après sa mort : *« Il était une épine dans le pied d'un formidable appareil de pouvoir décidé à entrer en guerre en Asie contre les autres peuples non blancs. Le meurtre émane des mêmes forces qui assassinèrent Lumumba et John Kennedy. »* De son côté, l'un des plus dynamiques des chefs intégrationnistes, James Farmer, président du CORE (Congrès pour l'égalité raciale), avait réclamé en vain, du président Johnson, l'ouverture d'une enquête fédérale sur le crime ; il estimait que *« les soupçons s'étaient portés trop rapidement sur les*

Musulmans noirs », que l'affaire était plus grave et il suggérait que l'attentat pourrait bien avoir *« des implications internationales »*.

En sens contraire, Eldridge Cleaver, qui fut Musulman noir avant de suivre résolument Malcolm X dans sa rupture avec la « nation de l'islam », estimera que *« la responsabilité de sa mort pèse entièrement sur les épaules d'Elijah Muhammad »* et que l'attentat fut *« machiné à l'instigation de la mosquée de New York »*[1].

Quoi qu'il en soit, l'on peut dire que la carrière militante de Malcolm X ne prendra vraiment tout son essor qu'après sa suppression physique. Il sera pour les révolutionnaires noirs américains rien moins qu'un héros et un prophète. Les Panthères noires estimeront n'avoir fait que *« reprendre son œuvre là où il l'avait laissée »* et que mettre à exécution son programme. Huey P. Newton et Bobby Seale ne cesseront de se réclamer de lui. *« Pour la jeunesse révolutionnaire noire d'aujourd'hui,* écrit un Eldridge Cleaver hyperbolique, *l'histoire a commencé à bouger avec la venue de Malcolm X. »* C'est lui qui se tailla *« un chemin à travers le voile de mensonges qui, pendant quatre cents ans, assurèrent au Blanc le pouvoir de la parole. Par la déchirure du voile, Malcolm aperçut d'un seul coup la voie amenant à la libération nationale et, au bout, il nous montra l'arc-en-ciel et le vase d'or. Malcolm nous apprit qu'à l'intérieur de ce vase se trouvait l'outil de la libération. Huey, qui, comme des millions de Noirs, avait écouté Malcolm, souleva le couvercle du récipient et, les yeux fermés, lui faisant confiance, plongea la main et saisit l'outil. Lorsqu'il en retira le bras, il vit que c'était un fusil qu'il tenait dans la main*[2]*. »*

1 Eldridge Cleaver, *Panthère noire*, Le Seuil, 1970 (écrit de février 1967).
2 *Panthère noire*, cit., pages 63-64 (écrit du 15 juin 1968).

Chapitre XIV

Le Pouvoir noir

À peine Malcolm X, cette étoile filante dans le ciel du nationalisme noir, s'était-il abîmé dans la nuit qu'un autre mouvement surgissait pour recueillir son héritage. Mais ce n'était pas encore le parti des Panthères noires. Le relais était pris transitoirement par des hommes nouveaux, rassemblés autour d'un mot d'ordre encore jamais entendu : *Black power*, Pouvoir noir.

Ce Pouvoir noir, qu'était-il ? Où allait-il ?

Le Pouvoir noir a marqué un bond en avant par rapport au mouvement intégrationniste Freedom now (Liberté immédiate). Les jeunes militants qui lui donnèrent son impulsion avaient été formés dans les organisations intégrationnistes les plus militantes, tels que le CORE, Congrès pour l'égalité raciale, et le SNCC, Comité de coordination des étudiants non violents du Sud. En juillet 1966, on avait assisté à un tournant : les directions de ces deux groupements furent renouvelées, la non-violence abandonnée, la nécessité de l'autodéfense proclamée, la duperie de l'intégration raciale rejetée et c'est alors que Stokely Carmichael, un tout jeune homme, natif de Trinidad et diplômé de l'université noire de Howard, prenait la tête du SNCC.

Mais le Pouvoir noir devait également beaucoup à l'idéologie nationaliste des Musulmans noirs et à celle, en particulier, de Malcolm X. Pendant trop longtemps l'intégrationnisme militant et le séparatisme religieux avaient suivi deux voies divergentes. Il était urgent d'opérer leur synthèse. Malcolm était à la veille de la faire. Le Pouvoir noir l'a, pour un temps, opérée.

L'idée du Pouvoir noir était déjà implicite dans la bouche de Malcolm X quand, dans son autobiographie, il affirmait : *« Le Noir possède, dès maintenant, un pouvoir politique tel qu'il pourrait, s'il le voulait, changer son destin en un jour. »*

Les mots *Black Power* ont été, pour la première fois, employés par le grand écrivain noir, trop tôt disparu, Richard Wright, dans le titre d'un livre sur le Ghana paru en 1954 (titre qui, à l'époque, a été traduit en français par *Puissance noire* et non *Pouvoir* noir).

C'est le 24 juin 1966 que le Pouvoir noir est devenu un mot d'ordre de lutte, au cours d'une « marche contre la peur » à travers le Mississippi, de Memphis à Jackson, organisée par James Meredith, diplômé de l'université de Mississippi après une lutte homérique pour s'y faire admettre. Les manifestants, attaqués par la police à Canton, ont crié, à l'instigation d'un autre dirigeant du SNCCC, Willie Ricks, non plus « Liberté immédiate » mais : « Pouvoir noir ! »

Le slogan a été repris, en juillet, par Carmichael, adopté par les congrès du CORE et du SNCC. Les 15 et 16 octobre a eu lieu à Washington la conférence constitutive du Pouvoir noir. Ce mot d'ordre à la fois dynamique et vague, les dirigeants l'ont capté parce qu'il éveillait un écho formidable dans les masses, qu'il avait une valeur de mythe. Mais ils ont eu tout d'abord quelque peine à en fournir une définition précise, sinon qu'il était un moyen de mobiliser les forces de la communauté noire, d'opposer au pouvoir blanc l'énergique pression d'une force de couleur cohérente et organisée. En d'autres termes, les Noirs, au sein de leurs ghettos, étaient privés de tout pouvoir de décision. Ils entendaient désormais contrôler eux-mêmes leurs institutions économiques, politiques et sociales.

Le Pouvoir noir reposait sur la notion de séparation dans tous les domaines. À commencer par l'action politique. Dans un comté de l'Alabama composé à 80 % de Noirs et dans quelques autres, Carmichael contribua à la création d'un petit parti noir indépendant[1]. Pour justifier cette rupture avec les démocrates

1 Ce parti avait pris pour titre et pour symbole la panthère noire. Mais il ne doit pas être confondu avec le parti des Panthères noires qui sera fondé au même moment sur la côte Ouest, à Oakland, et dont il sera question plus loin (page 233 et suivantes).

sudistes, il observa que, pour un Noir du Sud, « *rejoindre le Parti Démocrate ce serait comme si l'on demandait à un Juif de rejoindre le parti nazi* ». Mais les Blancs, tout à la fois, truquèrent le scrutin et firent pression sur les électeurs de couleur si bien qu'aux élections générales de novembre 1966 la liste indépendante ne fut pas élue. Au cours d'une conversation, Carmichael m'expliqua que les initiateurs de ce parti local, à vrai dire, n'avaient pas escompté remporter l'élection et qu'au contraire un succès électoral eût risqué, de leur point de vue, de tempérer l'esprit révolutionnaire des élus éventuels. Leur seul objectif était de faire progresser la conscience politique des Noirs. Intransigeant à l'égard des démocrates racistes du Sud, le Pouvoir noir ne le fut pas au même degré vis-à-vis de l'aile gauche du Parti Démocrate dans le Nord, adversaire, au moins en paroles, du racisme et qui exerce encore sur les Afro-Américains une persistante bien que fallacieuse attraction.

Par ailleurs, le Pouvoir noir réclamait le contrôle des ghettos, à tous les niveaux, politique aussi bien qu'économique, incluant l'administration, l'enseignement, l'autodéfense assurée par sa propre police, la lutte contre l'incendie, etc., en un mot le droit de complète autodétermination. Mais ce mot d'ordre devait être interprété comme une conquête légale, par la voie d'élections, des organes du pouvoir local et non comme une conquête révolutionnaire, mettant au défi les agents du pouvoir central.

Un autre mot d'ordre du Pouvoir noir était celui du séparatisme économique : acheter noir, substituer, sur le plan commercial et financier, à l'exploiteur blanc ou noir la coopération et le crédit mutuel noirs. Mais l'aile révolutionnaire du Pouvoir noir ne manqua pas de faire observer qu'une économie noire autonome est impraticable en régime capitaliste. Seule une révolution pourrait chasser des ghettos les exploiteurs aussi bien blancs que noirs.

Le Pouvoir noir n'avait pas tout à fait renoncé au slogan d'un partage des États-Unis et de la création d'une « nation noire ».

Bien que pratiquement irréalisable sur le plan géographique, cette revendication territoriale conservait aux yeux des masses du ghetto une valeur de mythe et elle avait l'avantage de restituer sa personnalité à la communauté afro-américaine.

Certains de ces mots d'ordre étaient donc ou réformistes, ou équivoques, ou utopiques. On y reviendra plus loin. Cependant le Pouvoir noir donna lieu à une interprétation beaucoup plus radicale. Elle jaillit de la base, de la jeunesse noire des ghettos du Nord de plus en plus surpeuplés par l'émigration en provenance du Sud et où sévit toujours davantage un chômage aggravé par la mécanisation industrielle. Pour cette jeunesse exaspérée, qui n'accepte plus la vie de misère et d'humiliation à laquelle se soumettaient ses aînés, Pouvoir noir signifiait révolution libératrice et se traduisit en termes concrets par l'insurrection armée. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1964, 15 révoltes urbaines, 9 en 1965, 38 en 1966, 128 en 1967, 131 au cours du premier semestre de 1968, dont beaucoup éclatèrent à la suite de l'assassinat de Martin Luther King. En 1964, ce furent, notamment, les révoltes de Harlem, de Rochester et Philadelphie ; en 1965, de Watts (ghetto noir de Los Angeles), Cleveland, Chicago ; en 1967 de Newark, de Detroit. Ce fut, au cours de ces « longs étés brûlants », comme on les a appelés, l'explosion spontanée d'une haine longtemps contenue et silencieuse. On a estimé, après enquête, que 18 % des participants actifs étaient des jeunes Noirs des ghettos.

On trouvera dans le livre de Robert L. Allen un compte rendu détaillé de la révolte de Newark[1]. J'insisterai ici sur celle de Detroit. Dans cette immense cité industrielle, les travailleurs de l'industrie la plus avancée, celle de l'automobile, Blancs et Noirs se côtoient ou s'entremêlent. Les relations interraciales y sont moins tendues, le niveau de vie du ghetto relativement plus élevé qu'ailleurs. Certains Noirs, en vertu de leur ancienneté à l'usine, ne gagnaient pas moins de 3 dollars de l'heure, possédaient mai-

1 Livre cité, pp. 128-141.

son, voiture, réfrigérateur et télévision. Et pourtant Detroit fut transformé en un champ de bataille. Toute l'activité du centre de la ville fut paralysée, vingt mille policiers et soldats participèrent à la répression, il y a eu 40 morts, 1 000 blessés, plus de 4 000 arrestations, suivies d'odieuses brutalités policières, de gigantesques dégâts matériels, tout un quartier aux murs calcinés à reconstruire. La « reprise » des marchandises y revêtit une forme primitive de redistribution communautaire, effectuée dans la bonne humeur, la joie d'être libéré de frustrations accumulées. La colère de la foule ne se déchaîna que contre l'autorité représentée par les forces dites de l'ordre. Il y eut relativement peu d'incidents entre civils blancs et noirs. Au contraire, des centaines de Blancs participèrent au coude à coude avec les Noirs à la « reprise » des marchandises et à la lutte contre les policiers. Fait capital à noter : 10 % des personnes arrêtées étaient des Blancs. Parmi eux, il y avait des originaires du Sud. Ils ne prirent pas position contre les Noirs. Ils ne firent pas mine de défendre le pouvoir blanc.

Malgré le caractère spontané du soulèvement, des groupes de tireurs, noirs et parfois même blancs, pratiquèrent la guerre des toits et des rues. Ils avaient déjà fait leur apprentissage dans des clubs de tir légaux ou des formations clandestines d'autodéfense. Ces groupes d'activistes se multiplièrent aux États-Unis, sans avoir été suscités ou coordonnés par une organisation centrale. Ils se donnèrent divers noms : Mouvement d'action révolutionnaire (en abrégé le RAM), *Deacons* (en Louisiane), Parti d'autodéfense de la panthère noire en Californie, Gardes noirs, 5 % (c'est-à-dire une élite), Mao-Mao. De la Chine lointaine, Robert Williams souligna, dans son journal clandestin, *The Crusader*, l'urgence d'une coordination de ces formations, par un haut commandement à l'échelle nationale, un service de renseignements, en bref tout le dispositif militaire soigneusement mis au point que nécessite une insurrection moderne. Ce fut par la

suite, on le verra, le parti des Panthères noires qui assumera ce rôle de coordinateur.

À partir de Newark et de Detroit, le Pouvoir noir employa couramment les termes de révolution noire et de guérilla. Carmichael esquissa, à une conférence de l'OLAS à La Havane, une stratégie de sabotage et de harcèlement destinés à créer cinquante Vietnam sur le sol américain et à frapper au cœur un pays aussi fortement industrialisé que les États-Unis. Les Noirs, raisonnait-il, sont présents dans toutes les villes. Ils savent maintenant qu'ils sont en mesure de plonger dans un « chaos massif » les centres vitaux du capitalisme le plus concentré du monde entier. « *Nous allons vers une guerre de guérilla ouverte dans les États-Unis* » prédit Carmichael, et Rap Brown, plus concret encore « *Le mieux que nous ayons à faire, c'est de nous procurer des fusils.* »

Sur quoi pouvait déboucher cette révolution du Pouvoir noir ? Maurice Duverger l'estima sans issue. Dans un article du *Monde*, il exprima la crainte que « *les Noirs ne s'enferment longtemps encore dans une violence impuissante* ». Impuissante, parce qu'il y aurait contradiction entre l'égalité économique qu'ils réclament et l'idéal sacro-saint qu'ils partageraient, s'obstinait à écrire Duverger, avec les Blancs, celui de la libre entreprise.

Mais dans cette prétendue contradiction le Pouvoir noir, au moins pour un temps, ne se laissa pas enfermer. Porté en avant par l'élan de la révolution noire, il n'hésita plus à mettre en cause le régime capitaliste. Au soir de sa courte vie, la pensée de Malcolm X, on l'a vu, en dépit de quelques incertitudes qu'il aurait vite dissipées s'il avait vécu, débouchait sur un socialisme internationaliste. Carmichael, Rap Brown, avec encore plus de netteté, lui firent écho. Pour eux, les fondements économiques des États-Unis devaient être bouleversés pour que la libération des Noirs soit effective. Pas de véritable solution dans le cadre du système capitaliste, qui va toujours de pair avec le racisme, l'exploitation et la guerre. Il fallait le détruire, il fallait abolir la

propriété privée aux USA. Une Amérique totalement différente devait naître d'une mutation en profondeur.

Toutefois le Pouvoir noir admettait lui-même qu'il lui manquait encore une doctrine, un programme clairs et conséquents. Les choses avaient marché si vite que l'action avait précédé l'idée. Rap Brown observa que les révoltes *« avaient été en avance sur une idéologie politique qui devait être développée »*. La conscience révolutionnaire grandissait, certes, dans les masses des ghettos, mais la révolution noire était encore relativement inorganisée et sporadique. Restait à former, non pas seulement sur le plan militaire mais aussi sur le plan politique, une direction révolutionnaire et une véritable organisation, sinon centralisée, car le centralisme eût risqué d'affaiblir l'initiative de la base, mais du moins fédérative dans sa structure, homogène dans ses objectifs.

Aux États-Unis, où les Noirs ne forment que 11 à 15 % de la population, la révolution noire n'avait de chances de triompher que si elle réussissait à déclencher une révolution sociale de caractère interracial, que si elle entraînait dans son sillage les plus avancés des travailleurs blancs.

Malheureusement les Blancs n'étaient pas encore présents au rendez-vous révolutionnaire. Parler d'une alliance entre les pauvres Blancs et les pauvres Noirs, soutenait le Pouvoir noir, était une question, pour l'instant, purement académique. Malgré les symptômes encourageants observés à Detroit, le préjugé racial restait fortement enraciné et la révolution noire exacerbait l'hostilité raciste de ces aveugles plutôt qu'elle ne la réduisait. Le prolétaire blanc, avant d'être un prolétaire, demeurait un Blanc. Il défendait désespérément ce qu'il croyait être ses privilèges de Blanc. Bien qu'exploité, il s'imaginait que son intérêt le liait au pouvoir blanc. Dans l'immédiat, les hommes de couleur ne pouvaient se permettre d'attendre une hypothétique alliance, ni de désespérer, si elle tardait trop à se produire.

Malcolm X, avant de disparaître, avait cessé, on l'a vu, de rejeter en bloc les non-Noirs ; il avait fraternisé avec des étudiants

blancs, avec des révolutionnaires blancs. Après lui le Pouvoir noir admit, pour un temps, qu'une coalition des exploités des deux couleurs était le principal moyen de révolutionner la société américaine. Au Tennessee, par exemple, des efforts concrets en direction des pauvres Blancs avaient été entrepris par le SNCC au moyen d'équipes d'étudiants noirs et blancs. À la conférence de l'OLAS à La Havane, Carmichael déclara : *« Pour la transformation totale révolutionnaire qui doit avoir lieu, les Blancs doivent comprendre que la bataille dans laquelle nous sommes engagés est leur propre bataille. »*

Cependant Carmichael reprochait, à juste titre, au mouvement ouvrier américain de se contenter de ramasser les miettes du festin capitaliste au lieu de soulever la question de la redistribution de la richesse américaine.

Les leaders du jeune mouvement en étaient donc réduits à formuler le Pouvoir noir en termes de race puisqu'ils ne pouvaient pas le formuler en termes de classe. Pour organiser la communauté de couleur en un bloc homogène et agressif, aucune autre voie ne leur était ouverte. Par ailleurs, un réel danger menaçait le Pouvoir noir : celui de ce qu'on appelait aux États-Unis le *backlash*, le retour de flamme, la réaction raciste blanche. Plus le Pouvoir noir se définissait en terme de révolution, de guérilla et de lutte armée, plus il s'exposait au risque de déclencher une riposte non seulement des forces de répression mais aussi des fanatiques du racisme, soutenus par le grand capital américain qui se sentait menacé. Déjà des camps d'entraînement fonctionnaient et le pouvoir blanc mettait au point une coordination à l'échelle nationale de la lutte antirébellion.

Dans de nombreux États, dans les grandes villes, la police et la garde nationale furent renforcées, dotées d'un véritable arsenal d'armements, entraînées à la lutte de rue. Très vite il apparut aux révolutionnaires de couleur conscients que les émeutes urbaines spontanées, du genre de celles de Watts, Newark et Detroit, n'étaient plus la meilleure forme de lutte et qu'il était préfé-

rable de leur substituer une tactique d'autodéfense minoritaire, voire de guérilla. Telle sera la leçon, on le verra, que tireront de la période quelque peu chaotique du Pouvoir noir les nouveaux cadres de la révolution afro-américaine : les Panthères noires.

Sur le plan de la politique extérieure, le Pouvoir noir prit résolument parti contre la guerre du Vietnam. Il y avait en effet un lien étroit entre la lutte des Noirs aux États-Unis et le drame extrême-oriental.

Tout d'abord, la guerre d'Indochine était invoquée par le gouvernement et encore davantage par le Congrès américain pour se refuser à amener, même progressivement, la communauté noire à parité de moyens avec la blanche. Les plans de prétendues réformes qui avaient été mis à l'étude à ce sujet étaient de cinq à vingt fois supérieurs à ce que les États-Unis pouvaient ou voulaient se permettre tant que durerait le conflit vietnamien. La guerre contre la pauvreté était renvoyée aux calendes grecques. On reviendra sur ce point dans la conclusion du présent livre.

Ensuite, le pourcentage des Afro-Américains engagés – et, le plus souvent, en première ligne – dans la guerre du Vietnam était nettement supérieur à celui de la minorité noire aux États-Unis par rapport à la population totale. Les pertes en vies noires auraient atteint 40 % des pertes totales. Un véritable génocide, clama Rap Brown.

Jusqu'en 1964 les Noirs n'étaient entrés que pour 8 % dans les forces armées du fait des tests de degré d'instruction qui avaient éliminé la plupart d'entre eux. Aussi le président Johnson y avait-il mis le holà. Il avait fait rédiger un rapport vantant les mérites « inestimables » du service militaire pour les Noirs : entraînement, expérience, avantages économiques accordés aux anciens combattants, résorption du chômage qui sévissait bien plus sévèrement dans la communauté noire que chez les Blancs, occasion unique d'être traité sur un pied d'égalité avec les Blancs, entrée dans un univers viril proclamé supérieur au

foyer maternel, ce qui voulait dire, pour les jeunes turbulents de couleur : encadrement, discipline, autorité.

La conscription sélective mit donc en œuvre des critères inverses qui épargnèrent les jeunes gens assez privilégiés pour entreprendre des études secondaires, mais qui, par contre, au sortir de l'école primaire, jetèrent dans l'armée et l'enfer du Vietnam des masses de garçons noirs sans travail. À quoi s'ajoutait le fait que beaucoup de jeunes chômeurs noirs s'étaient engagés volontairement dans l'armée.

Au fur et à mesure que la guerre devint plus meurtrière, l'impérialisme américain trouva avantage à se servir au maximum de la chair à canon noire, tout comme, naguère, les colonisés d'Afrique et d'Asie avaient été utilisés par les impérialismes occidentaux dans deux guerres mondiales.

Enfin, par la multiplication des hommes de couleur dans les rangs de l'armée d'invasion, l'on tenta de masquer le caractère raciste et colonialiste de la guerre.

Comment réagirent les combattants noirs ? Ils avaient commencé par accepter de se battre, s'imaginant qu'en acquittant l'impôt du sang l'égalité des droits serait enfin reconnue à ceux de leur race. Mais assez vite ils se reprirent. Ils saisirent que cette guerre n'était pas leur guerre. Ils ne voulurent plus se laisser utiliser comme mercenaires.

L'idole des foules noires, le boxeur Cassius Clay qui, pour les Musulmans noirs, était devenu Muhammad Ali, refusa de se laisser incorporer. Au cours d'une conférence de presse, il déclara : « *Pourquoi me demanderaient-ils à moi, un parmi ceux qu'ils appellent des Nègres, d'endosser un uniforme pour aller, à 16 000 kilomètres de chez moi, jeter des bombes et des obus sur des hommes de couleur alors que les Noirs, ici, sont traités comme des chiens et qu'on leur refuse les droits élémentaires de la personne humaine ? Je ne déshonorerai pas ma religion, mon peuple et moi-même en devenant un instrument d'asservissement pour ceux qui sont en lutte pour la justice, l'égalité et la liberté.* »

Cassius-le-grand fut, par la suite, déchu de son titre de champion du monde, condamné à cinq ans de prison et écarté pendant trois ans du ring.

La conférence du Pouvoir noir de Newark à fin juillet 1967 pressa la jeunesse noire de refuser de se battre au Vietnam. À Los Angeles et ailleurs furent créées des « Unions noires contre la conscription ». Une organisation de « femmes noires enragées » entoura de piquets un bureau de recrutement, invitant ouvertement les Noirs à ne pas servir dans l'armée. Au cours de meetings contre la conscription furent projetés des films sur le Vietnam qui montraient, annoncent les présentateurs, je cite, « *comment les soldats américains sont vaincus par les guérillas* ». Beaucoup de jeunes Noirs refusèrent de partir pour le Vietnam. Un exemple : au bureau de recrutement n° 16, qui couvre une partie de Harlem, on nota 600 cas de résistance à la conscription.

Malcolm X avait montré la voie : il avait flétri la guerre du Vietnam, prédisant l'enfoncement dans l'escalade et la défaite finale. Le Pouvoir noir à son tour refusa de la soutenir et la dénonça violemment. Il fit alliance avec la résistance vietnamienne. Des délégations de Noirs en visite à Hanoï donnèrent d'utiles conseils pour rendre plus efficace, dans la forme comme dans le fond, la propagande radiodiffusée en direction des soldats noirs. Des Noirs participèrent même à ces émissions. Une délégation conduite par Floyd McKissick, du CORE, inspecta les confins du Cambodge pour réfuter les mensonges du Pentagone concernant le « sanctuaire du Viêt-Cong » qu'aurait constitué ce pays, propagande visant à préparer son invasion future. Réciproquement il arriva que des membres du FNL se hâtèrent d'avertir des soldats noirs de ne pas entrer dans tel édifice sur le point de sauter.

Aux États-Unis circula, sous le titre *Vietnam*, un album de bandes dessinées. Ses images suggestives inspirèrent au lecteur noir l'horreur de la guerre et réfutèrent le bourrage de crâne des bellicistes. Stokely Carmichael tira lui-même la conclusion : « *La*

seule bonne chose de la guerre du Vietnam est que les Noirs y ont appris à tuer scientifiquement. Cette expérience nous est et nous sera très utile. »

Le rôle joué, à une étape du mouvement de libération afro-américain, par les dirigeants du SNCC avec le mot d'ordre du Pouvoir noir ne saurait donc être ni sous-estimé ni déprécié. Les porte-parole de leurs successeurs, les Panthères noires, ne manqueront pas de leur rendre un vibrant hommage. C'est ainsi que, pour Eldridge Cleaver, « *Stokely Carmichael a apporté une contribution d'importance historique à la lutte de libération nationale de l'Amérique noire en proclamant la thèse du Pouvoir noir* ». Le grand mérite du Pouvoir noir, ce fut d'avoir « *dit au peuple qu'il peut bâtir une organisation nationale sur le sol d'autrui* ». Et de rappeler qu'au congrès de l'OLAS à La Havane, Carmichael avait été « *reçu comme le représentant d'un peuple, d'une nation* » et les révolutionnaires présents, originaires de nombreux pays, avaient reconnu « *la souveraineté de l'Afrique noire* ».

Malheureusement la notion du Pouvoir noir, du fait même de son caractère flou et ambigu, réfractaire à toute définition vraiment précise, de son vide doctrinal, ne devait pas tarder à couvrir une marchandise de moins en moins révolutionnaire. Issu de la classe moyenne, Carmichael en reflétait les oscillations et les équivoques. Il balançait entre le réformisme et la révolution, entre la recherche d'une alliance avec les Blancs surexploités ou révolutionnaires et le rejet en bloc de l'homme blanc. Le livre de lui qui a été publié en français, *Le Black Power*[1], était une œuvre beaucoup plus réformiste que révolutionnaire. Il versait dans l'utopie petite-bourgeoise lorsque, dans la lignée proudhonienne, il préconisait la formation de coopératives noires, hypothèse peu réaliste au moment précis où les petites entreprises étaient de plus en plus éliminées par la concurrence de la grande industrie ou des supermarchés et ne parvenaient pas à vendre à des prix compétitifs.

1 En collaboration avec Charles V. Hamilton, Payot, 1968.

Mais, après le repli de Carmichael sur l'Afrique et le contre-racisme, le Pouvoir noir devait être de plus en plus récupéré par la bourgeoisie noire. Un écrivain du nom de Nathan Wright lança le slogan : « Achetez noir » et entraîna dans son sillage la conférence du Pouvoir noir de Newark en juillet 1967 : franchissant le pas, l'auteur de *Black Power and Urban Unrest* n'hésita pas à identifier Pouvoir noir et capitalisme noir. Cette évolution s'accentua à la conférence du Pouvoir noir à Philadelphie en 1968 et à celle d'Atlanta en 1970 qui se prononça « *pour la recherche de tout le pouvoir politique et économique qui peut être conquis par les moyens légaux dans le cadre du régime actuel* ». Robert L. Allen, dans son *Histoire du mouvement noir aux États-Unis*[1], a exposé pourquoi une nouvelle élite noire nouvellement promue, composée de membres de professions libérales, de cadres supérieurs, de professeurs, de fonctionnaires fédéraux, s'est ralliée au Pouvoir noir. Cette élite a sollicité des maîtres du jeu blancs le droit de contrôler « constructivement » la communauté de couleur, c'est-à-dire d'exploiter à son profit les masses noires. Pour y parvenir, elle n'a pas hésité à s'enduire du vernis nationaliste ; pareille à un enfant, observe Allen, à qui on a refusé le sucre d'orge, elle a rejeté le monde blanc et s'est glorifiée de sa couleur noire. Même le capitalisme illégal, celui des trafiquants des ghettos, n'a pas manqué de tirer à lui la couverture du Pouvoir noir. Comme l'observera, lucidement, Michael Tabor, un des militants les plus valeureux des Panthères noires new-yorkaises, « *le concept du Pouvoir noir a influencé la pensée de chaque section de la communauté noire. Il a fini par signifier contrôle noir des institutions et activités qui sont centrées dans la communauté noire. Les enseignants noirs demandent le contrôle de la communauté noire sur les écoles du ghetto. Les hommes d'affaires et commerçants réclament l'expulsion des hommes d'affaires blancs du ghetto de manière à pouvoir porter au maximum leurs profits. Les opérateurs de* numbers [loterie clandestine] *demandent le*

1 Déjà citée plus haut.

contrôle total des transactions de billets de loterie dans le ghetto. Et les trafiquants noirs de drogue réclament à leur tour le contrôle de la communauté sur l'héroïne. C'est une tragédie qu'à New York les conquêtes les plus importantes faites dans le domaine du contrôle de la communauté noire l'aient été par des racketters *noirs, des trafiquants de drogue, par les capitalistes illégaux* ».

Le président Nixon en personne récupérera à son profit un slogan qui ne sera plus désormais qu'un attrape-nigaud : il tendra la perche aux capitalistes de couleur en leur offrant des avantages particuliers très substantiels pour le développement des ghettos.

Les dirigeants des Panthères noires dénonceront avec énergie cette falsification d'un mot d'ordre qui, à un moment donné, avait joué un rôle progressif et révolutionnaire. C'est Eldridge Cleaver qui déclarera : « *Depuis que Nixon a énoncé sa doctrine du capitalisme noir, on a sciemment déversé des millions de dollars entre les mains de la bourgeoisie noire, on a sciemment privilégié des hommes de paille issus de ses rangs. On commence à intégrer la bourgeoisie noire à la classe dirigeante, à lui donner certaines assurances, certaines garanties qu'elle réclame.* » Et, stigmatisant ce pouvoir noir « nouvelle manière », « *ce nouveau produit idéologique fabriqué par l'administration Nixon en cherchant à le faire passer pour le Pouvoir noir lui-même* », Cleaver s'écriera, à l'adresse de Carmichael, avec une nuance de regret à l'égard d'un mythe naguère si populaire, mais aujourd'hui définitivement confisqué : « *En fait, notre cri de guerre pour le Pouvoir noir est devenu la graisse qui facilite l'assimilation de la bourgeoisie noire par le pouvoir blanc.* » De son côté, le fondateur du parti des Panthères noires, Huey P. Newton, mettra catégoriquement les choses au point : « *Le parti des Panthères noires ne souscrit pas au Pouvoir noir en tant que tel. Pas le Pouvoir noir défini par Carmichael et Nixon. Ils ont l'air d'être d'accord sur une définition du Pouvoir noir qui n'est rien de plus que du capitalisme noir, ce qui est réactionnaire.* »

Mais, comme on le verra, l'influence exercée par la bourgeoisie noire sur la communauté afro-américaine est demeurée si forte qu'elle finira par tourner la tête à Newton lui-même.

Chapitre XV

Les Panthères noires

Première partie

Au moment d'aborder ce dernier chapitre, d'une actualité encore brûlante, j'éprouve une certaine gêne et j'ai à me débattre contre quelque chose qui ressemble à des scrupules. Parviendrai-je à être objectif ? Certaines de mes critiques ne paraîtront-elles pas déplacées, pour ne pas dire offensantes, au lecteur accoutumé à accepter sans discussion toute imagerie révolutionnaire ? La silhouette de Huey P. Newton, debout, pantalon noir, chaussures noires cirées, veste de cuir, cartouchière en bandoulière, fusil légèrement incliné tenu des deux mains, béret basque posé crânement sur la tête, ou l'image non moins fameuse sur laquelle, dans la même tenue, il trône, hiératique, comme un lama, sur un fauteuil d'osier dont le dossier forme un énorme ovale, telle une auréole démesurée de saint, fusil dans le poing droit, haute lance dans le poing gauche, avec sous ses pieds un tapis zébré, à ses côtés un bouclier adossé au mur – ces deux icônes seraient-elles sacrées, tout comme, à Cuba, j'ai vu révérer trente-trois portraits du Che, alignés sur trois rangées de onze ? Il faut, certes, comprendre les Panthères, il faut célébrer en eux ce qui est digne d'admiration, leur fulgurante contribution au mouvement de libération noire. Mais il convient, aussi, de passer leur action au crible, de n'en dissimuler ni les faiblesses ni les limites ni les erreurs. Il est indispensable, il est pressant de les démystifier.

Mais n'est-ce pas l'un d'eux, le plus brillant, à coup sûr, d'entre eux, Eldridge Cleaver, qui met en garde contre toute prétention à formuler un jugement ? *« Voilà trop longtemps*, écrit-il, *que le peuple noir s'en remet aux analyses et aux perspectives*

idéologiques des autres. […] *Personne au monde n'est dans une situation identique à la nôtre, et personne ne pourra nous tirer de là que nous-mêmes. Il est des gens qui ne sont que trop disposés à penser à notre place, même si c'est nous qui mourons. Mais ils ne sont plus d'accord pour aller jusqu'au bout et mourir à notre place.* » N'étant ni Américain ni Noir, et accusable d'« européocentrisme », pour ne pas dire de « racisme » (selon Cleaver, « *de nombreux indices donnent à penser que Marx et Engels étaient eux-mêmes racistes* » et le marxisme-léninisme ne serait qu'« *une excroissance des problèmes européens* »), ai-je le droit, ne fût-ce qu'un court moment, et dans un esprit de solidarité internationaliste, de « penser » le destin des Panthères noires ?

Les trois têtes des Panthères, Huey P. Newton, Bobby Seale, Eldridge Cleaver, se réclament de Malcolm X. Il a été leur père spirituel. Ils entendent continuer son œuvre et demeurer fidèles à son enseignement. Cleaver, en particulier, qui, en prison, avait appartenu aux Musulmans noirs, n'avait pas hésité, du vivant de Malcolm, à quitter le faux prophète Elijah Muhammad pour l'homme qui l'avait si audacieusement « dépassé ». Mais les Panthères entendent aller plus loin que Malcolm, le dépasser à son tour. Malcolm, tout prophète qu'il était, s'exprimait, selon Cleaver, en rhétoricien. Quand il parlait de la nécessité de la lutte armée, c'était un peu comme s'il s'agissait d'organiser un club de tir, c'était une abstraction qu'il n'était pas encore capable de visualiser. Ou bien il voyait en imagination toute la race noire en armes. Mais il ne touchait pas du doigt, comme devaient le faire les Panthères, la réalité concrète des fusils.

Les fondateurs du parti sont aussi les successeurs directs du Pouvoir noir, mais d'un Pouvoir noir qu'ils entendaient « sauver », on l'a vu, de ses falsifications pour le ramener à ses origines révolutionnaires. Par ailleurs, ils ont tiré une leçon plutôt négative des grandes révoltes urbaines qui ont marqué la période du Pouvoir noir. Ces insurrections, certes, étaient dirigées contre la classe dominante, l'autorité et les oppresseurs. Elles ont permis

aux Noirs de beaucoup apprendre. Après elles, estime Newton, témoin actif de celle de Watts, *« les choses ne seront plus jamais ce qu'elles étaient »*. Mais elles avaient eu, aux yeux des Panthères, le grave défaut d'être spontanées, irréfléchies, purement impulsives, en un mot « anarchiques ». Il leur manquait ce qui pour les Panthères est l'essentiel : l'organisation. Elles ne pouvaient conduire qu'à la défaite finale de la lutte révolutionnaire. Les insurgés se faisaient cerner par les forces de répression pour être *« traqués et massacrés comme des bêtes »* (Bobby Seale). L'émeute restait enfermée dans le ghetto et c'était la communauté noire qui en pâtissait le plus. Passant d'un extrême à l'autre, les Panthères en vinrent à opter pour un parti d'avant-garde, rigoureusement discipliné, de type léniniste.

Les fondateurs des Panthères noires avaient également lu et relu *Les Damnés de la Terre* de Frantz Fanon. L'écrivain martiniquais, en se mettant au service du FLN algérien, a appris aux Noirs américains, ces autres colonisés, la légitimité de la violence révolutionnaire contre l'oppresseur. Homme de couleur, il est dépourvu, dit Cleaver, du *« parti pris raciste des théoriciens blancs »* et il a *« lancé une attaque dévastatrice contre le marxisme-léninisme dont les préoccupations se limitaient étroitement à l'Europe, aux affaires des Blancs »*. Cleaver, comme Fanon, fait un peu trop bon marché de la lutte de classes qui coupe, depuis plus d'un siècle, en deux camps radicalement antagonistes l'Europe blanche et devrait interdire de parler comme d'un bloc des « Européens » ou des « Blancs »[1].

Plus superficiellement, les Panthères noires ont puisé dans le *Petit livre rouge* de Mao-Lin Piao, dans le testament de Che Guevara, accessoirement dans le petit manuel de révolution militaire inspiré par Fidel Castro à Régis Debray.

Le mot « panthère noire » a été emprunté à l'éphémère parti noir électoraliste d'un comté de Georgie, dont il a été question

1 Depuis, Cleaver est revenu sur cette erreur.

plus haut, et transposé, dans un tout autre contexte, en plein milieu du ghetto d'Oakland, près de San Francisco.

Au cours de la révolte de Watts, en 1965, la communauté avait créé des « patrouilles d'alerte ». Elles avaient pour tâche de défendre les Noirs contre les brimades et brutalités policières. Huey P. Newton, vétéran de l'insurrection de Watts, en tira l'idée de former à Oakland des patrouilles du même genre, mais cette fois en les armant de fusils. Il s'adjoignit pour cette entreprise son ami Bobby Seale avec lequel il avait organisé un programme d'études noires au collège communautaire de Merritt. Tous deux avaient abandonné l'université – car les étudiants y étaient trop enclins à palabrer et à analyser sans agir – pour organiser les jeunes du ghetto. Cette jeunesse en chômage, le plus souvent illettrée et sans occupation professionnelle, était contrainte sous l'aiguillon de la nécessité à pratiquer toutes sortes d'activités illicites et démoralisantes : vente de billets de loteries clandestines, trafics de drogue, proxénétisme, prostitution, vols, « casses » et même crimes. C'était déjà à eux que s'étaient adressés, pour les réhabiliter socialement, les Musulmans noirs et Malcolm X. C'étaient eux encore qui s'étaient battus comme des lions dans les émeutes urbaines. Huey P. Newton, Bobby Seale, Eldridge Cleaver s'assignèrent la mission et se firent une gloire de recruter et d'éduquer politiquement ces enfants de la rue qu'ils baptisèrent, après Marx, « lumpens » et auxquels ils attribuèrent (un peu outrancièrement, on y reviendra) un rôle d'avant-garde : « *Le hors-la-loi et le lumpen feront la révolution. Le peuple, les travailleurs suivront* » (George Jackson).

Au début du mouvement, la tâche assignée aux jeunes lumpens se limitait à l'autodéfense. Newton avait suivi des cours et s'était plongé dans les manuels de droit. Il y avait appris que le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis autorise le port d'armes, même dans un lieu public, à condition que celles-ci ne soient pas dissimulées et que le possesseur d'un fusil ne vise pas avec une arme chargée. Des équipes de quatre

hommes armés, en tenue paramilitaire, furent formées ; elles circulaient en voiture dans les rues du ghetto et intervenaient comme témoins et conseillers juridiques à l'occasion de chaque interpellation, arrestation, vexation ou violence des flics. Ce fut le point de départ du parti de la Panthère noire pour l'autodéfense, fondé le 15 octobre 1966. Le point 7 de son programme en dix points explicitait : *« Nous croyons qu'il est en notre pouvoir de faire cesser la brutalité policière contre la communauté noire, en organisant des groupes d'autodéfense qui auront pour tâche de défendre notre communauté contre l'oppression et la violence de la police raciste.* […] *Tous les Noirs doivent s'armer pour l'autodéfense.* »

Ainsi les Noirs étaient, enfin, délivrés de la peur. Ils pouvaient désormais relever la tête et regarder les Blancs droit dans les yeux. Dans un premier temps, au moins, cette tactique eut pour résultat une diminution sensible des actes d'arbitraire et de violence de la police.

Le 2 mai 1967, les Panthères, qui n'étaient encore qu'un petit mouvement à l'échelle locale, se firent connaître sur le plan national par un coup d'éclat à sensation. Pour s'opposer au passage d'un projet de loi réactionnaire soumis au Parlement californien, une trentaine d'entre eux, dont vingt armés, se rendirent à Sacramento, la capitale de l'État, entrèrent dans les tribunes de l'Assemblée, s'en firent vite expulser, mais purent lire, dans une petite salle, devant les photographes et les caméras de la télévision, une déclaration de leur « ministre de la Défense » Huey P. Newton. Ce texte, auquel Eldridge Cleaver avait mis la main, disait notamment : *« Le peuple noir a mendié, prié, fait des pétitions, des manifestations et tout ce qu'il pouvait faire d'autre pour que le pouvoir raciste d'Amérique rectifie les erreurs qui au cours de l'histoire ont été perpétrées contre les Noirs. Ces efforts ont eu pour réponse une répression accentuée, la tromperie, l'hypocrisie.* […]. *Le parti de la Panthère noire pour l'autodéfense croit que le*

moment est venu pour le peuple noir de s'armer contre cette terreur avant qu'il ne soit trop tard. »

S'armer pour quoi ? Pour la seule autodéfense ou pour une guérilla de caractère insurrectionnel ? Les Panthères noires entrèrent dans la lice sur une ambiguïté. Ils ne cessèrent de vaciller entre l'ultra-gauchisme et le réformisme. Huey P. Newton, qui était au fond de tempérament légaliste, se montra partisan, au moins au début, d'une action au grand jour, « *afin de nouer des liens avec le peuple* » ; il ne voulait donc pas entendre parler d'une entrée dans la clandestinité. Il était également sceptique sur la possibilité d'actions de guérilla dans un pays comme les États-Unis, avec leurs grandes villes et leurs industries hautement développées.

Mais plusieurs facteurs entrèrent en scène qui poussèrent les Panthères à s'engager toujours davantage dans la voie d'un affrontement militaire. Tout d'abord la riposte, bientôt implacable et sauvage, de la police qui, comme on le verra de façon détaillée plus loin, ne put admettre d'avoir en face d'elle des Noirs armés, en dépit des textes constitutionnels invoqués par Newton, et les flics (les « porcs », comme disent les Panthères) les provoquèrent, les arrêtèrent, les attaquèrent, les tuèrent.

Ensuite, la dynamique même de la contre-violence et du port d'armes conduisirent les dirigeants des Panthères à multiplier les déclarations incendiaires, telles que : « *La politique est une guerre sans effusion de sang et la guerre une politique avec effusion de sang* » (Bobby Seale). « *La seule façon de combattre cette violence utilisée par la bourgeoisie contre les opprimés est d'employer la violence. La seule façon de se débarrasser du fusil est de le prendre* » (Connie Matthews). « *Désormais chaque fois que vous tuerez un Noir, vous ferez bien d'être sur vos gardes, car nous ne vous raterons pas* » (journal *The Black Panther*, 23 mars 1968). « *Ce n'est qu'en s'armant qu'ils* [les Noirs] *pourront opposer une résistance victorieuse aux entreprises terroristes du pouvoir* » (*idem*, 25 avril 1970). « *Les Noirs savent qu'il leur faut prendre un*

fusil, armer les leurs jusqu'aux dents, organiser une armée. […] *Tirons à volonté. Notre réponse doit être les fusils, des bombes plus grosses, plus efficaces et plus bruyantes, mieux placées, et aucun appel téléphonique pour prévenir l'adversaire. Le seul forum ouvert maintenant est le canon d'un fusil. Le monde entier tremblera quand Babylone s'effondrera* » (Eldridge Cleaver). Peu à peu les simples groupes d'autodéfense des premiers temps devinrent des *« sections constituées par des militants à plein temps qui vivaient, luttaient, étudiaient et militaient ensemble dans une discipline quasi militaire* » (Elaine Klein).

Un autre facteur qui accéléra cette évolution fut l'assassinat de Martin Luther King, au début d'avril 1968. Désormais la porte était fermée sur toutes les chimères de non-violence et d'intégration raciale. Il ne restait plus qu'à se battre. Dans un admirable article, *Requiem pour la non-violence*, Eldridge Cleaver tira, dans un style apocalyptique, la leçon du drame : *« La balle de l'assassin n'a pas seulement tué le Dr King mais aussi une période de l'histoire. Elle a tué un espoir, elle a tué un rêve. Que l'Amérique blanche ait pu secréter l'assassin du Dr Martin Luther King est considéré par les Noirs* […] *comme un désaveu définitif de l'Amérique blanche : désaveu de tout espoir de réconciliation ou de changements par des moyens pacifiques ou non violents.* […] *La guerre est déclarée. La phase de la violence dans la lutte de libération est arrivée* […] *Maintenant tous les Noirs d'Amérique sont devenus en pensée des Panthères noires. À présent il ne reste que le fusil et la bombe, la dynamite et le couteau* […]. *L'Amérique va saigner. L'Amérique va souffrir. Washington brûle, Chicago brûle, Detroit brûle ; le feu et le bruit des fusils remplissent Babylone d'un bout à l'autre.* » De son côté, Huey P. Newton publia en juillet 1967 un article, « *The correct handling of a Revolution* », dans lequel il soutenait que le mouvement révolutionnaire des Afro-Américains serait l'œuvre de petits groupes armés pratiquant la guérilla.

À quoi s'ajouta une théorisation de la lutte armée par un groupe de terroristes blancs, issus de l'extrême gauche du mouvement étudiant, dénommé « les Étudiants pour une société démocratique » (SDS), qui prirent le nom de *Weathermen*[1]. L'un de leurs porte-parole, John Gerassi, exposa sa conception quelque peu aventuriste de la guérilla urbaine aux États-Unis, s'inspirant, notamment, de l'exemple des Tupamaros d'Uruguay, dans un livre intitulé *The Coming of the New International*. Ce livre fut avidement lu en prison et abondamment cité par George Jackson, l'auteur de ce chef-d'œuvre littéraire, humain et révolutionnaire que sont *Les Frères de Soledad*.

Peu avant d'être assassiné par ses geôliers, le 21 août 1971, George Jackson avait rédigé un texte visionnaire[2] où il développait, inspiré par Gerassi, ses vues sur la guerre révolutionnaire future que devait engager l'avant-garde noire aux États-Unis. Jackson n'oubliait certes pas que les Afro-Américains se trouvent « *dans une immense nation dominée par la classe dirigeante la plus réactionnaire et la plus violente dans l'histoire du monde* », mais il n'en sous-estimait pas moins la capacité du monstre à faire face à une guérilla urbaine menée par des Noirs. Pour l'emmuré de la prison de San Quentin, tout était « simple », trop simple peut-être : « *Un gouvernement en place n'a aucun moyen de défaire un ennemi de l'intérieur quand il sait ce qu'il veut et quand il prend l'offensive. On ne vient pas à bout de la mécanique, de la logique, de la logistique d'une guérilla quand c'est celle d'une population urbaine.* » Jackson n'hésitait pas à transposer sur le plan des États-Unis les succès remportés par la guérilla dans nombre de pays jadis colonisés : « *Si tous les éléments existent qui ont fait de la guérilla, dans sa forme classique, une arme invincible contre des armées mécanisées, à support industriel,*

1 *Weatherman* : météorologiste. Le terme a été emprunté à une chanson de Bob Dylan « *On ne demande pas à un météorologiste/De quel horizon souffle le vent.* »

2 George Jackson, *Devant mes yeux la mort*, traduction française, Gallimard 1972.

dans les pays non développés – ils seront encore plus efficaces dans les agglomérations urbaines d'Amérique. » Opinion exactement contraire de celle, on l'a vu, exprimée par Huey P. Newton, et qui omet le fait essentiel que, contrairement aux pays colonisés, où les autochtones en lutte pour leur libération constituent l'immense majorité de la population, les Noirs américains ne forment qu'une minorité et vivent côte à côte avec les Blancs. Mais Jackson n'était pas à court d'arguments : « *Poser en principe que la violence ne peut pas prendre en Amérique est ridicule. Un revolver est l'arme la plus meurtrière du monde dans les combats de rue ; un enfant peut s'en servir.* » Et de citer l'exemple, emprunté à la guerre d'Indochine, d'un énorme canon de 155, détruit par un homme à pied armé d'une fusée qui pesait moins de deux kilos.

Mais l'activité des Panthères noires n'a pas été, comme ce qui précède pourrait le laisser croire, d'ordre exclusivement militaire. Elle a revêtu des formes politiques plus réalistes, bien que parfois à la limite d'un certain réformisme en contradiction avec leur activisme révolutionnaire. En association avec le Peace and Freedom Party, composé de timides libéraux blancs et de radicaux désorientés qui n'avaient pas rompu vraiment avec l'ordre établi, le parti a cru devoir présenter un candidat à l'Assemblée de l'État de Californie et un candidat à la présidence des États-Unis. Son programme en dix points énumère une série de revendications en matière de plein-emploi, de logement, d'habillement, d'enseignement. Parallèlement les Panthères ont mené la lutte pour la mise en place de feux rouges à des carrefours particulièrement dangereux pour les piétons ; ils ont pris l'initiative d'organiser des petits-déjeuners gratuits pour enfants dans les églises, afin que les gosses ne partent plus à l'école l'estomac vide ; ils ont créé des dispensaires, des centres médicaux et dentaires gratuits, distribué des vêtements, de la nourriture et des outils dans des « bazars du peuple », ouvert des « garages du peuple » et, surtout, des « écoles de la liberté » où est enseignée

l'histoire véridique des Afro-Américains, comblant ainsi une flagrante lacune de l'enseignement blanc.

Quand on objecte aux Panthères noires que ce programme et ces initiatives ne sont pas précisément socialistes et qu'elles tendraient plutôt à introduire plus de justice dans le cadre des structures sociales actuelles, ils ont une réponse toute prête : ne peut être traité de réformiste qu'un programme « *monté par le système exploiteur, conçu comme une aumône et destiné à apaiser le peuple en le mystifiant* » (Bobby Seale), tels, par exemple, les petits-déjeuners distribués par l'American Friends Service Committee. Il n'en serait pas de même pour un programme de transition, établi par des révolutionnaires qui se proposent de renverser l'ordre établi. Ceux-ci entendraient démontrer au peuple que l'État ne peut ou ne veut pas satisfaire des revendications même limitées et que seul le socialisme pourra réellement servir les intérêts du peuple.

D'ailleurs le programme en dix points énumère une série d'exigences plus radicales et qui, de toute évidence, ne pouvant être arrachées au pouvoir blanc, ne seraient satisfaites que par une révolution noire. Ainsi les Panthères veulent « *que cesse le pillage de la communauté noire par le capitaliste* »[1]. Ils réclament l'arriéré de la dette solennellement promis aux Noirs, il y a un siècle, après leur émancipation, à titre de dédommagement de leur asservissement et du génocide dont les esclaves furent les victimes. Le programme demande que les Noirs soient exemptés de l'armée et dispensés d'avoir à se battre pour un gouvernement raciste blanc. Il somme les autorités de libérer immédiatement tous les prisonniers noirs sans exception (qui constituent aux États-Unis près de la moitié de la population pénitentiaire totale). Enfin, reprenant une idée lancée par Malcolm X, ils

1 Dans la première version du programme, figurait le mot « Blanc » qui fut remplacé, subrepticement, par le mot « capitaliste ». Dans plusieurs ouvrages traduits en français consacrés aux Panthères noires cette importante substitution de termes n'a pas été faite.

entendent qu'un plébiscite supervisé par les Nations unies soit organisé parmi la population afro-américaine « *afin de déterminer la volonté du peuple noir quant à sa destinée nationale* ».

Cependant les Panthères noires, tout en donnant ce coup de chapeau obligatoire à l'autodétermination, écartent toute chimère séparatiste. Ils ont beau se sentir solidaires du Tiers Monde, ils appartiennent à l'Amérique, au pays dont, selon les termes de Newton, la technologie est la plus avancée. Ils se sentent américains jusqu'au bout des ongles. Ils savent bien qu'ils seraient encore moins libres s'ils faisaient sécession. Ils souffriraient comme les pays du Tiers Monde et peut-être encore davantage de l'impérialisme et du néocolonialisme. C'est de l'intérieur qu'ils se proposent d'abattre l'empire américain. Leur espoir, affirme Cleaver, « *va à une Amérique socialiste* ».

Dans le même ordre d'idées, les Panthères noires ont combattu vigoureusement aussi bien le mythe de la négritude que l'« attraction magnétique » exercée pendant une période par l'Afrique sur les Noirs américains. Ils se sont heurtés, avec une violence qui est allée jusqu'à des rixes meurtrières, aux tenants d'un certain « nationalisme culturel » dont les grands prêtres sont l'universitaire Ron Karenga et l'écrivain Le Roi Jones. Ces gens sont moins intéressés par la lutte contre « Babylone » (l'Amérique capitaliste) que par les rites culturels de l'Afrique onze cents ans avant que s'y introduisent les Européens. Ils sont des fanatiques et des réactionnaires. Ils se ridiculisent en s'affublant de noms africains, en s'habillant et se chaussant à l'africaine, en baragouinant des parlers africains. Certes, à l'époque où Malcolm X entreprenait sa tournée à travers l'Afrique et misait sur l'OUA, les jeunes États noirs avaient encore une apparente indépendance. Depuis, le néocolonialisme l'a emporté sur presque toute la ligne. Aucun pays d'Afrique ne possède une économie non asservie. Ceux qui combattent le néocolonialisme sont une petite minorité. Alors qu'on en finisse avec la nostalgie, avec le snobisme de l'Afrique !

Enfin et surtout les nationalistes culturels sont, à leur manière, des racistes. Comme l'écrit avec force Bobby Seale, ils haïssent les Blancs uniquement à cause de la couleur de leur peau. Les Panthères noires se refusent, eux, à combattre le racisme par le racisme, le capitalisme exploiteur par le capitalisme noir. Ils combattent le capitalisme par le socialisme, l'impérialisme par l'internationalisme prolétarien. Ce dont il s'agit, c'est une lutte de classes et non une lutte raciale.

Il n'est pas certain que ce rejet global du nationalisme noir était entièrement fondé, sur le plan tactique, car il comportait le risque d'isoler les Panthères, sous couleur de « marxisme-léninisme », des masses populaires des ghettos, impatientes de lutter avant tout pour leur libération en tant qu'Afro-Américains. Certes les nationalistes culturels du type de Ron Karenga n'étaient que d'indéfendables pseudo-nationalistes noirs. Mais n'eût-il pas été préférable de leur chercher querelle sur le plan politique, en les accusant, par exemple, de collaborer, en fait, avec le système capitaliste et celles-là mêmes des institutions économiques qui s'efforcent d'étouffer aux États-Unis une réelle culture africaine et afro-américaine ?

Par la suite, certaines Panthères noires estimeront nécessaire de reconsidérer l'antagonisme entre nationalisme culturel et marxisme-léninisme noir qui avait, en un temps, *« étouffé une somme inestimable d'énergie révolutionnaire »*. Eldridge Cleaver admettra que les deux conceptions, vues objectivement avec le recul, comportaient une part d'erreurs. Fort heureusement les Afro-Américains ont retrouvé, depuis, la conscience de leur identité africaine et de leur héritage ancestral. Une visite au Congo-Brazzaville fera revenir l'exilé d'Alger sur des préventions anciennes. C'était à tort, estimait-il maintenant, que les liens avec l'Afrique avaient, dans le feu de la lutte contre les nationalistes culturels, été systématiquement dépréciés. Le spectacle d'un État congolais « marxiste-léniniste » plongera Eldridge Cleaver dans un enthousiasme quelque peu hâtif : *« Une voix*

retentissante s'est élevée au cœur de l'Afrique », qui va permettre « *une synthèse entre les aspects culturels de notre africanisme et les aspects révolutionnaires* » (journal *Right on*, 3 août 1971).

La lutte sans nuance ni merci contre le nationalisme culturel provoqua une rupture entre les Panthères et Stokely Carmichael. L'attraction exercée par le nouveau parti, sa dynamique révolutionnaire avaient incité, au début de 1968, les dirigeants du SNCC à le rejoindre. Des postes « ministériels » leur furent attribués : Stokely Carmichael fut promu Premier ministre d'honneur, James Forman ministre des Affaires étrangères, Rap Brown ministre de la Justice. Stokely vint participer à un grand meeting à Oakland, le 17 février. Mais l'alliance entre le SNCC et les Panthères ne devait durer que quelques mois. La discorde régnait au sein de l'ancienne organisation étudiante du Sud. Carmichael et Forman étaient maintenant à couteaux tirés l'un avec l'autre. Forman et Rap Brown démissionnèrent des postes qu'ils avaient, un court moment, occupés au sein du « gouvernement » des Panthères noires, pour des motifs purement formels et aussi sous le prétexte que le programme en était plus réformiste que révolutionnaire. Stokely s'en alla à son tour, au cours de l'été 1969.

Mais, cette fois, les causes de la rupture étaient moins futiles. Le déconcertant Stokely n'avait pas seulement une « *façon d'agir en loup solitaire* », comme le lui a reproché Cleaver, sans garder le contact avec l'organisation. Ce qui était beaucoup plus grave, c'était qu'il avait jeté par-dessus bord la théorie socialiste qui, selon lui, n'apporterait pas de réponse au problème du racisme, bien plus important, à ses yeux, que l'exploitation économique. Il avait viré de l'interprétation matérialiste à une interprétation idéaliste du préjugé racial. Il était devenu nationaliste culturel. Il ne jurait plus que par l'Afrique (il épousera la chanteuse Miriam Makeba et élira domicile en Guinée). Il ne voulait plus rien entendre d'une alliance politique, aux États-Unis, entre révolutionnaires noirs et radicaux blancs. Il prônait un front noir anti-Blanc. En septembre 1969, Eldridge Cleaver le fustigea

à travers une superbe lettre ouverte, où il dénonçait sa « crainte paranoïaque » des Blancs : « *La souffrance est indifférente à la couleur de la peau. Les victimes de l'impérialisme, du racisme, du colonialisme et du néocolonialisme appartiennent aux groupes ethniques les plus divers et elles ont besoin d'une unité fondée sur des principes révolutionnaires plutôt que sur la couleur de la peau.* » Ainsi le mouvement de libération noire continuait à balancer, comme un pendule, entre le nationalisme afro-américain et l'action commune avec le radicalisme prolétarien blanc.

Pendant longtemps, on l'a vu, le nationalisme noir avait constitué une sorte de position de repli, au moins temporaire, faute pour les Afro-Américains de pouvoir trouver encore des partenaires blancs disposés à faire alliance avec eux. Mais la radicalisation de la jeunesse estudiantine et de l'intelligentsia américaines à travers la lutte contre la guerre du Vietnam devait combler ce que Cleaver a appelé, dramatiquement, « une sorte de gouffre ». Enfin des radicaux blancs avaient surgi qui identifiaient leur véritable ennemi, l'ennemi qu'ils avaient en commun avec les Noirs, et ils n'hésitaient pas à prêter main-forte à ces derniers chaque fois que leur communauté était attaquée par les forces de répression. Les jeunes Blancs venaient de plus en plus nombreux participer aux manifestations noires. La jeunesse blanche commençait à prendre conscience du fait que le capitaliste american way of life était, comme l'a dit Cleaver, « un fossile de l'Histoire ». Il existait maintenant aux États-Unis une génération de jeunes Blancs qui méritait pleinement le respect des Afro-Américains. Ils avaient pris conscience du fait qu'au-delà du problème noir leur propre liberté était en jeu. La police ne s'était-elle pas chargée de le leur apprendre ? À la manifestation autour de la convention du Parti Démocrate à Chicago, en 1968, ils avaient été sauvagement frappés, matraqués, assaillis à coups de grenades lacrymogènes. Ils avaient vécu par eux-mêmes le traitement que subissaient depuis si longtemps les Noirs. Ils se transformaient en une force révolutionnaire. Ils devenaient pour

les Afro-Américains des partenaires égaux. Et Cleaver de préconiser la création d'un Front de libération nord-américain, « *une union entre les forces de la communauté noire et les forces de la communauté blanche pour qu'elles puissent frapper ensemble leur oppresseur commun* », un Front « *qui unirait toutes les forces révolutionnaires de toutes les communautés* », y compris les immigrés portoricains, les Mexicano-Américains et les Chinois des États-Unis[1].

Une telle alliance devrait-elle s'étendre à la classe ouvrière organisée ? Sur ce point brûlant, sur cette pierre d'achoppement contre laquelle, dans le passé, avait si souvent buté le mouvement de libération afro-américain, les Panthères noires se trouvèrent, inévitablement, tiraillés entre des options contradictoires qu'aggrava l'influence plus ou moins exercée sur les uns et la répulsion exercée sur les autres par le Parti communiste américain. Bobby Seale rappela, opportunément : « *Nous faisons tous partie de la classe ouvrière.* [...] *Pour nous il s'agit d'une lutte de classes entre la classe ouvrière prolétarienne* [...] *et la minuscule majorité qu'est la classe dirigeante. Les membres de la classe ouvrière, quelle que soit leur couleur, doivent s'unir contre la classe dirigeante qui les opprime et les exploite.* » « *Les ouvriers commencent eux aussi à se révolter. Ils se dressent avec plus de vigueur contre la classe dirigeante.*[2] »

Mais Huey P. Newton, tout en admettant que la classe ouvrière est, elle aussi, « réduite en esclavage », souligna qu'elle est « *utilisée comme un instrument par la classe dirigeante* » et que les Noirs sont « *réprimés et opprimés par les ouvriers blancs* ». Ray Hewitt, ministre de l'Éducation du parti de la Panthère noire, déplora les positions réformistes sur lesquelles s'alignent la majorité des ouvriers blancs et en déduisit avec pessimisme : « *Avec le type*

1 Les *Young Lords* portoricains et les *Chicanos* d'origine mexicaine, s'inspirant de l'exemple des Panthères noires, créèrent des formations et des journaux de même type.

2 *À l'affût*, traduction française, Gallimard, 1972.

de syndicats que nous avons dans ce pays, il n'est pas surprenant que ce phénomène aberrant ait pris une telle importance. » George Jackson estima qu'il serait vain aujourd'hui de tenter d'influencer des directions syndicales depuis longtemps infiltrées et achetées par le gouvernement. Sans doute « *le prolétariat – la classe travailleuse – est toujours la classe la plus révolutionnaire, et demeure le véritable fossoyeur de la société capitaliste. Toutefois, il est ridicule et simpliste de penser qu'à elle seule elle peut ou doit accomplir la révolution.* [...] *Elle se trouve réduite considérablement en pouvoir et en nombre par des nouveautés telles que l'automation, l'élitisme militaro-industriel* [...], *la nouvelle classe porcine des gardes nationaux (ils ont brisé la grève des Postes), les syndicats sous la coupe du gouvernement, les lois du droit au travail, etc.* »

Eldridge Cleaver, lui, fulmina, contre la classe ouvrière blanche : « *Chaque Noir sait qu'à tout moment la populace lyncheuse des membres blancs de la "classe ouvrière" sera à ses trousses et viendra peut-être défoncer sa porte.* » « *Certains membres de cette classe sont bel et bien des assassins.* » « *Les ouvriers blancs appartiennent à un monde complètement différent de celui des ouvriers noirs. Ils relèvent d'une réalité économique, politique et sociale complètement différente et, sur la base de cette réalité distincte, il est très facile pour les flics au pouvoir et les bonzes syndicaux de les manipuler à l'aide du racisme babylonien.* » La classe ouvrière serait « *le parasite de tout l'héritage de l'humanité* ». Les conquêtes syndicales l'ont émasculée, intégrée, elle est devenue une « *nouvelle élite industrielle* ». « *Les feux de la révolution qui jadis faisaient rage comme l'enfer dans le cœur de la classe ouvrière sont réduits aujourd'hui à la dimension de la flamme vacillante d'une chandelle.* »

Cependant Cleaver, sa colère tombée, ne jette pas tout à fait le manche après la cognée : « *L'important, aujourd'hui, est d'organiser ceux qui sont objectivement organisables. Et après ça nous pourrons entamer le morceau le plus résistant. Pour l'instant, il*

faut faire des travaux d'approche auprès de la classe ouvrière ; mais nous ne pensons pas qu'elle soit prête à nous rencontrer. »

D'ailleurs nombreux sont les Panthères noires – y compris des activistes comme George Jackson – qui ne renoncent pas à lutter à l'intérieur des syndicats pour tenter de s'emparer des directions syndicales droitières, lancer des grèves par-dessus leur tête. Une fois chassés de leurs fonctions les leaders bureaucratiques, le gars à la base « *n'aura plus de bonze syndical pour penser à sa place* ». À moins de « *rester neutre* » « *il se joindra à nous dans la lutte que nous mènerons pour le libérer* ».

Tel fut aussi le point de vue des Weathermen blancs. Dans leur manifeste, ils prirent une position nuancée et dialectique à l'égard de la classe ouvrière blanche. Sans doute celle-ci tire-t-elle « *quelques privilèges relatifs de l'impérialisme* », d'où des réactions racistes ou pro-impérialistes. Mais les masses laborieuses « *sont, par-dessus tout, directement et lourdement opprimées, si bien qu'en plus de leurs intérêts à long terme, qui les rangent du côté des peuples du monde, leur situation actuelle constitue une base sérieuse pour aviver leur lutte contre l'État et leur combat pour la révolution* ».

Dans son livre posthume, George Jackson estima « vaines et stériles » les tentatives de bâtir de nouveaux syndicats en partant de la base. De fait le parti de la Panthère noire n'approuva point la création d'organisations ouvrières noires totalement indépendantes des syndicats et estima qu'il serait plus efficace de créer des comités ou sections à l'intérieur des syndicats blancs. Sur ce point il y eut désaccord entre les Panthères et une « Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires » qui fut créée à Detroit en mai 1968. À l'origine les ouvriers noirs de l'automobile se plaignaient de la discrimination raciale qui sévissait dans leurs usines et de l'incapacité ou de la mauvaise volonté du puissant syndicat de l'automobile à la combattre, comme il l'avait pourtant fait dans le passé. Après plusieurs grèves « sauvages » condamnées par le syndicat, les ouvriers noirs commencèrent

à créer leur propre organisation de base et à l'étendre à d'autres entreprises. La Ligue lutta contre les cadences et pour la sécurité du travail. Elle mit l'accent et se fixa comme objectif le contrôle ouvrier sur tout le processus de production, dans la perspective de l'autogestion ouvrière. Les Weathermen approuvèrent pleinement cette expansion des comités noirs d'usine et entendirent être présents partout où ils surgissaient « *pour y organiser des groupes de solidarité* ». Les Panthères, eux, se tinrent à distance.

Robert L. Allen estima « *profondément déplorable que deux mouvements* [les Panthères et la Ligue] *qui ont tant de points communs ne soient pas plus étroitement alliés* ». Mais des divergences de cet ordre ne se retrouvent-elles pas aujourd'hui au sein des mouvements gauchistes de l'Europe occidentale ? Et, au surplus, il existe une différence de nature profonde entre une organisation spécifiquement ouvrière, formée à l'école de la démocratie prolétarienne, et un sous-prolétariat en uniforme, encadré dans une rigoureuse hiérarchie militaire, que constituent, on va y venir, les Panthères noires.

Avant de passer à la critique de certains aspects, à mon avis négatifs, du parti de la Panthère, je voudrais conclure la première partie de ce chapitre par un bilan sommaire de ses réussites. Tout d'abord, son extraordinaire et fulgurante progression numérique. En trois ans, de 1967 à 1970, il s'est transformé d'une petite secte localisée à la Bay Area, la région d'Oakland-San Francisco, en un parti d'envergure nationale, fortement implanté dans les ghettos de la plupart des grandes villes des États-Unis et notamment à New York, damant le pion à des groupements qui avaient connu la faveur des Afro-Américains tels que les Musulmans noirs et le Pouvoir noir incarné par le SNCC. Il a dépassé de loin leur niveau de conscience politique. Bien que parti de cadres minoritaires, ne recrutant pas, même à son apogée, de larges masses, il est devenu rapidement l'organisation dirigeante afro-américaine et son impulsion s'est exercée, dans une large mesure, sur tout le mouvement révolutionnaire

de masse aux États-Unis. Désormais, comme a pu s'en vanter Eldridge Cleaver, il existait *« au sein de l'Amérique des Blancs un cheval de Troie noir, et ce cheval de Troie est animé de la force de plus de vingt millions d'êtres humains »*. Mieux encore, toujours selon le même, les Panthères noires ont réussi *« à dissiper le sentiment qu'avaient les révolutionnaires noirs et les révolutionnaires blancs d'être étrangers les uns aux autres »*. Après tant de zigzags et d'avatars, le pont était, enfin, jeté, et solidement jeté, entre le nationalisme afro-américain et, sinon la classe ouvrière blanche organisée, du moins le socialisme révolutionnaire, prolétarien et internationaliste. Par ailleurs les Panthères noires, en liaison étroite avec les révolutionnaires blancs, ont apporté une contribution, aussi courageuse qu'active, à la dénonciation de l'impérialisme américain et à la lutte contre la guerre du Vietnam. Leurs déficiences internes, leurs défaillances ultérieures ne sauraient ternir, ou faire oublier, la page glorieuse qu'ils ont écrite pendant un peu plus de quatre ans.

Seconde partie

Si l'on remonte aux sources, une des faiblesses initiales du parti de la Panthère noire, c'était, sans doute, le caractère ambigu, tantôt réformiste, tantôt utopique de son programme en dix points, rédigé dans un style quelque peu naïf et simpliste par Huey P. Newton et Bobby Seale qui, bien que d'origine étudiante, ne brillaient ni par la plume ni par la formation intellectuelle. Par la suite Cleaver a essayé, avec plus ou moins de succès, de défendre cet écrit contre les critiques émanant, dit-il, « de nombreux intellectuels » : *« Le programme se fonde sur le principe des alternatives. Il dit au gouvernement : ou vous ferez ceci, ou nous ferons cela. Il est sous-entendu qu'il est impossible au gouvernement d'admettre nos exigences.* [...] *Or quand le peuple voit que nous posons de justes revendications et que l'État ne peut ou ne veut pas les satisfaire, il lui paraît raisonnable d'avoir recours aux*

alternatives. Nous allons toujours au-delà des dix points du programme. Ils ne sont qu'un instrument de travail nous permettant d'approcher le peuple.» Mais le défaut de la plate-forme, c'était précisément qu'elle comportait trop de sous-entendus et, surtout, qu'elle n'explicitait nullement de quelle façon, dans quelle direction précise elle se proposait de dépasser les fameux dix points.

Certes Bobby Seale a lancé un vague coup de chapeau au socialisme et à l'internationalisme prolétarien, mais sans plus, George Jackson à un « marxisme-léninisme », mais sommaire et abstrait. La transition dialectique entre le programme en dix points et la lutte pour le socialisme est esquivée, ou très pauvrement ébauchée, dans la littérature des Panthères noires. Et sur le contenu de ce socialisme les opinions semblent assez divergentes. Jackson est imbu d'un léninisme autoritaire, sectaire, vivement antispontanéiste. Cleaver, au contraire, esquisse un socialisme à l'américaine qui, si l'adjectif n'est pas expressément employé, semble avoir une consonance libertaire. Il rejette catégoriquement un socialisme à la manière russe, chinoise ou cubaine (il a résidé à Cuba, au début de son exil, et n'a eu à se louer ni de l'accueil qu'il y a reçu ni de la version fidéliste de socialisme militaire et par en haut).

Contrairement à ceux, nous le verrons, qui proclament un peu vite que l'Amérique est, déjà, un pays fasciste, et en contradiction, de ce fait, avec ses propres dires, Cleaver rappelle qu'il existe en réalité deux Amériques : *« Les Américains sont imprégnés de l'esprit de liberté. Ils ont un profond respect pour l'individu et les droits de l'individu. Bon nombre d'autres pays, en particulier ceux qui sont devenus communistes, n'ont pas une histoire démocratique comme celle que nous avons connue aux États-Unis. Je ne pense pas qu'on puisse imposer au peuple américain un système qui nierait complètement les droits de l'individu, parce que le peuple américain est ainsi fait qu'il ne marcherait pas* [...]. *Le socialisme aux États-Unis prendra une forme toute différente des*

révolutions dans les autres pays. » Mais cette forme, Cleaver en est sans doute encore à la chercher et il laisse ses lecteurs ou auditeurs sur leur faim.

La structure du parti de la Panthère noire est une structure essentiellement autoritaire, hiérarchique, avant-gardiste. Le culte de la personnalité y sévit. Huey P. Newton, à la faveur de ses longues années d'emprisonnement et de la campagne aussi vigoureuse que massive menée pour le sauver de la chaise électrique, peut-être aussi de sa grande beauté physique, est l'objet d'une « espèce d'idolâtrie », encore enflée après son retour à la liberté. Dans un écrit d'Alprentice (Bunchy) Carter, le mot « génie », employé à son propos, ne revient pas moins de six fois. Même Eldridge Cleaver, qui plus tard reprochera à Newton de s'être laissé ériger en super-héros, s'est risqué à écrire : « *Malcolm X a précédé Newton comme saint Jean-Baptiste a précédé Jésus-Christ.* » L'icône au fauteuil d'osier du demi-dieu tapisse les murs des permanences et des foyers.

L'exaltation du rôle d'avant-garde du parti s'accompagne, comme il se doit, d'une certaine distanciation entre lui et les masses. « *Les masses sont constamment à la recherche d'un guide, d'un messie, capable de les libérer. Le parti d'avant-garde leur doit et se doit d'être ce guide et ce messie*[1]. » « *La différence entre les masses et l'avant-garde est très importante. […] Elles suivent l'avant-garde, et le parti de la Panthère noire est l'avant-garde. L'avant-garde les guide*[2]. »

« *Nous avons besoin d'un parti d'avant-garde qui nous guide et fixe nos buts. Comme le dit Lénine, le comité central, c'est l'état-major de l'armée du peuple*[3]. » « *Le comité central du parti d'avant-garde du peuple doit faire sentir sa présence à tous les niveaux possibles du mouvement général.* […] *Il n'y a jamais eu de révolution spontanée. Elles ont toutes été mises en scène, fabri-*

1 Journal *The Black Panther*, 18 mai 1968.
2 Fred Hampton, discours du 27 avril 1969.
3 George Jackson, interview publiée par *The Black Panther*, 23 août 1971.

quées par des gens qui se sont portés à la tête des masses et les ont dirigées.[1] »

Le règlement du parti stipule au point 25 : « *Tous les chapitres* [sections locales] *doivent adhérer à la politique et à l'idéologie tracées par le comité central du parti de la Panthère noire* » L'élaboration de la ligne politique est l'affaire du seul sommet et ne souffre aucune discussion. Sans doute Eldridge Cleaver s'est-il efforcé de tempérer la rigueur de cet avant-gardisme, en se mettant à la recherche d'un « *mécanisme* » qui permettrait au parti « *à la fois de fonctionner comme avant-garde et d'inclure les masses dans une structure organisationnelle* ». Mais Eldridge, du fait de son exceptionnelle personnalité, a toujours fait plus ou moins bande à part dans le mouvement.

Par contre Cleaver a partagé, au moins pour un temps, avec les autres leaders des Panthères noires une singulière et inquiétante admiration pour le *Catéchisme révolutionnaire* du révolutionnaire professionnel russe Netchaïeff, dont on sait aujourd'hui, mais seulement, semble-t-il, de ce côté-ci de l'Atlantique, que Bakounine n'avait jamais trempé dans sa rédaction[2]. Sans doute ont-ils été séduits par l'inflexible immoralisme de ce terrible écrit, que Cleaver, en prison, associait aux préceptes de Machiavel. Quoi qu'il en soit le Parti de la Panthère noire a cru devoir traduire en anglais et publier en brochure le *Catéchisme*, pour l'éducation politique de ses membres.

L'avant-gardisme, le culte de la personnalité, la confiscation du parti par ses dirigeants, l'immoralisme révolutionnaire expliquent, pour une part, que le parti se soit rapidement bureaucratisé, qu'en l'absence de ses autres leaders, emprisonnés ou en

1 George Jackson, *Devant mes yeux la mort*, cit.

2 Une preuve de l'ignorance, trop compréhensible, de l'histoire du mouvement révolutionnaire international en Europe a été donné par le « *Field Marshall* » Don Cox, pour qui la raison de la scission dans la Première Internationale aurait été que Marx y négligeait le côté militaire et Bakounine le côté politique : heureusement, Lénine vint, qui sut faire la synthèse (*Right on*, 3 avril 1971).

exil, sa direction ait pu être accaparée par un seul, que les luttes internes se soient déroulées longtemps sur le plan confidentiel de l'omnipotent comité central, au niveau des chefs et à l'écart de la base, que des règlements de compte fratricides, à l'exemple du FLN algérien, l'aient finalement déchiré.

L'autoritarisme des Panthères se manifeste aussi par la multiplicité de titres pompeux dont, à l'imitation du pouvoir bourgeois, s'affublent les dirigeants du parti afin d'en imposer à leurs troupes. A la tête trône un « gouvernement », avec tout une série de « ministres » : Premier ministre, ministre de la Défense, de l'Éducation, de la Culture, de l'Information, etc. Mais les Panthères ont l'excuse qu'il s'agit là d'une tradition très ancienne dans le nationalisme noir américain. Déjà Marcus Garvey, après la Première Guerre mondiale, avait constitué un gouvernement provisoire, dont il avait anobli les membres. Et les Musulmans noirs avaient fait de Malcolm X un « Premier ministre national ».

Le même travers se retrouve sur le plan militaire où l'on singe de façon similaire les grades de l'armée bourgeoise : au sommet de la hiérarchie, un feld-maréchal et un chef d'état-major, puis des capitaines, des lieutenants, des sergents, des caporaux et des *privates* (deuxième classe). La discipline est stricte et le port de l'uniforme obligatoire. Les Panthères s'exercent au maniement d'armes comme une milice paramilitaire.

Le résultat ? Cette jeunesse sous-prolétarienne, la veille oisive et famélique, fut surtout attirée par le clinquant de la tenue et l'acier luisant du canon de fusil. Comme le déplore Bobby Seale, « *certains entraient au parti parce qu'ils nous avaient vus porter des armes, mais ils ne s'intéressaient qu'aux armes* ». Ils « *se mettaient sur le dos un uniforme complet de Panthères* [...], *bombant les torses et croisant les bras.* » Ils acquirent vite une mentalité de mercenaires, un état d'esprit « putschiste ». Les choses se dégradèrent à un tel point que le parti se vit obligé de rendre public un avertissement rédigé en ces termes :

« Le point de vue exclusivement militaire est fortement répandu chez certains membres du parti :

a) Ils croient qu'il faut opposer problème militaire et problème politique et refusent d'admettre que les secteurs militaires ne sont qu'un moyen d'accomplir les tâches politiques ;

b) Ils ne comprennent pas que le parti de la Panthère noire est une organisation armée pour l'accomplissement des tâches politiques de la révolution. Nous ne devons pas nous limiter à combattre. Nous devons aussi accomplir d'autres tâches, propagande au sein du peuple, armement du peuple, et contribuer à établir le pouvoir politique révolutionnaire des Noirs.

Si l'on perd de vue ces objectifs, le combat armé lui-même perd son sens, et le parti sa raison d'être. »

La fascination des armes et de la volonté de puissance qu'elles confèrent amena même de trop nombreux jeunes sous-prolétaires enrôlés dans les Panthères noires à se servir du fusil pour leur compte personnel. Bobby Seale a été obligé de constater qu'ils firent « des choses complètement folles sur des coups de tête ». Le raisonnement qui avait trotté dans leur cervelle au temps où ils n'étaient que des lumpens pas encore recrutés par le parti reprenait le dessus : « J'ai besoin de fric, faut que j'en pique. » Et c'est ainsi par exemple qu'il arriva à un épicier de subir l'agression d'un Panthère armé par le parti. À la suite de tous ces incidents que Bobby Seale a qualifiés « opérations de provocation », il fallut, en janvier 1969, se résigner à entamer une purge radicale au sein du parti. De longues listes d'indésirables radiés furent rendues publiques mais sans la moindre explication ou justification politique. Cependant le ver ne fut pas complètement éliminé du fruit. Les méthodes mêmes de recrutement et de militarisation du parti des Panthères noires favorisèrent la réapparition d'éléments douteux. Mais, bien entendu, la responsabilité en incombait principalement aux conditions d'existence, de misère et de chômage faites par « Babylone », par le capitalisme et le racisme américains à la jeunesse des ghettos.

D'ailleurs Bobby Seale ne déformait qu'à moitié la réalité lorsqu'il dénonçait la présence d'agents provocateurs introduits dans l'organisation pour lui « *créer des problèmes et agir délibérément contre les règles et les principes du parti* ». Comme tout groupement susceptible de violer la légalité bourgeoise et de recourir à la violence, les Panthères noires ont été l'objet d'une très importante infiltration policière tant de la CIA que du FBI. La preuve en a été fournie au cours de procès dans lesquels furent impliqués des Panthères qui étaient des militants valeureux. Ainsi, au procès des Panthères new-yorkais Michael Tabor et Richard Moore, quelque six témoins cités par l'accusation étaient des mouchards qui s'étaient glissés dans le parti.

La composition essentiellement sous-prolétarienne du parti a, par ailleurs, posé des problèmes d'ordre à la fois théorique et pratique. Certains de ses porte-parole ont poussé à l'extrême la glorification du lumpen. Eldridge Cleaver s'est livré à une véritable apologie de ces parasites involontaires de la société américaine : « *Très bien. Nous sommes des lumpens. C'est vrai. [...] Ceux qu'on nomme "la pègre", qui vivent d'expédients, qui ne vivent que de ce qu'ils arrivent à faucher ici et là, qui pointent un revolver entre les deux yeux des riches en leur disant "haut les mains" et "amène tes dollars !" Ceux qui ne veulent même pas d'emploi, qui détestent le travail et ne peuvent se faire à faire sonner la pointeuse d'un flic quelconque, qui préfèrent cogner la gueule d'un flic et lui piquer son portefeuille plutôt que de faire sonner sa pointeuse et de travailler pour lui, ceux que Huey Newton appelle les "capitalistes illégitimes". Bref tous ceux qui ont simplement été exclus de l'économie et dépouillés de la part d'héritage social qui leur revient de droit.* »

Et Cleaver de s'en prendre aux syndicalistes, aux marxistes et même à certains gauchistes blancs qui nourrissent des préventions à l'égard de ces hors-la-loi : « *Quand le lumpen entreprend des actions directes contre le système d'oppression, il est souvent accueilli par des huées et des lazzis de la part des porte-parole de*

la classe ouvrière, qui font chorus avec les discoureurs de la bourgeoisie. Ces beaux parleurs aiment à dénigrer les luttes de lumpens en dénonçant leur "spontanéité" (là c'est sans doute parce que ce ne sont pas eux qui dirigent les actions), leur "manque d'organisation", leur "caractère chaotique et non dirigé". […]

Puisque ce sont les conditions mêmes de la vie de lumpen qui provoquent ces réactions soi-disant "spontanées" contre le système, et puisqu'il est soumis à une oppression extrêmement forte, il est naturel que ses réactions contre l'ensemble du système soient extrêmes. […] *Le lumpen est forcé de créer ses propres formes de rébellion.* […] *Les analyses erronées des idéologues de la classe ouvrière sur la véritable nature du lumpen sont une des causes majeures du retard pris par la révolution dans les milieux urbains.* »

Cette philippique d'inspiration nettement bakouninienne (son auteur le savait-il ?) comportait, bien entendu, une large part de vérité. Angela Davis elle-même, bien que membre du Parti communiste américain, admit qu'il faut aujourd'hui « *accorder une attention soutenue au rôle de cette couche sociale dans la lutte révolutionnaire* » et qu'il est d'une « *nécessité urgente d'organiser le lumpenprolétariat, comme a d'ailleurs commencé à le faire le parti de la Panthère noire* ». Mais l'aspect contestable de l'analyse de Cleaver, c'est, comme le lui a objecté Robert L. Allen, d'omettre le fait que la délinquance tend, trop souvent, à se développer « à l'intérieur du cadre de l'ordre existant » où elle agit comme une force de conservation sociale.

C'est ce que reconnut l'ami de Cleaver, Geronimo, ex-lumpen lui-même, ex-trafiquant, ex-souteneur : Oui, admit-il, certains lumpens ont été « *fourvoyés par l'idéologie capitaliste* ». Oui, « *le lumpen urbain considère le jeu, le proxénétisme comme un moyen pour atteindre des objectifs capitalistes* ». Or Cleaver adopta le lumpen en bloc. Il le fit entrer une fois pour toutes dans l'Olympe révolutionnaire. « *Le lumpen est maintenant conscient d'être l'avant-garde de la révolution.* » Depuis les révoltes urbaines, « *il*

a été la cheville ouvrière à Babylone». «*Le lumpen a découvert une nouvelle vie. Maintenant il comprend. La connaissance des choses qui lui avait été cachée est maintenant la sienne.* […] *Il sait qu'il est invincible. Il est devenu un révolutionnaire.*»

Geronimo affirma, après lui, que les lumpens afro-américains ont un niveau d'intelligence plus élevé qu'ailleurs. «*Ils sont les lumpens les plus avancés du globe.*» Ils auraient rejeté sans rechute possible les nombreux poisons qui leur avaient été injectés par l'ordre social de Babylone. «*Papa*» Cleaver est pour Geronimo le «roi des lumpens.» Il ne voudrait être «*nulle part ailleurs que parmi les lumpens qui composent en majorité l'avant-garde de notre lutte*».

Cleaver a eu la franchise de ne pas celer que ce culte quelque peu exclusif du lumpen est, dit-il, «*à l'origine de nos rapports difficiles avec les radicaux blancs*». Il explique aussi sans doute la divergence d'optique qui, on l'a vu, a éloigné les Panthères d'une organisation révolutionnaire de travailleurs noirs. Car en dépit du chômage qui frappe les Noirs davantage que les Blancs, de leur manque de formation professionnelle, de la discrimination dans l'emploi, il serait exagéré de prétendre que les Afro-Américains sont «exclus» de l'économie américaine. S'il est vrai que les lumpens sont condamnés dans les ghettos à l'oisiveté forcée, la main-d'œuvre noire n'est nullement absente des usines et chantiers d'Amérique.

Un autre aspect contestable des Panthères noires ressortit au domaine de la sexualité. Le milicien noir en uniforme est grisé par sa propre masculinité. «*Ces frères*, dit leur journal, *sont la crème de la virilité noire.*» Cleaver se félicita de ce que «*pour le jeune Noir le parti répond au profond besoin d'un idéal de virilité. La conséquence en est que toutes les jeunes filles de la communauté noire* […] *se sentent attirées par des adolescents qui sont des Panthères*». Il raconta ainsi ce que fut le «plus beau spectacle» de sa vie : à la vue de ces jeunes guerriers vêtus d'un même uniforme où domine la couleur noire, à l'exception de

la chemise bleu cobalt, veste de cuir et chaussures bien cirées, une lueur intense jaillit du regard d'une des femmes présentes. « *Je reconnus cette lueur au plus profond de moi-même : l'admiration totale d'une femme noire pour un Noir.* » Mais ce pouvoir de séduction avait une contrepartie inévitable dont Cleaver devait regretter qu'on en retrouve des traces jusque dans les rangs du parti : ces garçons jouaient au petit jeu du « chauvinisme mâle ». C'est ce que déplora également Bobby Seale, qui ne mâcha pas ses mots : ils ont tendance à abuser de leurs grades militaires dans leurs relations avec les sœurs. « *Un grand nombre de frères considèrent les sœurs comme inférieures.* » « *Ils se vantent d'être maquereaux.* »

Mais aucune des déficiences internes qui viennent d'être énumérées ne firent autant de mal au parti des Panthères noires que le défi involontaire qu'ils avaient lancé, avec la témérité la plus héroïque, aux « porcs », c'est-à-dire à la police et à la justice américaines. Le mot « involontaire » peut sembler impropre, mais il est pourtant exact car, au début, Huey P. Newton et Bobby Seale, on l'a vu, s'étaient bornés à vouloir organiser l'autodéfense des ghettos noirs et s'étaient souciés de ne s'armer que dans la limite autorisée par le fameux amendement constitutionnel. Mais, répétons-le, les flics rendus furieux par la vue de Noirs brandissant des fusils provoquèrent systématiquement des incidents violents pour amener les Panthères à se défendre en ouvrant le feu. Une répression sauvage s'ensuivit, qui ne fut pas seulement causée par un manque de sang-froid ou une brutalité particulière des policiers du rang.

Ce furent les personnages les plus haut perchés des USA qui sonnèrent l'hallali. Le vice-président Spiro Agnew, plus furieusement réactionnaire encore, s'il est possible, que Richard Nixon, qualifia les Panthères de « *groupe anarchiste de criminels entièrement irresponsables* » et l'avocat général Mitchell, tout comme feu J. Edgar Hoover, grand manitou du FBI, de « *la plus grave menace pour notre sécurité nationale* », tandis que Jerry Lemard,

substitut de l'avocat général pour les Droits civiques, déclarait : *« Les Panthères ne sont rien d'autre que des voyous et nous devons en venir à bout. »* Des agents fédéraux furent adjoints aux polices des divers États pour participer à la répression. Au ministère de la Justice, une équipe spéciale fut chargée de réprimer les Panthères noires. Sans aucun doute un plan fédéral fut établi en vue de les exterminer purement et simplement.

Tous les moyens furent employés : assassinats de Panthères, certains surpris dans leur lit en plein sommeil ou attaqués dans leurs permanences, inculpations pour des motifs le plus souvent inconsistants suivies de longues détentions préventives puis, après parodie de justice, assorties de peines sévères. Les leaders payèrent lourdement de leur personne, ce qui ne manqua pas de désorganiser et de dévoyer un parti entièrement dirigé par en haut. Le 28 octobre 1967, des coups de feu furent échangés entre Huey P. Newton et deux policiers. Newton fut gravement blessé, un policier tué, l'autre grièvement blessé. Cette provocation entraîna l'emprisonnement du « ministre de la Défense » des Panthères noires qui fut jugé au cours de l'été 1968 et condamné à une peine de deux à quinze ans de prison. Mais, en mai 1970, ce jugement devait être cassé par la cour d'appel de Californie et Newton, en août, enfin remis en liberté sous caution, pour de nouveau avoir à affronter des juges en juillet 1971.

Bobby Seale, président du parti, fut à son tour arrêté et poursuivi le 19 août 1969, pour avoir participé à la manifestation contre la convention du Parti Démocrate à Chicago, sauvagement réprimée par le maire Daley, également pour le prétendu meurtre dans le Connecticut d'un Panthère dont il fut prouvé finalement que ce dernier avait été assassiné par un agent provocateur. Bobby fut condamné à quatre ans de réclusion pour le premier chef d'accusation après un procès mémorable où il s'obstina courageusement à défendre ses droits constitutionnels, en l'espèce celui de prendre l'avocat de son choix, contre le féroce juge Hoffman. Cet énergumène le fit enchaîner, lier à son siège,

bâillonner avec un tampon introduit dans sa bouche. Finalement l'accusation de « conspiration » fut abandonnée faute de preuves. Quant aux poursuites engagées dans le Connecticut et où était impliquée également une femme, Erika Huggins, elles se terminèrent par un non-lieu, en mai 1971.

Eldridge Cleaver fut acculé par la police, le 6 avril 1968, à se retrancher dans une maison avec un autre militant de marque du parti, le tout jeune Bobby Hutton. L'adolescent fut tué, Cleaver blessé et arrêté pour être remis en liberté sur parole le 6 juin. Mais, le 27 septembre, le tribunal révoquait cette décision et sommait Cleaver de rejoindre la prison dans un délai de 60 jours. L'inculpé, qui avait passé, après avoir déjà subi des peines de prison dans sa prime jeunesse, neuf années de suite dans un pénitencier, ne put se faire à l'idée d'être privé encore une fois de sa liberté. Et, après un discours d'adieu, à San Francisco, le 22 novembre 1968, il prit le chemin de l'exil, avec, assure-t-il, l'accord de son parti. Il réside aujourd'hui à Alger et enrage de ne plus pouvoir, au moins pour le moment, ou de ne pouvoir qu'à distance, mettre son impétueux tempérament révolutionnaire au service de la révolution noire américaine.

Et la série tragique de continuer. Le 17 janvier 1969, une rixe opposa sur le campus de l'université de Californie à Los Angeles des étudiants noirs dont les uns étaient partisans des Panthères et les autres de l'organisation nationaliste culturelle de Ron Karenga. Des coups de feu éclatèrent. Deux militants de valeur des Panthères noires, John Huggins, ministre de l'Information, mari d'Erika, et Alprentice « Bunchy » Carter, ministre de la Défense, en remplacement de Newton emprisonné, furent tués.

Le 4 décembre 1969, les flics de Chicago envahirent le domicile de Fred Hampton, président des Panthères de l'Illinois, abattirent en tirant à travers la porte Mark Clark puis, une fois entrés, assassinèrent Fred Hampton dans son lit. Fred Hampton était un militant de premier plan, puisqu'il avait été désigné pour suc-

céder au responsable de la direction nationale du parti, David Hilliard, si celui-ci était emprisonné.

En 1971, c'était le tour de David Hilliard d'être emprisonné, avec quel retard ! puisqu'on lui reprochait d'avoir été mêlé à l'affaire du 6 avril 1968 où Bobby Hutton avait trouvé la mort.

Mais les actes de répression les plus dramatiques, et qui ont fait écho dans le monde entier, ont coûté la vie successivement aux deux frères Jackson, le plus jeune, Jonathan, le 7 août 1970, l'aîné, George, le 21 août 1971. Au début de janvier 1970, trois Noirs avaient été tués à la prison de Soledad par un gardien blanc. Il fut, bien entendu, acquitté, le 16 janvier. Le jour même de ce scandaleux verdict, un autre gardien blanc avait été trouvé mort, jeté du troisième étage de la prison. Trois détenus noirs de Soledad, George Jackson, Fleta Drumgo et John Clutchette furent accusés sans preuve de cet acte de représailles. George était en prison depuis onze ans pour un délit mineur qui lui avait valu une peine d'un an de prison, mais indéfiniment renouvelable en cas d'« inconduite » : les gardiens sadiques et racistes avaient fait en sorte qu'il fût toujours en faute. Maintenant il risquait peut-être, pour cette inculpation d'homicide, la chaise électrique. Pour sauver son frère, le jeune Jonathan organisa, le 7 août 1970, un coup de main d'une folle audace. Il fit irruption dans la salle de tribunal de San Rafael, comté de Marin, remit des armes à trois inculpés noirs en cours de jugement et, avec leur aide, parvint, sous la menace des flingues, à s'emparer de cinq otages, dont le juge encore revêtu de sa robe, l'assistant procureur du district et trois femmes jurés. Il espérait échanger les otages contre la libération de George. Les conjurés tentèrent de s'enfuir avec leur cargaison humaine dans une camionnette, mais la police, prompte à la riposte, déchargea sur eux une volée de balles : Jonathan et deux des inculpés noirs furent tués ainsi que le juge, tandis que l'assistant procureur et l'une des jurés étaient blessés. Ce fut pour une prétendue complicité dans cette opération que l'étudiante communiste Angela Davis, injustement soupçonnée

d'avoir procuré des armes à Jonathan, fut inculpée, longtemps emprisonnée, pour être finalement acquittée en juin 1972.

Un an après la mort de son jeune frère, George Jackson, dont la vie était guettée depuis longtemps par ses tortionnaires, fut abattu, dans la cour de la prison de San Quentin, dans des circonstances à dessein non éclaircies. Il a laissé un double testament : les lettres de prison bouleversantes publiées sous le titre *Les Frères de Soledad* et le fanatique manuel posthume de guérilla urbaine traduit en français sous le titre *Devant mes yeux la mort*.

Si l'on dresse un bilan de la répression exercée contre les Panthères noires, le chiffre des assassinés, au début de 1971, dépassait la trentaine et celui des militants encore en prison était d'au moins quatre cents. Perte de substance qui, pour un parti élitiste, impulsé par ses cadres, était gravement préjudiciable.

La brutalité déchaînée du pouvoir, la volonté délibérée d'anéantir le parti a posé la question de savoir si sa tactique n'a pas été quelque peu « aventuriste », si ses membres ont eu raison de s'exposer volontairement, en plein jour, à la mort, la prison ou l'exil, s'ils n'auraient pas, en quelque sorte, provoqué les maîtres de Babylone en les forçant à s'abattre prématurément sur une organisation qui n'était pas encore préparée à résister à un tel assaut. À quoi Cleaver a répondu avec peut-être trop de jactance : *« Oui. Mais est-ce nécessairement une mauvaise chose ?* [...] *C'est toujours le moment d'agir, si l'on est prêt à en assumer les conséquences. Nous devons être prêts à prendre des risques et à souffrir pour obtenir des résultats. Il a fallu que les Panthères noires descendent dans la rue avec des fusils et affrontent les flics, non sans accuser de lourdes pertes et connaître de grandes souffrances, pour susciter une certaine prise de conscience* [...]. *Tous les discours du monde n'y avaient rien fait ; il a fallu le genre d'action que nous avons menée, celle-là même que l'on qualifie d'aventuriste. »*

Le journal *The Black Panther* (18 mai 1968) a tenté de justifier l'action du parti avec non moins d'obstination : *« Certains*

hypocrites prétendent qu'en poussant les Noirs à employer la violence, le parti les conduit au massacre. D'après eux, le seul résultat de tous ses appels à la révolte sera une intensification de la répression qui se soldera inévitablement par la victoire du pouvoir et la défaite du parti.» Mais ce n'était pas, à ce moment-là, l'avis du journal, pour qui la répression était féconde parce qu'elle engendrait immanquablement la révolution. À son intensification répondrait «*un accroissement au moins égal de la violence populaire*».

Bientôt cette surestimation des fruits de la répression devait faire place à des réactions de desperados. Dans un article, Newton, après avoir déclaré que tout compromis serait un «*suicide réactionnaire*», ajouta : «*Je choisirais plutôt l'inverse, s'il le fallait, c'est-à-dire un suicide révolutionnaire. Un suicide motivé par le désir de changer le système, ou de mourir en s'y essayant*» (*The Black Panther*, 13 juin 1970).

À la volonté forcenée de destruction de la part du pouvoir répondit une frénésie désespérée, bien que dans l'immédiat impuissante, de détruire Babylone de fond en comble : George Jackson, peu avant de mourir, n'a-t-il pas souhaité, pour le salut des peuples du monde, «*la réduction de l'ensemble de ce pays à l'état d'un vaste désert et d'un cimetière pour deux cents millions des plus damnables fous de toute l'histoire*» ?

Outre la répression babylonienne, l'autre raison de la présente décadence des Panthères noires est la chute de Huey P. Newton et de son entourage dans un réformisme, un «révisionnisme» comme diraient les zélateurs de Mao, plus soucieux de transiger avec l'ordre établi que de poursuivre le combat révolutionnaire.

Cette évolution, en apparence surprenante, a eu plusieurs motifs. Tout d'abord, on a déjà eu l'occasion de le voir, on a pu déceler chez Newton, dès les débuts du mouvement, un fond de légalisme vite bousculé sans doute par la riposte de l'adversaire capitaliste, mais qui n'en était pas moins dans sa nature. Ensuite le long séjour en prison, de l'automne 1967 à l'été 1970, de

l'homme providentiel du parti lui avait fait, quelque peu, perdre le contact avec une organisation qui, partie d'une trentaine de membres à Oakland, avait, en quelques années, pris des dimensions nationales considérables. Les autres chefs, Bobby Seale, Eldridge Cleaver étaient, eux aussi, hors de combat. Un homme, un Staline au petit pied, s'installa dans ce vide et fit main basse sur l'appareil du parti qui s'était, entre-temps, fortement bureaucratisé : David Hilliard, flanqué de son frère June. Hilliard, pendant trente-trois mois, aurait fait à Newton captif des comptes rendus plus ou moins mensongers ou déformés.

Quand le héros recouvrit la liberté, il semble avoir été désorienté et dérouté par la situation neuve dans laquelle il retrouvait le mouvement. Les années aussi avaient fait leur œuvre. Au physique comme au moral, Huey P. Newton n'aurait plus été la même personne lorsqu'il put respirer l'air libre que lorsqu'il avait été mis à l'ombre. Cleaver a dit de lui, assez cruellement : « *Newton sortit de prison davantage comme un chaton que comme une panthère.* » Loin de reprendre les rênes, le fondateur du parti laissa David Hilliard continuer à y régner. Or David Hilliard était opposé à toute activité armée des Panthères ; il en démantela les structures militaires clandestines, fit stocker toutes les armes appartenant aux diverses sections dans les locaux du parti, ce qui désarma les militants de base et les laissa sans défense contre la répression policière. En même temps il centralisa au siège central les fonds du parti, privant ainsi les chapitres locaux de leur autonomie financière. Enfin le fusil symbolique disparut de la première page du journal *The Black Panther*.

À l'arrière-plan, il semble bien que l'influence du Parti communiste Américain se soit exercée dans le sens d'un retour à la légalité. Le PCA avait contribué par des versements et collectes très importants à la campagne pour la libération de Newton. Ç'avait été sur les conseils de William L. Patterson, vétéran du communisme noir, que les Panthères avaient pourvu Newton d'un avocat blanc, Charles Gary, choix qui, à l'époque, malgré

le talent et l'inlassable dévouement de ce juriste, avait vivement heurté le contre-racisme des nationalistes culturels. La plupart des avocats qui avaient défendu des Panthères devant les tribunaux étaient sortis des rangs du Parti communiste : ils avaient maintes fois fait valoir l'opportunité d'éviter toute action violente qui pût gêner les procédures en cours.

Mais le retournement de Newton a eu des causes plus pressantes et plus graves. La perte de vitesse dans laquelle se trouvait le parti, appauvri à la fois en militants et en ressources financières, le fit se livrer à une amère autocritique de l'action violente du passé. Il tomba du Charybde ultragauchiste dans le Scylla opportuniste. Cela avait été *« tout à fait erroné et presque criminel de la part de certains dans le parti »* de croire que le parti pouvait à lui seul l'emporter sur les forces de police. Le résultat en avait été *« la guerre entre la police et les Panthères et, si l'on est en guerre, il faut que la lutte se déroule entre la communauté noire tout entière et l'ordre établi. Autrement nous nous isolons. »* Les excès commis avaient plongé le parti *« dans un vide où le sang fut répandu d'un bout à l'autre de ce pays, notre sang, pendant que la communauté se contentait d'observer. Mais c'était davantage notre faute que la sienne. »* Il n'était possible de survivre qu'en se liguant *« tous ensemble pour résister au génocide entrepris contre nous tous »*. Ce qu'il ne fallait plus faire à l'avenir, c'était de partir trop en flèche. Le peuple noir n'était pas encore mûr.

Il ne fallait plus être divorcé de la masse. Tout en ne se dissimulant pas qu'il allait être *« très critiqué par les pratiquants du culte de la révolution »*, Newton préconisait maintenant une « évolution par étapes »[1].

En fait, il y avait depuis fort longtemps des divergences profondes dans la direction du parti. Elles portaient principalement, d'une part, sur la dictature bureaucratique de David Hilliard, d'autre part, ce qui revenait au même, sur une opposition de

1 Discours à Berkeley le 19 mai 1971, journal *The Black Panther*, 29 mai 1971.

plus en plus vive entre partisans de l'action purement militaire et partisans de la lutte politique dite de masses. La scission virtuelle au sein du comité central remontait à 1969. Elle avait pris naissance en Californie, à Oakland et Los Angeles, puis elle s'était étendue peu à peu au reste du pays. Elle mettait aux prises le clan Hilliard-Newton avec les amis d'Eldridge et de Kathleen Cleaver, exilés à Alger où ils avaient formé la « section internationale » du parti, et auxquels s'étaient joints, notamment, un groupe de 21 militants new-yorkais poursuivis en justice[1], avec Richard Moore, Michael Tabor et sa femme Connie Matthews Tabor.

Les premiers signes extérieurs de la scission apparurent lorsque les « 21 » de New York reprochèrent, le 19 janvier 1971, dans une lettre publiée par un petit journal de l'East village de New York, aux leaders du parti leur « dogmatisme », leur « régionalisme », leurs procédés d'« enrégimentation » et, en même temps, firent l'éloge des actions terroristes des Weathermen. Cette lettre entraîna leur exclusion.

Peu après, le 8 février, Richard Moore et Michael Tabor, libérés sur parole, négligèrent de comparaître devant le tribunal et filèrent à Alger avec Connie Matthews, faisant perdre au parti la caution de 150 000 dollars qui avait été versée pour eux. Ils furent tous trois exclus et la section de New York, qui s'était solidarisée avec eux, fut éjectée à son tour.

Ce fut en février 1971 que la rupture fut définitivement consommée et rendue publique. Comme dans toute scission, les versions qui en furent données après coup se contredirent. Dans son discours de Berkeley précité, Newton confia que de sa prison il aurait été depuis longtemps en désaccord avec la majorité du comité central et qu'il n'aurait pu y faire prévaloir ses options. Il se serait senti comme « gelé », incapable de

1 Les « 21 » avaient été accusés de « complot » en vue de lancer des bombes, mais la preuve ne put jamais en être faite par la justice et les longues poursuites engagées contre eux durent être finalement abandonnées.

faire le moindre mouvement, coincé dans une impasse. De son côté, Cleaver, le 4 mars, fit rendre public à New York un enregistrement dans lequel, d'Alger, il critiquait âprement le parti pour sa renonciation à la lutte armée, son opposition à l'entrée dans la clandestinité et dénonçait la « machinerie bureaucratique » qu'était devenue l'organisation. Il affirme avoir suggéré une réforme du comité central basée sur la représentation de tous les groupes locaux ; mais cette proposition aurait été bloquée par David Hilliard qui aurait préféré superposer au comité central une sorte de politbureau dirigé par lui et Newton. Huey aurait soutenu ce « despotisme absolu ».

Les deux tendances désormais ennemies s'exclurent réciproquement. La direction Hilliard-Newton procéda à des expulsions massives, non seulement d'individualités mais de sections entières du parti, exigeant de ses troupes, s'il faut en croire le journal créé par Cleaver, *Right on*, une « *obéissance aveugle* ». Elle tenta de discréditer la section internationale, dont la position de réfugiés politiques américains vis-à-vis de l'autorité algérienne était déjà délicate, et elle adressa des lettres destinées à indisposer contre le secrétariat d'Alger les chefs de gouvernement, organisations révolutionnaires et mouvements de libération dans le monde, notamment les Algériens, Nord-Coréens, Nord-Vietnamiens, Cambodgiens, Chinois et Cubains, ce qui troubla certains destinataires de ces missives et leur fit adopter, au moins pour un temps, une attitude négative ou réservée à l'égard du groupe Cleaver.

Comme chaque fois qu'un parti politique se casse en deux, les injures fusèrent de part et d'autre. Chaque camp accusa l'autre d'être composé de « renégats » et de « traîtres ». Au cours d'une conversation téléphonique homérique entre la Californie et l'Algérie, diffusée par une chaîne de télévision à San Francisco, le 26 février 1971, Cleaver exigea de Newton l'exclusion de David Hilliard, la réintégration de Geronimo et des dissidents new-yorkais. Huey répondit en traitant Cleaver de « putain » et Cleaver,

dans une brochure, se vengea peu après en lançant à l'adresse de Huey qu'il était « un nigger fou de pouvoir », un « révisionniste droitier » et, suprême insulte d'ordinaire réservée aux flics, un « porc ». Dans les derniers jours de sa vie, George Jackson, pourtant si proche de Cleaver par son activisme militaire, crut devoir prendre le parti de Newton et d'Hilliard, sans doute parce qu'il dépendait de leur soutien dans la situation d'un prisonnier dont la vie est menacée. Il adressa à Cleaver une lettre où il insinuait que sa conduite en prison n'aurait « pas été exemplaire » et, pour finir, il lui demanda « *carrément de faire la preuve qu'il n'est pas un trublion irresponsable ou un agent provocateur* ». Cleaver lui aurait « *répliqué par une série d'invectives grossières, ordurières – en bref, un écrit de vendetta* ». Ce qui n'empêcha pas le groupe d'Alger de rendre à Jackson un vibrant hommage après sa fin héroïque.

La sexualité, comme il se doit dans de telles circonstances, fut largement mise à profit dans la réciprocité des invectives. Elaine Brown publia dans le journal de Newton (numéro du 6 mars 1971), sous une énorme manchette, un article intitulé « Libérez Kathleen Cleaver » où elle prétendait que la femme d'Eldridge, à qui elle attribuait une liaison avec un membre du parti, serait séquestrée à Alger par son mari, un « mâle chauvin » qui aurait, de son côté, d'innombrables maîtresses. Le groupe d'Alger démentit aussitôt, accusa le journal en question d'être devenu « *une feuille à scandales de bas étage* » et prit sa revanche en dénonçant le frère de David Hilliard, June, qui aurait mis à profit sa position d'assistant chef d'état-major pour « *baiser presque toutes les sœurs du chapitre de Kansas* ». À plusieurs autres dirigeants du parti était prêtée une obsession sexuelle et il était rappelé que la lutte des Panthères était « *une lutte de classes et non une lutte de culs* ».

La vie privée de Huey P. Newton fut l'objet de sévères attaques. Il se prélasserait dans une luxueuse villa au loyer de 650 dollars par mois et David Hilliard aurait acquis une maison de 65 000 dollars. Quand Newton entreprenait une tournée ora-

toire, il exigerait pour chaque engagement une rémunération de 2 000 à 3 500 dollars, plus les frais de voyage.

Fait plus grave : Geronimo, chef de l'appareil militaire clandestin, fut exclu du parti peu après avoir été arrêté par la police au Texas, le 8 décembre 1970. Motif : il avait été mêlé à une escarmouche armée avec les forces de l'ordre en Californie, ce qui devait entraîner son extradition vers cet État. Comme il avait critiqué la direction Hilliard-Newton, il se serait vu refuser les subsides qu'il avait réclamés pour pouvoir se maintenir dans la clandestinité, refus qui aurait conduit finalement à sa capture. Cleaver assura que les bureaucrates du parti se seraient vengés de Geronimo en dévoilant des informations secrètes sur l'appareil clandestin, ce qui aurait eu pour aboutissement l'arrestation de l'opposant activiste et de ses camarades. Le journal *The Black Panther* (du 23 janvier 1971) prétendit, en contrepartie, que Geronimo aurait « voulu assassiner » David Hilliard et Huey P. Newton.

La lutte fratricide alla jusqu'au meurtre. Le 1er mars 1971, Robert Webb, responsable de la région new-yorkaise, avait tenu une conférence de presse où il annonçait que les chapitres de New York et de New Jersey avaient demandé la démission ou la révocation des frères Hilliard. Le 8 mars, au cours d'une bagarre à Harlem avec trois vendeurs du journal de Newton, il était assassiné. Les représailles ne tardèrent pas : le 17 avril était découvert à New York le cadavre ligoté de Samuel Napier, responsable de la diffusion du journal de Newton. Fort heureusement, l'engrenage de la violence s'est arrêté après ces deux meurtres, et celui des invectives aussi. Les derniers numéros parus des journaux du groupe Cleaver, *Right on* d'abord, *Babylone* ensuite, ont mis une sourdine à la polémique entre les deux tendances. La mort tragique de George Jackson les a sinon réconciliés, du moins mises à l'unisson.

Sans avoir à prendre position dans cette dispute parfois sordide qui a déchiré et affaibli gravement le parti des Panthères noires, l'objectivité oblige à souligner que, sur le plan politique,

la position de Huey P. Newton n'était, sans aucun doute, guère défendable. Passe encore qu'il ait cru devoir opérer une retraite stratégique temporaire sur le plan de l'activité purement militaire, pour sauver le parti d'une destruction peut-être totale, mais l'éclatement de l'organisation risquait, d'un autre côté, comme l'a souligné le groupe de Cleaver, d'entraîner son « autodestruction » « *par incapacité à résoudre ses propres contradictions* ».

En outre, le repli de Newton a pris l'allure d'un véritable reniement théorique, beaucoup plus lourd de conséquences que les sanctions contre les dissidents ou les invectives.

Tout d'abord, a été dénoncée l'alliance qui avait été conclue en 1968 avec des organisations progressives blanches (*The Black Panther* du 17 avril 1971), alors que le front commun des révolutionnaires noirs et blancs avait été, dans le passé, la règle d'or du parti.

Ensuite Huey P. Newton centra de plus en plus l'activité du parti sur les œuvres de bienfaisance qui, on l'a vu, avaient été pratiquées dès ses débuts, mais qui maintenant prenaient toute la place. Ces initiatives, rebaptisées « programme de survie de la communauté », nécessitaient la collecte de sommes importantes. Où les trouver, maintenant que les mécènes blancs libéraux se faisaient prier, sinon auprès des couches supérieures de la communauté noire, en sollicitant les ministres du culte et les capitalistes ?

Aussi Newton a-t-il, tout d'abord, tendu la main aux Églises (journal du 29 mai 1971). Selon lui, le divorce avec les Églises avait fait perdre au parti la faveur de la communauté noire. Ç'avait été une lourde erreur que de critiquer le spirituel au nom du matérialisme. Les savants ne peuvent répondre à toutes les questions. S'ils prétendent le contraire, ils sont malhonnêtes. Il y a place pour Dieu, car ce qui échappe à la connaissance est Dieu. Ce fut « plutôt arrogant » de la part du parti que de reprocher à la communauté noire de s'adonner à des pratiques religieuses susceptibles de fournir une réponse aux questions métaphysiques qu'elle se pose.

D'ailleurs les églises sont en pleine évolution ; elles s'efforcent de regagner la confiance de la communauté. Leurs ministres entendent traiter des réalités sociales qui engendrent la misère, de façon à ce que puisse leur être trouvée une solution.

Il faut « donner une chance à l'Église ». « *Travaillons avec elle pour tirer autant de contributions et de compromis qu'il est possible de toutes les institutions existantes.* » Et Newton, pour terminer, annonçait qu'après un éloignement de dix ans lui et ses camarades s'étaient rendus pour la première fois à l'église, la semaine précédente, amenant avec eux leurs enfants.

Cette assez stupéfiante volte-face fut vivement commentée par les amis de Cleaver. L'un d'eux, Roland Freeman, fit remarquer que les petits-déjeuners que les Panthères servaient aux enfants l'avaient toujours été dans les églises. L'entrée dans les églises n'était donc pas une nouveauté, et il y avait coopération avec elles sur ce point. Mais, où il y avait incompatibilité, c'était qu'aucun compromis n'était possible avec elles sur les principes, sur l'idéologie, « la leur métaphysique, la nôtre dialectique ». D'un trait de plume, Newton abandonnait cette position marxiste fondamentale.

Quelques jours plus tard (journal du 5 juin 1971), Newton poussait plus loin son révisionnisme et réhabilitait le capitalisme noir, traité naguère par lui-même de réactionnaire. Toujours la même chanson : le culte de la révolution et de l'héroïsme avait isolé du peuple les Panthères. Or nombreux étaient les membres de la communauté qui ne nourrissaient pas une hostilité de principe contre le capitalisme noir. Dans le passé le parti avait pris une « *position contre-révolutionnaire* » en condamnant purement et simplement ce dernier. Les petits capitalistes noirs ne sont-ils pas eux aussi les victimes de la société dans son ensemble, de l'exploitation par les monopoles capitalistes ? Ils ne manquent pas de qualités positives. Ils ont à cœur les intérêts de la communauté et les besoins du peuple car ils dépendent de la communauté pour faire des bénéfices. Reprenant les arguments

fallacieux du Pouvoir noir seconde manière (voir plus haut page 231), Newton soutenait que *« l'idée de capitalisme noir en est venue à signifier pour beaucoup de gens le contrôle noir de telle ou telle institution dans la communauté »*. Et il reprenait à son compte la conception de la révolution « en deux temps » chère à Mao : faire d'abord alliance avec tout groupe social qui est en conflit ouvert avec l'ennemi principal, c'est-à-dire transiger avec la bourgeoisie nationale. *« Le capitaliste noir a la même relation avec la communauté noire que la bourgeoisie nationale avec les peuples dans les guerres de décolonisation. »* Elle *« soutient les luttes libératrices du peuple car elle reconnaît que c'est dans son propre intérêt égoïste »*. Qu'elle aide d'abord le peuple à éliminer les exploiteurs étrangers (ici l'Amérique capitaliste blanche), ensuite, ensuite seulement, le peuple éliminera aisément la bourgeoisie nationale (ici le capitalisme noir).

Il est surprenant que George Jackson, « la mort devant les yeux », ait pris ici la défense de Newton, car n'avait-il pas écrit lui aussi que *« le capitalisme noir, c'est le Noir contre lui-même »* ? Maintenant il était d'un tout autre avis. Le « négrillon » qui possède un drugstore, voire une usine de chaussures, *« ce ne sont pas eux les vrais capitalistes »*. L'ennemi, ce sont *« les quelques familles qui possèdent et dirigent le pays »*. *« Nous avons besoin d'alliés. Nous ne pouvons nous isoler. C'est ce qu'a dit Newton. »*

Sur le plan de la lutte contre l'impérialisme, le « repli » de Newton n'était pas moins flagrant. Voici maintenant qu'il se repentait publiquement d'avoir offert au Front national de libération du Sud-Vietnam des combattants noirs en signe de solidarité (journal du 29 mai 1971).

Enfin ce qui reste du parti des Panthères s'est enlisé dans des collusions électoralistes nauséabondes en accordant, par exemple, le 27 avril 1972, son soutien à une Noire de Brooklyn, Shirley Chisholm, membre du Congrès des États-Unis, qui s'était mise sur les rangs pour être désignée comme le candidat du Parti Démocrate à la Présidence des États-Unis. De même, en

Californie, Bobby Seale accorda l'appui officiel du parti qu'il préside à deux démocrates noirs qui furent élus le 20 avril 1971 au conseil municipal d'Oakland. Ainsi l'on renonçait à toute politique noire indépendante et l'on se raccrochait au char d'un des deux partis capitalistes.

Pour conclure, on doit relever que le journal de Newton du 3 juillet 1971 publia le placard suivant : « *La plate-forme en dix points ne reflète plus les besoins et désirs du peuple en 1971. C'est pourquoi la plate-forme et le programme ont été temporairement retirés de notre journal.* » Depuis la naissance de *The Black Panther*, cette fameuse plate-forme, composée en grosses lettres et encadrée, avait été reproduite régulièrement dans chaque numéro. Certains de ses points, notamment celui contre « le capitaliste » en général, n'étaient sans doute plus de saison. En revanche, les journaux successifs du groupe Cleaver se sont fait un devoir, en même temps qu'un malin plaisir, de continuer à imprimer la plate-forme, devenue comme une relique.

Mais, à Alger, où il a trouvé un refuge combien précaire, Eldridge Cleaver a vu se rétrécir comme peau de chagrin le nombre de ses partisans. Il est aujourd'hui un exilé quasi solitaire, désargenté au point d'avoir dû interrompre la publication d'un organe de presse. À deux reprises, le 3 juin et le 1er août 1972, des Noirs américains réussirent à détourner des avions sur Alger et à obtenir des compagnies aériennes des rançons atteignant au total un million et demi de dollars. Cleaver espéra pouvoir ainsi renflouer son mouvement. Mais le colonel Boumediene fit saisir le magot et le restitua aux Américains. Il en résulta une vive algarade entre le chef de l'État algérien et son hôte. Ce qui restait de la « section internationale » des Panthères noires fut placé pendant quelques jours, dans son quartier général, sous la garde humiliante de la police et empêché, le 18 août, de tenir une conférence de presse.

Où va Eldridge Cleaver ?

En manière de conclusion

Conclusion ? Qui oserait conclure ? Dans l'état actuel du drame du Noir américain, personne, ni les Blancs ni les Noirs, ne semble à même de lire dans l'avenir, d'entrevoir une solution, d'apercevoir une issue, d'offrir une perspective. Le seul fait patent que l'on puisse noter est la foudroyante accélération, la prodigieuse radicalisation du mouvement de libération afro-américain au cours des quinze dernières années. Mais, en prenant le mors aux dents, ce mouvement a, en même temps, usé et épuisé, très vite, trop vite peut-être, les diverses formes de lutte successivement essayées, les organisations les plus hétéroclites qui se sont succédé à la tête de la révolution noire, les individualités de première grandeur qui, à peine émergées, ont été fauchées par le meurtre, la répression, l'exil, quand elles ne se sont pas discréditées elles-mêmes par les plus imprévisibles des palinodies.

Le tout récent déclin d'un parti qui aura incarné pendant au moins quatre ans le plus haut degré de conscience et de courage révolutionnaires jamais atteint chez les Noirs pourrait bien mettre le point final à une période de l'histoire des luttes afro-américaines. Nombre de ceux qui s'étaient engagés totalement dans un inégal combat ont aujourd'hui le sentiment qu'une page vient d'être tournée, qu'il faudrait repenser toutes les données du problème, repartir à la recherche de nouvelles formes d'action, encore inexplorées, offrir à vingt-cinq millions de Noirs, et non plus seulement à une minorité de cadres, de révolutionnaires professionnels, des chemins encore à défricher, des tactiques et des alliances qui restent à découvrir. Ils estiment que la faiblesse principale des météoriques Panthères fut leur incapacité

de se lier à une véritable lutte de masses : seul un front unique solide avec les autres organisations noires eût pu les préserver de la répression destructrice en même temps qu'il eût rendu plus efficace la lutte révolutionnaire contre la guerre du Vietnam. Trop simpliste était leur mot d'ordre passe-partout : « prendre le fusil ».

Certes le dernier mot n'est pas dit. Après une période très longue de piétinement, nous avons vu la révolution noire évoluer aux États-Unis à une allure de plus en plus rapide. Les prévisions, aussitôt faites, étaient dépassées, les articles ou les livres qui lui étaient consacrés vite périmés. La révolution noire a avancé à pas de géant. En quelques années elle a sauté du mot d'ordre encore intégrationniste de « liberté immédiate » et du prestigieux apostolat non violent de Martin Luther King au nationalisme noir des Musulmans et de leur « messager » Elijah Muhammad, vite discrédité et aujourd'hui en perte de vitesse, puis à l'hérésie désacralisée, anti-impérialiste et antiraciste de Malcolm X. Après eux, ce fut le tour des fondateurs du Pouvoir noir, Stokely Carmichael et Rap Brown, mais presque aussitôt usés et éliminés du premier plan de la scène, le premier par son option ultérieure africaine et contre-raciste, le second par la répression ; enfin le tour des Panthères noires, trop rapidement épuisés par la plus féroce des répressions, le meurtre policier systématique, l'exil forcé, les déchirements fratricides.

L'un après l'autre, tous les modes de relations possibles avec la majorité blanche ont été, vainement, expérimentés : l'élévation sociale d'une génération de nouveaux « Oncles Tom », par l'adaptation au statu quo ségrégationniste, prônée naguère par un Booker T. Washington, l'intégration raciale jamais réellement atteinte malgré les simulacres de lois sur les droits civiques, la non-violence de Martin Luther King démentie et balayée par la violence du racisme blanc, les diverses chimères nationalistes : retour à l'Afrique, séparatisme géographique à l'intérieur des États-Unis, Pouvoir noir trop vaguement défini et lourd de per-

nicieuses équivoques et puis, en dernier lieu, l'attaque frontale contre Babylone, désespérée et condamnée à un échec au moins temporaire, car déclenchée par une minorité dans la minorité ethnique, au moment précis où la contre-révolution américaine, alimentée par le capitalisme monopoliste et la volonté impérialiste de subjuguer la planète, atteignait son effroyable zénith.

Les vingt à trente millions de Noirs, malgré que leurs conditions d'existence, les traitements qui leur sont infligés les prédisposent, de toute évidence, à devenir le fer de lance de la révolution américaine, à entraîner derrière eux les Blancs les plus exploités ou les plus progressistes, ne sont pas encore parvenus, seuls, à venir à bout du monstre ou même seulement à ébranler sérieusement sa domination. Il est à prévoir qu'ils n'y réussiront pas avant le jour où ils pourraient enfin compter sur des alliés résolus, conséquents et fidèles, dans la communauté blanche. Ce jour est-il proche ? À certains signes, on pourrait l'augurer. Les États-Unis d'Amérique sont, à coup sûr, entrés, objectivement et subjectivement, dans une période prérévolutionnaire. L'impérialisme et le capitalisme se débattent dans une double impasse, à l'intérieur et à l'extérieur. Une jeunesse étudiante blanche s'est levée, en rupture totale avec les générations précédentes, résolue à se battre sans merci. De nombreux intellectuels l'ont rejointe.

Mais tout ce beau courage dans les combats de rue, les heurts souvent rudes avec les forces de répression, la remise en question de toutes les valeurs sur lesquelles avait si confortablement vécu la société américaine, les écrits dynamités de sarcasmes contre Babylone et de volonté de « changer la vie » n'ont pas encore suffi à conférer à ces combattants blancs une conscience politique sûre, une homogénéité théorique, une stabilité et une persistance dans les desseins qui puissent être d'un réel secours à la révolution noire. Les attentats commis çà et là par les Weathermen clandestins ne semblent pas avoir entamé réellement la toute-puissance du fameux complexe militaro-industriel. La guerre sociale n'a pas encore été vraiment déclarée. Tout

au plus s'agit-il de deux guérillas larvées, l'une blanche, l'autre noire, qui laissent impassible, parfois même totalement indifférente une immense nation de plus de deux cents millions d'habitants, une gigantesque société de consommation qui, à part des îlots épars de scandaleux paupérisme, est gorgée de dollars, de bien-être, et n'aspire qu'à mieux vivre encore, dans le cadre de l'ordre capitaliste établi. Seule une défaite militaire ouverte au Vietnam ou une crise économique majeure seraient capables de lézarder ce formidable édifice, dont les fondations sont peut-être d'argile mais qui tient encore assez solidement.

Qu'on le veuille ou non, aucune révolution américaine ne sera jamais possible en dehors de la classe ouvrière, blanche dans sa grande majorité, de plus en plus conservatrice, aux syndicats toujours davantage bureaucratisés, plus ou moins corrodée par un racisme qui, ces dernières années, loin de dépérir, a connu un retour de flamme ; et ceci pour des raisons d'ordre principalement économique : la hantise du chômage, une instinctive prévention contre la concurrence de la main-d'œuvre de couleur. Il faudrait de profonds bouleversements économiques et sociaux pour que ce prolétariat embourgeoisé cesse de faire confiance aux maîtres du jeu, politiciens des deux partis capitalistes aussi bien que bonzes syndicaux, pour qu'il se radicalise, pour qu'il regarde le mouvement de libération noir anticapitaliste comme son allié naturel et l'Afro-Américain comme placé par l'évolution historique aux avant-postes de la révolution, enfin pour que soient dissipées sa méfiance à l'égard du lumpen et ses préventions contre la violence.

Les capitalistes ne sont pas tous inintelligents et aveugles. N'ont-ils pas déjà réussi à éviter ou ajourner ou résorber les crises économiques majeures, les guerres entre grandes puissances, les aventures et mésaventures colonialistes qui furent dans le passé leurs échecs le plus désastreux ? Ils ont imaginé d'ingénieux substituts qui sont l'économie dirigée, l'équilibre de la terreur, le néocolonialisme. L'aile la plus astucieuse du pou-

voir américain n'a peut-être pas encore dit son dernier mot sur le problème noir. D'un point de vue aussi bien technique que financier, l'égalisation matérielle des conditions d'existence des Afro-Américains par rapport à celles de la moyenne de la population blanche ne serait pas une opération absolument irréalisable. N'est-il pas significatif qu'un des collaborateurs les plus proches de John Kennedy, McGeorge Bundy, ait pris les rênes de la richissime fondation Ford et qu'il ait annoncé, dès 1966, la décision de cet organisme de contribuer financièrement, par des allocations substantielles, à la « pleine égalité de tous les Noirs américains ». Dans son petit livre sur l'*Histoire du mouvement noir aux États-Unis*, Robert L. Allen a consacré une place insolite aux tentatives, renouvelées à travers les années, de la fondation Ford pour, non seulement planifier la suppression des ghettos et de leurs taudis, mais aussi recycler les travailleurs noirs et les doter d'une formation professionnelle.

Mais une telle entreprise exigerait, certes, beaucoup de temps et des investissements fantastiques. John Gardner, ancien ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a fait connaître qu'il faudrait au moins vingt-cinq ans et peut-être deux cents millions de dollars rien que pour « résoudre complètement la crise urbaine ». Une autre évaluation a abouti aux mêmes chiffres : pour garantir un revenu annuel minimum de huit mille dollars à une famille, le coût de la note s'élèverait à deux cents millions de dollars. Or les difficultés financières et monétaires qui assaillent le pouvoir américain, du fait de la moribonde guerre d'Extrême-Orient et de l'inflation galopante, ne favorisent aucunement la mise en application de plans aussi ambitieusement coûteux.

Le Congrès, tout au contraire, a opéré des coupes sombres dans les crédits pour la lutte contre la misère, pour l'éducation, l'aide aux locataires, les secours de chômage, etc. Douze congressistes noirs démocrates, après avoir rendu visite au président Nixon, le 25 mars 1971, ont été vivement déçus par la réponse négative qui leur fut faite : tout au plus soixante mille dollars de

crédits allaient être dégagés pour créer des emplois en faveur des jeunes et quinze millions pour les universités noires. Allen précise que les plans fédéraux dits de rénovation de seize secteurs qui avaient été particulièrement dévastés par les grandes révoltes urbaines n'ont été réalisés que très partiellement et ne seront peut-être jamais menés à terme. En même temps les mesures gouvernementales anti-inflationnistes ont encore aggravé le pourcentage des chômeurs dans les ghettos noirs. Enfin la maigre manne fédérale qui a pu être allouée à la communauté noire, la récupération du slogan du Pouvoir noir par le président Nixon ont, comme on l'a vu, profité uniquement à la bourgeoisie noire qui contrôle et exploite les ghettos.

Si le capitalisme américain s'avérait incapable, sur le plan économique, de trouver une solution au problème de la minorité noire, il lui reste, bien entendu, un autre expédient, plus barbare et plus radical, la solution fasciste. En juillet 1969 Huey P. Newton crut pouvoir affirmer que le fascisme se développait aux États-Unis et prit l'initiative d'un front uni antifasciste. Eldridge Cleaver, avec un peu de précipitation, prédit l'instauration d'une « dictature militaire » aux États-Unis pour 1972. Ailleurs il a exprimé l'idée que « *la forme d'oppression qui sévit aux États-Unis, son caractère global et les facteurs économiques qui lui sont liés, suffisent à qualifier l'Amérique de fasciste* ». Cette même hantise d'un fascisme américain qui serait déjà en place occupait l'esprit de George Jackson pendant ses derniers jours et se retrouve dans un chapitre entier de son livre posthume. Cependant Angela Davis a marqué son désaccord avec Jackson sur ce point : « *George a développé une longue théorie sur la nature du fascisme qui sévit actuellement. Il soutient que les États-Unis sont entrés dans une phase où le fascisme s'est solidement implanté.* [...] *Je rejette ses conclusions, notamment la victoire incontestée de la contre-révolution. Nous sommes engagés dans*

une voie fasciste [mais] je ne pense pas que le fascisme soit déjà installé aux États-Unis[1]. »

Déjà en 1957, dans une interview, Richard Wright n'excluait pas que le problème noir américain fût insoluble et n'écartait pas l'hypothèse d'une « solution finale » de type hitlérien : « *Le Noir aux États-Unis pourrait bien subir le sort que les Juifs ont subi en Allemagne.* » La Panthère noire Connie Matthews lui fera écho lorsque, répondant à un interviewer, elle lâchera, à son tour, ces mots terribles : « *Ce sera très facile d'envoyer trente millions de Noirs dans les chambres à gaz, ou de les exterminer au moyen d'une technique de pointe en matière d'assassinat collectif.* »

Au moment où s'achève la rédaction de ce livre, une campagne électorale présidentielle a fait s'affronter un candidat libéral, porte-parole du capitalisme, disons le moins borné, à Richard Nixon, flanqué de ces énergumènes fascisants que sont, entre autres, le vice-président Spiro Agnew et le gouverneur de Californie Ronald Reagan. Ainsi se sont trouvés face à face les deux termes de l'alternative entre lesquels a fait son choix la Babylone capitaliste. Jusqu'au jour où le peuple des États-Unis prendra conscience qu'il existe une troisième voie, susceptible non seulement de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mais aussi au racisme qui persécute les Afro-Américains : un socialisme spécifiquement américain, tel que l'a anticipé Eldridge Cleaver, c'est-à-dire démocratique et libertaire.

1 *S'ils frappent à l'aube*, traduction française, Gallimard, 1972.

Table des matières

Préface de l'éditeur 3

Les ruptures de Daniel Guérin 7

Introduction 13

Chapitre premier

D'où vient le racisme ? 23

Chapitre II

Un peu d'histoire 33

Chapitre III

Autopsie de la ségrégation 53

Chapitre IV

Discrimination dans l'emploi 79

Chapitre V

Où vont les pauvres Blancs ? 89

Chapitre VI

Des libéraux dans le Sud ? 107

Chapitre VII

Les Noirs et le mouvement ouvrier 115

Chapitre VIII
La lutte des Noirs : le gradualisme 137

Chapitre IX
La lutte des Noirs : le radicalisme 147

Chapitre X
Intégration ou séparation ? 161

Chapitre XI
La liberté n'attend plus 181

CHAPITRE XII
Les « Muslims » 197

CHAPITRE XIII
Malcolm X 207

Chapitre XIV
Le Pouvoir noir 219

Chapitre XV
Les Panthères noires 233

En manière de conclusion 277

Imprimé par IMS
6, rue Florian -93500 Pantin
www.ims-pantin.fr - atelier@wanadoo.fr